



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXIII^e Année

Tome II N^o 5 - Novembre 1988

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 L'évolution structurelle de l'économie belge
(troisième partie).
- 55 Courbe synthétique des principaux résultats de l'en-
quête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats
du mois de septembre 1988.
- 1 Statistiques.
- 171 Législation économique.
- 175 Bibliographie relative aux questions économiques et
financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

L'EVOLUTION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE BELGE

TROISIEME PARTIE¹

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Chapitre III : Les évolutions structurelles des opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger . . .	5
1. Synthèse de la balance des paiements	5
2. Opérations courantes	6
2.1 Solde des opérations courantes	7
2.2 Opérations sur marchandises : évolution générale	10
2.3 Opérations sur marchandises de l'U.E.B.L. comparées à celles des cinq pays européens : analyse détaillée	15
2.3.1 Méthodologie	16
a. Calcul de l'effet global, de l'effet prix et de l'effet volume des importations et des exportations	16
b. Calcul des effets de structure et de part de marché des exportations	17
2.3.2 Evolutions globales	19
a. Du solde commercial	19
b. Des importations	21
c. Des exportations	24
2.3.3 Evolution des exportations de produits manufacturés : effet de part de marché et effet de structure	26
a. Evolution générale	29
b. Evolutions détaillées	32
1° Effet de part de marché	33
i. Ventilé par produits	33
ii. Ventilé par marchés	33

¹ Les première et deuxième parties de cet article ont été publiées dans les numéros de juillet-août et de novembre 1987, LXII^e année, Tome II, n^{os} 1-2 et 5, du *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*.

2° Effet de structure	34
i. Dû à la structure par marchés	34
ii. Dû à la structure par produits	36
α. Evolutions globales	36
β. Concepts « stable » et « occasionnel »	36
γ. Analyse détaillée par produits	38
a) Spécialisation en produits progressifs	39
b) Non-spécialisation en produits progressifs	39
c) Spécialisation en produits régressifs	42
d) Non-spécialisation en produits régressifs	42
δ. Autres produits	43
3. Mouvement des capitaux du secteur privé	43
4. Cours de change	46
Synthèse	50

CHAPITRE III

LES EVOLUTIONS STRUCTURELLES DES OPERATIONS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC L'ETRANGER

1. Synthèse de la balance des paiements

Le tableau 30 donne un aperçu synthétique des grandes évolutions qui ont caractérisé les opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger depuis le début des années soixante.

Tableau 30

SYNTHESE DES OPERATIONS DE L'U.E.B.L AVEC L'ETRANGER

(Soldes en milliards de francs; moyennes annuelles)

	1961-63 ¹	1970-73	1976-79	1980-81	1982-84
1. Opérations courantes sur la base des transactions ..	n.	+ 44,0	- 30,2	- 150,0	- 45,0
1.1. Opérations courantes sur base de caisse	+ 0,5	+ 44,2	- 38,6	- 182,0	- 52,3
2. Opérations en capital	+ 5,3	- 23,0	+ 5,1	+ 124,0	+ 62,4
2.1. Créances commerciales représentatives d'exportations et d'importations, et non mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	n.	+ 0,2	- 8,4	- 32,0	- 7,3
2.2. Autres opérations, au comptant et à ter- me, du secteur privé	+ 2,9	- 4,5	- 8,7	- 47,8	- 104,7
2.3. Opérations au comptant du secteur public	+ 2,4	- 18,7	+ 22,2	+ 203,8	+ 174,4
3. Erreurs et omissions	+ 0,9	+ 0,2	+ 4,9	- 8,3	- 14,9
4. Total correspondant à l'augmentation (+) ou à la diminution (-) des réserves de change nettes de la Banque Nationale (1. + 2. + 3. = 1.1. + 2.2. + 2.3. + 3.)	+ 6,7	+ 21,2	- 20,2	- 34,3	+ 2,5

Source : B.N.B.

¹ Les données relatives à l'année 1960 ne sont pas disponibles selon les mêmes définitions.

Les mouvements du solde des opérations courantes pendant la période considérée ont été très contrastés. Jusqu'au début de la décennie septante, ces opérations ont dégagé un surplus de plus en plus considérable. Celui-ci a disparu

ensuite pour faire place à un déficit croissant, qui a atteint 150 milliards pendant les années 1980-81¹. Ultérieurement, ce déficit a fléchi.

Les sorties de capitaux du secteur privé ont eu tendance à augmenter, surtout après les années 1976-79. Il a fallu dès lors alléger la pression qu'exerçait, sur les réserves de change, le déficit laissé par les opérations courantes et les opérations en capital du secteur privé, par un recours massif du secteur public aux emprunts à l'étranger.

Ces grandes tendances sont examinées de façon plus détaillée ci-après, en commençant par une analyse des opérations courantes et, en particulier, des opérations sur marchandises, en examinant ensuite les opérations en capital, et en se penchant enfin sur l'évolution des cours de change.

2. Opérations courantes

Résumé : Au cours des années soixante, les exportateurs belges et luxembourgeois ont particulièrement bien tiré profit de la naissance de la Communauté européenne, grâce à la position géographique centrale de l'U.E.B.L., et ils ont même maintenu, voire amélioré, leur position concurrentielle. Aussi, la balance courante a-t-elle dégagé un excédent, qui atteignait, au début des années septante, un niveau plus élevé que dans chaque pays ou zone considérés.

Au début des années quatre-vingt, cet excédent a fait place à un déficit considérable, dû principalement aux opérations sur marchandises, qui ont subi l'incidence défavorable des deux crises pétrolières. Cette détérioration a été plus marquée pour l'U.E.B.L. que pour les autres pays ou zones, le volume de ses exportations de produits manufacturés étant affecté par une hausse, plus forte que chez ses principaux concurrents, des coûts de production d'origine interne exprimés en monnaie commune. De plus, la structure sectorielle de l'industrie est demeurée défavorable, parce que trop orientée vers des productions pour lesquelles la demande mondiale est faible.

Entre 1980-81 et 1982-84, le déficit courant de l'U.E.B.L. s'est à nouveau réduit, et cela dans une plus forte mesure que dans les autres pays ou zones, le volume des importations de l'U.E.B.L. progressant nettement moins que dans les cinq économies européennes de référence, aux Etats-Unis et au Japon, en raison d'une moindre croissance des dépenses intérieures. Par ailleurs, les entreprises exportatrices ont continué à perdre des parts de marché en termes nominaux : les concessions qu'elles ont faites en matière de prix, rendues possibles par l'amélioration de leur position concurrentielle intervenue entre-temps, n'ont pas été compensées par un accroissement de leurs parts de marché en volume, sans doute parce que la structure sectorielle de l'industrie est demeurée faible.

¹ Cette période a été ajoutée, dans la plupart des tableaux du présent chapitre, aux quatre périodes de référence citées antérieurement, parce qu'elle constitue à plusieurs égards un point d'inflexion important dans l'évolution des opérations avec l'étranger.

2.1 Solde des opérations courantes

Le tableau 31 montre que l'évolution des opérations courantes de l'U.E.B.L. avec l'étranger, telle qu'elle est décrite ci-avant, s'explique entièrement par celle des opérations sur marchandises. Le solde de ces dernières a été très largement positif durant la période 1970-73, mais il s'est fortement détérioré par la suite, pour devenir déficitaire en 1980-81, à concurrence de 109 milliards. Ce n'est que par la suite que le déficit a pu être réduit. Les opérations sur marchandises seront examinées en détail ci-après, mais l'on peut d'ores et déjà relever une évolution structurelle importante qui s'est manifestée dans la balance énergétique : celle-ci a accusé, tout au long de la période, un déficit qui n'a cessé de s'alourdir, pour passer de 15 milliards en 1961-63 à près de 340 milliards en 1982-84. Il est à peine nécessaire de préciser que cette détérioration a été provoquée surtout par la forte hausse du prix du pétrole depuis le début de la décennie passée ; elle a été compensée partiellement dans les années septante, puis largement entre 1980-81 et 1982-84, par une amélioration du solde des autres opérations sur marchandises.

Pendant l'ensemble de la période examinée, les *opérations sur services* de l'U.E.B.L. avec l'étranger ont dégagé un excédent, dont l'ampleur a toutefois varié, atteignant des maxima en 1976-79 et 1982-84. Quelques rubriques importantes des opérations sur services ont suivi une tendance marquée. Ainsi, les dépenses des institutions européennes en U.E.B.L. ont augmenté continuellement, ce qui explique la forte croissance de l'excédent des « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs » (rubrique 5). Autre élément marquant : dans la rubrique « Revenus de placements et d'investissements », les revenus perçus sous la forme de coupons ou dividendes n'ont cessé d'augmenter, augmentation surtout liée, à l'évidence, aux sorties de capitaux accrues du secteur privé. Les intérêts bancaires perçus ont aussi progressé fortement, surtout dans les années quatre-vingt, en raison de l'intensification des activités financières internationales. En revanche, les intérêts payés par l'Etat sur ses emprunts extérieurs ont crû très sensiblement depuis le début de la décennie actuelle ; ainsi qu'on l'a déjà signalé dans le commentaire du tableau 30, le secteur public a, en effet, été obligé de contracter d'importants emprunts en devises pendant cette période. Les évolutions ont été moins uniformes en ce qui concerne les déplacements à l'étranger (rubrique 3) et les autres transactions (rubrique 6). Il convient, cependant, de relever que les opérations de fret ont dégagé des excédents croissants, mais que la balance technologique (recettes et dépenses relatives à des contrats d'entreprise, de l'assistance technique, des redevances pour brevets) a évolué défavorablement.

On relève une tendance à la détérioration du solde des *transferts*, aussi bien privés (sauf vers la fin de la période) que publics. L'évolution du solde des transferts privés est liée à l'accroissement des envois de fonds par des travailleurs étrangers vers leurs pays d'origine, ce qui s'explique par l'augmentation du nombre de ces travailleurs et aussi, sans doute, par une hausse du montant moyen transféré. La forte progression du déficit des transferts des pouvoirs publics trouve sa source, principalement, dans la croissance des contributions nettes de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg aux institutions européennes.

Tableau 31

**BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE L'U.E.B.L.
SUR BASE DES TRANSACTIONS**

(Soldes en milliards de francs; moyennes annuelles)

	1961-63 ¹	1970-73	1976-79	1980-81	1982-84
A. Transactions sur biens :					
1. Exportations, importations et travail à façon ²	- 4,6	+ 39,3	- 58,1	- 125,7	- 50,9
dont : produits énergétiques ³	(- 14,6)	(- 42,8)	(- 135,1)	(- 245,7)	(- 337,3)
autres produits	(+ 10,0)	(+ 82,1)	(+ 77,0)	(+ 120,0)	(+ 286,4)
2. Opérations d'arbitrage ⁴	+ 2,6	+ 5,0	+ 18,6	+ 16,7	+ 27,1
Total A (1. + 2.)	- 2,0	+ 44,3	- 39,5	- 109,0	- 23,8
B. Services :					
3. Déplacements à l'étranger	- 2,5	- 11,6	- 30,6	- 44,8	- 21,4
4. Revenus de placements et d'investissements ⁵	+ 0,1	+ 5,6	+ 18,1	- 2,7	- 7,3
dont : intérêts des emprunts extérieurs de l'Etat	(- 2,2)	(- 0,7)	(- 0,9)	(- 23,5)	(- 77,6)
coupons et dividendes	(+ 2,3)	(+ 5,0)	(+ 14,0)	(+ 19,2)	(+ 43,1)
intérêts bancaires et autres revenus		(+ 1,3)	(+ 5,0)	(+ 1,6)	(+ 27,2)
5. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,4	+ 5,4	+ 24,5	+ 34,5	+ 49,2
dont : dépenses des institutions européennes en U.E.B.L.	(+ 2,7)	(+ 6,9)	(+ 21,3)	(+ 28,7)	(+ 39,9)
6. Autres transactions	+ 5,1	+ 9,9	+ 22,4	+ 15,4	+ 13,8
dont : courtages, commissions et frais commerciaux divers	(n.)	(+ 5,9)	(+ 9,1)	(+ 9,9)	(+ 1,2)
frets	(...)	(+ 3,3)	(+ 9,3)	(+ 18,5)	(+ 16,4)
travailleurs frontaliers	(+ 3,7)	(+ 4,5)	(+ 5,5)	(+ 3,5)	(+ 4,1)
technologie ⁶	(n.)	(- 3,7)	(+ 2,3)	(- 8,0)	(- 7,3)
Total B (3. + 4. + 5. + 6.)	+ 2,3	+ 9,3	+ 34,4	+ 2,4	+ 34,3
C. Transferts :					
7. Privés	+ 3,0	+ 1,9	- 8,1	- 13,2	- 10,1
dont : transferts de fonds par des travailleurs étrangers	(+ 1,5)	(+ 0,2)	(- 8,9)	(- 13,6)	(- 11,0)
8. Publics	- 2,8	- 11,5	- 17,0	- 30,2	- 45,4
dont : assistance technique	(- 1,0)	(- 2,7)	(- 5,3)	(- 6,6)	(- 7,2)
contributions de l'Etat aux institutions européennes et internationales	(- 1,7)	(- 15,0)	(- 35,5)	(- 45,6)	(- 63,4)
versements du F.E.O.G.A. aux agriculteurs résidents	(...)	(+ 7,3)	(+ 25,0)	(+ 22,8)	(+ 26,7)
Total C (7. + 8.)	+ 0,2	- 9,6	- 25,1	- 43,4	- 55,5
D. Solde courant (A. + B. + C.)	+ 0,5	+ 44,0	- 30,2	- 150,0	- 45,0

Source : B.N.B.

¹ Sur base de caisse. Les données de 1960 ne sont pas disponibles selon les mêmes définitions.

² Il s'agit des transactions relatives à la transformation — en U.E.B.L. pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents — de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

³ Source : Statistiques du commerce extérieur de l'I.N.S.

⁴ Il s'agit de marchandises achetées et revendues à l'étranger par des résidents sans prendre en considération le fait que ces marchandises passent ou non par le territoire de l'U.E.B.L.

⁵ Faute de données statistiques, cette rubrique ne comprend pas les bénéfices non distribués.

⁶ Contrats d'entreprises, services d'assistance technique et redevances pour brevets.

Dans le tableau 32, le solde des opérations courantes est exprimé en pourcentage du produit national brut, ce qui permet d'effectuer une *comparaison internationale*. On constate que le solde courant s'est amélioré, jusqu'au début des années septante, dans presque tous les pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis. Entre cette période et le début des années quatre-vingt, il s'est, par

Tableau 32

OPERATIONS COURANTES : COMPARAISON INTERNATIONALE

(Soldes en pour cent du P.I.B. ; moyennes annuelles)

	Etats-Unis	Japon	Cinq économies européennes ¹	Quatre petites économies ²	U.E.B.L.
Opérations sur marchandises					
1961-62 ³	+ 0,9	- 0,2	+ 0,2	- 1,9	- 0,3
1970-73	- 0,1	+ 2,1	+ 0,9	- 0,6	+ 2,9
1976-79	- 1,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,7	- 1,3
1980-81	- 1,0	+ 1,0	- 0,2	- 1,1	- 3,0
1982-84	- 2,1	+ 2,7	+ 0,6	+ 1,2	- 0,6
Revenus de placements et d'investissements					
1961-62 ³	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	+ 0,4	...
1970-73	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,4
1976-79	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,5	+ 0,6
1980-81	+ 1,2	...	+ 0,1	- 1,0	- 0,1
1982-84	+ 0,7	+ 0,3	...	- 1,4	- 0,2
Autres opérations courantes⁴					
1961-62 ³	- 1,0	- 0,7	- 0,3	+ 1,8	+ 0,4
1970-73	- 0,5	- 1,0	- 0,6	+ 1,2	- 0,4
1976-79	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,7	- 0,3
1980-81 .....	...	- 1,3	- 0,5	+ 0,5	- 1,0
1982-84	- 0,2	- 1,2	- 0,4	+ 0,6	- 0,2
Total des opérations courantes					
1961-63 ³	+ 0,7	- 1,0	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,1
1970-73	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,9
1976-79	- 0,3	+ 0,7	+ 0,4	- 1,5	- 1,0
1980-81	+ 0,2	- 0,3	- 0,6	- 1,6	- 4,1
1982-84	- 1,6	+ 1,8	+ 0,2	+ 0,4	- 1,0

Sources : O.C.D.E., B.N.B.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas.

² Pays-Bas, Suède, Autriche, Danemark.

³ Les données de 1960 ne sont pas disponibles selon les mêmes définitions.

⁴ La distinction entre les différentes rubriques des services et des transferts varie de pays à pays. Une comparaison internationale à un niveau désagrégé a donc peu de signification. C'est la raison pour laquelle toutes les rubriques des transferts et des services, à l'exclusion des revenus de placements et d'investissements, ont été regroupées.

contre, détérioré dans la plupart des zones et pays, en particulier sous l'influence des deux crises énergétiques. Au cours des années quatre-vingt, il s'est de nouveau amélioré dans la plupart des pays considérés, en contrepartie partielle de la forte détérioration des comptes extérieurs des Etats-Unis.

L'U.E.B.L. a subi une évolution similaire, mais de plus grande intensité. Sa balance des paiements courants, qui dégagait un excédent très élevé en 1970-73, s'est détériorée par la suite plus nettement qu'ailleurs; en 1980-81, elle a été déficitaire à concurrence de plus de 4 p.c. du P.N.B. Ce déficit a pu être comprimé ensuite, mais en 1982-84, le solde de l'U.E.B.L. restait plus défavorable que celui de la plupart des pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis.

L'évolution de l'ensemble des opérations courantes décrite ci-avant a été déterminée, surtout, par celle des opérations sur marchandises. Les revenus de placements et d'investissements de l'U.E.B.L. ont évolué de façon quelque peu différente: leur solde positif s'est encore accru, jusqu'en 1976-79, grâce aux excédents courants dégagés pendant la période précédente, lesquels ont augmenté sa position créditrice nette à l'égard de l'étranger. Un retournement s'est ensuite produit, la deuxième moitié des années septante étant caractérisée par des déficits courants, de sorte que le solde des revenus considérés est devenu négatif. Le solde de ces opérations s'est aussi détérioré considérablement dans l'ensemble des quatre petites économies, mais il n'a pas, ou peu, affecté les autres pays et zones. En ce qui concerne les autres opérations courantes, qui, pour les besoins de la comparaison internationale, doivent être considérées comme un tout¹, l'évolution constatée en U.E.B.L. a été assez proche de celle des autres pays européens: détérioration entre 1961-63 et 1980-81, suivie d'une amélioration. Aux Etats-Unis et au Japon, ces opérations ont accusé, dans leur ensemble et de façon quasi continue, un déficit qui, dans le premier cas, a diminué pendant la majeure partie de la période et, dans le second cas, a suivi une tendance à la hausse. L'ensemble, par trop hétérogène, d'opérations examinées ne permet cependant pas de donner une explication précise de ces évolutions.

2.2 Opérations sur marchandises : évolution générale

Les mouvements des opérations courantes paraissant déterminés surtout par les opérations sur marchandises, il s'indique d'examiner celles-ci de plus près. Afin d'effectuer cette analyse dans les meilleures conditions, en ce qui concerne l'U.E.B.L., il convient de recourir à la statistique du commerce extérieur établie par l'Institut National de Statistique sur base des documents douaniers qui, contrairement aux données de la balance des paiements relatives aux opérations sur marchandises, permettent de distinguer les évolutions en volume et en prix et comprennent, en outre, des chiffres par catégorie de produits. Il existe un certain nombre de différences méthodologiques entre ces deux séries statistiques, mais, quelle que soit la source que l'on consulte, les grands mouvements sont

¹ Parce que les critères en vertu desquels ces opérations sont ventilées varient fortement d'un pays à l'autre.

orientés dans la même direction (cfr tableau 33). L'amélioration du solde entre 1980-81 et 1982-84 est moins importante selon les statistiques douanières que selon les chiffres de la balance des paiements. Ce phénomène résulte, en particulier, du fait que les statistiques douanières font ressortir un déficit beaucoup plus élevé en 1980-81 (ce qui est à l'origine d'un « effet de niveau » plus négatif : par exemple, une même croissance des exportations et des importations donne lieu à une diminution plus faible du déficit lorsque celui-ci est initialement plus élevé), et qu'elles ne tiennent pas compte d'un certain nombre de ventes nettes de biens à l'étranger, qui sont réglées en billets (achats frontaliers sans déclaration en douane)¹.

Tableau 33

**OPERATIONS SUR MARCHANDISES¹ DE L'U.E.B.L. AVEC L'ETRANGER :
COMPARAISON DES DONNEES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
ET DES STATISTIQUES DOUANIERES**

(Soldes en milliards de francs ; moyennes annuelles)

	Montant du solde		Variation du solde par rapport à la période précédente	
	Balance des paiements	Statistiques douanières	Balance des paiements	Statistiques douanières
1961-63 ²	- 4,6	- 13,6	—	—
1970-73	+ 39,3	+ 10,9	+ 43,9	+ 24,5
1976-79	- 58,1	- 111,2	- 97,4	- 122,1
1980-81	- 125,7	- 228,9	- 67,6	- 117,7
1982-84	- 50,9	- 211,2	+ 74,8	+ 17,7

¹ A l'exclusion de l'arbitrage.

² Les données de l'année 1960 ne sont pas disponibles selon les mêmes définitions.

Une comparaison internationale des chiffres douaniers, exprimés en pourcentage des ressources totales, permet, même en s'en tenant à un examen sommaire, de faire quelques observations générales.

Le tableau 34 confirme la conclusion dégagée par l'analyse des opérations sur marchandises en tant que composante du compte courant de la balance des

- ¹ Ces deux statistiques diffèrent également à d'autres titres, et notamment :
- quant à leur champ d'application. Un certain nombre d'opérations sont comprises dans les statistiques douanières, mais non dans les opérations courantes selon la balance des paiements (par exemple, les livraisons gratuites entre les unités d'une même entité économique ; les biens exportés ou importés en vertu d'un contrat de leasing ; les provisions de bord. Dans la balance des paiements, ces deux dernières opérations sont comptabilisées dans les opérations sur services) tandis qu'un certain nombre d'opérations, reprises dans la balance des paiements, ne figurent pas dans les statistiques douanières (biens achetés à l'étranger mais non importés ; biens qui, après livraison, disparaissent ou sont détruits avant de passer la frontière ; importations et exportations pour de faibles montants,...) ;
 - quant à leur mode d'évaluation. Dans les chiffres douaniers, le montant d'une opération est établi à partir de la valeur statistique mentionnée sur le document douanier, alors que dans la balance des paiements, c'est la facture qui sert de référence ;
 - quant au mode de conversion en francs belges de la valeur en monnaies étrangères.

Tableau 34

VALEUR DU COMMERCE EXTERIEUR DE MARCHANDISES*(En pour cent des ressources totales¹; moyennes annuelles)*

	Etats-Unis			Japon			Cinq économies européennes			Quatre petites économies			U.E.B.L.		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1960-63	2,7	3,7	+ 1,0	9,0	7,4	- 1,6	12,5	11,6	- 0,9	20,7	17,8	- 2,9	25,7	24,3	- 1,4
1970-73	4,4	4,2	- 0,2	7,9	8,6	+ 0,7	14,3	14,2	- 0,1	21,0	19,7	- 1,3	30,9	31,4	+ 0,5
1976-79	7,5	6,1	- 1,4	9,0	9,7	+ 0,7	17,6	17,4	- 0,2	23,4	21,1	- 2,3	33,8	31,4	- 2,4
1980-81	8,5	7,2	- 1,3	11,0	11,1	+ 0,1	18,7	17,6	- 1,1	24,8	23,1	- 1,7	37,8	33,7	- 4,1
1982-84	7,8	5,7	- 2,1	10,0	11,5	+ 1,5	18,7	18,4	- 0,3	32,1	31,9	- 0,2	40,1	37,0	- 3,1

Sources : U.E.B.L. : I.N.S.
Autres pays : O.C.D.E.

¹ Ressources totales = P.I.B. + importations de biens et services.

paiements : dans presque tous les pays industrialisés, le solde du commerce extérieur s'est amélioré au cours des années soixante, il s'est ensuite détérioré durant les années septante, et il a de nouveau évolué de façon plus favorable pendant les années quatre-vingt. Les Etats-Unis ont fait exception à ce tableau d'ensemble et ont d'ailleurs été, en partie, à l'origine de ces évolutions, le solde susvisé s'y étant détérioré de façon quasi permanente tout au long de la période considérée. On relèvera, en outre, que les mouvements décrits ont été, en moyenne, plus intenses en U.E.B.L., notamment en raison du plus grand degré d'ouverture de cette économie.

Le tableau 35 permet de se rendre compte de la manière dont les flux d'importations et d'exportations, qui déterminent le solde des opérations sur marchandises, ont évolué dans les divers pays ou zones.

Il ressort de ce tableau que la valeur des exportations a augmenté plus fortement entre 1960-63 et 1970-73 en U.E.B.L. que chez ses concurrents européens, mais que cette hausse s'est ralentie sensiblement par la suite. Quant aux cinq grands pays européens, ils n'ont cessé de perdre du terrain par rapport au Japon, et, depuis 1976-79, ils ont commencé à régresser par rapport aux

Tableau 35

VALEUR, EN MONNAIE COMMUNE, DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. ET DES AUTRES PAYS CONSIDERES

(Indices de disparité annuels moyens, 1970-73 = 100)

	Exportations				Importations			
	Cinq économies européennes par rapport		U.E.B.L. par rapport		Cinq économies européennes par rapport		U.E.B.L. par rapport	
	aux Etats-Unis	au Japon	aux cinq économies européennes	aux quatre petites économies	aux Etats-Unis	au Japon	aux cinq économies européennes	aux quatre petites économies
1960-63	75,6	177,6	88,8	89,6	113,3	138,5	88,9	88,6
1970-73	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976-79	108,8	89,7	95,5	98,0	92,0	88,5	103,0	103,2
1980-81	99,0	82,0	91,5	96,3	90,3	77,8	97,5	108,0
1982-84	97,2	69,1	86,5	88,9	73,0	73,7	92,5	103,2

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

Etats-Unis. Par contre, les importations ont progressé plus nettement en U.E.B.L. que dans les autres pays européens de 1960-63 à 1976-79 — et même jusqu'en 1980-81 si l'on considère les économies plus petites —, pour croître ensuite beaucoup plus lentement qu'ailleurs en Europe. Ces données générales suggèrent que, durant les années septante, la croissance plus lente des exportations de l'U.E.B.L. a joué un rôle très important dans la détérioration du solde commercial, tandis que son redressement, depuis 1980-81, est dû surtout à une progression plus lente des importations.

Tableau 36

**PART DES EXPORTATIONS TOTALES DE MARCHANDISES DE L'U.E.B.L. ET D'AUTRES PAYS OU ZONES
DANS LE COMMERCE MONDIAL**

(Moyennes annuelles)

	Etats-Unis	Japon	Cinq économies européennes	dont :					Autres pays à l'exclusion de l'U.E.B.L. ¹	U.E.B.L.
				Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie	France	République Fédérale d'Allemagne		
A. En pour cent										
1960-63	16,72	3,65	31,20	3,50	8,29	3,45	5,79	10,17	45,12	3,31
1970-73	13,58	7,15	34,01	4,33	6,44	4,59	6,45	12,20	41,19	4,07
1976-79	11,64	7,46	31,80	4,21	5,58	4,46	6,21	11,34	45,47	3,63
1980-81	11,76	7,55	29,13	3,79	5,71	4,12	5,68	9,83	48,37	3,19
1982-84	11,86	8,84	28,97	3,83	5,49	4,26	5,38	10,01	47,33	3,00
B. Indices 1970-73 = 100										
1960-63	123,1	51,0	91,7	80,8	128,7	75,2	89,8	83,3	109,5	81,3
1970-73	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976-79	85,7	104,3	93,5	97,2	86,6	97,2	96,3	92,9	110,4	89,2
1980-81	86,6	105,6	85,7	87,5	88,7	89,8	88,1	80,6	117,4	78,4
1982-84	87,3	123,6	85,2	88,4	85,2	92,8	83,4	82,0	114,9	73,7
C. Indices de disparité										
	Cinq économies européennes			U.E.B.L.						
	Etats Unis	Japon	Autres pays à l'exclusion de l'U.E.B.L. ¹	Cinq économies européennes	Pays-Bas	Royaume-Uni	Italie	France	République Fédérale d'Allemagne	
1960-63	74,5	179,7	83,7	88,6	100,6	63,2	108,1	90,6	97,6	
1970-73	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
1976-79	108,9	89,5	84,6	95,5	91,7	103,0	91,7	92,6	96,0	
1980-81	98,9	81,1	72,9	91,5	89,5	88,4	87,2	89,0	97,3	
1982-84	97,7	68,9	74,2	86,4	83,3	86,5	79,3	88,3	89,8	

Sources : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B. + F.M.I. (pour l'ensemble du monde).

¹ Calculée par différence.

On trouve au tableau 36 un instrument d'analyse complémentaire des performances du commerce extérieur, à savoir l'évolution des exportations des divers pays ou zones, exprimée en termes de parts de marché. La part des Etats-Unis dans les exportations de marchandises a nettement fléchi au cours de la période sous revue, principalement en raison du recul considérable enregistré entre 1960-63 et 1976-79. Les cinq grandes économies européennes, qui sont encore parvenues à améliorer sensiblement leur position pendant les années soixante, ont, aussi, dû céder du terrain par la suite. Par contre, des parts de marché ont été conquises par le Japon et par l'ensemble des autres pays, y compris notamment les pays producteurs de pétrole ; la part de ces derniers dans la valeur des exportations mondiales a, bien entendu, progressé sensiblement après 1970-73, à la suite du fort renchérissement du pétrole. Au sein du groupe des cinq économies européennes, on constate des évolutions divergentes en fonction de la période et du pays considérés. Pour l'ensemble de la période, c'est le Royaume-Uni qui a perdu le plus de parts de marché. Quant à l'U.E.B.L., la part de ses exportations dans le commerce international, qui s'était accrue sensiblement entre 1960-63 et 1970-73, a reculé encore davantage par la suite, revenant de plus de 4 p.c. en 1970-73 à 3 p.c. en 1982-84.

L'analyse des indices de disparité relatifs aux parts de marché révèle que l'U.E.B.L. a enregistré des résultats plus défavorables que ses cinq principaux partenaires européens. Entre 1960-63 et 1970-73, la part de l'U.E.B.L. dans le commerce mondial a augmenté nettement plus que celle de la République Fédérale d'Allemagne, de la France, et surtout, du Royaume-Uni, et à peu près au même rythme que celle des Pays-Bas. Par la suite, elle a évolué de façon plus défavorable que celle de tous les pays européens ; entre 1970-73 et 1982-84, la part de marché de l'U.E.B.L. a diminué, selon les cas, de 10 à 20 p.c. de plus que celles des cinq économies européennes considérées. Cette constatation et les précédentes justifient une analyse plus poussée des opérations sur marchandises de l'U.E.B.L. et, en particulier, de ses exportations. On y consacrera les pages qui suivent en comparant systématiquement les résultats de l'U.E.B.L. avec ceux de ses cinq principaux partenaires européens, qui constituent, en l'occurrence, les termes de référence les plus riches d'enseignements.

2.3 Opérations sur marchandises de l'U.E.B.L. comparées à celles des cinq pays européens : analyse détaillée

Cette analyse comparative est subdivisée en deux phases. La première confronte l'évolution des exportations et des importations de marchandises de l'U.E.B.L. avec celle des cinq pays européens, et établit le gain (ou la perte) global(e) pour l'U.E.B.L., ventilé(e) entre un effet prix et un effet volume (cfr infra, point 2.3.2). La deuxième phase ne concerne que les exportations, plus particulièrement celles de produits manufacturés, et ne porte que sur des données en termes nominaux. Elle est cependant plus détaillée, car on y distingue la structure des exportations *par produit* et *par marché géographique*, ce qui permet de calculer un effet de part de marché et un effet de structure (cfr infra, point 2.3.3).

2.3.1 Méthodologie¹

a. Calcul de l'effet global, de l'effet prix et de l'effet volume des importations et des exportations

Dans la suite du texte, il est convenu d'appeler exportations et importations « hypothétiques » celles qui auraient été réalisées en fin de période² si le commerce extérieur de l'U.E.B.L. avait évolué, à partir de l'année — ou plutôt du groupe d'années — de base, de la même manière que celui des pays de référence, c'est-à-dire des cinq pays européens. En d'autres mots, les exportations (importations) hypothétiques sont obtenues en appliquant aux exportations (importations) réalisées par l'U.E.B.L. durant les années de base, le coefficient d'accroissement des exportations (importations) réalisées dans les pays de référence pendant la période observée.

L'effet global exercé sur les exportations par la structure des années de base et l'évolution des parts de marché — ci-après « effet global » — est égal à la différence entre les exportations effectives et les exportations hypothétiques de l'U.E.B.L. Si le rythme d'accroissement des exportations de l'U.E.B.L. est supérieur (inférieur) à celui des pays de référence, l'effet global est positif (négatif) et correspond à un gain (une perte) en termes relatifs pour l'U.E.B.L. Inversement, l'« effet global » des importations est la différence entre les importations hypothétiques et les importations effectives de l'U.E.B.L. Dans ce cas, lorsque le rythme d'accroissement des importations de l'U.E.B.L. est supérieur (inférieur) à celui des pays de référence, l'effet global est négatif (positif) et correspond à une perte (un gain) en termes relatifs pour l'U.E.B.L. L'effet global est calculé en francs belges à prix courants.

En recourant aux indices de volume des exportations (importations) de l'U.E.B.L. et des pays de référence, on peut exprimer les exportations (importations) effectives et hypothétiques aux prix des années de base. La différence entre ces deux montants constitue la part de l'effet global due à l'évolution en volume des exportations (importations). En effectuant le même calcul au départ des indices de prix correspondants, on obtient la part de l'effet global due à l'évolution en prix des exportations (importations). Il faut noter que la somme de cet

¹ La méthodologie a été décrite en détail dans l'article « L'essoufflement de l'économie belge dans la décennie passée », publié dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LV^e année, tome II, n° 3, septembre 1980, n° 5, novembre 1980 et LVI^e année, tomes I n°s 5-6 et II n° 1, mai-juin-juillet 1981).

² On se rappellera que, dans la plupart des tableaux et graphiques des chapitres I et II de la présente étude, l'évolution structurelle de l'économie belge a été décrite en comparant la situation pendant quatre périodes de plusieurs années, à savoir 1960-63, 1970-73, 1976-79 et 1982-84. Le groupe d'années 1980-81 a été ajouté seulement dans le présent chapitre (voir note 1, page 6). Comme, dans la suite du texte, on attirera surtout l'attention sur les évolutions constatées entre deux groupes d'années successifs — par exemple, de 1960-63 à 1970-73 — c'est le laps de temps s'écoulant entre eux que l'on qualifiera ci-après de « période ». Dans l'exemple cité, les années 1960-63 seront donc les « années de base » et les années 1970-73 les « années de fin de période ».

Le nombre des périodes faisant l'objet d'un examen dans la présente section est de quatre : 1960-63 à 1970-73 ; 1970-73 à 1976-79 ; 1976-79 à 1980-81 ; et 1980-81 à 1982-84.

« effet prix » et de cet « effet volume » n'est pas égale à l'effet global correspondant : lorsque l'on décompose une variation en facteurs, la somme des variations de chacun d'eux, considérées séparément, ne donne pas la variation globale. La différence entre l'effet global et la somme des effets prix et volume est donc un effet mixte dû à l'interaction entre l'évolution des prix et celle des volumes.

b. Calcul des effets de structure et de part de marché des exportations

En ce qui concerne les exportations, l'effet global calculé ci-avant peut aussi être expliqué par ses deux composantes : « part de marché » et « structure ».

L'effet de part de marché indique si, à structure donnée¹ pour les années de base, en l'occurrence la structure de l'U.E.B.L., le rythme de croissance des exportations de celle-ci est supérieur (effet positif) ou inférieur (effet négatif) à celui des pays de référence. Il se mesurera donc par la différence entre les exportations effectives (structure et taux de croissance U.E.B.L.) et les exportations « fictives » calculées en appliquant, à chaque couple d'exportations produit-marché de l'U.E.B.L., le taux de croissance enregistré par les exportations des pays de référence, pour ce même couple et pendant la même période².

La différence entre exportations effectives et fictives est connue par couple produit-marché. En les globalisant au niveau des marchés ou au niveau des produits, on obtient un effet de part de marché ventilé par produit ou par marché, le total de l'effet de part de marché étant, bien entendu, identique dans les deux cas.

Si, à taux de croissance donnés, l'U.E.B.L. obtient de meilleurs (moins bons) résultats que les pays de référence, la différence ne peut provenir que d'une meilleure (moins bonne) structure de départ. Cet effet de structure est égal à la différence entre l'effet global des exportations et l'effet de part de marché³.

L'effet de structure total peut être décomposé en un effet calculé uniquement sur base de la structure par produit et en un effet calculé uniquement sur base de la structure par marché. La somme de ces deux effets « purs » ne correspond pas à l'effet total, car il existe un effet de structure résiduel dû à la combinaison produit/marché.

La signification des effets de structure peut être mieux appréhendée si l'on se réfère aux concepts généraux de progressivité/régressivité et de spécialisation/non-spécialisation, définis ci-après.

¹ Par structure, on entend la ventilation des exportations par produit et par marché géographique. Par la suite, on désignera par « marché » la notion de marché géographique.

² En résumé, les exportations fictives sont le résultat de la formule : structure U.E.B.L. × taux de croissance des pays de référence. Pour le calcul, deux cas limites peuvent se présenter :
- un couple produit-marché disparaît pendant la période pour les pays de référence. Le taux de croissance est nul, ainsi que le couple correspondant de l'U.E.B.L. au sein des exportations fictives ;
- un couple produit-marché apparaît pendant la période pour les pays de référence. Le taux de croissance est alors infini, ce qui n'est pas acceptable. La solution retenue a été de prendre un taux de croissance égal à 1.

³ L'effet de structure peut aussi être défini comme étant la différence entre les exportations « fictives » et les exportations « hypothétiques ».

— Progressivité/régressivité

Un produit ou un marché est progressif (régressif) si, durant la période considérée, le taux de croissance des exportations de ce produit ou sur ce marché, effectuées par les pays de référence, est supérieur (inférieur) au taux de croissance moyen des exportations de ces pays¹. Les produits et marchés progressifs sont donc les « créneaux porteurs » au sein des exportations des pays de référence. Le *coefficient de progressivité ou de régressivité* est le rapport entre le coefficient d'accroissement des exportations du produit ou du marché sous rubrique et le coefficient d'accroissement moyen : il est supérieur ou inférieur à l'unité, suivant que le produit est progressif ou régressif.

— Spécialisation/non-spécialisation

Un produit ou un marché présente une spécialisation (ou une non-spécialisation) pour l'U.E.B.L. si, au cours des années de base, la part de ce produit ou de ce marché au sein des exportations de l'U.E.B.L. excède (ou n'atteint pas) la part correspondante au sein des exportations des pays de référence. Le *taux de spécialisation* exprime l'écart entre ces deux parts ; il sera positif si l'on observe une spécialisation de l'U.E.B.L. et négatif dans le cas d'une non-spécialisation.

L'effet de structure dû aux produits ou aux marchés résulte de l'action conjointe des deux facteurs définis ci-avant. Suivant que l'U.E.B.L. est spécialisée au départ dans des produits ou marchés dont la demande s'accroît davantage (progressifs) ou moins (régressifs) que la moyenne, sa performance sera meilleure ou moins bonne que celle des pays de référence ; l'effet de structure dû à ces produits ou marchés sera positif ou négatif. L'inverse est vrai en cas de non-spécialisation.

On peut dresser le tableau suivant :

<i>Cas de :</i>	<i>Effet de structure :</i>
Spécialisation et progressivité	Positif (gain)
Spécialisation et régressivité	Négatif (perte)
Non-spécialisation et progressivité	Négatif (perte)
Non-spécialisation et régressivité	Positif (gain)

On calcule l'effet de structure par produit (ou marché) en multipliant les exportations hypothétiques totales par le taux de spécialisation du produit (ou

¹ Les notions de progressivité et de régressivité sont définies en se basant sur l'évolution moyenne des exportations de produits manufacturés des cinq économies européennes. En fait, il serait plus indiqué de définir le caractère progressif ou régressif par produit en se basant sur la demande *mondiale* de produits manufacturés. Celle-ci n'étant pas connue par produit, on a, en procédant au calcul de coefficients de progressivité par produit, effectué une vérification à partir de l'évolution des exportations manufacturées de sept pays, à savoir les cinq économies européennes, plus les autres exportateurs les plus importants : les Etats-Unis et le Japon. Durant la période considérée, les sept pays susvisés comptaient pour 70 p.c. des exportations mondiales de produits manufacturés, contre 45 p.c. pour les cinq économies européennes. On constate que, pour les trois-quarts des produits manufacturés, les coefficients de progressivité des « cinq » correspondent à ceux des « sept ». On peut donc estimer qu'ils donnent une image suffisamment représentative du caractère progressif ou régressif des produits, basé sur la demande mondiale.

marché) et par un nombre égal à la différence entre le coefficient de progressivité ou de régressivité du produit (du marché) et l'unité. Il faut noter que les effets de structure calculés de cette manière ne tiennent compte que des différences engendrées par la structure des années de base, et non par son évolution en cours de période.

Le montant ainsi obtenu dépend du niveau de désagrégation retenu pour la ventilation des exportations totales en produits et en marchés. Or, chaque catégorie de produits comporte en réalité plusieurs produits distincts. Cette sous-structure est à son tour génératrice, à l'intérieur de chaque catégorie, d'un effet de structure supplémentaire¹. Quoique ce dernier soit bien réel, il n'est cependant pas pris en compte dans l'effet de structure calculé, et se retrouve implicitement dans l'effet de part de marché.

2.3.2 Evolutions globales.

a. Du solde commercial

Tableau 37

EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET SOLDES COMMERCIAUX EFFECTIFS ET HYPOTHETIQUES¹ DE L'U.E.B.L.

(En milliards de francs ; moyennes annuelles)

	Exportations			Importations			Solde commercial		
	Effectives (a)	Hypothétiques (b)	Gain (+) ou Perte (-) (c) = (a) - (b)	Effectives (d)	Hypothétiques (e)	Gain (+) ou Perte (-) (f) = (e) - (d)	Effectif (g) = (a) - (d)	Hypothétique (h) = (b) - (e)	Gain (+) ou Perte (-) (i) = (g) - (h) = (c) + (f)
1961-63 ² ...	218,1	218,1	...	231,5	231,5	...	- 13,4	- 13,4	...
1970-73	689,6	611,8	+ 77,8	682,9	605,6	- 77,3	+ 6,7	+ 6,2	+ 0,5
1976-79	1.413,8	1.485,3	- 71,5	1.518,0	1.479,3	- 38,7	- 104,2	+ 6,0	- 110,2
1980-81	1.957,6	2.046,6	- 89,0	2.176,3	2.297,3	+ 121,0	- 218,7	- 250,7	+ 32,0
1982-84	2.655,3	2.801,8	- 146,5	2.834,2	2.989,7	+ 155,5	- 178,9	- 187,9	+ 9,0

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ C'est-à-dire si la croissance des exportations (importations) de l'U.E.B.L. d'une période à l'autre avait été identique à celle des exportations (importations) des cinq économies européennes.

² Les données de 1960 ne sont pas disponibles selon les mêmes définitions ; cette observation vaut également pour l'ensemble des tableaux 38 à 50 (à l'exception du tableau 39).

Au cours de la première période — 1961-63 à 1970-73 —, l'U.E.B.L. a enregistré un gain en ce qui concerne ses exportations ; celui-ci a été contrebalancé par une perte comparable pour les importations, de sorte que les soldes commerciaux effectifs et hypothétiques sont à peu près identiques (cfr tableau 37). Au cours des trois périodes suivantes, l'U.E.B.L. a encouru une perte en matière

¹ L'effet de structure supplémentaire par produit peut être positif ou négatif ; il n'est donc pas possible de préciser s'il renforcerait ou diminuerait l'effet calculé.

Tableau 38

**IMPORTATIONS : GAINS (+) OU PERTES (-) EN PRIX ET EN VOLUME
DE L'U.E.B.L. PAR RAPPORT AUX CINQ ECONOMIES EUROPEENNES**

A. Importations effectives et hypothétiques (en milliards de francs; moyennes annuelles)

	Effectives (a)	Hypothétiques (b)	Gain (+) ou Perte (-) (c) = (b) - (a)
1961-63	231,5	231,5	...
1970-73	682,9	605,6	- 77,3
1976-79	1.518,0	1.479,3	- 38,7
1980-81	2.176,3	2.297,3	+ 121,0
1982-84	2.834,2	2.989,7	+ 155,5

B. Evolution en termes nominaux, en prix et en volume (taux de croissance annuel moyen par rapport au groupe d'années précédent)

	Evolution nominale en francs belges			Evolution des prix en francs belges ¹			Evolution en volume ²		
	Effective (d)	Hypothétique (e)	Gain (+) ou perte (-) (f) = (e) - (d)	Effective (g)	Hypothétique (h)	Gain (+) ou perte (-) (i) = (h) - (g)	Effective (j)	Hypothétique (k)	Gain (+) ou perte (-) (l) = (k) - (j)
1961-63 ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1970-73	+ 12,2	+ 10,7	- 1,5	+ 1,1	+ 1,9	+ 0,8	+ 11,0	+ 8,7	- 2,3
1976-79	+ 14,2	+ 13,7	- 0,5	+ 8,2	+ 8,3	+ 0,1	+ 5,5	+ 5,1	- 0,4
1980-81	+ 12,8	+ 14,8	+ 2,0	+ 10,4	+ 11,2	+ 0,8	+ 2,2	+ 3,2	+ 1,0
1982-84	+ 11,1	+ 13,6	+ 2,5	+ 11,6	+ 12,0	+ 0,4	- 0,4	+ 1,3	+ 1,7

C. Effet prix et effet volume des gains (+) ou pertes (-) par rapport aux cinq économies européennes (en milliards de francs; moyennes annuelles)³

	Gain (+) ou perte (-) par rapport aux cinq économies européennes (m) = (c)	Expliqué par un		
		effet pur des prix (n)	effet pur des volumes (o)	effet mixte (p) = (m) - (n) - (o)
1961-63 .....	...	...	...	...
1970-73	- 77,3	+ 20,8	- 111,6	+ 13,5
1976-79	- 38,6	+ 1,9	- 25,6	- 14,9
1980-81	+ 121,1	+ 47,5	+ 51,2	+ 22,4
1982-84	+ 155,5	+ 28,0	+ 96,2	+ 31,3

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ Indices obtenus auprès de l'O.C.D.E.

² Calculée par différence entre l'évolution nominale et l'évolution des prix.

³ Valeur des importations effectives de l'U.E.B.L. au cours de la période précédente multipliée par l'écart entre les taux de variation effectifs et hypothétiques concernés. Ces taux de variation sont calculés à l'aide des taux de croissance annuels moyens apparaissant dans la partie B du tableau, cumulés sur le nombre d'années séparant le milieu de la période courante et celui de la période précédente.

d'exportations. Dans un premier temps — entre 1970-73 et 1976-79 — celle-ci s'est doublée d'une nouvelle perte du côté des importations. Par la suite, une croissance des importations effectives inférieure à celle des importations hypothétiques a permis de contenir le déficit commercial à des niveaux inférieurs à ceux qui auraient été enregistrés si le commerce extérieur de l'U.E.B.L. avait évolué comme celui des cinq économies européennes.

b. Des importations

La partie A du tableau 38 reprend l'évolution des importations figurant au tableau précédent. La partie B exprime cette évolution nominale en taux de croissance annuel moyen, afin d'éliminer l'influence de la durée inégale des périodes et de limiter celle résultant de l'érosion monétaire durant la longue période étudiée ; elle confirme les évolutions observées ci-avant.

Une ventilation de ces évolutions nominales entre « prix » et « volume » fait apparaître que, au cours de chacune des périodes étudiées, la hausse plus lente des prix à l'importation de l'U.E.B.L. a induit un gain dans le chef de celle-ci. Le retournement observé, en termes nominaux, au cours des deux dernières périodes, reflète dès lors une évolution en volume.

Les performances de l'U.E.B.L. à l'importation, exprimées en volume, sont à rapprocher de l'évolution de la demande finale en volume (cfr tableau 39). La

Tableau 39

**DEPENSES FINALES A PRIX CONSTANTS EN U.E.B.L.
ET DANS CINQ ECONOMIES EUROPEENNES**

	Cinq économies européennes			U.E.B.L.		
	Dépenses intérieures	Exportations	Dépenses finales	Dépenses intérieures	Exportations	Dépenses finales
A. Indices 1970-73 = 100 (moyennes annuelles)						
1960-63	64,1	46,4	60,9	63,4	42,6	56,1
1970-73	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976-79	115,9	142,1	120,6	122,0	132,3	125,6
1980-81	122,9	159,1	129,3	127,8	149,7	135,5
1982-84	124,5	170,0	132,5	124,3	160,4	137,0
B. Taux de variation annuel par rapport à la période précédente						
1960-63	—	—	—	—	—	—
1970-73	+ 4,5	+ 8,0	+ 5,1	+ 4,7	+ 8,9	+ 6,0
1976-79	+ 2,5	+ 6,0	+ 3,2	+ 3,4	+ 4,8	+ 3,9
1980-81	+ 2,0	+ 3,8	+ 2,3	+ 1,6	+ 4,2	+ 2,6
1982-84	+ 0,5	+ 2,7	+ 1,0	- 1,1	+ 2,8	+ 0,4

Sources : U.E.B.L. : I.N.S. et Statec.
Autres pays : O.C.D.E., Comptes nationaux annuels.

Tableau 40

IMPORTATIONS : GAINS (+) OU PERTES (-) PAR GRANDES CATEGORIES DE PRODUITS¹ DE L'U.E.B.L. PAR RAPPORT AUX CINQ ECONOMIES EUROPEENNES²
(En milliards de francs ; moyennes annuelles)

	(0 + 1) Produits alimentaires, boissons, tabac			(2 + 4) Matières premières			(3) Produits énergétiques		
	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)	(d)	(e)	(f) = (e) - (d)	(g)	(h)	(i) = (h) - (g)
1961-63	28,1	28,1	...	42,2	42,2	...	23,6	23,6	...
1970-73	82,6	54,0	- 28,6	73,9	66,7	- 7,2	63,5	64,4	+ 0,9
1976-79	175,9	145,7	- 30,2	117,9	109,2	- 8,7	208,5	217,9	+ 9,4
1980-81	226,9	218,7	- 8,2	168,4	151,4	- 17,0	413,2	404,0	- 9,2
1982-84	306,8	320,6	+ 13,8	221,2	219,8	- 1,4	540,8	525,1	- 15,7

	(5 à 8) Produits manufacturés			(9) Produits divers			Importations totales ³		
	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)
	(j)	(k)	(l) = (k) - (j)	(m)	(n)	(o) = (n) - (m)	(p)	(q)	(r) = (q) - (p)
1961-63	136,8	136,8	...	0,7	0,7	...	231,5	231,5	...
1970-73	462,1	486,2	+ 24,1	1,4	1,3	- 0,1	682,9	605,6	- 77,3
1976-79	995,9	982,4	- 13,5	19,8	2,6	- 17,2	1.518,0	1.479,3	- 38,7
1980-81	1.302,0	1.473,5	+ 171,5	65,6	32,9	- 32,7	2.176,3	2.297,3	+ 121,0
1982-84	1.704,2	1.847,7	+ 143,5	61,1	93,6	+ 32,5	2.834,2	2.989,7	+ 155,5

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ Selon la classification-type pour le commerce international (C.T.C.I. révisée). Les numéros entre parenthèses sont ceux des sections de cette classification.

² Les gains (+) ou pertes (-) sont les différences entre importations hypothétiques et effectives. Les importations hypothétiques se définissent comme au tableau 37.

³ La somme des importations hypothétiques pour les différentes catégories de produits ne correspond pas aux importations hypothétiques totales reprises à la colonne (q). La raison en est que pour obtenir la colonne (q) on utilise les variations des importations totales des cinq économies européennes et que, de la sorte, on ne tient pas compte des différences de structure entre les importations de l'U.E.B.L. et celles des cinq économies européennes.

perte au cours des deux premières périodes s'explique, notamment, par une augmentation des dépenses finales plus rapide en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg que dans les cinq économies européennes. De même, le gain obtenu pendant la dernière période est lié à une croissance des dépenses finales — notamment des dépenses intérieures — moindre que celle des pays de référence¹.

¹ La période 1976-79 à 1980-81 fait apparemment exception à cette règle : on y relève un gain au niveau des importations, alors que les dépenses finales croissent plus vite en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg que dans les cinq économies européennes. Cependant, il est vraisemblable que les exportations en volume de l'U.E.B.L. ont été surévaluées durant cette période du fait de distorsions introduites par la statistique des exportations de diamant. La correction de ces distorsions ferait apparaître une croissance des exportations de biens et services inférieure d'environ 1 p.c. à celle retenue par la comptabilité nationale. Le rythme de croissance, tant des exportations de biens et services que de la demande finale, serait alors inférieur à celui observé dans les cinq pays de référence.

Tableau 41

EXPORTATIONS : GAINS (+) OU PERTES (-) PAR GRANDES CATEGORIES DE PRODUITS¹ DE L'U.E.B.L. PAR RAPPORT AUX CINQ ECONOMIES EUROPEENNES²
(En milliards de francs; moyennes annuelles)

	A. (0 + 1) Produits alimentaires, boissons, tabac			B. (2 + 4) Matières premières			C. (3) Produits énergétiques		
	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d)	(e)	(f) = (d) - (e)	(g)	(h)	(i) = (g) - (h)
1961-63	12,5	12,5	...	17,2	17,2	...	9,0	9,0	...
1970-73	61,4	36,6	+ 24,8	28,1	38,1	- 10,0	19,2	19,2	0,0
1976-79	127,7	125,9	+ 1,8	48,4	53,1	- 4,7	74,9	61,3	+ 13,6
1980-81	188,9	192,5	- 3,6	60,3	66,9	- 6,6	171,4	163,0	+ 8,4
1982-84	266,9	264,9	+ 2,0	88,3	85,4	+ 2,9	221,8	243,5	- 21,7

	D. (5 à 8) Produits manufacturés hors diamant (667)			E. (9) Produits divers			F. (5 à 9) Produits manufacturés et divers hors diamant		
	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)
	(j)	(k)	(l) = (j) - (k)	(m)	(n)	(o) = (m) - (n)	(p) = (j) + (m)	(q)	(r) = (p) - (q)
1961-63	166,3	166,3	...	5,1	5,1	...	171,4	171,4	...
1970-73	542,2	473,0	+ 69,2	12,1	10,0	+ 2,1	554,3	484,4	+ 69,9
1976-79	1.026,3	1.153,3	- 127,0	57,9	29,0	+ 28,9	1.084,2	1.181,1	- 96,9
1980-81	1.325,1	1.421,3	- 96,2	95,6	87,5	+ 8,1	1.420,7	1.503,7	- 83,0
1982-84	1.757,5	1.882,9	- 125,4	153,4	149,4	+ 4,0	1.910,9	2.022,2	- 111,3

	G. Diamant (667) et ajustement statistique ³			H. (0 à 9) Total des produits			I. Exportations totales ⁴		
	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)	Effectives	Hypothétiques	Gain (+) ou perte (-)
	(s)	(t)	(u) = (s) - (t)	(v) = (a) + (d) + (g) + (j) + (m) + (s)	(w) = (b) + (e) + (h) + (k) + (n) + (t)	(x) = (v) - (w)	(y) = (v)	(z)	(z') = (y) - (z)
1961-63	8,2	8,2	...	218,1	218,1	...	218,1	218,1	...
1970-73	26,6	90,0	- 63,4	689,6	666,9	+ 22,7	689,6	611,8	+ 77,8
1976-79	78,6	39,3	+ 39,3	1.413,8	1.461,9	- 48,1	1.413,8	1.485,3	- 71,5
1980-81	116,3	114,2	+ 2,1	1.957,6	2.045,4	- 87,8	1.957,6	2.046,6	- 89,0
1982-84	167,4	168,7	- 1,3	2.655,3	2.794,6	- 139,5	2.655,3	2.801,8	- 146,5

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ Selon la classification-type pour le commerce international (C.T.C.I. révisée). Les numéros entre parenthèses sont ceux des sections de cette classification.

² Les exportations hypothétiques de l'U.E.B.L. ont été calculées en appliquant l'accroissement des exportations des cinq économies européennes, entre la période précédente et la période courante, aux exportations effectives de l'U.E.B.L. au cours de la période précédente. La différence entre exportations effectives et exportations hypothétiques représente le gain (+) ou la perte (-) de l'U.E.B.L. par rapport à la période précédente.

³ L'ajustement statistique se compose des rubriques non déclarées au niveau de désagrégation où les produits manufacturés [colonnes (j) à (l) du tableau] ont été traités, mais reprises au niveau agrégé, et de certains écarts, peu importants, résultant des taux de conversion utilisés.

⁴ La somme des exportations hypothétiques pour les différentes catégories de produits [colonne (w)] ne correspond pas aux exportations hypothétiques totales reprises à la colonne (z). La raison en est que pour obtenir la colonne (z) on utilise les variations des exportations totales des cinq économies européennes et que, de la sorte, on ne tient pas compte de la structure des exportations des cinq économies européennes, qui est différente de celle l'U.E.B.L.

Les évolutions de la demande finale ont certes joué un rôle déterminant dans l'apparition des gains et des pertes en ce qui concerne les importations, mais d'autres facteurs ont joué. Ainsi, l'amélioration de la compétitivité de l'U.E.B.L. au cours des années quatre-vingt a-t-elle vraisemblablement accentué l'ampleur du gain réalisé pendant cette période. Une analyse plus détaillée des importations permettant d'isoler, notamment, l'effet de la structure des dépenses et les gains ou pertes de parts de marché à l'importation nécessiterait l'utilisation des tableaux d'input-output, mais ces derniers ne sont malheureusement pas disponibles pour l'ensemble de la période couverte par cette étude.

Une analyse par grandes catégories de produits permet de constater que, en dehors de la première période, la perte puis les gains enregistrés au niveau du total découlent largement des mouvements enregistrés au niveau des produits manufacturés (cfr tableau 40). Les autres catégories de produits ont également permis une amélioration au cours des années récentes, à l'exception des produits énergétiques, dont la contribution au résultat final, qui était positive au cours des années septante, s'est inversée au cours des années quatre-vingt.

c. Des exportations

Les gains dégagés au cours de la première période au niveau des exportations totales de marchandises, de même que les pertes enregistrées par la suite,

Tableau 41bis

**EXPORTATIONS : GAINS (+) OU PERTES (-)
POUR CERTAINES CATEGORIES DE PRODUITS DE L'U.E.B.L.
PAR RAPPORT AUX CINQ ECONOMIES EUROPEENNES**

	En milliards de francs (moyennes annuelles)	En pour cent des exportations du début de la période	
		Effet total ¹	Effet total par année ²
1. Produits manufacturés (rubrique D du tableau 41)			
de 1961-63 à 1970-73	+ 69,2	+ 41,6	+ 1,6
de 1970-73 à 1976-79	- 127,0	- 23,4	- 2,2
de 1976-79 à 1980-81	- 96,2	- 9,4	- 2,6
de 1980-81 à 1982-84	- 125,4	- 9,5	- 3,1
2. Produits manufacturés et divers (rubrique F du tableau 41)			
de 1961-63 à 1970-73	+ 69,6	+ 40,8	+ 1,6
de 1970-73 à 1976-79	- 96,3	- 17,5	- 1,6
de 1976-79 à 1980-81	- 83,0	- 7,7	- 2,1
de 1980-81 à 1982-84	- 111,4	- 7,8	- 2,6
3. Exportations totales (rubrique I du tableau 41)			
de 1961-63 à 1970-73	+ 77,8	+ 35,7	+ 1,4
de 1970-73 à 1976-79	- 71,5	- 10,4	- 0,9
de 1976-79 à 1980-81	- 89,0	- 6,3	- 1,7
de 1980-81 à 1982-84	- 146,5	- 7,5	- 2,5

¹ Différence entre le taux de variation sur l'ensemble de la période des exportations effectives et celui des exportations hypothétiques.

² Différence entre le taux de variation annuel moyen des exportations effectives et celui des exportations hypothétiques.

sont tributaires de ceux enregistrés au niveau des produits manufacturés (cfr tableau 41). Si l'on exprime, pour chaque période, ces gains ou ces pertes totaux ramenés à une base annuelle, en pourcentage des exportations du début de cette période, on constate que les exportations totales ont d'abord dégagé un gain de

Tableau 42

EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES¹ : GAINS (+) ET PERTES (-) DE L'U.E.B.L. PAR RAPPORT AUX CINQ ECONOMIES EUROPEENNES

A. Exportations effectives et hypothétiques (en milliards de francs; moyennes annuelles)

	Effectives (a)	Hypothétiques (b)	Gain (+) ou Perte (-) (c) = (a) - (b)
1961-63	171,4	171,4	...
1970-73	554,3	484,4	+ 69,9
1976-79	1.084,2	1.181,1	- 96,9
1980-81	1.420,7	1.503,7	- 83,0
1982-84	1.910,9	2.022,2	- 111,3

B. Evolution en termes nominaux, en prix et en volume (taux de croissance annuel moyen par rapport au groupe d'années précédent)

	Evolution nominale en francs belges			Evolution des prix en francs belges ²			Evolution en volume ³		
	Effective (d)	Hypothétique (e)	Gain (+) ou perte (-) (f) = (d) - (e)	Effective (g)	Hypothétique (h)	Gain (+) ou perte (-) (i) = (g) - (h)	Effective (j)	Hypothétique (k)	Gain (+) ou perte (-) (l) = (j) - (k)
1961-63 .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1970-73	13,2	11,6	+ 1,6	n.	n.	n.	n.	n.	n.
1976-79	11,8	13,4	- 1,6	6,8	6,7	+ 0,1	4,7	6,3	- 1,6
1980-81	9,4	11,5	- 2,1	7,4	8,4	- 1,0	1,9	2,9	- 1,0
1982-84	12,6	15,2	- 2,6	10,1	12,3	- 2,2	2,3	2,6	- 0,3

C. Effet prix et effet volume des gains (+) ou pertes (-) par rapport aux cinq économies européennes (en milliards de francs; moyennes annuelles)⁴

	Gain (+) ou perte (-) par rapport aux cinq économies européennes (m) = (c)	Expliqué par un		
		effet pur des prix (n)	effet pur des volumes (o)	effet mixte (p) = (m) - (n) - (o)
1961-63 .....	...	...	...	...
1970-73	+ 69,9	n.	n.	n.
1976-79	- 96,9	+ 3,0	- 68,4	- 31,5
1980-81	- 83,0	- 35,3	- 35,9	- 11,8
1982-84	- 111,3	- 93,6	- 9,2	- 8,5

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ Y compris les « produits divers », mais non compris le « diamant », c'est-à-dire rubrique F du tableau 41.

² Indices obtenus auprès de l'O.C.D.E.

³ Calculée « par différence » entre l'évolution nominale et l'évolution des prix.

⁴ Valeur des exportations effectives de l'U.E.B.L. au cours de la période précédente multipliée par l'écart entre les taux de variation effectifs et hypothétiques concernés. Ces taux de variation sont calculés à l'aide des taux de croissance annuels moyens apparaissant dans la partie B du tableau, cumulés sur le nombre d'années séparant le milieu de la période courante et celui de la période précédente.

1,4 p.c. et ont ensuite accusé des pertes de 0,9 p.c., 1,7 p.c. et 2,5 p.c. (cfr tableau 41bis). En ce qui concerne les produits manufacturés¹, on a enregistré un gain de 1,6 p.c., suivi de pertes de 1,6 p.c., 2,1 p.c. et 2,6 p.c. Les gains ou pertes relevés dans les catégories de produits autres que ceux de l'industrie manufacturière ont été presque négligeables.

L'analyse de ces gains et pertes enregistrés au sein de la catégorie des produits manufacturés, à la lumière des évolutions en prix et en volume, révèle que, de 1970-73 à 1976-79, la perte annuelle de 1,6 p.c. des exportations de l'U.E.B.L. s'est produite pour ainsi dire entièrement en volume. De 1976-79 à 1980-81, la perte de 2,1 p.c. en moyenne annuelle s'explique pour moitié par l'évolution en prix et pour moitié par celle en volume. Par contre, de 1980-81 à 1982-84, la perte de 2,6 p.c. a découlé presque intégralement du mouvement des prix, les pertes en volume étant devenues quasi nulles. On obtient, évidemment, le même profil si on exprime les chiffres en milliards de francs (cfr partie C du tableau 42).

Ces évolutions sont analysées plus en détail au point 2.3.3 ci-après.

2.3.3 Evolution des exportations de produits manufacturés² : effet de part de marché et effet de structure.

On a vu ci-avant que l'U.E.B.L. a suivi un double mouvement : sa position d'exportateur de produits manufacturés s'est d'abord renforcée vis-à-vis des « cinq », pour se détériorer nettement par la suite (cfr partie 1 des tableaux 43 et 43bis).

Ces évolutions peuvent être expliquées par l'examen des différentes composantes des gains et pertes, à savoir l'*effet de part de marché* et l'*effet de structure* (cfr parties 2 et 3 des tableaux 43 et 43bis).

L'« effet de part de marché », tel qu'on l'a défini, comprend tous les effets résultant de facteurs autres que les différences qui existaient au début de chaque période entre la structure des exportations de l'U.E.B.L. et celle relative aux cinq économies. Ces facteurs sont multiples. On peut citer, évidemment, les prix de vente et coûts relatifs, mais aussi la rentabilité — pour l'entreprise — de son activité exportatrice, l'efficacité de son organisation commerciale et de ses services après-vente, l'importance et le coût des crédits commerciaux, la durée et le respect des délais de livraison, l'étendue de l'assortiment, les qualités particulières d'un produit déterminé. Même les *modifications* de structure, en constante

¹ Les produits manufacturés comprennent ici tant ceux de l'industrie manufacturière proprement dite que ceux du groupe « Divers » (ce total correspond à la rubrique F du tableau 41), les indices de prix disponibles pour l'U.E.B.L. et les cinq économies européennes ne concernant que ce total. On signalera que, parmi les produits de l'industrie manufacturière, le groupe de produits « Diamant » est considéré séparément, surtout parce que la qualité des chiffres y relatifs est douteuse.

² A l'exclusion du « diamant » et des « divers ».

Tableau 43

EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES :
EFFET DE PART DE MARCHÉ ET EFFET DE STRUCTURE

(En milliards de francs)

1. Gains ou pertes par période

	Exportations effectives (a)	Exportations hypothétiques (b)	Exportations fictives (c)	Effet total (d) = (a) - (b)	Nombre d'années (e)	Effet total par année (f) = (d) : (e)
1961-63	166,3					
1970-73	542,2	473,0	541,6	+ 69,2	9,5	+ 7,3
1970-73	542,2					
1976-79	1.026,4	1.153,3	1.135,3	- 127,0	6,0	- 21,2
1976-79	1.026,3					
1980-81	1.325,1	1.421,3	1.402,1	- 96,2	3,0	- 32,1
1980-81	1.325,1					
1982-84	1.757,5	1.882,9	1.850,2	- 125,4	2,5	- 50,2

2. Ventilation de l'effet total

	Effet total (g) = (d)	Effet de part de marché (h) = (a) - (c)	Effet de structure		
			Total (i) = (c) - (b)	dont ¹ :	
				effet dû aux produits (j)	effet dû aux marchés (k)
1961-63					
1970-73	+ 69,2	+ 0,6	+ 68,6	- 35,7	+ 85,6
1970-73					
1976-79	- 127,0	- 109,0	- 18,0	- 28,6	- 18,3
1976-79					
1980-81	- 96,2	- 77,0	- 19,2	- 6,4	- 9,1
1980-81					
1982-84	- 125,4	- 92,7	- 32,7	- 38,9	+ 10,1

3. Ventilation de l'effet total par année

	Effet total par année (l) = (f)	Effet de part de marché (m) = (h) : (e)	Effet de structure		
			Total (n) = (i) : (e)	dont ¹ :	
				effet dû aux produits (o) = (j) : (e)	effet dû aux marchés (p) = (k) : (e)
1961-63					
1970-73	+ 7,3	+ 0,1	+ 7,2	- 3,8	+ 9,0
1970-73					
1976-79	- 21,2	- 18,2	- 3,0	- 4,8	- 3,0
1976-79					
1980-81	- 32,1	- 25,7	- 6,4	- 2,1	- 3,0
1980-81					
1982-84	- 50,2	- 37,1	- 13,1	- 15,6	+ 4,0

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ Dans l'effet de structure, en plus de l'effet dû aux produits et de celui dû aux marchés, il existe un effet mixte dû à la combinaison des facteurs produits et marchés.

Tableau 43bis

**EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES :
EFFET DE PART DE MARCHE ET EFFET DE STRUCTURE**

(En pour cent des exportations du début de la période)

1. Gains ou pertes par période

	Exportations effectives	Exportations hypothétiques	Exportations fictives	Effet total	Nombre d'années	Effet total par année (f) = (a) exp. $\frac{1}{(e)}$ - (b) exp. $\frac{1}{(e)}$
	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) - (b)	(e)	
1961-63	100,0					
1970-73	326,1	284,5	325,7	+ 41,6	9,5	+ 1,6
1970-73	100,0					
1976-79	189,3	212,7	209,4	- 23,4	6,0	- 2,2
1976-79	100,0					
1980-81	129,1	138,5	136,6	- 9,4	3,0	- 2,6
1980-81	100,0					
1982-84	132,6	142,1	139,6	- 9,5	2,5	- 3,1

2. Ventilation de l'effet total

	Effet total (g) = (d)	Effet de part de marché (h) = (a) - (c)	Effet de structure		
			Total (i) = (c) - (b)	dont ¹ :	
				effet dû aux produits (j)	effet dû aux marchés (k)
1961-63					
1970-73	+ 41,6	+ 0,4	+ 41,2	- 21,5	+ 51,5
1970-73					
1976-79	- 23,4	- 20,1	- 3,3	- 5,3	- 3,4
1976-79					
1980-81	- 9,4	- 7,5	- 1,9	- 0,6	- 0,9
1980-81					
1982-84	- 9,5	- 7,0	- 2,5	- 2,9	+ 0,8

3. Ventilation de l'effet total par année

	Effet total par année (l) = (f)	Effet de part de marché (m) = (a) exp. $\frac{1}{(e)}$ - (c) exp. $\frac{1}{(e)}$	Effet de structure		
			Total (n) = (c) exp. $\frac{1}{(e)}$ - (b) exp. $\frac{1}{(e)}$	dont ¹ :	
				effet dû aux produits (o)	effet dû aux marchés (p)
1961-63					
1970-73	+ 1,6	0,0	+ 1,6	- 0,9	+ 2,0
1970-73					
1976-79	- 2,2	- 1,9	- 0,3	- 0,5	- 0,3
1976-79					
1980-81	- 2,6	- 2,1	- 0,5	- 0,2	- 0,3
1980-81					
1982-84	- 3,1	- 2,3	- 0,8	- 1,0	+ 0,2

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ Dans l'effet de structure, en plus de l'effet dû aux produits et de celui dû aux marchés, il existe un effet mixte dû à la combinaison des facteurs produits et marchés.

évolution quelle qu'en soit l'origine — « automatique » ou volontariste¹ —, influencent l'effet de part de marché.

L'« effet de structure » isole l'influence de la différence entre la structure *de départ*² des exportations (et corrélativement, l'influence de la structure industrielle) de l'U.E.B.L. et celle des pays de référence. Si l'économie belgo-luxembourgeoise est spécialisée au départ dans les produits ou marchés qui croissent plus vite que la moyenne (produits et marchés progressifs) ou moins vite (produits et marchés régressifs), sa performance sera meilleure ou moins bonne, l'inverse étant vrai en cas de non-spécialisation.

a. *Evolution générale*

Le gain, acquis *au cours des années soixante* (période 1961-63 à 1970-73), de 1,6 p.c. par an en moyenne [cfr partie 1 du tableau 43bis, colonne (f)] est totalement attribuable à un effet de structure positif dû aux marchés (+ 2,0 p.c. l'an) [cfr partie 3, colonne (p)]. Cet effet bénéfique s'explique essentiellement par la création en 1958 de la Communauté Economique Européenne, qui a permis une croissance rapide du commerce extérieur entre ses membres, croissance dont la petite économie ouverte qu'est l'U.E.B.L. a particulièrement tiré profit. En effet, sa position géographique centrale dans la C.E.E. lui conférait une spécialisation favorable à cet égard. Il est à remarquer, par contre, qu'à cette époque déjà l'effet de structure dû aux produits était négatif à concurrence de 0,9 p.c. l'an [cfr partie 3, colonne (o)].

Durant les deux périodes suivantes (1970-73 à 1976-79 et 1976-79 à 1980-81), les pertes s'expliquent par un effet de part de marché et par un effet de structure, tous deux négatifs.

Les importantes pertes de part de marché observées (respectivement - 1,9 p.c. et - 2,1 p.c. par an) s'inscrivent dans la ligne de l'analyse économique publiée en 1980-81 par la Banque : « L'essoufflement de l'économie belge dans la décennie passée »³. Elles ont été induites surtout par la dégradation de la position concurrentielle de l'U.E.B.L., notamment au niveau des prix et des coûts, qui s'est produite au milieu des années septante. Sur la base des données du tableau 44, qui reprend les principaux indices de disparité ayant trait à la position compétitive de l'industrie manufacturière belge, les prix de vente de celle-ci ont augmenté, pendant cette période 1970-73 à 1976-79, davantage en Belgique que chez les « cinq ». L'augmentation en termes relatifs a été encore

¹ A tout instant, les taux d'accroissement des exportations de chaque produit et sur chaque marché divergent les uns des autres. Ces évolutions différenciées modifient donc constamment la structure des exportations. Ces modifications peuvent être subies — car imputables à l'évolution de la demande étrangère —, ou délibérées — car résultant de décisions d'investissement ou de désinvestissement.

² Structure de départ formée par nonante-neuf groupes de produits (niveau 3 de la classification C.T.C.I., révision 1) et douze zones géographiques (chacun des cinq pays de référence; les autres pays de la C.E.E.; les Etats-Unis; le Japon; les autres pays de l'O.C.D.E.; l'O.P.E.P.; le Comecon; les autres pays).

³ Cfr note 1 de la page 16.

Tableau 44

DISPARITES DE COÛTS ET DE PRIX ¹*(En monnaie commune, indices 1970-73 = 100)*

	1960-63	1970-73	1976-79	1980-81	1982-84
A. Industrie manufacturière :					
1. Coût salarial par unité produite	n.	100,0	109,8	93,6	78,8
— coût salarial par personne occupée	n.	100,0	123,7	117,3	103,1
— productivité apparente du travail	n.	100,0	112,7	125,4	130,8
2. Valeur unitaire à l'importation	n.	100,0	97,9	95,3	95,4
3. Déflateur de la valeur ajoutée des autres branches d'activité	n.	100,0	115,8	103,0	92,4
4. Coût total de la production	n.	100,0	107,3	100,1	94,0
5. Prix de vente par unité produite	n.	100,0	104,0	96,1	89,5
B. Autres branches d'activité de l'économie² :					
Coût salarial par unité produite	n.	100,0	124,4	113,2	102,0
— coût salarial par personne occupée	n.	100,0	118,3	108,5	97,3
— productivité apparente du travail	n.	100,0	95,1	95,9	95,4
C. Ensemble de l'économie :					
1. Coût salarial par unité produite	99,2	100,0	117,7	106,0	92,8
— coût salarial par personne occupée	102,9	100,0	119,2	110,3	97,5
— productivité apparente du travail	103,8	100,0	101,3	104,1	105,0
2. Déflateur de la valeur ajoutée	102,7	100,0	110,6	97,9	86,2

¹ Indices pour la Belgique divisés par les indices pour les cinq économies européennes, ces derniers étant pondérés suivant l'importance de ces économies sur les marchés intérieur et à l'exportation de l'U.E.B.L.

² Ensemble de l'économie moins l'industrie manufacturière et le secteur des services non marchands.

plus forte pour les coûts totaux, et résulte notamment de l'évolution des coûts salariaux par unité produite dans le secteur; ceux-ci, malgré une amélioration très nette de la productivité relative, n'ont pu être maintenus en Belgique au niveau des pays concurrents. Ces fortes augmentations salariales se retrouvent également dans les autres secteurs de l'économie marchande, sans toutefois avoir été accompagnées d'un gain de productivité comme c'était le cas dans l'industrie; ainsi, leurs coûts salariaux par unité produite se sont détériorés très nettement, et le déflateur de leur valeur ajoutée — qui mesure le coût de leurs livraisons, dont celles au secteur manufacturier — s'est accru davantage que chez les concurrents. Il en est résulté une nette diminution des volumes exportés par l'U.E.B.L. Même l'amélioration de la compétitivité par les coûts, survenue à la fin de la décennie (période 1976-79 à 1980-81) par suite d'un rééquilibrage des salaires exprimés en monnaie commune allant de pair avec une hausse ininterrompue de la productivité, n'a pas suffi pour enrayer les pertes de parts de marché; la diminution moindre des volumes a, en effet, été compensée par des concessions en prix.

Toujours pendant ces deux périodes, l'effet de structure a été légèrement négatif tant pour les produits que pour les marchés.

On a vu au point 2.3.2 ci-avant que la perte totale pour l'U.E.B.L. a résulté presque entièrement *durant la dernière période* (1980-81 à 1982-84) d'une perte en termes de prix¹. La politique de compression des prix de vente relatifs poursuivie par les exportateurs belges et luxembourgeois a été possible parce que les salaires par personne occupée et par unité produite, ainsi que le prix des achats des autres secteurs industriels, ont continué à augmenter nettement moins en U.E.B.L. que dans les cinq économies européennes (cfr tableau 44); ce décalage résultait de la dépréciation — de jure et de facto — du franc belge durant cette période et des mesures d'accompagnement mises en œuvre.

Contrairement aux périodes précédentes, il n'y a presque plus eu de recul relatif en volume, ce qui a résulté sans doute des concessions faites en matière de prix par les exportateurs, déjà depuis le début de la décennie.

En fait, on aurait pu s'attendre — en raison des dites concessions — non pas à une stabilisation, mais à un gain en volume, plus précisément au sein de l'effet de part de marché, qui explique d'ailleurs la majeure partie de la perte. L'absence apparente de gain ne peut s'expliquer autrement que par une faible élasticité de la demande étrangère de produits de l'U.E.B.L. et/ou par l'influence négative qu'ont continué d'exercer les éléments « non-price » de la compétitivité énumérés ci-avant. Par rapport aux cinq autres économies européennes, celles de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg sont spécialisées davantage dans les produits régressifs et moins dans les produits progressifs (situation que l'on mettra en évidence ci-après), ce qui accentue en toute occurrence leur vulnérabilité dans le domaine des paramètres « non-price » susvisés. Ainsi, l'U.E.B.L. est plus désarmée face à la concurrence internationale, beaucoup plus rude pour les produits « simples » que pour ceux de haute valeur technologique, lesquels constituent la majeure partie des produits progressifs.

Au cours de la dernière période, l'effet de structure par produit est non seulement resté négatif, mais s'est encore accru, pour atteindre 1 p.c. par an. Cette perte est moindre que celle résultant de l'effet de part de marché, mais elle représente cependant un montant annuel de plus de 15 milliards de francs.

Il ne faut pas oublier que cet effet de structure a été calculé à partir de 99 groupes de produits importants. Certains sont constitués de dizaines de produits, qui pourraient être l'objet de demandes très divergentes, de sorte qu'il y aurait lieu de calculer un « effet de structure supplémentaire (cfr point 2.3.1 b. in fine) ». Dans la présente étude, celui-ci est compris, par construction, dans l'effet de part de marché. Cependant, on peut sans doute soutenir que la ventilation des exportations en près d'une centaine de groupes de produits donne une image suffisamment détaillée, et que l'effet de structure supplémentaire susvisé peut être considéré effectivement comme un effet de part de marché. Les groupes de produits considérés proviennent en effet d'industries spécifiques qui se doivent d'être assez dynamiques pour choisir et planifier la production des

¹ Cette constatation concerne les produits de l'industrie manufacturière, y compris les « Divers », mais elle demeure évidemment valable si l'on exclut ces « Divers », c'est-à-dire suivant la définition prise en considération au présent point 2.3.3.

produits qui seront bien accueillis sur le marché. Les entreprises peuvent d'ailleurs faire naître elles-mêmes la demande pour leurs produits en procédant à des améliorations, notamment d'ordre technique.

b. Evolutions détaillées

On analysera plus en détail, ci-après, chacun des effets pris séparément : d'abord, l'effet de part de marché, en considérant la ventilation du différentiel de croissance des exportations par produits, puis par marchés ; ensuite, l'effet de

Tableau 45

**EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES :
EFFET DE PART DE MARCHÉ VENTILE PAR GROUPE DE PRODUITS**

(En milliards de francs)

	1961-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1980-81	1980-81 à 1982-84
Produits chimiques organiques	+ 10,8	- 7,3	- 16,3	- 9,1
Produits médicaux et pharmaceutiques	+ 2,5	+ 2,8	- 0,9	- 2,6
Engrais manufacturés	- 0,3	- 5,0	- 4,4	- 10,4
Autres produits chimiques	+ 15,2	+ 14,5	- 3,1	- 2,7
Cuir, peaux, caoutchouc	+ 0,4	- 1,3	- 1,0	- 0,7
Bois, sauf meubles	+ 0,5	- 0,8	+ 0,2	+ 0,6
Papiers et cartons	- 1,9	- 8,9	- 1,9	- 7,2
Fils textiles	- 9,1	- 1,7	- 1,7	- 1,2
Autres produits textiles	- 6,3	- 6,4	+ 2,2	- 3,3
Verre et verreries	- 2,6	- 7,0	- 2,6	- 1,7
Chaux, ciment, argile, poterie et autres minéraux	- 2,9	- 2,0	0,0	+ 1,1
Barres et tôles en fer et acier	+ 4,5	- 30,2	- 9,5	- 13,0
Autres produits de la sidérurgie	- 6,6	- 6,4	- 3,4	- 3,8
Cuivre	- 12,9	- 12,3	- 6,4	- 11,7
Autres métaux non ferreux	- 12,6	- 17,0	- 11,9	- 3,3
Autres articles manufacturés en métal	- 2,7	- 1,8	- 3,3	- 1,2
Machines de bureau	+ 2,3	+ 0,4	+ 0,3	+ 2,7
Machines et appareils mécaniques	+ 2,1	+ 7,0	- 8,5	- 10,0
Machines et appareils électriques	+ 1,8	- 0,7	- 5,9	- 12,1
Télécommunications	+ 2,4	+ 2,3	- 0,2	- 11,2
Automobiles	+ 34,9	+ 11,0	+ 2,9	+ 22,0
Autre matériel de transport	- 9,1	- 8,7	+ 3,5	- 7,7
Meubles	+ 1,0	- 11,5	- 2,1	- 0,2
Sacs, fourrures et chaussures	- 2,4	- 1,9	- 0,2	0,0
Vêtements	- 4,3	- 11,9	- 5,6	- 3,1
Appareils scientifiques, optique, horlogerie	- 5,1	+ 0,8	+ 3,5	- 0,5
Autres articles manufacturés	+ 1,0	- 5,0	- 0,7	- 2,4
Effet total	+ 0,6	- 109,0	- 77,0	- 92,7
<i>p.m. Effet total : par année</i>	<i>+ 0,1</i>	<i>- 18,2</i>	<i>- 25,7</i>	<i>- 37,1</i>
<i>par année en pour cent</i>	<i>0,0</i>	<i>- 1,9</i>	<i>- 2,1</i>	<i>- 2,3</i>

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

structure, en examinant successivement l'effet dû uniquement à la structure par marchés et celui dû uniquement à la structure par produits. Ce dernier effet fera l'objet d'une étude plus approfondie.

1° Effet de part de marché

i. Ventilé par produits

La part de marché de l'U.E.B.L. ne s'est pas modifiée vis-à-vis des cinq économies européennes durant la *première période*, les gains principalement dus aux exportations d'automobiles (35 milliards) et de produits chimiques (28 milliards¹) ayant été compensés, quasi exactement, par les pertes encourues ailleurs, notamment par le secteur des non-ferreux, dont le cuivre, et le secteur textile (25 milliards et 15 milliards respectivement) (cfr tableau 45). Durant les *périodes qui suivent*, les pertes de parts de marché sont continuelles au point que, dans la dernière, on ne relève d'augmentation que pour 4 produits sur 27, dont seulement un gain significatif : celui enregistré par les exportations d'automobiles (22 milliards).

Tableau 46

EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES : EFFET DE PART DE MARCHÉ VENTILÉ PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE

(En milliards de francs)

	1961-63 à 1970-73		1970-73 à 1976-79		1976-79 à 1980-81		1980-81 à 1982-84	
France	+ 26,9			- 26,3		- 14,9		- 48,4
R.F.A.	+ 28,6			- 19,2		- 32,2		- 15,1
Italie	+ 8,4		+ 1,6			- 4,8		- 2,0
Pays-Bas		- 50,0		- 44,3		- 11,1		- 19,9
Royaume-Uni		- 10,7	+ 1,4			- 12,8		- 1,4
Autres C.E.E.		- 3,5	+ 0,3		+ 1,0			- 0,1
<i>Hors C.E.E. :</i>								
Etats-Unis		- 10,4		- 17,3		- 0,1		- 8,1
Japon	+ 0,2			- 2,7		- 0,7	+ 0,7	
Autres O.C.D.E.	+ 4,8		+ 3,7		+ 0,7			- 7,3
O.P.E.C.	+ 1,1		+ 2,5			- 6,4		- 4,3
Comecon	+ 1,3			- 3,5		- 2,2	+ 3,9	
Autres pays	+ 3,9			- 5,2	+ 6,5		+ 9,3	
Effet total	+ 0,6			- 109,0		- 77,0		- 92,7
<i>p.m. Effet total :</i>								
<i>par année</i>	<i>+ 0,1</i>			<i>- 18,2</i>		<i>- 25,7</i>		<i>- 37,1</i>
<i>par année en pour cent</i>	<i>0,0</i>			<i>- 1,9</i>		<i>- 2,1</i>		<i>- 2,3</i>

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

¹ Somme des quatre premières rubriques du tableau 45.

ii. Ventilé par marchés

Durant les années soixante, l'U.E.B.L. a conquis des parts de marché surtout en République Fédérale d'Allemagne (29 milliards) et en France (27 milliards), alors qu'elle en perdait énormément aux Pays-Bas (50 milliards) (cfr tableau 46). Ce phénomène s'explique par l'instauration de la C.E.E. qui, tout en favorisant les échanges entre ses membres, a fait perdre aux relations entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas le caractère privilégié dont elles bénéficiaient dans le cadre du Benelux. Par la suite, l'économie belgo-luxembourgeoise a perdu constamment des parts de marché dans ces trois pays limitrophes. A l'exception des Etats-Unis, où les pertes de parts de marché sont continues — mais minimales au cours des deux dernières périodes —, l'U.E.B.L. a conservé, grosso modo, sa position hors C.E.E.

2° Effet de structure

i. Dû à la structure par marchés

Cet effet est le principal responsable de la bonne tenue durant la première période grâce, comme on l'a vu plus haut, à une spécialisation sur les marchés voisins à ce moment en pleine expansion économique. Par la suite, l'effet de structure dû aux marchés a perdu de son importance et, après avoir été légèrement négatif durant les années septante, il est redevenu légèrement positif au cours de la dernière période (cfr tableau 47).

On remarque que l'U.E.B.L. n'a pas suffisamment profité de l'essor des pays exportateurs de pétrole, qui ont eu des marchés très progressifs au cours des deuxième et troisième périodes. La situation de ces derniers s'est retournée depuis lors, ce qui a constitué un facteur favorable. La spécialisation géographique est assez rigide¹, et l'exemple de l'O.P.E.P. montre bien que l'effet de structure par marchés dépend quasi exclusivement du caractère progressif ou régressif de ceux-ci.

ii. Dû à la structure par produits

Dans les paragraphes qui suivent, on analyse de manière plus fouillée la structure des exportations de l'U.E.B.L. par produits et, par là même, la structure des tissus industriels qui lui est liée.

Pour le lecteur qui ne souhaiterait pas lire cette analyse détaillée, on peut dire en résumé que, au cours des vingt-cinq dernières années, l'économie belge et luxembourgeoise a été constamment centrée davantage sur des produits régressifs et moins sur des produits progressifs que les cinq économies européennes

¹ Le seul pays vis-à-vis duquel l'U.E.B.L. ait changé de spécialisation de manière significative est les Etats-Unis, marché pour lequel elle était spécialisée au départ, mais où elle a été supplantée par ses voisins au cours des années septante et ultérieurement.

Tableau 47

**EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES :
EFFET DE STRUCTURE DU AUX MARCHES**

(En milliards de francs)

	1961-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1980-81	1980-81 à 1982-84
<i>Marchés progressifs :</i>				
Spécialisation U.E.B.L.	R.F.A. + 21,1 Pays-Bas + 19,9 France + 16,2 Etats-Unis + 1,8 Royaume-Uni + 1,2	France + 3,1	France + 5,3 Royaume-Uni + 1,6	Royaume-Uni + 8,4 France + 8,1
Non-spécialisation U.E.B.L.	Autres C.E.E. - 4,1 Comecon - 1,1 Japon - 0,5 Italie - 0,3	O.P.E.P. - 34,2 Comecon - 3,8 Royaume-Uni - 0,9	Autres pays - 7,1 O.P.E.P. - 4,1 Japon - 0,6 Etats-Unis - 0,6 Italie - 0,1	Etats-Unis - 20,7 Japon - 2,2 Autres O.C.D.E. - 0,7
<i>Marchés régressifs :</i>				
Spécialisation U.E.B.L.		R.F.A. - 12,5 Pays-Bas - 5,0	Pays-Bas - 18,9 R.F.A. - 4,2	Pays-Bas - 9,1 R.F.A. - 3,6 Italie - 0,1
Non-spécialisation U.E.B.L.	Autres pays + 21,1 Autres O.C.D.E. + 8,7 O.P.E.P. + 1,6	Autres O.C.D.E. + 19,6 Etats-Unis + 8,3 Autres pays + 4,4 Japon + 1,6 Italie + 1,0 Autres C.E.E. + 0,1	Autres C.E.E. + 9,6 Comecon + 8,3 Autres O.C.D.E. + 1,7	Autres pays + 12,8 O.P.E.P. + 8,6 Autres C.E.E. + 6,1 Comecon + 2,5
Total	+ 85,6	- 18,3	- 9,1	+ 10,1
<i>p.m. Effet total : par année</i>	+ 9,0	- 3,0	- 3,0	+ 4,0
<i>par année en pour cent</i>	+ 2,0	- 0,3	- 0,3	+ 0,2

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

prises en considération. Au cours des années quatre-vingt, cet effet de structure négatif a donné lieu à une diminution annuelle de 1 p.c. de la croissance des exportations de produits de l'industrie manufacturière de l'U.E.B.L.

Cette perte est due essentiellement à une spécialisation durable dans des produits régressifs fabriqués par les secteurs traditionnels du textile et de l'acier, et au manque de spécialisation durable en produits progressifs, tels que ceux de haute technologie (machines pour le traitement automatique de l'information et matériel pour l'aviation).

α. Evolutions globales

Le tableau 48 présente, pour chacune des sous-périodes, un regroupement des nonante-neuf produits examinés, suivant les quatre catégories ci-après :

- les produits progressifs pour lesquels l'U.E.B.L. est spécialisée (qui laissent toujours un effet de structure positif);
- les produits progressifs pour lesquels l'U.E.B.L. est non spécialisée (qui laissent toujours un effet de structure négatif);
- les produits régressifs pour lesquels l'U.E.B.L. est spécialisée (qui laissent toujours un effet de structure négatif);
- les produits régressifs pour lesquels l'U.E.B.L. est non spécialisée (qui laissent toujours un effet de structure positif).

L'examen révèle que les deux composantes laissant un effet de structure négatif sont plus importantes que celles engendrant un effet positif. Par solde, l'effet de structure est négatif sur l'ensemble des périodes.

β. Concepts « stable » et « occasionnel ».

Ce premier examen soulève une question fondamentale : les effets de structure dus aux différents produits ont-ils un caractère stable ? On peut concevoir qu'il y ait deux situations : ou bien ces effets sont liés à des produits qui restent constamment progressifs ou régressifs, et dans lesquels l'U.E.B.L. a été durablement spécialisée ou non spécialisée ; ou bien il s'agit, au contraire, de phénomènes occasionnels.

Dans le premier cas, il est assez facile de tirer des conclusions « structurelles », tandis que dans le second il faut rester plus nuancé. C'est pourquoi, au tableau 48, on a fait une distinction entre spécialisation (non-spécialisation) stable ou occasionnelle de l'U.E.B.L., et en produits progressifs (régressifs) stables ou occasionnels.

La spécialisation (ou la non-spécialisation) de l'U.E.B.L. pour un produit est considérée comme stable si elle peut être observée pour ce produit durant chacune de ces périodes, sinon elle est considérée comme occasionnelle. De même, un produit est supposé progressif (ou régressif) stable s'il présente un caractère progressif (régressif) durant chacune des périodes, sinon il est classé

Tableau 48

**EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES :
EFFET DE STRUCTURE DU AUX PRODUITS**

(En milliards de francs)

	1961-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1980-81	1980-81 à 1982-84
1^e composante :				
Spécialisation stable de l'U.E.B.L. :				
en produits progressifs stables	+ 1,2	+ 2,3	+ 0,8	+ 0,6
en produits progressifs occasionnels	+ 5,9	+ 9,1	+ 9,7	+ 2,1
dont : meubles	+ 0,6	+ 6,0	+ 0,3	—
cuivre	—	—	+ 3,6	—
photographie	+ 2,2	—	+ 2,4	—
Spécialisation occasionnelle de l'U.E.B.L. :				
en produits progressifs stables ou occasionnels	+ 1,6	+ 2,6	+ 5,1	+ 3,0
dont : argent et platine	—	—	+ 3,0	—
<i>Effet de la spécialisation de l'U.E.B.L. en produits progressifs : total</i>	+ 8,7	+ 14,0	+ 15,6	+ 5,7
2^e composante :				
Non-spécialisation stable de l'U.E.B.L. :				
en produits progressifs stables	—	—	—	—
en produits progressifs occasionnels	- 13,3	- 16,5	- 8,0	- 20,0
dont : matériaux radioactifs	- 0,3	- 4,3	—	- 1,1
machines de bureau	- 3,4	—	- 3,0	- 8,5
machines diverses	- 2,9	- 1,3	—	—
appareillage électrique divers	- 1,6	- 0,9	—	- 3,3
bijouterie et orfèvrerie	—	- 2,2	- 1,6	- 2,6
Non-spécialisation occasionnelle de l'U.E.B.L. :				
en produits progressifs stables ou occasionnels	- 7,0	- 4,0	- 10,1	- 8,0
dont : plastiques et résines	- 3,3	- 0,4	—	—
aéronautique	—	- 2,8	- 9,7	- 6,4
<i>Effet de la non-spécialisation de l'U.E.B.L. en produits progressifs : total</i>	- 20,3	- 20,5	- 18,1	- 28,0
3^e composante :				
Spécialisation stable de l'U.E.B.L. :				
en produits régressifs stables	- 22,3	- 29,5	- 16,7	- 20,8
dont : tissus autres que de coton	- 1,0	- 2,2	- 0,6	- 0,2
tapis	- 0,5	- 3,7	- 5,3	- 2,9
profilés en fer et acier	- 9,9	- 8,3	- 3,8	- 9,3
tôles en fer et acier	- 5,5	- 11,5	- 4,2	- 6,6
en produits régressifs occasionnels	- 11,9	- 16,0	- 0,4	- 9,0
dont : engrais manufacturés	- 5,9	—	—	- 1,8
cuivre	- 1,5	- 12,9	—	- 3,0
Spécialisation occasionnelle de l'U.E.B.L. :				
en produits régressifs stables ou occasionnels	- 0,4	- 0,4	- 3,7	- 7,8
dont : automobiles	—	—	- 2,5	—
argent et platine	—	- 0,1	—	- 6,5
<i>Effet de la spécialisation de l'U.E.B.L. en produits régressifs : total</i>	- 34,6	- 45,9	- 20,8	- 37,6
4^e composante :				
Non-spécialisation stable de l'U.E.B.L. :				
en produits régressifs stables	+ 3,2	+ 12,5	+ 7,3	+ 4,9
dont : machines pour travail des métaux	+ 1,6	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,6
machines textiles	+ 0,2	+ 6,9	+ 1,0	+ 1,0
constructions navales	+ 0,8	+ 2,3	+ 5,2	+ 0,0
en produits régressifs occasionnels	+ 5,5	+ 11,2	+ 9,3	+ 14,5
dont : machines de bureau	—	+ 3,0	—	—
machines diverses	—	—	+ 3,6	+ 6,3
Non-spécialisation occasionnelle de l'U.E.B.L. :				
en produits régressifs stables ou occasionnels	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,6
<i>Effet de la non-spécialisation de l'U.E.B.L. en produits régressifs : total</i>	+ 10,5	+ 23,8	+ 16,9	+ 21,0
Total	- 35,7	- 28,6	- 6,4	- 38,9
<i>p.m. Effet total : par année</i>	- 3,8	- 4,8	- 2,1	- 15,6
<i>par année en pour cent</i>	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 1,0

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

parmi les produits progressifs (ou régressifs) occasionnels. L'effet de structure dû à la spécialisation de l'U.E.B.L. en produits régressifs peut donc résulter de trois situations :

- 1) d'une spécialisation stable en produits régressifs stables ;
- 2) d'une spécialisation stable en produits régressifs occasionnels ;
- 3) d'une spécialisation occasionnelle en produits régressifs stables ou occasionnels.

Pour chacune des quatre catégories de produits reprises au tableau 48, on mentionne les chiffres relatifs à chaque situation, en isolant les produits les plus significatifs — c'est-à-dire ceux pour lesquels l'effet de structure est le plus important.

L'examen du tableau montre qu'au sein de chaque catégorie, l'effet de structure dû à la situation stable (la première de celles décrites ci-avant) n'est pas très important. Seule se détache nettement la spécialisation de l'U.E.B.L. en produits régressifs, parmi lesquels certains produits textiles et sidérurgiques.

Ainsi, ni la composition de la demande internationale, à laquelle est lié le caractère progressif ou régressif des produits, ni les structures industrielles et les exportations correspondantes, auxquelles est liée la spécialisation ou la non-spécialisation, ne restent constantes au cours d'une longue période.

Cette volatilité des caractéristiques des produits incite à un jugement nuancé. Dans cette ligne, on trouvera ci-après un examen, cas par cas, des produits les plus significatifs.

γ. Analyse détaillée par produits

Le tableau 49 reprend, pour chaque période, les principales caractéristiques — spécialisation et progressivité¹ — des produits ayant exercé une influence significative sur l'effet de structure. Les produits retenus sont ceux dont le taux de spécialisation est suffisamment différent de 0 et le coefficient de progressivité suffisamment différent de 1. On rappellera que l'effet de structure est proportionnel à la fois au taux de spécialisation et à la différence entre le coefficient de progressivité et l'unité.

Ces produits font l'objet, ci-après, d'un commentaire nécessairement succinct, car il n'entre pas dans le cadre de cet article de réaliser une étude approfondie par secteur industriel.

¹ Les quatre premières colonnes du tableau donnent le calcul du taux de spécialisation, et les quatre suivantes le coefficient de progressivité, pour les périodes considérées. La dernière colonne indique quel aurait été le coefficient de progressivité si l'on avait considéré d'un seul tenant l'ensemble de la période couverte par cette étude (1961-63 à 1982-84). Il faut avoir à l'esprit que ce coefficient, calculé sur une longue période, est le produit des quatre coefficients calculés pour les plus courtes périodes qui la composent ; sa valeur ne leur est pas strictement comparable, car il cumule les évolutions qui accentuent son écart par rapport à l'unité si elles vont, lors de chacune des sous-périodes, dans une même direction.

a) Spécialisation en produits progressifs

- *Meubles* (rubrique 16 du tableau 49) : la part des meubles a augmenté dans les exportations, tant chez les « cinq » qu'en U.E.B.L. ; mais, pour celle-ci, il y avait spécialisation au départ. Dès lors, l'économie belgo-luxembourgeoise reste spécialisée dans ce produit, qui, tout en ayant été fortement progressif sur l'ensemble de la période, est en perte de vitesse. Ce n'est sans doute plus une situation prometteuse.
- *Cuivre* (rubrique 3) : c'est un produit dans lequel l'U.E.B.L. est très spécialisée, mais qui, étant donné les variations conjoncturelles de prix, est tantôt progressif et tantôt régressif.
- *Photographie* (rubrique 8) : ce produit est plutôt progressif dans l'ensemble, avec des périodes de régressivité ; la spécialisation de l'U.E.B.L. semble dès lors favorable.
- *Argent et platine* (rubrique 17) : l'U.E.B.L. devient de plus en plus spécialisée dans ce groupe de produits à haut risque, étant donné la grande volatilité de leur coefficient de progressivité.

b) Non-spécialisation en produits progressifs

- *Matériaux radioactifs* (rubrique 20)¹ : l'U.E.B.L. n'en exporte quasiment pas, alors que les « cinq » se spécialisent de plus en plus dans ce produit, de loin le plus progressif sur l'ensemble de la période.
- *Machines de bureau* (comprend les ordinateurs) (rubrique 18) : malgré une augmentation significative des exportations de l'U.E.B.L., celle-ci enregistre toujours le même retard vis-à-vis des « cinq » dans ce produit, qui, bien qu'ayant été régressif durant la première moitié de la décennie passée, est redevenu et restera probablement progressif.
- *Machines diverses* (rubrique 6) : le taux de spécialisation est très négatif, mais le coefficient de progressivité de ce produit diminue régulièrement.
- *Appareillage électrique divers* (rubrique 13) : concerne les lampes, piles, électroaimants. Ces produits sont moyennement progressifs.
- *Bijouterie et orfèvrerie* (rubrique 19) : le taux de spécialisation est devenu de plus en plus négatif pour ce produit très progressif durant les trois dernières périodes — ce qui résulte probablement de l'explosion du prix de l'or.
- *Plastiques et résines* (rubrique 15) : il y a depuis peu une nette spécialisation, mais le produit est beaucoup moins progressif que durant les années soixante, période au cours de laquelle la non-spécialisation de l'U.E.B.L. lui valait un effet assez négatif.

¹ L'interprétation de cette rubrique est sujette à caution puisqu'une partie de ces exportations a souvent un caractère confidentiel, et se trouve par là exclue de la rubrique.

Tableau 49

EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES : CARACTERISTIQUES DES PRINCIPAUX PRODUITS

		Parts dans les exportations et taux de spécialisation (en pour cent)				Coefficients de progressivité				
		1961-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1980-81	1980-81 à 1982-84	1961-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1980-81	1980-81 à 1982-84	1961-63 à 1982-84
1. Profilés en fer et acier	a) U.E.B.L.	10,75	7,08	4,11	3,43					
	b) Cinq économies	2,04	1,56	1,35	1,22					
	a) - b)	8,71	5,52	2,76	2,21	0,76	0,87	0,90	0,77	0,46
2. Tôles en fer et acier	a) U.E.B.L.	7,88	7,13	5,92	5,57					
	b) Cinq économies	3,16	2,38	1,88	1,74					
	a) - b)	4,72	4,75	4,04	3,83	0,75	0,79	0,93	0,91	0,50
3. Cuivre	a) U.E.B.L.	5,60	4,89	3,11	3,06					
	b) Cinq économies	0,94	0,88	0,63	0,70					
	a) - b)	4,66	4,01	2,48	2,36	0,93	0,72	1,10	0,93	0,69
4. Automobiles	a) U.E.B.L.	4,97	12,57	15,96	14,92					
	b) Cinq économies	12,24	12,87	12,93	12,18					
	a) - b)	- 7,27	- 0,30	3,03	2,74	1,05	1,00	0,94	1,00	0,99
5. Tissus autres que de coton	a) U.E.B.L.	3,97	2,99	2,00	1,74					
	b) Cinq économies	2,80	2,28	1,66	1,47					
	a) - b)	1,17	0,71	0,34	0,27	0,82	0,73	0,88	0,96	0,51
6. Machines diverses	a) U.E.B.L.	3,24	3,42	3,42	3,22					
	b) Cinq économies	7,91	8,95	9,14	8,73					
	a) - b)	- 4,67	- 5,53	- 5,72	- 5,51	1,13	1,02	0,96	0,94	1,04
7. Engrais manufacturés	a) U.E.B.L.	3,19	1,57	1,70	1,79					
	b) Cinq économies	1,04	0,44	0,45	0,49					
	a) - b)	2,15	1,13	1,25	1,30	0,43	1,03	1,07	0,93	0,44
8. Photographie	a) U.E.B.L.	1,99	1,46	1,46	2,06					
	b) Cinq économies	0,39	0,50	0,49	0,57					
	a) - b)	1,60	0,96	0,97	1,49	1,29	0,97	1,17	0,98	1,43
9. Tapis	a) U.E.B.L.	1,97	2,25	2,34	2,49					
	b) Cinq économies	0,39	0,37	0,30	0,25					
	a) - b)	1,58	1,88	2,04	2,24	0,94	0,83	0,82	0,93	0,59

10. Aéronautique	a) U.E.B.L.	1,53	0,45	0,28	0,71					
	b) Cinq économies	1,32	1,11	1,53	2,36					
	a) - b)	0,21	- 0,66	- 1,25	- 1,65	0,84	1,37	1,55	1,21	2,16
11. Machines textiles	a) U.E.B.L.	1,19	0,71	0,70	0,66					
	b) Cinq économies	2,23	2,16	1,27	1,12					
	a) - b)	- 1,04	- 1,45	- 0,57	- 0,46	0,97	0,59	0,88	0,88	0,44
12. Constructions navales	a) U.E.B.L.	1,15	0,57	0,26	0,24					
	b) Cinq économies	2,04	1,65	1,35	0,89					
	a) - b)	- 0,89	- 1,08	- 1,09	- 0,65	0,81	0,82	0,66	1,00	0,44
13. Appareillage électrique divers	a) U.E.B.L.	1,08	1,28	1,69	1,66					
	b) Cinq économies	2,72	3,30	3,43	3,38					
	a) - b)	- 1,64	- 2,02	- 1,74	- 1,72	1,21	1,04	0,99	1,10	1,37
14. Machines pour le travail des métaux	a) U.E.B.L.	0,86	0,60	0,50	0,48					
	b) Cinq économies	2,33	1,79	1,43	1,32					
	a) - b)	- 1,47	- 1,19	- 0,93	- 0,84	0,77	0,80	0,92	0,77	0,44
15. Plastiques et résines	a) U.E.B.L.	0,77	2,87	5,02	5,77					
	b) Cinq économies	1,98	3,11	3,59	3,64					
	a) - b)	- 1,21	- 0,24	1,43	2,13	1,57	1,15	1,02	1,04	1,92
16. Meubles	a) U.E.B.L.	0,61	1,82	1,73	1,64					
	b) Cinq économies	0,46	0,83	1,27	1,33					
	a) - b)	0,15	0,99	0,46	0,31	1,82	1,53	1,05	0,99	2,89
17. Argent et platine	a) U.E.B.L.	0,31	0,44	0,46	1,72					
	b) Cinq économies	0,33	0,39	0,30	0,71					
	a) - b)	- 0,02	0,05	0,16	1,01	1,19	0,77	2,34	0,66	1,42
18. Machines de bureau	a) U.E.B.L.	0,11	0,58	0,58	0,74					
	b) Cinq économies	1,51	2,29	1,94	2,24					
	a) - b)	- 1,40	- 1,71	- 1,36	- 1,50	1,52	0,85	1,15	1,30	1,93
19. Bijouterie et orfèvrerie	a) U.E.B.L.	0,05	0,08	0,12	0,16					
	b) Cinq économies	0,40	0,38	0,63	0,77					
	a) - b)	- 0,35	- 0,30	- 0,51	- 0,61	0,95	1,65	1,22	1,22	2,33
20. Matériaux radioactifs	a) U.E.B.L.	0,01	0,00	0,00	0,00					
	b) Cinq économies	0,03	0,10	0,48	0,45					
	a) - b)	- 0,02	- 0,10	- 0,48	- 0,45	3,76	4,62	0,94	1,13	18,45

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

— *Aéronautique* (rubrique 10) : l'U.E.B.L. est non spécialisé dans un secteur très progressif durant les trois dernières périodes.

c) Spécialisation en produits régressifs

— *Tissus autres que de coton* (rubrique 5) : malgré une diminution des exportations de l'U.E.B.L. plus rapide que celles des cinq pays, le taux de spécialisation reste positif pour ce produit toujours régressif.

— *Tapis* (rubrique 9) : la spécialisation de l'U.E.B.L. est de plus en plus nette pour un produit constamment régressif.

— *Profilés en fer et acier* (rubrique 1) : la diminution spectaculaire de la part de ces produits dans les exportations (et les capacités de production industrielle) de l'U.E.B.L., lui laisse malgré tout une relative spécialisation dans ce produit de moins en moins demandé.

— *Tôles en fer et acier* (rubrique 2) : on observe une légère diminution du taux de spécialisation dans ces produits régressifs.

— *Engrais manufacturés* (rubrique 7) : ces produits ont été très régressifs durant les années soixante, ce qui a engendré un effet de structure largement négatif. Depuis lors, le caractère progressif ou régressif est moins affirmé.

— *Cuivre* (rubrique 3) : Cfr a) supra.

— *Automobiles* (rubrique 4) : le taux de spécialisation de l'U.E.B.L. pour ce produit a été inversé de manière spectaculaire, de sorte qu'il est devenu une de ses principales exportations. Le coefficient de progressivité est très peu volatil : il reste toujours proche de l'unité. L'effet de structure est donc réduit dans ce cas, sauf pour la troisième période (sous l'influence du second choc pétrolier).

— *Argent et platine* (rubrique 17) : Cfr a) supra.

d) Non-spécialisation en produits régressifs

— *Machines pour le travail des métaux* (rubrique 14) et *Machines textiles* (rubrique 11) : ces produits sont stables dans la régressivité. Heureusement, l'U.E.B.L. est non spécialisée, quoique dans une mesure de moins en moins nette.

— *Constructions navales* (rubrique 12) : ces produits sont très régressifs. Assez curieusement, leur coefficient de progressivité se rapproche de l'unité durant la dernière période.

— *Machines de bureau* (rubrique 18) : Cfr b) supra.

— *Machines diverses* (rubrique 6) : Cfr b) supra.

δ. Autres produits

Dans cette analyse des différents produits significatifs, n'apparaissent pas d'autres produits qui, bien que présentant une spécialisation ou une non-spécialisation appréciable pour l'U.E.B.L., ne contribuent que faiblement à l'effet de structure, étant donné le caractère peu accentué de leur progressivité ou de leur régressivité. Ces produits sont regroupés au tableau 50.

Tableau 50

EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURÉS : CARACTERISTIQUES DES AUTRES PRODUITS POUR LESQUELS LE TAUX DE SPECIALISATION DE L'U.E.B.L. EST SIGNIFICATIF

	Taux de spécialisation durant la dernière période (en pour cent)	Coefficients de progressivité				
		1961-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1980-81	1980-81 à 1982-84	1961-65 à 1982-84
a) Spécialisation de l'U.E.B.L. :						
Lingots de fer et acier	+ 1,45	1,05	1,09	1,04	0,96	1,14
Verre	+ 0,91	0,87	0,89	1,07	1,03	0,85
b) Non-spécialisation de l'U.E.B.L. :						
Moteurs et turbines	- 1,54	0,87	1,08	0,99	1,00	0,93
Appareils scientifiques et de contrôle ..	- 1,34	1,16	0,97	1,03	1,02	1,18
Moteurs électriques	- 1,25	0,99	1,14	1,02	1,00	1,15
Tuyaux	- 1,12	0,81	1,08	1,00	0,93	0,81

Source : O.C.D.E., Statistiques du Commerce extérieur, série C, calculs B.N.B.

On peut faire la constatation étonnante que les lingots de fer et d'acier ont toujours un coefficient de progressivité proche de l'unité, bien qu'il diminue au cours des périodes récentes.

La spécialisation de l'U.E.B.L. dans le secteur verrier a été favorable au cours de la dernière période, mais pas de manière significative.

3. Mouvement des capitaux du secteur privé

Résumé : Le déficit du mouvement des capitaux du secteur privé, qui était resté d'assez faible ampleur pendant les années septante, a augmenté considérablement au cours de la première moitié des années quatre-vingt, surtout sous l'influence de la forte augmentation des achats nets de titres étrangers par des résidents.

Le mouvement des capitaux du secteur privé comprend des opérations de diverses natures, tant à court terme (entre autres constitution et liquidation de dépôts) qu'à long terme (entre autres achats et ventes de titres et investissements

directs), et tant à l'initiative de résidents que de non-résidents. Lorsqu'on examine son évolution, on constate que le déficit de l'ensemble de ces opérations en capital s'est élargi à chaque période, surtout en 1980-81 et en 1982-84 (cfr tableau 51).

Tableau 51

OPERATIONS EN CAPITAL, AU COMPTANT ET A TERME, DU SECTEUR PRIVE

(Soldes en milliards de francs; moyennes annuelles)

	1970-73	1976-79	1980-81	1982-84
1. Opérations à court terme	+ 9,1	- 5,7	- 90,8	- 54,2
Opérations de résidents	+ 1,8	+ 1,1	- 59,5	- 44,7
Entreprises et particuliers ¹	+ 2,6	- 9,7	- 64,9	- 3,5
Banques belges et luxembourgeoises ²	- 0,8	+ 10,8	+ 5,4	- 41,2
Opérations de non-résidents ³	+ 7,3	- 6,8	- 31,3	- 9,5
2. Opérations à long terme	- 13,4	- 11,5	+ 10,9	- 56,1
Opérations de résidents	- 38,5	- 48,4	- 51,3	- 100,8
dont : Avoirs en valeurs mobilières étrangères ⁴	- 26,7	- 17,4	- 32,3	- 87,7
Investissements directs	- 7,5	- 17,1	- 1,5	- 10,4
Opérations de non-résidents	+ 25,1	+ 36,9	+ 62,2	+ 44,7
dont : Avoirs en valeurs mobilières belges et luxembourgeoises	+ 3,5	+ 2,4	+ 0,8	+ 4,5
Investissements directs	+ 20,7	+ 30,0	+ 36,5	+ 28,7
3. Total	- 4,3	- 17,2	- 79,9	- 110,3
Opérations de résidents	- 36,7	- 47,3	- 110,8	- 145,5
Opérations de non-résidents	+ 32,4	+ 30,1	+ 30,9	+ 35,2

Source : B.N.B.

¹ Non compris les dépôts en francs des entreprises et particuliers auprès de banques à l'étranger. Non compris les avoirs nets en monnaies étrangères, auprès de banques résidentes, de certains organismes résidents par lesquels des fonds en provenance ou à destination de l'étranger ne font que transiter; ces fonds ne sont pas compris non plus dans les opérations à long terme des non-résidents.

² Non compris les avoirs — immobilisés, participations —, ni les engagements — capital — que les banques ont en tant qu'entreprises plutôt qu'en tant qu'intermédiaires financiers et qui sont comptabilisés comme investissements directs.

³ Non compris les avoirs en francs de banques à l'étranger qui sont la contrepartie de dépôts auprès d'elles d'entreprises et particuliers résidents.

⁴ Non compris les avoirs de certains fonds communs de placement par lesquels des fonds en provenance de l'étranger ne font que transiter, lesquels fonds ne sont pas compris non plus dans les opérations à long terme des non-résidents (partim « avoirs en valeurs mobilières belges et luxembourgeoises »).

L'accroissement du déficit en 1980-81 résulte uniquement des opérations à court terme : une nette dégradation de la confiance dans le franc belge, en plus d'une évolution défavorable du taux d'intérêt à court terme en franc par rapport à celui en mark allemand ou en dollar, a incité les non-résidents à réduire leurs avoirs nets en francs et les entreprises et particuliers résidents à augmenter leurs avoirs nets en monnaies étrangères (cfr tableau 52).

La nouvelle augmentation du déficit en 1982-84 est due en partie aux opérations à court terme des banques luxembourgeoises. A partir de 1982, celles-ci ont, en effet, conservé, au lieu de les céder comme auparavant sur le marché des changes, les devises provenant de leurs revenus de placements et d'investissements, et cela en vue de couvrir des créances douteuses; l'impact sur le solde des opérations en capital a été d'autant plus important que ces revenus ont nettement augmenté depuis. Par contre, les déficits des opérations à court terme des entreprises et particuliers résidents et de celles des non-résidents se sont

Tableau 52

TAUX D'INTERET SUR LES DEPOTS EN EURO-MONNAIES A TROIS MOIS*(En pour cent; moyennes annuelles)*

	Eurodollar	Euromark allemand	Eurofranc belge	Ecart en faveur (+) ou au détriment (-) de l'eurofranc belge par rapport à	
				l'eurodollar	l'euromark allemand
1971-73	7,15	4,86	5,89	- 1,26	+ 1,03
1976-79	8,13	4,48	9,09	+ 0,96	+ 4,61
1980-81	15,48	10,41	14,73	- 0,75	+ 4,32
1982-84	11,20	6,62	11,98	+ 0,78	+ 5,36

Source : B.N.B.

pratiquement résorbés, grâce sans doute à la plus grande stabilité des cours de change à l'intérieur du Système Monétaire Européen et au niveau plus attractif du taux d'intérêt à court terme en franc belge¹. Mais ce sont surtout les achats de valeurs mobilières étrangères par les résidents qui ont augmenté le déficit des opérations en capital en 1982-84 : en moyenne par année, ils ont atteint 90 milliards environ, contre quelque 30 milliards en 1980-81.

Tableau 53

OPERATIONS SUR VALEURS MOBILIERES¹ : COMPARAISON ENTRE L'U.E.B.L., LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS*(En pour cent du P.N.B.; moyennes annuelles)*

	1970-73	1976-79	1980-81	1982-84
1. Sorties (-) :				
U.E.B.L.	- 1,7	- 0,6	- 0,9	- 2,1
Pays-Bas	- 1,1	...	...	- 0,7
R.F.A.	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,7
2. Entrées (+) :				
U.E.B.L.	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,2
Pays-Bas	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,4	+ 0,9
R.F.A.	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,7
3. Solde (= 1. + 2.) :				
U.E.B.L.	- 1,5	- 0,5	- 0,9	- 1,9
Pays-Bas	- 0,1	+ 0,9	+ 1,4	+ 0,2
R.F.A.	+ 0,7	...	- 0,3	...

Sources : B.N.B., De Nederlandsche Bank, Deutsche Bundesbank.

¹ Sorties de capitaux dues aux achats, par des résidents, de valeurs mobilières étrangères; entrées de capitaux dues aux achats, par des non-résidents, de valeurs mobilières nationales; solde des deux.

¹ En ce qui concerne les opérations à court terme des non-résidents, on notera que leur déficit en 1982-84 aurait découlé entièrement de l'extension de l'usage du franc par les étrangers en tant que monnaie d'emprunt, à travers le développement de l'Ecu privé.

Dans d'autres pays qui bénéficient d'un régime de liberté de change, tels la République Fédérale d'Allemagne et les Pays-Bas, les achats de valeurs mobilières étrangères par les résidents ont aussi pris de l'ampleur à partir du début des années quatre-vingt (rubrique 1 du tableau 53). Toutefois, l'U.E.B.L. se distingue de ces pays, d'une part, parce que les achats des résidents y ont été supérieurs et, d'autre part, parce que ces achats n'ont pas été couverts, comme cela a été le cas dans les deux autres pays, par des acquisitions, par des non-résidents, de valeurs mobilières nationales (rubrique 2). Ces contraintes spécifiques à l'U.E.B.L. ont pesé particulièrement en 1982-84. Toutefois, elles existaient déjà en 1970-73, mais à ce moment leur poids sur la balance des paiements était allégé par le surplus courant.

4. Cours de change

Résumé : Jusqu'en 1982, c'est le solde des opérations courantes avec l'étranger qui, dans presque tous les pays, détermine en grande partie le sens et l'ampleur des modifications de cours de change. De 1982 à 1984, les mouvements de capitaux en faveur du dollar des Etats-Unis ont toutefois joué un rôle déterminant à cet égard.

Les évolutions décrites ci-avant en ce qui concerne les opérations courantes et les mouvements de capitaux privés de l'U.E.B.L. entre 1960-63 et 1976-79 ont contribué à un net renforcement de la valeur du franc belge vis-à-vis du franc français, de la livre sterling, de la lire italienne et du dollar des Etats-Unis ; seules deux autres monnaies importantes se sont appréciées en longue période vis-à-vis du franc, à savoir le mark allemand et, dans une mesure moindre, le florin des Pays-Bas (cfr tableau 54).

Tableau 54

COURS DE CHANGE DU FRANC BELGE PAR RAPPORT A QUELQUES MONNAIES (Variations en pour cent)¹

	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Lire italienne	Livre sterling	Monnaie des cinq économies européennes ²	Dollar des Etats-Unis	Cours de change effectif	
								Importations	Exportations
1960-63 à 1970-73 .	- 12,0	+ 15,3	- 1,3	+ 7,1	+ 26,2	+ 12,6	+ 10,0	—	—
1970-73 à 1976-79 .	- 10,2	+ 20,5	- 5,3	+ 88,0	+ 73,7	+ 28,5	+ 34,0	+ 16,0	+ 15,9
1976-79 à 1980-81 .	- 4,0	+ 6,4	- 1,4	+ 19,1	- 10,8	- 5,3	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,6
1980-81 à 1982-84 .	- 17,5	+ 1,7	- 16,3	0,0	- 8,5	- 12,0	- 35,7	- 15,5	- 12,8

Source : B.N.B.

¹ Signe + : appréciation du franc belge ; signe - : dépréciation.

² Mêmes pondérations qu'au tableau 50.

De 1976 à 1979, cette politique de monnaie forte n'a pu être réalisée que par des emprunts du secteur public à l'étranger et par une perte de devises de la Banque (cfr tableau 30), contrairement à ce qui se passait au cours des périodes précédentes.

En 1980 et 1981, les pressions s'exerçant sur le franc sont devenues si fortes, par suite de la détérioration des opérations courantes et de l'augmentation des sorties nettes de capitaux du secteur privé, que le secteur public a emprunté sans cesse davantage à l'étranger, que les réserves de change ont de nouveau été mises considérablement à contribution et que le franc s'est déprécié vis-à-vis de l'ensemble des monnaies des cinq économies européennes. Au début de 1982, le franc a été dévalué vis-à-vis des autres monnaies du Système Monétaire Européen, ce qui, conjointement avec le rétablissement du dollar des Etats-Unis et, dans une mesure moindre, de la livre sterling, a eu pour conséquence une sensible régression du cours de change effectif du franc au cours des années 1982 à 1984.

L'influence du solde des transactions courantes sur les cours de change s'est manifestée aussi, le plus souvent, dans les autres pays.

Au cours des années septante, l'évolution du cours de change effectif du *dollar américain* affichait un certain parallélisme avec celle des soldes des paiements courants des Etats-Unis. L'évolution cyclique du solde courant s'accompagne, de manière générale, d'un mouvement dans le même sens du taux de change effectif de la monnaie américaine. A partir de 1982, ce sont les mouvements de capitaux, attirés par le niveau des taux d'intérêt sur les placements en dollar, qui ont joué le rôle déterminant dans l'évolution du cours de change de cette monnaie, un déficit courant croissant allant de pair avec une appréciation continue du taux de change effectif (cfr graphique 55).

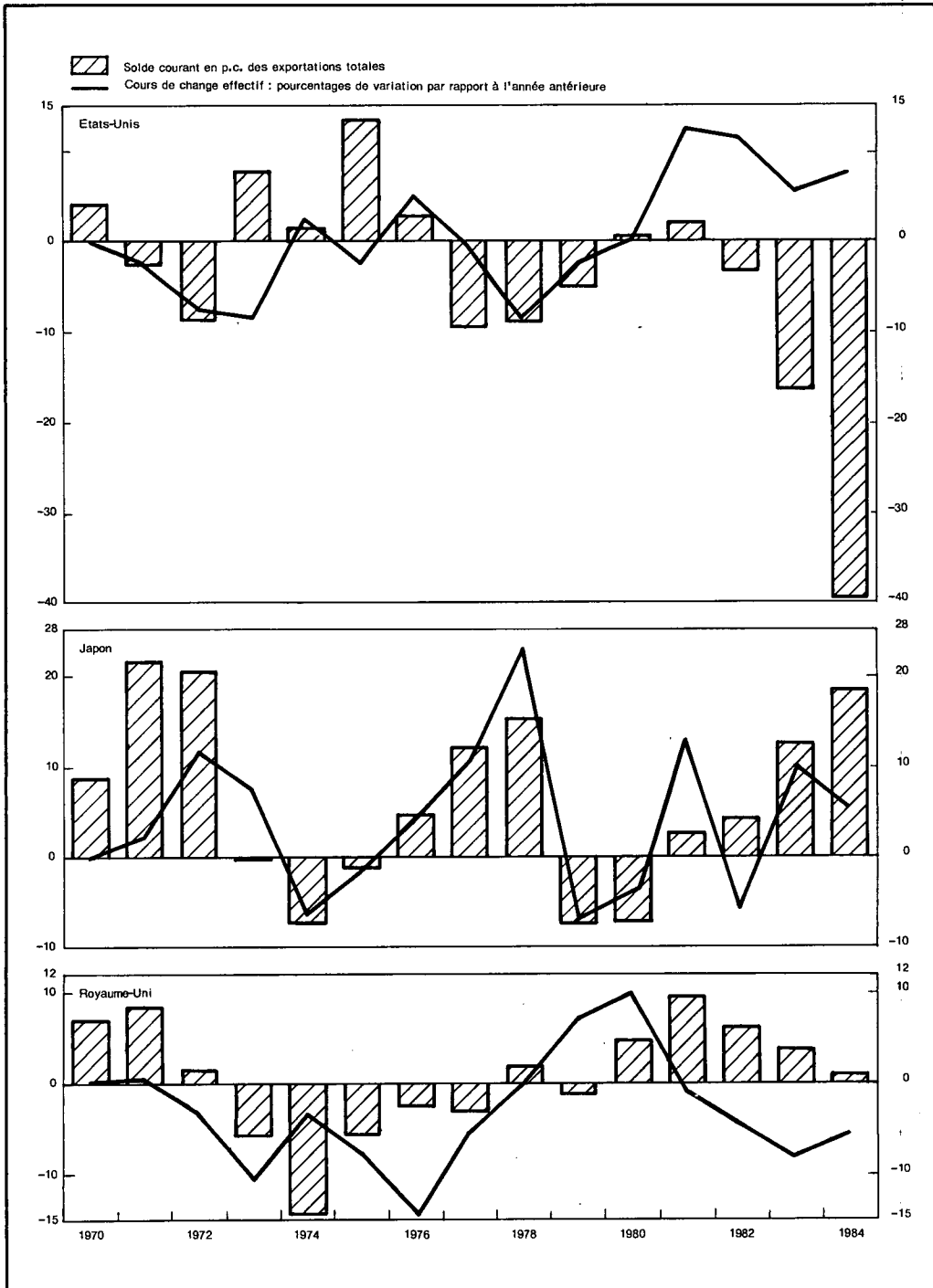
Etant donné l'importance du dollar américain dans les échanges internationaux, cette évolution divergente n'a pas manqué de se répercuter sur les autres économies. Ainsi l'appréciation relative des monnaies des pays enregistrant les excédents courants qui forment la contrepartie du déficit américain, s'en est-elle trouvée entravée en 1983 et 1984. Auparavant, les fluctuations des monnaies traditionnellement fortes, telles que le *yen japonais*, le *florin des Pays-Bas* et le *mark allemand* étaient influencées, au contraire, par les excédents courants (cfr graphiques 55 et 55bis).

Dans les cas du *franc français* et de la *lire italienne*, la concordance entre mouvements de cours de change et soldes courants est également apparente. Pour la lire, cependant, le caractère structurel du différentiel d'inflation entre l'Italie et ses principaux partenaires a induit une tendance de longue période à la dépréciation monétaire, que l'évolution des soldes courants n'a pu qu'infléchir.

Le cas de la *livre sterling* n'a pas été différent, en début de période, de celui des autres monnaies. Cependant, la mise en exploitation du pétrole de la Mer du Nord dans la seconde moitié des années septante a fait de la livre une pétro-monnaie dont le cours est fortement influencé par l'évolution des prix du pétrole brut et des anticipations y afférentes. Ainsi le second choc pétrolier s'est-il accompagné d'une appréciation de la livre, tandis que l'effritement des prix pétroliers, joint à la hausse du dollar, a entraîné une dépréciation.

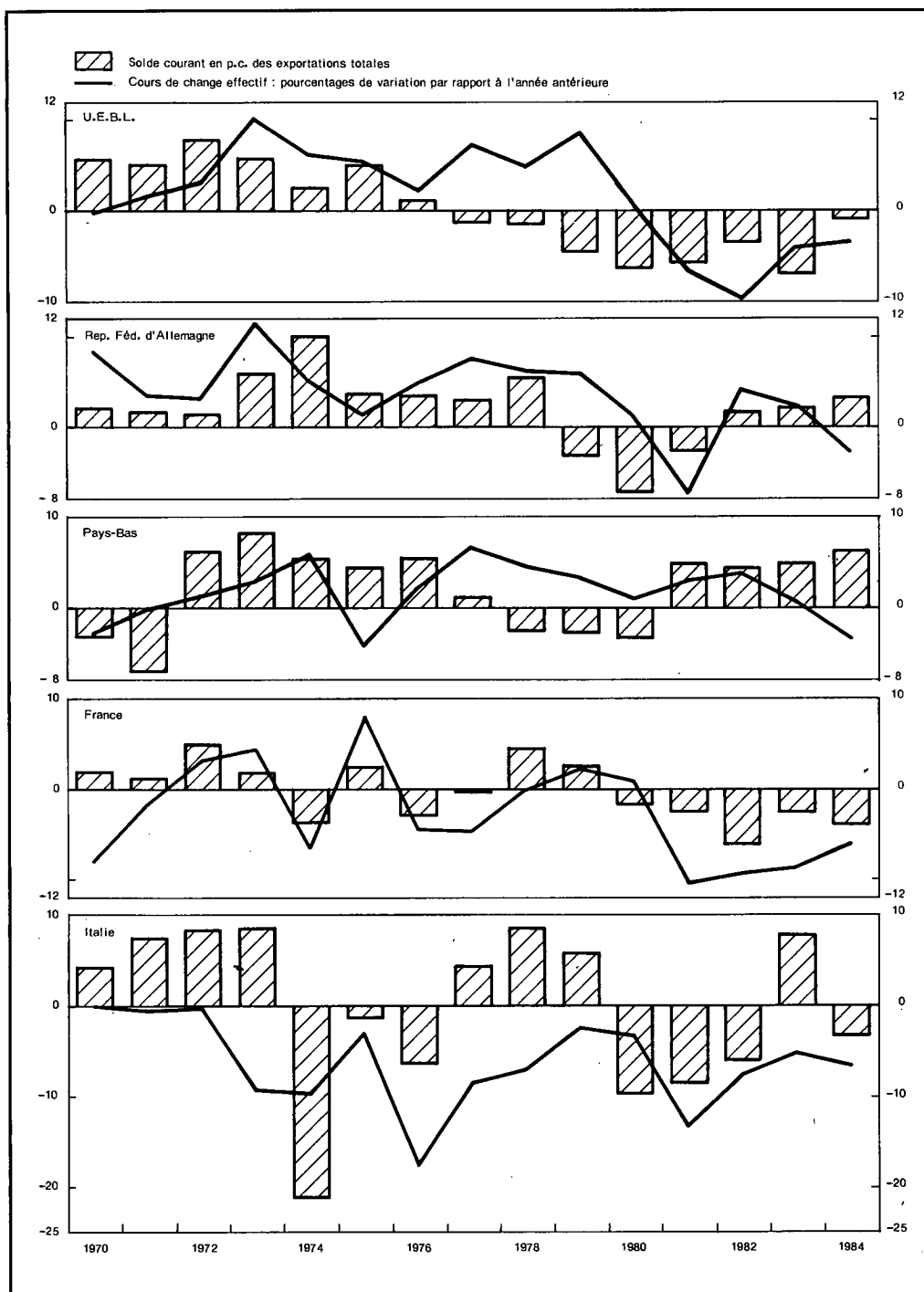
Graphique 55

COURS DE CHANGE EFFECTIF ET SOLDE COURANT



Graphique 55bis

COURS DE CHANGE EFFECTIF ET SOLDE COURANT



SYNTHESE

Les différents chapitres de cette étude comparative de l'évolution structurelle de l'économie belge et de celle d'un certain nombre d'autres pays, ont fait apparaître que d'importantes tendances se sont dessinées pratiquement partout au cours du dernier quart de siècle. Le chapitre premier a mis en exergue les évolutions les plus marquantes communes à l'ensemble du monde industrialisé : toutes les économies qui le composent sont devenues plus ouvertes ; partout l'importance des services s'est accrue dans le total de l'emploi ; presque partout enfin, le rapport entre les recettes et dépenses publiques et le produit national brut a été orienté à la hausse. Mais les évolutions individuelles des différents pays ou zones examinés ont pu être soit franchement divergentes les unes des autres, soit d'intensité variable. Ainsi, les développements observés aux Etats-Unis, au Japon ou dans l'ensemble des économies européennes sont loin d'être homogènes. Il en va de même si l'on compare la Belgique aux autres pays européens.

De tous les pays industrialisés, le *Japon* a réalisé presque constamment la croissance la plus forte. S'il est vrai que celle-ci s'est ralentie, comme ailleurs, immédiatement après le premier choc pétrolier, elle est redevenue ensuite la plus élevée. La demande y a été soutenue surtout par le dynamisme des investissements et des exportations ; elle a été satisfaite dans une large mesure par la production nationale, en particulier celle de l'industrie manufacturière, car la croissance des importations est demeurée relativement modérée. Le rôle appréciable joué par les exportations dans la croissance du Japon ressort notamment du rythme d'accroissement de la part de ce pays dans les exportations mondiales, particulièrement élevé au cours de toute la période ; cette progression s'est d'ailleurs accompagnée la plupart du temps d'un excédent de la balance des paiements courants. Le dynamisme de la formation intérieure brute de capital — qui a représenté une part du produit national brut oscillant entre 28 et 37 p.c. au cours de la période — a été rendu possible par le niveau relativement bas de la consommation privée. La part, dans le revenu national, du revenu disponible des particuliers n'a pas été inférieure, au Japon, à celle observée dans les autres économies, bien au contraire ; mais le taux d'épargne y est resté particulièrement élevé, de sorte que la capacité nette de financement des particuliers a suffi à couvrir non seulement le déficit des pouvoirs publics et l'énorme besoin net de financement des sociétés procédant à des investissements, mais a aussi permis de dégager un excédent de la balance courante avec l'étranger. L'ampleur des investissements explique, sans nul doute, l'accroissement très rapide de la productivité apparente du travail dans l'économie japonaise, en particulier au sein de l'industrie manufacturière. Malgré cela, la création d'emplois a pu répondre à la forte expansion de la population active, résultat de l'évolution démographique

mais aussi du maintien à un niveau très élevé du taux d'activité de la population masculine ; en conséquence, le chômage s'est toujours maintenu au Japon à un niveau particulièrement faible.

Aux *Etats-Unis*, les évolutions ont été plus contrastées. Jusqu'au milieu des années septante, les performances de l'économie américaine en termes de croissance ont été plutôt modestes, mais elles se sont améliorées ensuite grâce au dynamisme de la consommation privée et des investissements dans l'industrie et les services marchands, qui a pu neutraliser vers la fin de la période la détérioration relative de la contribution du secteur extérieur à la croissance. La productivité s'est accrue faiblement, et l'évolution de l'emploi a été très favorable. Néanmoins, le gonflement de la population active résultant de la survenance d'une importante main-d'oeuvre féminine sur le marché du travail, s'est traduit par une augmentation du chômage. L'inflation, qui s'est accélérée aux Etats-Unis surtout au moment des deux crises pétrolières, a été maîtrisée, depuis le début des années quatre-vingt, notamment par l'action sur les dépenses et le cours du dollar d'une politique monétaire restrictive. Comme, simultanément, le déficit public augmentait dans ce pays, à la suite entre autres du programme de réduction de la fiscalité, le « policy mix » ainsi mis en oeuvre — combinaison d'une politique budgétaire expansionniste et d'une politique monétaire restrictive — a donné lieu à des taux d'intérêt très élevés ; ceux-ci se sont d'ailleurs propagés à une grande partie du monde industrialisé.

Les *cinq pays européens* pris en considération ont perdu du terrain sur le plan de l'activité, vis-à-vis du Japon de manière constante et des Etats-Unis depuis le début des années septante. Il est vrai que le recul par rapport à l'économie américaine, accusé au cours des quinze dernières années de la période, n'annule pas complètement le progrès que les économies européennes avaient réalisé en termes relatifs pendant les années soixante. Par rapport au Japon, cette faiblesse se vérifie pour toutes les catégories de la demande, mais en particulier pour l'exportation ; vis-à-vis des Etats-Unis, c'est surtout dans la consommation privée et les investissements des entreprises que s'est manifesté le décalage. La valeur ajoutée à prix constants des économies européennes n'a pu être maintenue ou augmentée par rapport à celle des Etats-Unis et du Japon que dans les secteurs « agriculture, sylviculture et pêche » ; les performances relatives ont été beaucoup moins bonnes dans les autres branches d'activité, mais surtout dans l'industrie manufacturière. Aussi l'emploi s'est-il développé en Europe de manière moins favorable que dans les deux grands pays, principalement dans le secteur secondaire ; la différence avec les Etats-Unis peut s'expliquer en partie par une progression de la productivité moins rapide qu'en Europe, mais tel n'est pas le cas pour le Japon, où la productivité a augmenté par contre davantage. Malgré une croissance de la population active beaucoup plus lente en Europe, le chômage y a augmenté bien plus qu'aux Etats-Unis et au Japon. Du reste, les évolutions au sein du bloc des pays européens sont loin d'avoir été identiques. Les hausses de coûts intérieurs sont en effet restées plus limitées — plus compatibles avec ce que permettait l'évolution de la productivité et des termes de l'échange — en République Fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas. Manifestement, le tissu industriel de ces pays pouvait aussi résister à l'appréciation régulière de leurs monnaies, laquelle a contribué à limiter les hausses de coûts importés et à

maîtriser l'inflation. D'autres pays ont en revanche été caractérisés davantage par la conjonction d'une inflation relativement plus forte et d'une dépréciation de leur monnaie. Ces écarts d'inflation et les anticipations des cours de change qui en découlent expliquent aussi les évolutions divergentes des taux d'intérêt dans un certain nombre de pays européens.

Pendant tout un temps, la *Belgique* a, comparée à ses concurrents européens, affiché de beaux résultats en termes de croissance. Au cours des années soixante plus précisément, son expansion a été stimulée, dans le cadre de la construction du marché commun européen, par les importants investissements étrangers que suscitaient les atouts de l'économie belge : sa situation géographique, sa main d'oeuvre qualifiée et sa politique d'aide aux investissements. La croissance belge a été, au cours de cette période, étroitement dépendante de celle des exportations, et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise est parvenue à accroître considérablement sa part de marché dans les exportations mondiales de marchandises ; au début des années septante, les opérations courantes avec l'étranger dégageaient un excédent de 3 p.c. du produit intérieur brut. Depuis lors, les exportations ont pâti d'une structure sectorielle relativement défavorable : il est apparu que l'équipement industriel de la Belgique était orienté, davantage que dans d'autres pays européens, vers des produits pour lesquels la demande mondiale était relativement faible, et moins vers des produits progressifs pour lesquels la demande augmentait rapidement. Ce handicap a contribué à l'importante détérioration des opérations courantes de l'U.E.B.L. avec l'étranger, lorsque la compétitivité de l'économie belge a été sérieusement affectée par un dérapage des coûts de production. En effet, non seulement les coûts salariaux du secteur exportateur ont augmenté de manière trop vive, mais il en a aussi été de même des prix de vente facturés à l'industrie par les branches d'activités abritées de la concurrence internationale. Cette détérioration des coûts relatifs, manifestation d'une insuffisance des mesures d'adaptation après la première crise pétrolière, a entraîné, concurremment aux défauts inhérents à la structure des exportations, une perte importante de parts de marché. Dans les années quatre-vingt, la compétitivité en termes de coûts a été rétablie, mais les exportateurs de l'U.E.B.L. ont continué à perdre des parts de marché en termes nominaux jusqu'en 1982-84, notamment parce que les handicaps structurels n'avaient pas encore été éliminés. Aussi, l'amélioration du solde des opérations courantes avec l'étranger, qui a succédé à son importante détérioration jusqu'en 1980-81, est-elle moins liée à un gain de parts de marché qu'à une croissance plus lente des importations, freinée par la modération des dépenses et revenus intérieurs. L'amélioration en volume du compte extérieur n'ayant pas compensé, au cours de cette période, le ralentissement de la croissance des dépenses intérieures, le taux de croissance de la Belgique s'est affaibli jusqu'à devenir inférieur à celui des grandes économies européennes.

La relative faiblesse du secteur exportateur a entraîné une hémorragie d'emplois, renforcée encore par le fait que les entreprises ont procédé, en Belgique plus qu'ailleurs, à des investissements de rationalisation pour réaliser des économies de main-d'oeuvre. Dans une première phase, les pertes d'emploi dans l'industrie manufacturière belge ont été compensées par une expansion plus forte, par rapport aux autres pays européens, des embauches dans le secteur de

la construction, ainsi que dans les services privés et publics. Par la suite, le mouvement compensatoire s'est affaibli, de sorte que, de 1976-79 à 1982-84, l'emploi a évolué en Belgique de manière plus défavorable qu'ailleurs en Europe. Etant donné que, de surcroît, la population active y a progressé plus rapidement — principalement parce que le taux d'activité de la population en âge de travailler augmentait en Belgique, alors qu'il diminuait dans les autres pays —, l'accroissement du chômage y a été plus accusé.

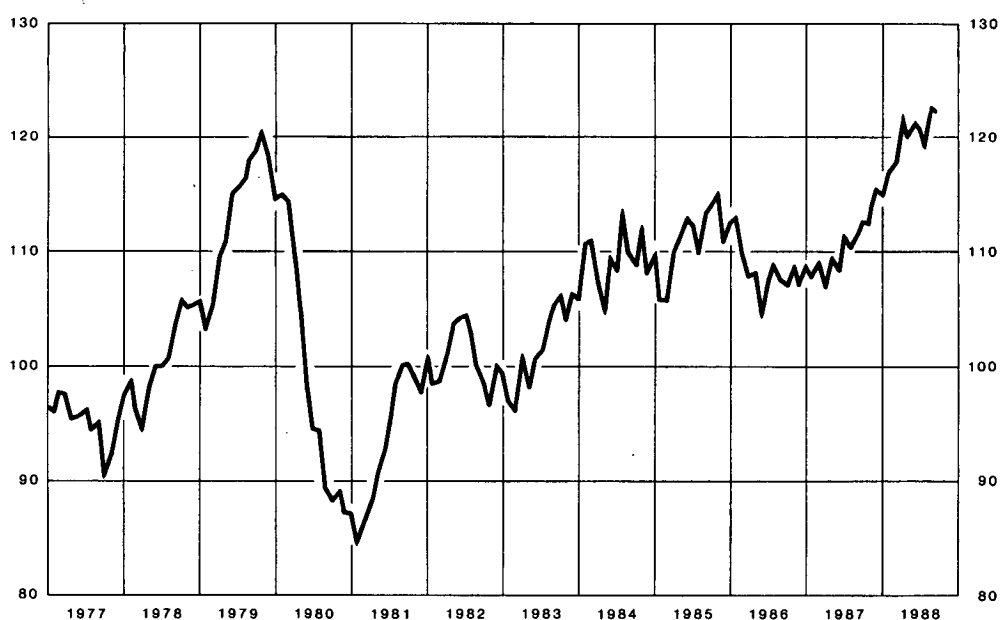
L'affaiblissement des prestations industrielles de la Belgique dans les années septante et le dégageant de main-d'oeuvre qui l'a accompagné, ont incité les pouvoirs publics à accroître leur aide aux entreprises et à faire davantage d'efforts en faveur de l'emploi, tandis qu'ils étaient obligés, par ailleurs, de verser un montant plus important d'allocations de chômage. Aussi ont-ils été confrontés à une augmentation de leurs besoins de financement. Cette dernière a eu tendance à s'alimenter d'elle-même car, conjointement au niveau élevé des taux d'intérêt attribuables à la situation internationale mais aussi à la détérioration du compte extérieur de la Belgique, elle a gonflé les charges d'intérêt et, par là, à nouveau les besoins de financement des pouvoirs publics. C'est pourquoi le déficit de ceux-ci a atteint en Belgique un niveau nettement supérieur à celui des autres pays européens. La contrepartie de la diminution du revenu disponible des pouvoirs publics s'est retrouvée dans une augmentation importante du revenu des particuliers. La part de celui-ci dans le produit national est plus élevée qu'ailleurs ; aussi, même si elle alimente un niveau relatif de consommation, supérieur à celui des autres pays, elle permet de dégager une épargne substantielle. Au cours de la période étudiée, une proportion croissante de cette épargne a d'ailleurs été placée à l'étranger, alimentant des sorties nettes de capitaux à long terme plus importantes que dans un certain nombre d'autres pays européens.

Il apparaît donc que l'économie belge, qui faisait preuve d'une bonne santé dans les années soixante, a ensuite éprouvé des difficultés à s'adapter à un environnement en évolution. Quelques déficiences structurelles ont été particulièrement agissantes au cours de la période étudiée. La première, et peut-être la plus importante pour un pays dont les exportations de biens et services représentaient plus de 43 p.c. des ressources totales de l'économie en 1982-84 — soit beaucoup plus que dans la majorité des autres pays — réside sans doute dans la structure des exportations, et par conséquent de la production nationale qui doit répondre à la demande étrangère. La formation des prix dans les secteurs travaillant pour le marché intérieur, l'activité d'investissement depuis la seconde moitié des années septante et les sorties nettes de capitaux, sont également des domaines dans lesquels l'économie belge a fait preuve de relative faiblesse au cours de la période sous revue. Dans un monde qui s'internationalise, ces insuffisances peuvent, beaucoup plus que par le passé, hypothéquer la prospérité nationale.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE SEPTEMBRE 1988

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

Après une nette progression le mois précédent, la valeur chiffrée de la courbe synthétique calculée par la Banque a baissé en septembre de 0,30 point et s'est établit dès lors à 122,44 points. Ce résultat confirme l'état de haute conjoncture qui caractérise actuellement l'économie belge.

Le léger recul de septembre est la résultante d'une certaine détérioration du climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière, en partie compensée par une amélioration dans l'industrie de la construction et dans le commerce.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote de diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 4c
2. Pêche maritime	III - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5
V. — Services.			
1. Transports :		6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7
b) Navigation maritime	V - 1b	8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8
c) Navigation intérieure	V - 1c	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	1. Encours :	
3. Commerce intérieur :		a) au 31 décembre 1985	XII - 1a
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	b) au 31 décembre 1986	XII - 1b
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Mouvements en 1986	XII - 2
4. Chambres de compensation :		3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) Nombre d'opérations	V - 4a	a) au 31 décembre 1985	XII - 3a
b) Montant des opérations	V - 4b	b) au 31 décembre 1986	XII - 3b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	4. Mouvements en 1986 (totaux sectoriels)	XII - 4
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	2. Bilans :	
3. Prix à la consommation en Belgique :		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a	2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b	4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :		5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
— Destination économique apparente	XIII - 6	6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7	7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8	8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11		
12. Situation globale des banques	XIII - 12	XVIII. — Marché monétaire.	
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
		2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
		3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4	XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a	a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b	b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c	c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6	2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :		3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a	4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b	5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c	6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8
XV. — Actifs financiers.			
1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1	XX. — Banques d'émission étrangères.	
2. Stock monétaire	XV - 2	1. Taux d'escompte	XX - 1
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3	2. Banque de France	XX - 2
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :		3. Bank of England	XX - 3
a) Variations	XV - 4a	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b	5. Nederlandsche Bank	XX - 5
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5	6. Banca d'Italia	XX - 6
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :		7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
a) Variations	XV - 6a	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
b) Encours	XV - 6b	9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.			
1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1	GRAPHIQUES.	
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2	P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
3. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :		Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 3a	Production industrielle	IV - 1
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 3b	Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.		Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1	Prix de gros en Belgique	VII - 2
		Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
		Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
		Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
		Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
		CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
		Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
	T.V.A.	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,1	1.265,4	1.340,0	1.409,7	1.429,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	49,9	53,9	55,8	59,0	61,0	63,2	66,2	68,8
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	354,8	388,5	395,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	464,9	513,4	566,7	605,7	617,4	658,6	689,0	742,9
5. Corrections et compléments	69,7	74,4	79,2	94,1	109,1	118,5	129,2	153,9
Ajustement statistique	- 10,4	5,9	- 14,2	10,0	35,4	12,5	3,3	24,6
Total ...	1.899,2	2.078,8	2.167,6	2.303,1	2.407,5	2.547,6	2.685,9	2.814,7
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	46,4	48,8	56,8	64,2	73,6	72,5	69,6	69,2
2. Professions libérales ¹	101,7	104,2	112,8	118,4	127,6	138,3	152,5	164,4
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	228,7	228,1	228,9	233,7	236,6	254,6	262,6	282,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	15,5	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,7	41,5
Ajustement statistique	- 2,1	1,1	- 2,7	1,9	6,9	2,4	0,6	4,9
Total ...	390,2	397,1	410,0	435,5	465,5	493,3	517,0	562,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	240,5	285,3	326,7	374,0	403,2	464,6	507,2	546,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	78,5	85,0	98,9	109,2	126,1	143,7	157,8	172,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,7	64,3	77,2	102,6	124,9	151,5	174,6	200,3
Total ...	377,7	434,6	502,8	585,8	654,2	759,8	839,6	919,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	28,8	24,4	13,2	34,7	52,4	88,5	139,3	213,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	91,9	89,7	87,5	112,9	114,2	132,9	148,0	157,1
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 21,2	- 7,3	0,9	15,5	- 4,6	2,1	6,0	- 5,4
Total ...	3,4	20,4	30,8	45,8	26,9	35,3	42,0	33,9
G. Intérêts de la dette publique	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,2	- 395,4	- 448,7	- 509,2	- 568,7
Revenu national net au coût des facteurs	2.626,6	2.833,5	2.922,8	3.150,6	3.325,3	3.608,7	3.862,6	4.132,8
H. Amortissements	302,5	312,1	332,1	367,2	402,9	426,5	457,9	498,7
Revenu national brut au coût des facteurs	2.929,1	3.145,6	3.254,9	3.517,8	3.728,2	4.035,2	4.320,5	4.631,5
I. Impôts indirects	387,7	412,1	435,8	476,0	509,7	529,8	558,9	575,8
J. Subventions	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,6	- 59,3	- 67,4	- 67,7	- 74,0
Produit national brut aux prix du marché	3.261,0	3.507,4	3.635,4	3.940,2	4.178,6	4.497,6	4.811,7	5.133,3

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

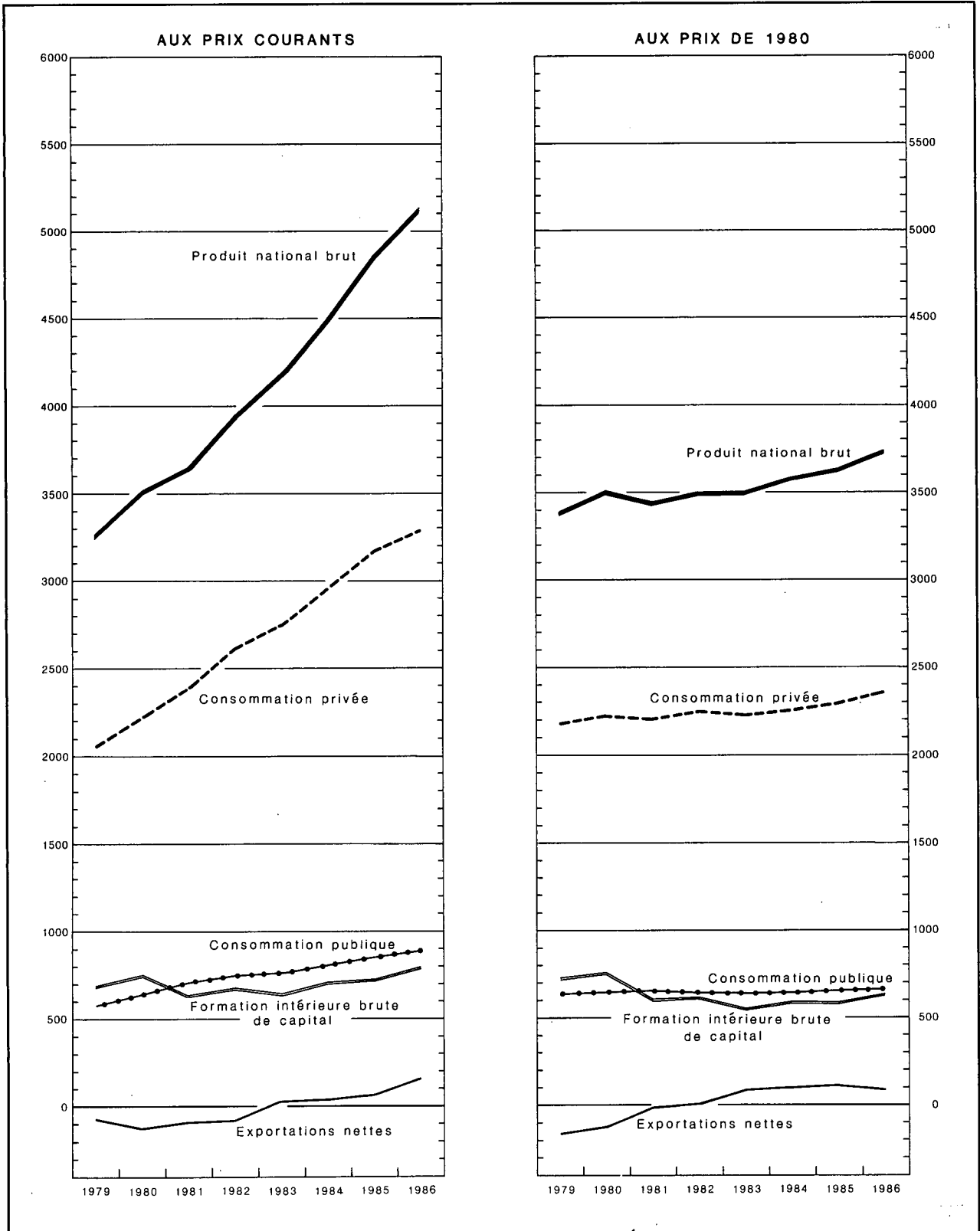
Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
1. Agriculture, sylviculture et pêche	75,6	79,4	88,2	97,8	109,7	112,3	112,4	114,2
2. Industries extractives	15,9	18,6	20,1	25,1	24,8	24,3	23,6	22,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	151,1	157,4	164,6	188,7	199,3	209,6	223,1	235,8
b) Textiles	37,7	40,5	39,2	41,9	45,8	47,4	47,2	46,0
c) Vêtements et chaussures	23,4	22,7	22,9	25,7	23,8	24,7	28,7	34,4
d) Bois et meubles	37,8	41,1	39,8	41,2	39,2	41,6	43,3	50,2
e) Papier, impression, édition	44,8	45,0	44,3	50,4	52,2	54,6	53,8	59,2
f) Industrie chimique et activités connexes	101,5	100,0	90,0	112,1	113,0	125,0	135,7	137,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,7	39,1	33,4	36,3	37,7	40,7	37,3	40,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	59,4	54,8	54,4	58,5	64,1	68,4	66,0	64,8
i) Fabrications métalliques et constructions navales	233,4	238,6	220,8	245,8	254,8	252,1	285,3	316,7
j) Industries non dénommées ailleurs ...	116,0	122,6	121,6	133,2	145,8	158,2	167,5	179,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	841,8	861,8	831,0	933,8	975,7	1.022,3	1.087,9	1.164,5
4. Construction	233,7	263,0	229,8	238,0	234,6	236,1	248,2	260,4
5. Electricité, gaz et eau	105,8	109,6	120,7	121,2	143,6	162,5	181,9	190,8
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	609,7	667,5	695,6	777,1	853,1	881,5	966,9	1.066,8
b) Services financiers et assurances	150,7	160,7	194,5	221,2	213,5	249,5	272,2	318,0
c) Immeubles d'habitation	150,2	168,5	193,3	212,5	234,2	257,9	277,8	295,3
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	910,6	996,7	1.083,4	1.210,8	1.300,8	1.388,9	1.516,9	1.680,1
7. Transports et communications	255,5	279,6	285,1	304,1	318,7	362,3	389,4	381,9
8. Services	915,8	1.004,4	1.089,6	1.178,1	1.242,7	1.344,3	1.421,0	1.503,5
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,3	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,8	7,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-62,7	-72,2	-78,7	-96,3
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-34,8	-47,2	-53,6	-66,7	-69,5	-77,6	-85,5	-96,9
Ajustement statistique	-11,1	-0,2	12,7	-7,5	-8,6	16,1	19,1	16,0
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.264,5	3.525,7	3.658,5	3.978,5	4.215,3	4.525,4	4.843,0	5.148,2
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	-3,5	-18,3	-23,1	-38,3	-36,7	-27,8	-31,3	-14,9
Produit national brut aux prix du marché ..	3.261,0	3.507,4	3.635,4	3.940,2	4.178,6	4.497,6	4.811,7	5.133,3

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	380,4	403,1	414,4	470,6	519,0	559,9	592,4	603,3
2. Boissons	89,3	97,6	103,4	113,9	121,4	123,8	128,6	133,2
3. Tabac	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6
4. Vêtements et effets personnels	162,3	184,8	187,2	213,6	215,6	224,2	237,2	262,6
5. Loyers, taxes, eau	205,4	228,0	258,8	285,3	313,5	341,1	366,0	387,9
6. Chauffage et éclairage	116,8	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	231,2	196,4
7. Articles ménagers durables	194,1	218,1	221,8	231,4	234,4	245,5	261,0	291,8
8. Entretien de la maison	85,8	92,7	98,4	106,3	113,8	121,2	127,2	135,3
9. Soins personnels et hygiène	215,6	229,7	252,1	278,4	305,0	324,8	344,8	363,9
10. Transports	233,4	256,1	275,8	302,2	328,6	351,3	372,2	370,6
11. Communications : P.T.T.	17,4	18,6	20,0	22,0	23,9	26,6	28,7	30,5
12. Loisirs	178,2	195,7	209,1	231,8	251,4	272,7	292,7	308,0
13. Enseignement et recherches	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5
14. Services financiers	81,7	87,1	103,3	118,3	115,9	136,7	148,4	177,1
15. Services divers	19,2	19,3	20,3	21,4	22,7	25,0	27,8	29,4
16. Dépenses personnelles à l'étranger	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7	109,0
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 127,6
Ajustement statistique	17,8	- 5,1	3,3	- 3,6	- 27,3	- 25,1	- 18,8	- 36,7
<i>Total ...</i>	2.057,0	2.224,5	2.390,3	2.616,5	2.753,8	2.962,8	3.176,8	3.297,8
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	426,5	471,3	517,8	549,3	559,1	589,0	623,0	643,0
2. Achats courants de biens et services ...	123,4	129,2	139,2	144,1	153,1	158,7	173,0	177,9
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3
4. Loyer payé	4,1	4,9	4,6	5,3	5,5	6,1	6,7	6,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1
6. Amortissement mobilier et matériel	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,1	4,4	4,7
<i>Total ...</i>	588,1	643,6	702,8	740,6	761,3	799,7	852,4	881,3
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,0	19,8
2. Industries extractives	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	4,0	4,0
3. Industries manufacturières	83,6	109,2	100,9	122,4	126,7	139,4	157,6	189,4
4. Construction	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	12,6	14,5
5. Electricité, gaz et eau	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	45,5	47,8	41,2
6. Commerce, banques, assurances	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	113,7	134,7
7. Immeubles d'habitation	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,3	152,2	167,6
8. Transports et communications	75,2	86,4	101,2	103,1	96,6	101,8	94,5	91,7
9. Pouvoirs publics et enseignement	107,6	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,6	86,5
10. Autres services	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3	57,2
11. Variations de stocks	19,9	29,2	- 6,3	7,5	- 21,1	2,7	- 16,8	- 0,2
Ajustement statistique	5,9	- 1,7	0,9	- 0,9	- 6,4	- 6,0	- 4,3	- 8,9
<i>Total ...</i>	687,3	755,9	638,7	677,9	642,5	706,3	722,2	797,5
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	134,4	211,9	350,7	405,2	326,5	387,1	469,6	419,7
2. Exportations de biens et services	1.797,6	2.026,4	2.283,9	2.637,3	2.920,2	3.332,1	3.466,7	3.360,5
Exportations totales ...	1.932,0	2.238,3	2.634,6	3.042,5	3.246,7	3.719,2	3.936,3	3.780,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	137,9	230,2	373,8	443,5	363,2	414,9	500,9	434,6
4. Importations de biens et services	1.865,5	2.124,7	2.357,2	2.693,8	2.862,5	3.275,5	3.375,1	3.188,9
Importations totales ...	2.003,4	2.354,9	2.731,0	3.137,3	3.225,7	3.690,4	3.876,0	3.623,5
Exportations nettes ...	- 71,4	- 116,6	- 96,4	- 94,8	21,0	28,8	60,3	156,7
Produit national brut aux prix du marché	3.261,0	3.507,4	3.635,4	3.940,2	4.178,6	4.497,6	4.811,7	5.133,3

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

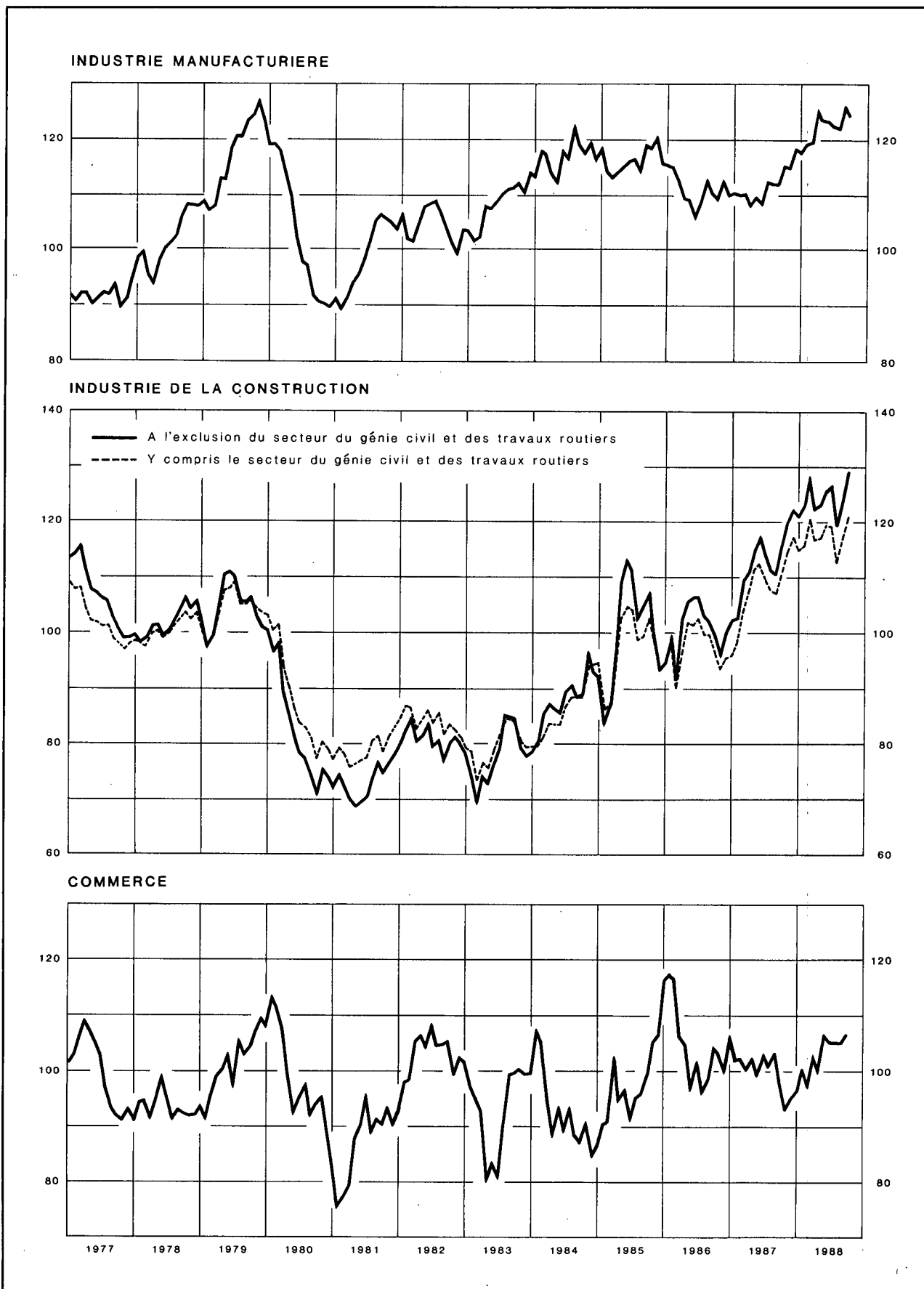
Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	98	100	98	101	102	103	105	106
2. Boissons	94	100	96	98	96	95	95	96
3. Tabac	100	100	98	105	102	103	97	93
4. Vêtements et effets personnels	92	100	98	105	99	98	97	100
5. Loyers, taxes, eau	97	100	104	106	108	110	113	115
6. Chauffage et éclairage	105	100	97	95	92	95	103	107
7. Articles ménagers durables	90	100	99	99	93	94	97	104
8. Entretien de la maison	98	100	100	103	102	102	102	103
9. Soins personnels et hygiène	98	100	104	106	108	108	109	110
10. Transports	102	100	98	98	98	100	101	103
11. Communications : P.T.T.	96	100	107	107	108	110	115	118
12. Loisirs	96	100	101	107	107	108	109	110
13. Enseignement et recherches	98	100	102	104	106	108	111	113
14. Services financiers	94	100	110	115	108	115	118	132
15. Services divers	105	100	98	97	96	100	106	107
16. Dépenses personnelles à l'étranger	95	100	105	93	92	93	94	97
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	94	100	116	139	164	169	164	160
<i>Total ...</i>	98	100	100	101	100	101	103	106
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	98	100	102	101	101	102	104	104
2. Achats courants de biens et services	102	100	101	96	96	95	99	99
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	95	100	97	92	89	88	91	94
<i>Total ...</i>	98	100	101	100	100	100	102	103
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	107	100	88	90	89	92	92	99
2. Industries extractives	103	100	93	101	136	140	110	109
3. Industries manufacturières	78	100	90	103	102	109	120	142
4. Construction	113	100	110	84	62	77	83	94
5. Electricité, gaz et eau	110	100	93	94	89	95	95	82
6. Commerce, banques, assurances	100	100	89	94	97	106	114	133
7. Immeubles d'habitation	101	100	59	55	54	53	56	59
8. Transports et communications	90	100	111	104	93	95	86	82
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	92	100	88	80	69	63	53	51
10. Enseignement	95	100	98	90	88	74	69	56
11. Autres services	101	100	94	87	88	94	95	116
<i>Total ...</i>	96	100	80	80	74	78	77	84
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	66	100	158	170	129	145	167	143
2. Exportations de biens et services	97	100	103	105	109	115	116	123
Exportations totales ...	94	100	108	111	111	118	121	125
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	62	100	155	171	132	143	164	136
4. Importations de biens et services	100	100	98	99	98	104	105	113
Importations totales ...	96	100	103	106	101	108	111	115
Produit national brut aux prix du marché	96	100	99	100	100	102	104	107

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1985 Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25
Juillet	112,55	111,03	100,86	110,57	107,67
Août	112,24	110,58	103,26	110,64	107,17
Septembre	115,27	115,75	97,15	112,62	111,12
Octobre	115,10	120,47	92,18	112,47	114,52
Novembre	118,48	122,18	95,20	115,54	117,04
Décembre	118,03	121,09	96,59	115,27	115,05
1988 Janvier	119,33	123,06	100,47	117,06	115,82
Février	119,88	128,51	97,77	117,86	120,84
Mars	125,56	122,25	103,02	121,68	116,72
Avril	123,81	123,39	100,06	120,18	117,04
Mai	123,51	125,79	106,68	121,33	119,75
Juin	122,86	126,86	105,45	120,85	119,14
Juillet	122,22	119,78	105,44	119,34	112,82
Août	126,10	124,40	105,42	122,74	117,41
Septembre	124,31	129,16	106,97	122,44	121,00

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1985 Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71
Juillet	106,94	113,45	117,72	115,09	126,74	104,76	115,19	112,55
Août	107,22	105,87	119,54	123,47	127,84	104,04	113,02	112,24
Septembre	108,51	110,76	114,75	130,63	130,67	107,22	122,81	115,27
Octobre	108,09	110,83	111,53	127,88	130,60	109,08	125,39	115,10
Novembre	110,41	115,47	115,35	131,61	136,53	109,89	130,40	118,48
Décembre	108,99	119,65	121,05	132,34	139,01	109,79	115,15	118,03
1988 Janvier	112,07	119,52	116,56	144,58	147,38	104,01	119,22	119,33
Février	113,08	121,50	113,35	146,17	148,50	107,03	116,79	119,88
Mars	114,31	127,24	118,40	155,18	158,90	111,73	126,59	125,56
Avril	111,62	120,09	111,73	153,57	157,47	118,64	125,62	123,81
Mai	112,17	116,95	115,74	152,94	152,38	110,92	136,88	123,51
Juin	108,93	117,93	110,66	149,85	164,89	109,34	138,55	122,86
Juillet	105,72	112,72	116,45	150,14	155,43	114,32	137,03	122,22
Août	104,64	123,28	121,52	150,09	154,42	123,42	138,59	126,10
Septembre	109,86	121,36	116,09	143,16	155,74	119,31	134,53	124,31

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1987	1988			Septembre	1987	1988			Septembre	1987	1988			Septembre
	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	
Ensemble des industries	- 24	- 13	- 12	- 13	- 16	- 31	- 16	- 16	- 16	- 18	+ 7	+ 3	+ 8	+ 3	+ 3
I. Biens de consommation	- 32	- 21	- 19	- 21	- 20	- 25	- 13	- 14	- 12	- 11	+ 11	+ 4	+ 15	+ 6	+ 9
II. Biens d'investissement	- 25	- 20	- 14	- 14	- 14	- 43	- 36	- 22	- 28	- 26	0	+ 6	- 3	- 6	- 8
III. Biens intermédiaires	- 21	- 10	- 16	- 16	- 21	- 24	- 15	- 22	- 19	- 23	+ 10	+ 2	+ 10	+ 8	+ 5
Industrie textile	- 29	- 35	- 38	- 31	- 27	- 36	- 38	- 39	- 28	- 21	+ 14	+ 10	+ 21	+ 16	+ 15
dont : Laine	- 59	- 57	- 55	- 47	- 55	- 43	- 57	- 61	- 44	- 54	+ 11	+ 9	+ 16	+ 13	+ 17
Coton	- 32	- 38	- 44	- 35	- 36	- 65	- 47	- 51	- 35	- 29	+ 31	+ 25	+ 33	+ 26	+ 22
Bonneterie	- 37	- 28	- 36	- 42	- 45	- 32	- 31	- 33	- 41	- 49	+ 11	- 8	+ 14	+ 7	+ 14
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 43	- 39	- 39	- 31	- 32	- 32	- 24	- 23	- 20	- 19	+ 5	+ 4	+ 6	+ 2	+ 2
dont : Chaussures	- 19	- 53	- 49	- 34	- 17	- 95	- 95	- 91	- 94	- 89	+ 16	+ 4	- 12	- 4	+ 19
Habillement	- 48	- 36	- 37	- 31	- 35	- 28	- 18	- 17	- 15	- 14	+ 3	+ 3	+ 9	+ 3	- 2
Industrie du bois et du meuble en bois	- 7	- 2	- 8	- 5	- 4	- 9	- 6	- 17	- 16	- 21	+ 7	+ 2	+ 12	+ 14	+ 10
dont : Bois	+ 10	+ 17	+ 28	+ 13	+ 12	+ 29	+ 32	+ 26	+ 14	+ 12	0	- 16	- 7	- 8	- 13
Meubles en bois	- 20	- 17	- 33	- 17	- 15	- 31	- 27	- 43	- 33	- 39	+ 10	+ 15	+ 25	+ 30	+ 26
Papiers et cartons	- 23	+ 22	- 2	+ 1	+ 13	- 12	+ 30	- 15	0	+ 13	+ 10	0	+ 16	+ 18	+ 22
dont : Production de papier et carton	- 8	+ 21	- 16	+ 3	+ 21	- 3	+ 38	- 19	+ 3	+ 21	+ 38	- 2	+ 27	+ 20	+ 29
Transformation de papier et carton	- 35	+ 23	+ 10	- 1	+ 8	- 36	+ 7	- 4	- 8	- 8	- 11	+ 2	+ 9	+ 15	+ 16
Industrie du cuir	- 77	- 85	- 51	- 65	- 68	- 90	- 92	- 51	- 76	- 79	+ 45	+ 50	+ 15	+ 31	- 5
Transformation de matières plastiques	+ 13	+ 19	+ 17	+ 1	+ 3	+ 25	+ 19	+ 17	- 15	- 10	+ 18	- 5	+ 37	+ 23	- 9
Raffinage de pétrole	0	- 13	+ 26	0	0	0	0	+ 26	0	0	0	0	0	0	0
Production et première transformation des métaux	- 29	- 16	- 28	- 30	- 39	- 31	- 22	- 33	- 26	- 33	0	- 1	- 1	0	+ 1
dont : Métaux ferreux	- 36	- 21	- 30	- 33	- 44	- 38	- 25	- 35	- 28	- 32	- 1	0	+ 1	+ 2	+ 1
Métaux non ferreux	+ 7	+ 12	- 17	- 17	- 18	+ 2	- 1	- 17	- 15	- 40	+ 4	- 1	+ 3	- 5	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 5	+ 20	+ 17	+ 9	+ 9	- 20	+ 6	+ 16	- 5	- 7	- 1	+ 5	- 10	- 19	- 24
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 2	+ 19	+ 16	+ 10	+ 12	- 9	+ 6	+ 13	- 6	- 4	- 9	+ 3	- 12	- 22	- 26
Industrie chimique	- 1	+ 10	+ 9	+ 9	- 5	- 1	+ 18	+ 16	+ 8	- 1	0	- 1	- 1	- 2	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 26	- 15	- 44	0	0	- 19	- 18	- 17	0	0	+ 82	+ 22	+ 61	+ 83	+ 94
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 42	- 20	- 8	- 26	- 19	- 43	- 23	- 17	- 26	- 28	+ 41	- 21	+ 2	- 16	- 12
Construction de machines et de matériel mécanique	- 22	- 29	- 16	- 5	- 6	- 33	- 38	- 25	- 17	- 18	- 17	- 5	- 17	- 16	- 10
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 97	- 97	- 67	- 32	- 49	- 97	- 98	- 67	- 34	- 50	0	0	0	0	0
Machines-outils	+ 81	+ 60	+ 86	+ 79	+ 79	0	+ 40	+ 33	+ 26	0	- 100	- 100	- 100	- 100	- 100
Machines textiles	- 21	- 22	- 24	- 26	- 25	- 24	- 26	- 24	- 25	- 24	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 26	- 36	- 31	- 7	- 13	- 35	- 29	- 23	- 9	0	+ 11	+ 24	- 5	+ 7	+ 26
Construction électrique et électronique	- 65	- 54	- 48	- 47	- 48	- 87	- 75	- 61	- 59	- 55	+ 21	+ 21	+ 23	+ 24	+ 20
dont : Construction électrique d'équipement	- 52	- 41	- 32	- 32	- 32	- 79	- 69	- 48	- 47	- 38	+ 28	+ 35	+ 33	+ 33	+ 28
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 91	- 91	- 90	- 91	- 90	- 100	- 91	- 91	- 92	- 92	+ 11	0	+ 7	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 25	+ 32	+ 34	+ 35	0	+ 26	+ 32	+ 35	+ 35	0	+ 14	+ 20	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 41	- 72	- 73	- 76	- 76	- 88	- 79	- 81	- 81	- 79	0	+ 9	+ 38	+ 25	+ 33
dont : Construction navale	- 15	- 91	- 93	- 94	- 93	- 98	- 99	- 97	- 98	- 98	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	- 36	+ 20	+ 16	+ 5	0	- 44	+ 44	+ 15	+ 29	+ 44	0	+ 9	+ 38	+ 25	+ 33

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1987		1988			1987		1988			1987		1988			1987		1988		
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Ensemble des industries	24	22	24	27	28	67	68	64	63	57	3	3	2	3	5	4	3	3	3	3
I. Biens de consommation	25	28	31	27	31	66	64	64	67	55	5	5	6	6	6	1	2	1	0	2
II. Biens d'investissement	25	23	25	35	36	65	68	62	53	46	4	3	2	3	8	8	6	7	4	3
III. Biens intermédiaires	18	15	21	28	24	66	67	63	61	59	1	1	1	2	4	3	1	2	2	3
Industrie textile	21	26	16	19	26	67	61	77	74	60	4	3	5	5	5	6	5	3	1	6
dont : Laine	23	24	17	17	30	58	72	78	76	61	0	1	0	2	4	13	0	1	0	3
Coton	17	18	7	11	7	82	75	87	86	79	0	2	4	3	1	0	1	4	1	8
Bonneterie	14	5	8	8	2	70	69	85	82	83	10	7	11	7	7	9	7	0	2	8
Industrie des chaussures et de l'habillement	27	25	26	26	26	55	64	67	63	51	11	12	10	12	9	0	0	2	0	0
dont : Chaussures	62	55	66	65	55	38	45	34	35	33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	20	19	18	18	19	58	67	74	69	55	14	15	12	15	11	0	0	2	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	35	22	31	23	28	54	62	54	68	51	5	7	8	11	11	2	6	2	2	3
dont : Bois	40	20	25	32	30	50	60	57	60	57	1	1	4	9	0	5	8	4	3	4
Meubles en bois	32	25	36	16	26	57	63	51	74	47	8	10	11	12	17	1	4	0	0	2
Papiers et cartons	26	21	35	36	39	59	64	54	47	45	2	1	1	3	2	5	1	2	4	2
dont : Production de papier et carton	46	39	62	59	61	48	61	38	36	30	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	10	7	13	19	22	68	66	67	55	55	3	2	1	5	4	4	2	4	7	4
Industrie du cuir	24	24	24	24	25	68	76	76	76	65	0	0	0	0	0	0	0	0	11	10
Transformation de matières plastiques	37	53	63	31	61	55	39	34	66	34	1	1	0	0	1	7	0	3	3	3
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	12	4	17	37	21	64	65	56	45	56	0	0	0	0	6	0	1	0	1	0
dont : Métaux ferreux	14	5	20	39	21	65	62	62	45	58	0	0	1	1	7	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	0	0	3	25	25	61	77	24	48	47	0	0	0	0	0	2	3	2	5	2
Industrie des produits minéraux non métalliques	25	24	53	66	61	53	58	26	19	17	4	0	0	2	4	21	16	19	8	10
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	27	29	58	70	68	48	53	22	16	12	4	1	0	2	5	25	19	18	6	8
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	96	95	95	96	0	0	0	0	0	1	2	2	3	2
Production de fibres artificielles et synthétiques	75	97	97	95	94	5	0	0	5	6	0	0	0	0	0	20	3	3	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	16	13	12	23	16	75	79	77	66	58	4	4	3	2	7	5	3	6	7	5
Construction de machines et de matériel mécanique	30	30	27	25	32	62	64	62	61	48	4	5	4	6	17	2	2	2	3	1
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	2	0	2	100	100	97	100	98	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Machines-outils	79	79	79	79	79	0	0	0	0	0	21	21	21	21	21	0	0	0	0	0
Machines textiles	73	73	73	73	75	27	27	27	27	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	32	17	7	10	29	68	76	74	63	41	0	7	0	2	29	0	0	0	5	1
Construction électrique et électronique	26	22	4	23	27	70	78	92	74	70	3	3	0	0	0	3	3	0	1	0
dont : Construction électrique d'équipement	32	32	1	29	36	62	68	93	66	60	5	4	0	0	0	4	4	0	1	0
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	11	0	0	0	1	89	100	100	100	99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	47	71	81	81	81	53	29	19	19	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	7	6	6	2	6	93	94	94	98	94	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	41	36	36	12	36	59	64	64	88	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1987		1988			1987		1988			1987	1988			
	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
Ensemble des industries	+ 27	+ 27	+ 22	+ 23	+ 22	78,6	78,6	79,7	79,2	79,7 ³	3,16	3,19	3,25	3,3	3,3
I. Biens de consommation	+ 22	+ 33	+ 26	+ 24	+ 25	83,8	82,7	81,0	82,9	82,3	2,63	2,56	2,61	2,4	2,4
II. Biens d'investissement	+ 32	+ 28	+ 30	+ 28	+ 25	74,0	75,5	75,3	74,7	76,9	4,18	4,20	4,22	4,2	4,3
III. Biens intermédiaires	+ 36	+ 34	+ 29	+ 25	+ 23	75,7	73,4	77,3	78,4	79,1	9,49	3,47	2,34	2,4	2,4 ²
Industrie textile	+ 31	+ 31	+ 44	+ 39	+ 49	75,3	73,1	72,2	74,4	74,4	1,97	1,88	1,85	1,9	1,9
dont : Laine	+ 20	+ 40	+ 57	+ 56	+ 63	76,3	71,6	68,1	73,8	79,2	1,58	1,55	1,51	1,6	1,5
Coton	+ 45	+ 42	+ 46	+ 52	+ 59	71,5	69,3	71,2	70,1	66,4	2,16	2,04	1,96	2,0	2,1
Bonneterie	+ 40	+ 41	+ 51	+ 30	+ 77	72,1	66,9	65,5	70,5	66,6	1,87	2,06	2,09	1,8	1,6
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 40	+ 49	+ 41	+ 44	+ 40	83,0	79,9	77,2	78,3	81,1	1,47	1,66	1,84	1,6	1,5
dont : Chaussures	+ 52	+ 58	+ 65	+ 66	+ 72	83,7	81,1	81,8	82,2	82,9	1,34	1,67	1,87	1,4	1,5
Habillement	+ 37	+ 46	+ 36	+ 39	+ 33	82,8	79,6	76,2	77,5	80,8	1,49	1,66	1,84	1,6	1,5
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 28	+ 20	+ 15	+ 19	+ 21	85,2	85,8	83,8	84,1	84,9	1,68	1,75	1,83	1,9	1,9
dont : Bois	+ 23	+ 7	- 2	0	+ 5	84,6	85,5	83,6	84,2	85,1	1,97	2,10	2,24	2,3	2,3
Meubles en bois	+ 32	+ 31	+ 28	+ 31	+ 32	85,7	86,0	83,9	84,0	84,8	1,47	1,48	1,53	1,6	1,6
Papiers et cartons	+ 37	+ 41	+ 20	+ 16	+ 17	83,3	82,1	86,5	86,7	86,6	1,37	1,57	1,67	1,6	1,6
dont : Production de papier et carton	+ 24	+ 42	+ 22	+ 17	+ 10	89,6	86,4	92,5	91,0	92,0	1,58	1,72	1,72	1,6	1,7
Transformation de papier et carton	+ 46	+ 41	+ 18	+ 15	+ 20	78,6	78,8	81,8	83,5	82,4	1,21	1,45	1,63	1,5	1,6
Industrie du cuir	+ 76	+ 22	+ 76	+ 64	+ 64	77,6	78,7	71,3	75,1	75,6	1,97	2,02	1,86	2,2	2,1
Transformation de matières plastiques	+ 28	+ 10	- 5	- 3	+ 16	82,0	80,0	85,0	83,2	82,9	3,35	3,45	3,35	3,4	3,3
Production et première transformation des métaux	+ 46	+ 46	+ 44	+ 36	+ 26	70,8	67,0	71,8	74,6	77,1	2,14	2,19	2,31	2,5	2,4
dont : Métaux ferreux	+ 54	+ 54	+ 52	+ 37	+ 25	68,4	64,0	68,4	73,3	76,5	2,04	2,11	2,26	2,5	2,3
Métaux non ferreux	+ 7	+ 9	+ 4	+ 26	+ 29	83,0	82,1	89,1	80,4	79,9	2,65	2,55	2,53	2,6	2,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 9	- 1	+ 4	- 5	- 7	83,5	84,8	85,6	86,4	85,9	2,01	2,00	2,09	2,1	2,2
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 2	+ 6	- 2	- 12	- 7	83,4	84,6	85,7	86,4	85,2	2,01	1,99	2,10	2,2	2,3
Industrie chimique	+ 16	+ 14	- 1	0	+ 14	79,3	78,9	83,7	82,6	79,7	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 47	0	0	- 94	99,5	99,4	100,0	98,8	98,8	2,08	1,99	2,02	2,2	2,3
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 38	+ 50	+ 44	+ 39	+ 44	75,6	73,4	72,5	74,2	75,1	4,00	4,01	4,24	4,1	4,1
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 23	+ 30	+ 24	+ 22	+ 11	72,2	74,5	75,7	76,9	80,1	4,46	4,64	4,81	5,0	5,2
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 51	+ 99	+ 49	+ 100	+ 50	58,5	58,4	66,7	66,4	64,5	6,98	6,95	7,13	7,0	7,0
Machines-outils	- 79	- 79	- 79	- 79	- 79	97,9	97,9	97,9	97,9	97,9	6,94	6,80	6,31	6,8	7,1
Machines textiles	+ 23	+ 23	+ 23	+ 27	+ 25	86,4	90,1	91,6	91,1	92,9	5,23	5,61	5,70	5,5	5,1
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 39	+ 39	+ 42	+ 32	+ 31	61,1	66,4	67,1	69,4	83,7	3,27	4,45	4,44	4,8	5,1
Construction électrique et électronique	+ 34	+ 41	+ 48	+ 53	+ 44	77,5	77,0	75,8	74,9	77,1	5,73	5,68	5,69	5,6	5,7
dont : Construction électrique d'équipement	+ 46	+ 40	+ 53	+ 61	+ 47	75,2	73,2	72,1	71,6	76,3	4,66	4,84	5,16	5,4	5,5
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	+ 44	+ 44	+ 44	+ 44	80,8	83,1	81,6	79,9	77,2	8,72	8,07	7,27	6,6	6,6
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	- 34	- 34	- 35	94,6	98,4	100,1	98,9	99,7	2,50	2,93	3,15	3,2	3,3
Construction d'autre matériel de transport	+ 85	+ 85	+ 82	+ 88	+ 90	47,4	51,3	51,8	49,5	45,5	6,33	5,15	4,10	3,3	3,2
dont : Construction navale	+ 91	+ 91	+ 95	+ 95	+ 100	39,2	45,8	49,1	45,8	39,9	2,44	1,39	0,64	0,2	0,2
Construction de cycles et motocycles	+ 41	+ 45	+ 12	+ 45	+ 45	75,0	82,1	82,6	80,3	80,7	1,90	2,89	2,70	2,4	2,3

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains Bulletins de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1987	1988			1987	1988			1987	1988					
		Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.		3 ^e trim.	Septembre	1 ^{er} trim.		2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
Ensemble des industries	- 3	- 2	+ 2	+ 9	+ 7	- 13	- 9	- 6	- 1	- 3	+ 7	+ 12	+ 18	+ 22	+ 27
I. Biens de consommation	- 15	- 12	- 11	- 4	- 7	- 19	- 8	- 12	+ 3	+ 3	+ 18	+ 9	+ 5	+ 12	+ 13
II. Biens d'investissement	- 6	- 5	+ 4	+ 5	+ 2	- 21	- 13	- 4	- 4	- 10	- 2	+ 7	+ 11	+ 8	+ 18
III. Biens intermédiaires	+ 8	+ 5	+ 10	+ 22	+ 19	- 1	- 9	- 6	- 2	0	+ 10	+ 20	+ 37	+ 44	+ 47
Industrie textile	- 8	- 16	- 24	- 4	- 8	- 8	- 21	- 24	- 8	- 3	+ 7	- 6	- 4	+ 11	+ 15
dont : Laine	- 22	- 34	- 34	- 6	- 6	- 17	- 49	- 48	- 30	- 20	- 7	- 9	- 13	+ 26	+ 34
Coton	- 14	- 25	- 28	- 10	- 21	- 15	- 20	- 28	- 2	- 1	+ 1	- 22	- 13	+ 1	+ 5
Bonneterie	- 31	- 23	- 50	- 45	- 60	- 19	- 25	- 20	- 18	- 11	+ 1	+ 7	+ 1	+ 8	+ 2
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 26	- 32	- 33	- 23	- 20	- 13	- 15	- 16	- 11	- 13	+ 16	+ 6	- 1	+ 5	+ 7
dont : Chaussures	- 16	- 5	- 33	- 12	- 1	- 20	+ 7	- 8	- 25	- 28	0	+ 3	+ 2	+ 8	+ 11
Habillement	- 29	- 39	- 33	- 25	- 24	- 12	- 19	- 17	- 8	- 10	+ 20	+ 7	- 2	+ 5	+ 6
Industrie du bois et du meuble en bois	- 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 23	- 4	+ 4	+ 6	+ 12	+ 18	+ 28	+ 30	+ 17	+ 23	+ 22
dont : Bois	+ 2	+ 13	+ 10	+ 5	+ 13	- 8	+ 17	+ 20	+ 6	+ 7	+ 36	+ 47	+ 25	+ 33	+ 27
Meubles en bois	- 4	- 5	+ 3	+ 24	+ 30	- 1	- 4	- 5	+ 15	+ 25	+ 21	+ 19	+ 11	+ 15	+ 19
Papiers et cartons	- 6	+ 7	+ 14	+ 4	+ 2	- 16	+ 7	+ 1	+ 4	- 2	+ 10	+ 42	+ 46	+ 59	+ 60
dont : Production de papier et carton	- 2	+ 8	+ 11	+ 14	+ 17	- 24	- 1	- 14	+ 10	- 3	+ 28	+ 58	+ 44	+ 53	+ 62
Transformation de papier et carton	- 8	+ 7	+ 16	- 3	- 9	- 10	+ 13	+ 13	- 1	0	- 4	+ 29	+ 46	+ 64	+ 59
Industrie du cuir	+ 2	- 6	- 27	- 1	- 5	0	- 18	- 18	- 22	0	0	+ 3	- 4	0	0
Transformation de matières plastiques	- 28	+ 7	- 4	+ 5	- 3	+ 11	- 14	- 4	+ 19	+ 15	- 13	+ 11	+ 21	+ 17	+ 22
Raffinage de pétrole	0	- 16	+ 13	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	+ 26	+ 14	+ 30	+ 48	+ 33	+ 5	- 12	- 8	- 3	0	+ 16	+ 36	+ 72	+ 74	+ 76
dont : Métaux ferreux	+ 32	+ 18	+ 35	+ 57	+ 45	+ 3	- 14	- 9	- 5	0	+ 13	+ 37	+ 75	+ 80	+ 86
Métaux non ferreux	- 5	- 5	+ 8	+ 1	- 23	+ 17	- 2	0	+ 7	0	+ 25	+ 29	+ 56	+ 45	+ 29
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 3	+ 18	+ 15	+ 14	+ 8	- 14	- 3	+ 1	+ 1	- 4	+ 8	+ 7	+ 1	+ 3	+ 3
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	+ 17	+ 16	+ 9	+ 2	- 12	- 3	+ 1	+ 2	- 4	+ 5	+ 8	+ 4	+ 4	+ 4
Industrie chimique	+ 8	+ 6	+ 2	+ 11	+ 31	0	+ 1	+ 1	0	0	+ 3	+ 3	+ 5	+ 16	+ 22
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 26	+ 7	+ 6	+ 45	+ 27	0	0	0	0	0	+ 5	+ 34	+ 55	+ 25	+ 27
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 36	- 20	- 9	+ 7	- 2	- 31	- 4	- 4	+ 20	+ 18	- 4	- 3	+ 7	+ 29	+ 36
Construction de machines et de matériel mécanique	- 11	- 12	- 2	- 1	- 5	- 13	- 8	+ 14	+ 14	+ 3	+ 4	+ 1	+ 11	+ 17	+ 20
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 98	- 97	- 50	- 16	- 50	- 49	- 32	+ 15	+ 16	0	+ 48	0	0	+ 49	+ 49
Machines-outils	0	0	0	0	0	+ 81	+ 7	+ 47	+ 47	+ 21	0	+ 33	+ 86	+ 67	+ 100
Machines textiles	- 21	- 32	- 18	- 50	- 53	- 25	- 25	0	- 2	- 5	+ 4	- 31	0	- 32	- 48
Moteurs, compresseurs, pompes	- 22	+ 12	+ 6	+ 19	+ 26	- 24	- 13	+ 24	+ 13	- 20	+ 1	+ 2	+ 3	+ 1	0
Construction électrique et électronique	+ 9	- 23	+ 2	+ 5	+ 2	- 34	- 40	- 37	- 42	- 48	- 10	+ 12	+ 21	+ 3	+ 27
dont : Construction électrique d'équipement	+ 10	- 22	+ 6	+ 12	+ 7	- 31	- 39	- 32	- 36	- 38	- 15	+ 11	+ 28	+ 4	+ 40
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 3	- 29	- 18	- 17	- 10	- 44	- 51	- 64	- 69	- 81	0	+ 12	+ 4	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 18	+ 33	- 1	- 17	- 25	- 2	+ 14	+ 27	+ 18	+ 37	+ 15	+ 12	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 47	0	- 35	- 41	- 40	- 64	+ 1	- 27	- 34	- 35	+ 1	+ 8	- 2	- 9	0
dont : Construction navale	- 10	- 12	- 19	- 21	- 26	- 58	+ 12	- 8	- 8	- 11	- 16	- 15	- 14	- 16	- 17
Construction de cycles et motocycles	- 83	+ 88	- 23	- 20	0	- 34	+ 57	- 12	- 15	- 12	+ 49	+ 61	+ 36	+ 32	+ 48

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1985 Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44
Juillet	101,41	116,59	111,79	120,23	110,85	98,08	116,14	108,77
Août	102,97	101,20	110,36	125,42	120,87	103,12	119,40	109,85
Septembre	108,47	106,47	109,51	141,85	119,59	104,69	127,72	114,69
Octobre	105,79	117,39	106,13	130,02	118,13	103,56	129,47	113,47
Novembre	106,36	113,91	109,33	134,25	124,73	102,67	126,87	114,26
Décembre	107,51	114,43	109,03	137,43	124,76	107,17	125,13	115,53
1988 Janvier	108,99	121,98	107,97	140,79	127,53	97,73	117,96	114,89
Février	112,44	131,12	108,24	143,60	127,71	99,85	124,90	118,40
Mars	111,12	120,10	107,70	147,71	136,89	112,38	127,69	120,49
Avril	110,33	115,54	108,67	158,00	141,70	118,64	129,89	122,83
Mai	108,97	116,49	110,80	150,15	141,29	115,16	136,61	122,10
Juin	100,67	112,75	110,46	150,71	139,83	110,86	137,75	118,83
Juillet	100,86	108,00	110,71	151,98	141,82	113,23	134,93	118,76
Août	99,15	119,54	116,12	153,40	143,55	123,21	132,80	122,33
Septembre	106,36	120,69	108,80	150,86	143,01	121,36	142,37	123,69

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1985 Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70
Juillet	103,26	112,66	114,68	109,53	104,26	116,42	122,05	111,19
Août	103,85	105,21	113,53	111,22	100,04	110,89	132,42	109,73
Septembre	103,02	120,71	106,67	114,77	107,88	112,35	139,07	113,08
Octobre	107,49	104,13	99,88	119,13	95,70	127,91	137,72	112,72
Novembre	109,70	115,68	111,97	122,32	100,66	127,90	146,38	118,16
Décembre	110,24	131,99	121,51	116,68	109,98	121,76	116,57	118,33
1988 Janvier	112,55	114,60	110,16	124,58	117,59	112,67	129,96	116,13
Février	107,59	97,20	103,52	131,16	120,16	114,18	120,68	112,18
Mars	105,86	125,78	116,98	128,13	132,59	115,84	143,56	121,19
Avril	106,44	103,30	105,92	120,26	110,60	113,55	149,22	113,33
Mai	109,31	116,37	118,26	117,85	113,88	115,64	157,73	118,72
Juin	122,82	105,39	110,69	123,76	112,42	109,53	163,33	118,91
Juillet	113,23	106,27	111,06	113,45	110,21	118,77	166,68	117,68
Août	115,19	128,89	110,20	136,48	120,62	123,77	164,36	125,79
Septembre	120,00	123,35	106,51	131,05	117,38	127,69	153,74	124,30

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1987	1988				1987	1988			
	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 14	- 7	- 6	- 4	- 8	+ 2	+ 7	+ 14	+ 8	+ 3
I. Biens de consommation	- 23	- 10	- 11	- 3	- 2	+ 2	+ 11	+ 19	+ 8	+ 8
II. Biens d'investissement	- 21	- 28	- 13	- 13	- 11	0	+ 14	+ 14	+ 10	+ 1
III. Biens intermédiaires	- 4	+ 12	+ 7	+ 2	- 9	+ 8	0	+ 11	+ 6	+ 1
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 34	- 33	- 38	- 26	- 22	+ 16	+ 9	+ 17	+ 15	+ 13
Industrie de la transformation du bois	- 14	- 10	- 16	- 7	- 8	+ 9	+ 7	+ 17	+ 21	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 34	+ 11	+ 10	+ 3	+ 16	0	+ 4	+ 15	+ 19	+ 25
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 4	+ 11	+ 11	+ 8	- 5	+ 3	- 3	+ 19	+ 3	- 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 7	+ 23	+ 31	+ 24	+ 23	- 16	- 9	- 10	- 18	- 28
Industrie des fabrications métalliques	- 24	- 17	- 6	- 5	- 3	- 1	+ 14	+ 20	+ 9	+ 3
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 36	- 31	- 34	- 29	- 27	+ 4	+ 3	+ 1	+ 1	+ 3
I. Biens de consommation	- 20	+ 4	- 16	- 15	- 9	+ 26	+ 15	+ 7	+ 1	+ 1
II. Biens d'investissement	- 25	- 23	- 20	- 15	- 13	- 8	+ 4	- 7	- 5	- 3
III. Biens intermédiaires	- 46	- 38	- 48	- 41	- 40	+ 7	+ 1	+ 7	+ 6	+ 11
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 67	- 69	- 59	- 60	- 59	- 5	- 9	+ 5	+ 7	+ 5
Industrie de la transformation du bois	- 24	- 3	- 14	- 41	- 8	+ 15	+ 12	+ 31	+ 26	+ 33
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 42	- 9	- 50	- 42	- 24	+ 26	- 18	+ 25	+ 6	+ 34
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	+ 11	+ 7	+ 4	- 15	- 9	+ 1	- 3	0	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 12	+ 24	+ 21	+ 5	+ 5	+ 14	+ 17	- 14	- 13	- 19
Industrie des fabrications métalliques	- 36	- 38	- 36	- 27	- 26	+ 8	+ 10	+ 5	+ 3	+ 7
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1987		1988			1987		1988			1987	1988			
	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 29	+ 28	+ 19	+ 20	+ 21	80,0	80,8	81,1	81,6	83,1	3,13	3,28	3,5	3,4	3,5
I. Biens de consommation	+ 16	+ 24	+ 5	+ 7	- 9	85,9	86,5	86,2	87,3	87,5	3,02	3,12	3,1	3,0	3,0
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 38	+ 40	+ 33	+ 34	71,7	73,6	73,8	73,6	76,9	4,19	4,38	4,8	4,9	4,9
III. Biens intermédiaires	+ 28	+ 21	+ 10	+ 8	+ 15	80,5	80,5	85,0	83,6	82,9	4,00	4,25	2,7	2,7	2,7 ⁴
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 27	+ 27	+ 31	+ 38	+ 36	79,4	77,2	75,5	76,7	78,0	1,92	1,92	1,9	1,9	1,9
Industrie de la transformation du bois	+ 33	+ 25	+ 22	+ 24	+ 26	85,6	86,6	84,3	84,4	85,2	1,72	1,80	1,9	1,9	2,0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 44	+ 41	+ 31	+ 13	+ 21	81,2	81,3	82,5	83,0	84,1	1,60	1,71	1,9	1,7	1,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 33	+ 22	+ 13	+ 4	- 13	80,4	79,0	80,0	85,7	91,3	2,60	2,82	3,1	3,1	3,1
Industrie des fabrications métalliques	+ 30	+ 31	+ 19	+ 17	+ 19	78,1	80,9	81,7	81,4	83,1	4,16	4,39	4,7	4,7	4,7
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 41	+ 40	+ 38	+ 41	+ 28	71,6	70,7	69,4	71,8	75,0	2,66	2,65	2,8	2,9	3,0
I. Biens de consommation	+ 44	+ 27	+ 37	+ 32	+ 7	78,0	77,6	78,0	80,8	74,8	1,84	1,76	1,7	1,6	1,6
II. Biens d'investissement	+ 30	+ 28	+ 28	+ 31	+ 18	73,7	73,6	70,3	73,7	78,5	3,86	3,88	4,0	4,1	4,3
III. Biens intermédiaires	+ 50	+ 54	+ 44	+ 37	+ 34	67,6	65,3	68,1	72,9	74,6	1,80	1,72	1,9	2,1	2,1
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 42	+ 32	+ 58	+ 49	+ 50	64,7	62,7	54,5	60,8	68,2	0,98	1,08	1,2 ^o	1,3	1,3
Industrie de la transformation du bois	+ 29	+ 27	+ 31	+ 32	+ 28	71,2	70,1	68,3	71,5	69,2	1,11	1,23	1,6	1,5	1,7
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 47	+ 78	+ 19	+ 29	+ 18	76,3	71,3	84,8	82,8	84,8	1,24	1,35	1,3	1,2	1,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 13	0	+ 13	+ 8	- 18	82,2	83,9	83,2	83,8	84,9	1,80	1,67	1,7	1,7	1,8
Industrie des fabrications métalliques	+ 40	+ 42	+ 38	+ 45	+ 32	69,4	68,0	66,1	69,5	74,7	4,06	4,12	4,2	4,4	4,6
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

⁴ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1987	1988				1987	1988				1987	1988			
		Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		Septembre	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	Septembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 4	- 2	+ 2	+ 4	+ 8	- 17	- 9	- 3	- 2	- 3	+ 12	+ 13	+ 15	+ 18	+ 21
I. Biens de consommation	- 8	+ 4	+ 7	- 5	0	- 24	- 8	- 8	- 1	+ 1	+ 28	+ 15	+ 9	+ 7	+ 8
II. Biens d'investissement	- 13	- 14	+ 2	+ 3	+ 5	- 33	- 15	+ 1	- 9	- 14	- 4	+ 7	+ 12	+ 17	+ 18
III. Biens intermédiaires	+ 8	+ 3	- 2	+ 10	+ 18	- 3	- 6	0	+ 2	0	+ 10	+ 16	+ 25	+ 31	+ 35
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 11	- 19	- 24	- 7	- 7	- 10	- 18	- 20	- 7	- 4	+ 14	- 3	0	+ 9	+ 12
Industrie de la transformation du bois	- 4	+ 1	+ 3	+ 21	+ 24	- 4	+ 3	+ 2	- 14	+ 22	+ 22	+ 27	+ 14	+ 20	+ 20
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 18	+ 6	+ 7	- 8	- 9	- 19	+ 8	+ 10	- 7	- 8	- 21	+ 32	+ 47	+ 57	+ 58
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 7	+ 4	- 7	+ 10	+ 24	+ 4	- 2	0	+ 4	+ 2	+ 3	+ 6	+ 16	+ 15	+ 24
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 22	+ 18	+ 10	+ 11	+ 6	- 29	+ 23	+ 12	- 4	- 8	+ 12	+ 16	+ 8	+ 9	+ 9
Industrie des fabrications métalliques	- 9	- 7	+ 9	- 3	- 1	- 36	- 16	- 2	- 7	- 10	+ 10	+ 12	+ 15 ⁰	+ 17	+ 18
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	+ 6	0	+ 14	+ 25	+ 22	- 15	- 11	- 11	- 6	- 3	+ 4	+ 16	+ 30	+ 33	+ 45
I. Biens de consommation	- 3	- 2	+ 9	+ 10	+ 12	- 12	+ 5	+ 1	+ 2	+ 7	+ 13	0	- 2	+ 7	+ 11
II. Biens d'investissement	- 1	- 8	+ 6	+ 11	+ 16	- 24	- 19	- 10	- 9	- 9	- 11	+ 6	+ 10	+ 3	+ 27
III. Biens intermédiaires	+ 19	+ 13	+ 28	+ 44	+ 33	- 7	- 4	- 11	- 4	0	+ 17	+ 32	+ 59	+ 65	+ 69
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 42	- 42	- 35	- 15	- 14	- 15	- 31	- 40	- 11	+ 1	- 12	- 33	- 19	+ 25	+ 42
Industrie de la transformation du bois	- 11	- 3	+ 6	- 2	+ 8	- 17	+ 21	+ 3	- 17	- 17	+ 10	+ 14	+ 7	+ 7	+ 8
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 7	+ 9	+ 19	+ 17	+ 18	- 36	+ 5	- 27	+ 19	+ 5	+ 25	+ 65	+ 31	+ 45	+ 45
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 9	+ 8	+ 36	+ 13	+ 14	0	0	- 1	+ 2	+ 5	+ 5	+ 6	+ 35	+ 29	+ 31
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 18	+ 19	+ 13	+ 9	- 12	- 8	+ 4	- 1	- 4	+ 10	+ 4	- 3	- 1	- 1
Industrie des fabrications métalliques	- 6	- 13	- 1	+ 10	+ 19	- 26	- 20	- 15	- 10	- 7	- 11	+ 8	+ 13	+ 8	+ 34
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	cahier de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1985 Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25
Juillet	112,70	116,28	113,51	115,14	108,49	100,28	111,03	96,59	122,43	100,34	70,49	99,82	107,67
Août	117,25	104,33	122,35	124,10	106,14	97,33	110,58	96,62	118,27	100,77	71,86	99,21	107,17
Septembre	126,98	106,67	128,28	118,47	111,03	106,46	115,75	98,60	119,03	101,15	73,61	100,32	111,12
Octobre	115,69	120,37	138,56	122,41	114,97	115,38	120,47	96,76	117,80	101,62	79,44	100,64	114,52
Novembre	114,33	122,02	142,03	115,09	120,18	122,06	122,18	96,98	123,11	108,49	84,12	105,05	117,04
Décembre	109,35	111,88	140,47	142,90	114,95	123,50	121,09	97,12	108,77	103,97	89,18	100,95	115,05
1988 Janvier	128,57	115,91	135,55	130,37	116,37	116,80	123,06	100,20	102,16	97,99	94,16	98,94	115,82
Février	128,43	131,49	136,80	146,26	118,75	115,64	128,51	109,05	106,09	100,42	93,65	102,95	120,84
Mars	119,67	120,79	141,15	146,79	110,39	107,43	122,25	100,24	111,36	106,50	92,80	103,83	116,72
Avril	113,90	125,78	147,16	143,36	120,06	104,76	123,39	101,09	110,33	102,68	91,09	102,23	117,04
Mai	116,16	132,40	141,16	150,71	119,44	107,69	125,79	104,45	116,43	105,93	91,10	105,66	119,75
Juin	124,01	130,24	141,18	145,18	114,04	114,01	126,86	97,75	111,18	101,69	90,57	101,13	119,14
Juillet	124,12	116,72	128,35	126,88	115,22	111,38	119,78	94,18	102,05	96,24	93,23	96,59	112,82
Août	124,23	107,40	129,10	153,53	134,78	118,25	124,40	99,13	106,65	101,26	95,68	101,09	117,41
Septembre	121,79	119,23	137,36	163,38	132,72	121,89	129,16	97,25	104,60	106,10	96,87	101,96	121,00

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1987	1988			
	Septembre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Septembre
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 30	- 5	+ 27	+ 13	+ 21
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 28	- 8	+ 28	+ 11	+ 17
Bâtiments non-résidentiels	+ 33	+ 2	+ 24	+ 18	+ 29
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	+ 25	- 10	+ 23	+ 2	+ 18
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 22	- 21	0	0	+ 6
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 21	- 20	+ 7	+ 2	+ 10
Bâtiments non-résidentiels	- 25	- 26	- 18	- 4	- 2
Génie civil et travaux routiers	- 40	- 53	- 46	- 43	- 39
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 4	+ 4	+ 8	+ 11	+ 15
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 8	+ 6	+ 3	+ 7	+ 11
Bâtiments non-résidentiels	+ 4	0	+ 19	+ 19	+ 21
Génie civil et travaux routiers	- 30	- 10	- 5	+ 10	- 16
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 12	+ 23	+ 30	+ 34	+ 42
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 8	+ 26	+ 35	+ 37	+ 47
Bâtiments non-résidentiels	+ 20	+ 15	+ 20	+ 29	+ 30
Génie civil et travaux routiers	- 3	0	- 1	- 3	- 10

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1985 Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34
Juillet	101,56	109,24	91,75	104,34	100,86
Août	104,88	108,01	94,93	107,92	103,26
Septembre	100,44	102,78	89,10	99,25	97,15
Octobre	87,15	94,38	87,77	100,27	92,18
Novembre	96,03	100,07	88,59	98,42	95,20
Décembre	92,54	94,76	93,27	105,80	96,59
1988 Janvier	96,15	100,73	96,54	108,93	100,47
Février	91,02	103,39	93,83	104,04	97,77
Mars	96,59	110,39	98,27	108,53	103,02
Avril	89,71	99,35	99,86	110,30	100,06
Mai	100,63	106,94	105,59	113,30	106,68
Juin	102,58	107,58	99,25	113,80	105,45
Juillet	99,53	112,81	100,17	111,12	105,44
Août	104,89	114,11	98,12	107,58	105,42
Septembre	102,11	114,32	105,16	107,54	106,97

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE
DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6		
1988	+ 9,0	+ 16,7				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.843 ³	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876
population active ²	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202	4.212	4.205
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12	+ 10	- 7
Hommes	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30	- 17	- 21
Femmes	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18	+ 27	+ 14
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 17	+ 12	+ 23	+ 19	+ 13	+ 10	+ 7	+ 3
Hommes	+ 12	+ 14	+ 22	+ 19	+ 13	+ 9	+ 5	+ 2
Femmes	+ 5	- 1	+ 1	0	- 1	+ 1	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 1	+ 5	+ 1	- 3	- 12	- 22	+ 3	- 10
Hommes	- 23	- 25	- 28	- 28	- 31	- 39	- 22	- 23
Femmes	+ 22	+ 30	+ 29	+ 25	+ 20	+ 17	+ 24	+ 13
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :								
2.1 les entreprises	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6	+ 21	+ 17	+ 14
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1	- 2	- 2
— industrie ⁶	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13	- 13	- 20
— construction	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0	+ 2	+ 4
— services	+ 24	+ 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 36	+ 29	+ 32
2.2 les services non-marchands ⁷	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7	+ 19	- 10
2.3 l'étranger ⁸	- 1	- 1	- 1	0	- 1	0	+ 2	+ 1
3. Chômage (1 - 2) ⁹ :								
Total	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12
Hommes	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7
Femmes	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Donnée adaptée par la Banque, compte tenu des résultats du recensement de 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁸ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³	
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obliga- toirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total	Taux de chômage ⁵		Notifi- cations reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite							
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus								
	milliers d'unités								milliers d'unités	
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)	
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1		
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,3	58,6	13,8	17,7
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	11,9	66,0	14,8	14,7
1986 3 ^e trimestre	117,6	282,3	32,5	79,5	16,9	528,8	12,1	61,0	13,2	19,2
4 ^e trimestre	118,4	288,3	31,9	77,3	16,8	532,7	12,3	61,5	11,0	13,2
1987 1 ^{er} trimestre	131,0	292,8	31,5	41,6	14,5	511,4	12,3	64,1	13,5	12,6
2 ^e trimestre	116,4	285,2	31,3	27,5	12,5	472,9	11,9	65,4	17,3	14,2
3 ^e trimestre	109,6	288,5	31,9	73,2	12,9	516,1	11,8	66,8	14,7	16,5
4 ^e trimestre	102,4	286,5	31,8	69,5	12,8	503,0	11,6	67,5	13,8	15,5
1988 1 ^{er} trimestre	109,4	284,8	32,2	38,2	11,6	476,2	11,4	69,2	16,5	18,6
2 ^e trimestre	93,6	270,7	31,6	26,4	10,2	432,5	10,8	70,2	17,2	21,9
3 ^e trimestre	89,4	272,0	31,4	72,1	10,6	475,5	10,8	71,5	15,2	23,7
1987 Octobre	104,0	286,8	31,8	74,9	13,2	510,7	11,6	66,8	15,9	16,2
Novembre	100,4	285,1	31,7	69,4	13,1	499,7	11,7	67,5	13,0	15,2
Décembre	102,8	287,6	31,8	64,2	12,0	498,4	11,5	68,1	12,5	15,2
1988 Janvier	110,6	289,4	32,3	49,6	11,9	493,8	11,4	68,6	14,1	17,6
Février	110,4	285,1	32,2	36,9	11,5	476,1	11,5	69,4	16,4	18,6
Mars	107,1	279,9	32,0	28,2	11,2	458,4	11,3	69,5	18,9	19,5
Avril	100,1	275,0	31,7	25,7	10,7	443,2	11,0	70,0	15,6	20,4
Mai	92,8	270,6	31,7	24,5	10,0	429,6	10,8	70,0	16,8	21,4
Juin	87,8	266,5	31,4	28,9	9,8	424,4	10,7	70,7	19,2	23,9
Juillet	93,6	276,9	31,7	62,1	12,0	476,3	10,9	71,1	11,4	22,4
Août	89,8	273,5	31,5	76,1	9,7	480,6	10,9	71,5	16,6	24,9
Septembre	84,9	265,6	31,0	78,1	10,2	469,8	10,7	72,0	17,5	23,8
Octobre	82,7	263,5	30,9	72,3	10,4	459,8	10,5	72,6	18,0	22,5

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)}}{\text{colonne (g)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	179	166	170	187	177	180	181	185
Autres céréales panifiables	19	15	14	16	16	16	17	20
Céréales non panifiables	193	191	177	170	168	149	152	146
Betteraves sucrières	117	130	124	109	117	118	113	106
Autres plantes industrielles	10	9	12	14	17	16	13	16
Pommes de terre	38	34	37	34	36	41	40	45
Autres plantes et racines tuberculifères	18	16	17	15	15	15	14	14
Prés et prairies	702	697	691	686	678	669	661	652
Cultures maraîchères	18	23	28	25	25	27	23	27
Cultures fruitières	12	11	11	11	11	11	11	11
Divers	112	117	123	133	136	148	158	155
Total ...	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047
Avoine	109	109	153	80	92	94	59	60
Orge	807	752	745	670	873	685	793	678
Autres céréales	124	120	138	123	155	137	148	136
Betteraves sucrières	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425
Pommes de terre	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	976	969	968	984	994	973	947	922
Autres bovidés	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157
Porcs	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	952	974	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'Agriculture.

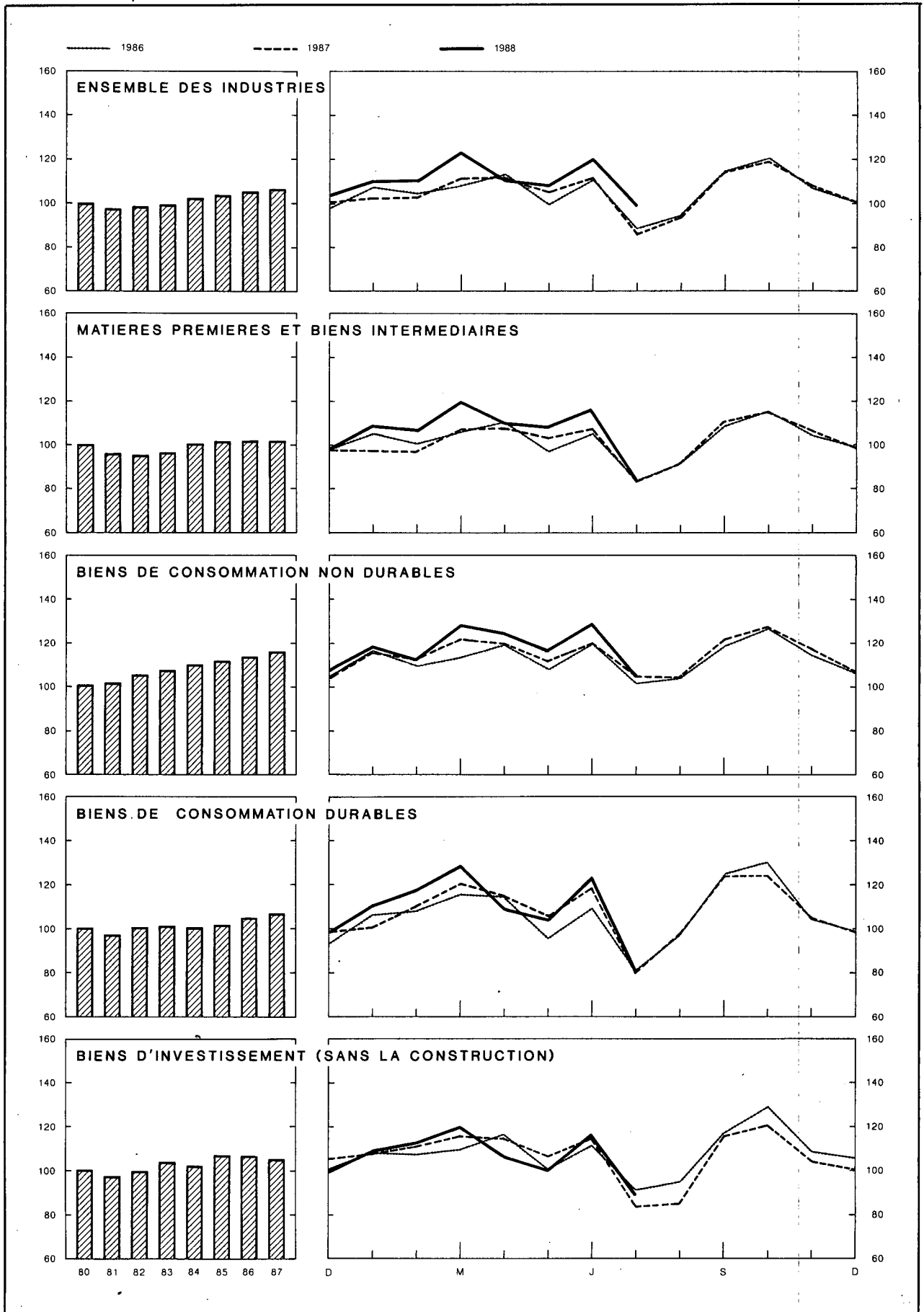
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Poissons de fond	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7
Poissons pélagiques	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5
Crustacés et mollusques	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3
Total ...	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'invés- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	75	101	113	105	106	91	100
1987	107	108	65	104	118	107	105	93	103
1986 2 ^e trimestre	106	107	72	103	115	105	107	96	104
3 ^e trimestre	98	99	72	94	109	99	101	87	93
4 ^e trimestre	108	108	82	104	116	106	110	94	107
1987 1 ^{er} trimestre	107	108	59	102	118	110	109	87	99
2 ^e trimestre	109	110	74	107	119	108	105	98	107
3 ^e trimestre	101	102	64	98	114	100	96	89	95
4 ^e trimestre	112	114	62	110	121	111	109	98	110
1988 1 ^{er} trimestre	115	117	52	112	119	119	112	98	107
2 ^e trimestre	113	114	64	111	120	113	108	102	111
1987 Juillet	85	86	51	82	105	77	78	69	80
Août	99	100	64	97	112	98	96	90	94
Septembre	118	120	76	115	125	125	114	107	112
Octobre	121	123	73	117	131	123	120	109	118
Novembre	112	113	67	110	121	108	107	97	108
Décembre	104	106	46	103	110	101	100	86	104
1988 Janvier	111	114	31	109	118	111	108	94	102
Février	111	113	56	107	113	119	110	94	104
Mars	123	125	69	120	128	128	118	105	114
Avril	110	112	61	110	115	110	106	99	109
Mai	108	110	58	108	117	104	100	97	106
Juin	120	121	72	116	129	124	117	109	119
Juillet	99	91	28	85	105	80	89	72	81

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	72	105	100	97	115	108	73
1987	106	129	83	87	101	122	118	73	105	110	92	126	109	75
1986 2 ^e trimestre	106	124	81	97	103	119	106	80	111	104	92	122	110	74
3 ^e trimestre	100	110	80	83	85	118	96	75	90	90	101	108	113	78
4 ^e trimestre	110	122	79	89	99	130	111	77	106	107	87	116	101	72
1987 1 ^{er} trimestre	110	130	76	96	101	113	125	57	109	102	103	125	110	76
2 ^e trimestre	106	133	88	88	105	121	108	83	109	114	84	132	109	69
3 ^e trimestre	97	121	79	78	92	122	107	76	89	99	92	120	109	74
4 ^e trimestre	110	132	88	87	106	133	130	75	112	125	88	126	109	80
1988 1 ^{er} trimestre	113	140	94	95	115	118	127	75	116	120	111	129	102	70
2 ^e trimestre	111	136	96	.	115	126	112	91	110	126	81	127	100	76
1987 Juillet	78	110	71	52	68	113	99	66	59	74	66	96	110	80
Août	97	117	80	80	89	119	107	77	86	94	92	125	110	70
Septembre	116	136	87	101	119	133	114	85	123	130	117	138	108	72
Octobre	118	141	90	96	116	146	125	86	125	138	99	137	112	80
Novembre	108	130	90	90	104	137	129	76	112	119	79	124	105	83
Décembre	104	124	82	85	98	117	135	63	100	115	74	118	108	77
1988 Janvier	110	142	97	88	105	112	130	69	109	105	107	122	109	68
Février	112	131	87	92	106	113	118	73	114	118	111	124	102	66
Mars	118	147	97	105	133	130	134	84	125	138	115	141	96	77
Avril	110	132	96	90	108	119	116	89	105	123	79	123	102	74
Mai	103	135	98	88	112	119	112	91	104	113	72	117	100	81
Juin	119	142	94	.	124	141	108	93	120	142	92	142	100	74
Juillet	89	114	76	.	77	113	104	74	52	64	58	91	81	73

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,2 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³) Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh) Production nette
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Production	Consommation intérieure	Production	Consommation intérieure	
		Total ¹	Dont :								
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel							
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000
1986 2 ^e trimestre	1.963	1.496	236	772	306	519	414	417	385	1.033	4.491
3 ^e trimestre	2.071	1.271	231	665	199	463	417	409	416	842	4.084
4 ^e trimestre	1.923	1.346	248	682	263	773	395	406	515	1.065	4.698
1987 1 ^{er} trimestre	2.024	1.394	217	823	205	1.114	418	366	408	913	5.329
2 ^e trimestre	1.898	1.236	238	650	170	636	429	415	398	1.095	4.605
3 ^e trimestre	1.970	1.138	241	573	135	493	440	415	333	915	4.548
4 ^e trimestre	2.124	1.367	250	747	217	859	456	426	313	1.214	5.518
1988 1 ^{er} trimestre	1.838	1.441	232	850	207	.	* 455	* 448	* 242	* 1.186	5.416
2 ^e trimestre							* 462	* 455	* 233	* 1.147	4.774
1987 Juin	1.809	1.463	241	822	213	660	425	414	430	1.393	4.383
Juillet	2.131	1.112	253	586	98	446	425	397	299	731	4.224
Août	1.851	1.084	225	512	136	426	448	432	323	763	4.548
Septembre	1.928	1.218	244	620	171	603	446	416	378	1.251	4.871
Octobre	2.117	1.246	259	648	171	707	466	440	371	1.054	5.319
Novembre	2.212	1.194	223	628	204	876	453	435	345	1.283	5.495
Décembre	2.044	1.662	267	965	277	1.039	448	404	222	1.304	5.740
1988 Janvier	1.798	1.274	214	745	186	.	* 473	* 446	* 75	* 958	5.549
Février	1.758	1.371	229	793	205	.	* 428	* 414	* 309	* 1.150	5.021
Mars	1.958	1.679	252	1.011	230	.	* 465	* 484	* 341	* 1.451	5.678
Avril	1.912	1.366	254	718	215	.	* 456	* 437	* 234	* 1.016	4.953
Mai	2.025	1.014	250	463	163	.	* 471	* 459	* 215	* 994	4.775
Juin							* 458	* 470	* 249	* 1.431	4.595

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1980	1.027	784	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	* 20,8	* 63,4	* 84,2	* 85,3
1986 2 ^e trimestre	786	613	21,7	63,1	84,8	88,9
3 ^e trimestre	807	574	20,3	53,5	73,8	72,9
4 ^e trimestre	780	586	23,4	66,6	90,0	91,9
1987 1 ^{er} trimestre	733	580	* 21,0	* 64,7	* 85,7	* 84,9
2 ^e trimestre	856	662	* 20,6	* 67,1	* 87,7	* 91,4
3 ^e trimestre	791	572	* 17,4	* 53,6	* 70,9	* 73,2
4 ^e trimestre	882	659	* 24,0	* 68,3	* 92,4	* 91,9
1988 1 ^{er} trimestre	932	717	* 25,5	* 73,7	* 99,3	* 94,9
2 ^e trimestre	952	755	* 22,7	* 73,1	* 95,8	* 98,1
1987 Juillet	704	466	* 13,7	* 46,1	* 59,8	* 60,6
Août	853	555	* 17,8	* 47,8	* 65,6	* 66,0
Septembre	815	694	* 20,6	* 66,9	* 87,4	* 92,9
Octobre	919	664	* 21,1	* 70,8	* 91,9	* 93,8
Novembre	913	661	* 19,7	* 65,3	* 85,0	* 89,3
Décembre	813	652	* 31,3	* 68,9	* 100,2	* 92,5
1988 Janvier	961	724	* 23,6	* 63,3	* 86,9	* 83,9
Février	876	687	* 23,5	* 68,9	* 92,4	* 90,4
Mars	958	740	* 29,6	* 89,0	* 118,5	* 110,5
Avril	953	713	* 22,9	* 70,0	* 92,9	* 94,2
Mai	963	730	* 21,0	* 69,8	* 90,8	* 89,7
Juin	940	821	* 24,2	* 79,4	* 103,6	* 110,4
Juillet	745	617				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	54
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	55
1987 .....	.	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	54
1986 2 ^e trimestre	2,1	2,9	1.746	2,7	1.760	0,4	0,6	2.313	0,6	2.384	—
3 ^e trimestre	2,0	2,4	1.567	2,1	1.311	0,5	0,7	2.157	0,5	1.414	—
4 ^e trimestre	1,8	2,3	1.413	1,8	1.050	0,3	0,6	2.072	0,4	1.464	—
1987 1 ^{er} trimestre .....	.	2,9	1.807	2,0	1.201	.	0,6	2.386	0,5	1.922	—
2 ^e trimestre .....	.	3,3	2.037	2,5	1.562	.	0,7	2.783	0,4	1.465	—
3 ^e trimestre .....	.	3,2	1.943	3,1	1.976	.	0,7	2.694	0,6	2.337	—
4 ^e trimestre .....	.	3,0	1.829	2,2	1.330	.	0,7	3.291	0,5	1.917	—
1988 1 ^{er} trimestre .....	.	3,5	2.145	2,5	1.465	.	0,6	2.891	0,5	2.368	—
2 ^e trimestre .....	.	3,9	2.429	.	.	.	.	.	.	.	.
1987 Juin .....	.	3,1	2.008	2,3	1.410	.	0,7	3.090	0,4	1.461	* 54
Juillet .....	.	2,7	1.716	2,0	1.366	.	0,7	2.076	0,5	1.912	* 54
Août .....	.	3,3	1.961	3,2	2.064	.	0,8	2.837	0,7	2.274	* 54
Septembre .....	.	3,6	2.153	4,2	2.499	.	0,7	3.169	0,7	2.825	* 54
Octobre .....	.	2,8	1.684	2,8	1.736	.	0,7	3.303	0,6	2.326	* 54
Novembre .....	.	2,8	1.692	2,1	1.226	.	0,6	2.781	0,4	1.883	* 54
Décembre .....	.	3,5	2.110	1,7	1.028	.	0,7	3.788	0,4	1.543	* 54
1988 Janvier .....	.	3,0	1.847	1,8	1.008	.	0,5	2.274	0,4	2.088	* 56
Février .....	.	3,5	2.117	2,6	1.493	.	0,5	2.129	0,6	2.441	* 57
Mars .....	.	4,1	2.471	3,0	1.893	.	0,7	4.271	0,6	2.575	* 57
Avril .....	.	3,8	2.287	3,9	2.448	.	0,6	2.519	0,7	3.081	* 58
Mai .....	.	3,9	2.413	2,9	1.810	.	0,8	3.456	0,5	2.104	.
Juin .....	.	4,1	2.588	.	.	.	.	.	.	.	.

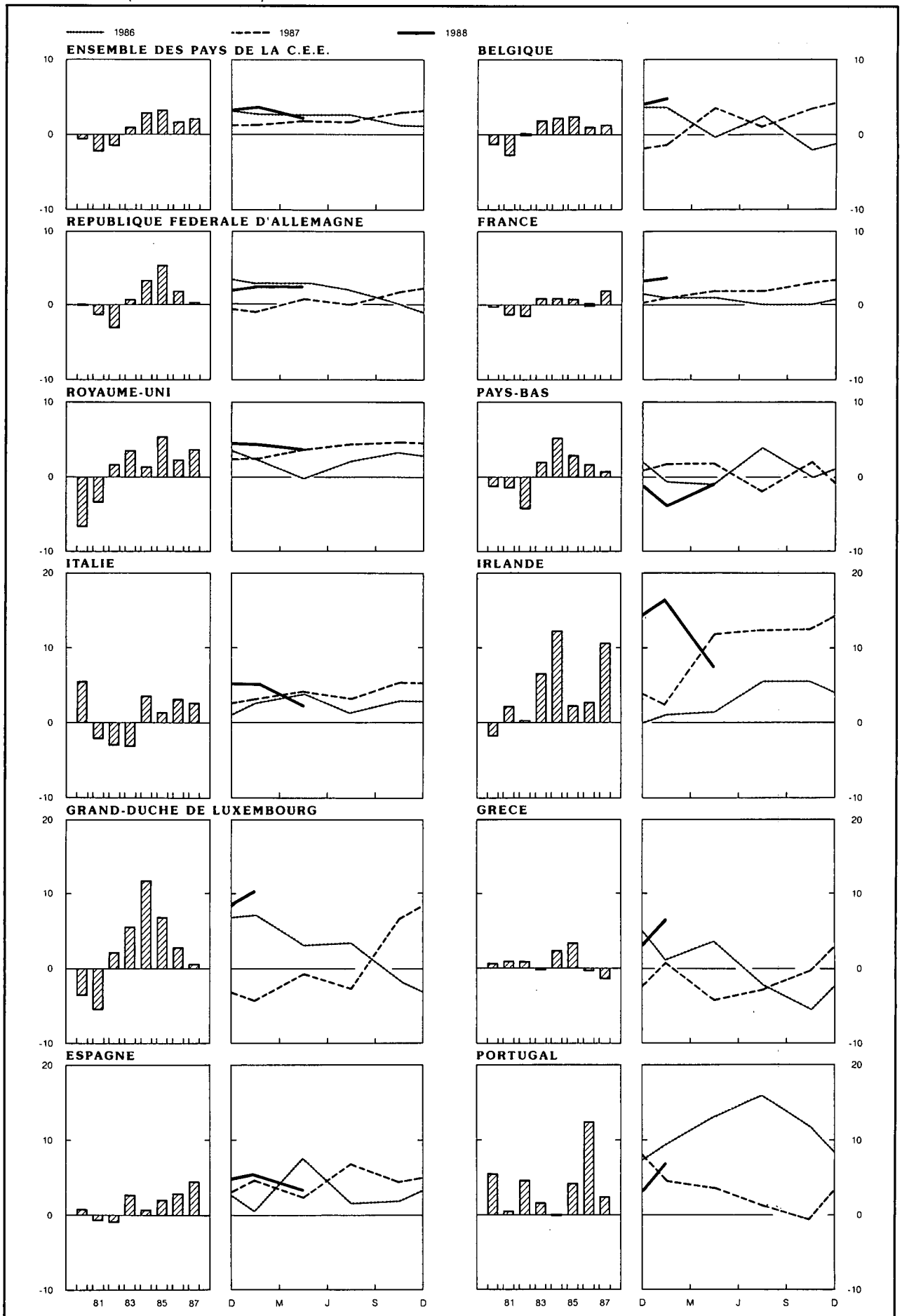
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	101	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	105	96	102	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	111	102	101	101	107
1984	100	102	199	99	103	101	96	125	114	104	101	107
1985	103	104	103	100	108	104	97	128	121	107	103	111
1986	105	105	105	100	110	106	100	132	125	107	107	125
1987	107	107	105	102	114	107	103	146	125	106	112	128
1986 2 ^e trimestre	106	104	107	100	109	104	100	130	125	109	109	124
3 ^e trimestre	106	107	108	101	111	107	98	132	125	108	105	129
4 ^e trimestre	106	104	107	100	111	106	99	136	122	106	108	129
1987 1 ^{er} trimestre	106	104	106	100	112	109	102	136	122	107	108	124
2 ^e trimestre	108	107	108	102	113	106	104	145	126	105	112	129
3 ^e trimestre	108	108	108	103	116	105	101	149	123	105	113	130
4 ^e trimestre	109	108	109	103	117	108	105	152	130	106	113	128
1988 1 ^{er} trimestre	110	109	109	104	117	106	108	158	135	114	115	133
2 ^e trimestre	111	.	111	106	118	105	107	156	.	.	116	.
1987 Juillet	108	109	106	104	115	106	103	145	125	106	119	137
Août	108	106	109	104	117	106	99	154	120	101	105	125
Septembre	108	108	108	105	115	103	102	149	123	106	115	129
Octobre	109	111	109	105	117	107	107	153	132	103	111	126
Novembre	109	106	109	105	116	111	106	155	125	105	114	128
Décembre	108	107	109	106	117	105	102	148	133	109	113	131
1988 Janvier	110	116	109	106	118	107	111	167	132	113	110	136
Février	109	106	110	106	116	106	106	154	133	114	115	134
Mars	111	107	110	106	117	106	106	154	140	115	118	130
Avril	110	109	109	105	118	103	108	150	131	109	115	130
Mai	110	107	110	106	118	104	105	153	130	111	117	.
Juin	112	.	113	108	118	107	107	164	.	.	116	.
Juillet .....	.	.	111	.	119	112	110	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1986 2 ^e trimestre	456	583	4.945	1.292	830	456	91
3 ^e trimestre	499	621	5.152	1.293	1.054	581	102
4 ^e trimestre	527	616	5.254	1.415	976	424	90
1987 1 ^{er} trimestre	519	578	5.018	1.281	921	401	79
2 ^e trimestre	522	637	5.488	1.425	1.099	514	90
3 ^e trimestre	507	561	4.941	1.173	959	603	100
4 ^e trimestre	546	613	5.883	1.466	1.076	474	95
1988 1 ^{er} trimestre	527	633	5.463	1.346	1.000	447	91
2 ^e trimestre	535	609	5.433	1.229	1.044	543	107
1987 Juillet	510	541	4.636	1.070	925	623	102
Août	478	525	4.748	1.196	915	619	100
Septembre	533	618	5.439	1.253	1.037	568	99
Octobre	575	682	6.188	1.693	1.083	524	99
Novembre	527	612	5.515	1.255	1.008	433	92
Décembre	537	546	5.946	1.451	1.136	465	95
1988 Janvier	523	588	4.887	1.153	877	465	89
Février	517	645	5.678	1.490	1.062	392	87
Mars	540	665	5.825	1.395	1.060	483	97
Avril	517	605	5.345	1.283	940	530	104
Mai	537	583	5.336	1.103	1.158	512	106
Juin	550	639	5.618	1.300	1.033	587	110
Juillet	475	537	4.670	935	910	691	119

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	7.943	434
1987	10.849	4.357	2.950	1.697	1.598	415	3.866	604	321	7.865	427
1986 2 ^e trimestre ..	10.819	4.468	2.952	1.767	1.570	444	3.373	504	252	8.789	481
3 ^e trimestre ..	10.783	4.536	2.624	1.611	1.265	338	3.512	434	282	7.578	422
4 ^e trimestre ..	10.537	4.302	3.485	1.741	1.599	504	3.553	402	280	8.387	449
1987 1 ^{er} trimestre ..	10.671	4.464	2.890	1.658	1.686	572	3.353	444	304	6.999	369
2 ^e trimestre ..	11.132	4.205	2.854	1.671	1.485	382	3.579	472	348	8.163	445
3 ^e trimestre ..	10.511	4.025	2.554	1.709	1.630	336	4.251	660	300	7.857	422
4 ^e trimestre ..	11.082	4.733	3.501	1.749	1.591	371	4.282	838	331	8.441	471
1988 1 ^{er} trimestre ..	10.962			1.878			3.652			7.653	434
2 ^e trimestre ..	11.312										
1987 Juin	11.074	4.909	3.003	1.534	1.503	345	3.695	478	389	8.317	459
Juillet	10.786	3.681	2.593	1.583	1.565	419	4.285	580	292	7.021	373
Août	10.372	3.196	1.999	1.775	1.263	290	4.103	600	320	7.755	419
Septembre	10.376	5.199	3.071	1.770	2.061	298	4.364	801	288	8.794	474
Octobre	11.387	4.342	3.358	1.664	1.532	288	4.266	846	362	8.894	498
Novembre	10.311	5.025	3.359	1.855	1.668	388	4.289	788	314	8.177	456
Décembre	11.547	4.832	3.786	1.728	1.573	436	4.290	881	317	8.252	460
1988 Janvier	10.516			1.740			4.807			7.625	413
Février	10.306			1.908			2.752			7.159	406
Mars	12.065			1.987			3.398			8.176	482
Avril	10.995			1.754			2.520			8.309	457
Mai	11.655			1.941			3.387			8.567	454
Juin	11.286										

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1986 2 ^e trimestre	2.186	1.422	79	214	106	124	71
3 ^e trimestre	4.995	3.721	88	567	148	172	75
4 ^e trimestre	951	451	51	142	62	55	59
1987 1 ^{er} trimestre	708	320	41	110	43	42	48
2 ^e trimestre	2.294	1.498	94	220	106	132	68
3 ^e trimestre	4.821	3.543	84	602	125	175	68
4 ^e trimestre	979	426	44	199	58	73	46
1988 1 ^{er} trimestre	818	344	42	172	42	66	36
2 ^e trimestre	2.457	1.579	86	316	85	151	58
1987 Juin	2.518	1.611	73	275	113	161	79
Juillet	6.628	5.073	90	814	127	195	79
Août	5.800	4.345	99	718	139	205	62
Septembre	2.034	1.210	63	274	109	126	64
Octobre	1.180	469	50	240	89	107	64
Novembre	940	446	47	156	50	60	41
Décembre	818	363	36	200	36	51	32
1988 Janvier	686	264	36	168	32	53	33
Février	816	350	44	184	39	53	34
Mars	951	418	45	164	56	93	40
Avril	2.301	1.567	75	235	77	112	47
Mai	2.616	1.636	94	403	89	157	63
Juin	2.453	1.534	90	311	90	183	63

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	* 139	145	123	22	* 145	* 163	* 152	* 125	* 143	* 100
1986 2 ^e trimestre	144	140	125	34	145	167	153	133	146	103
3 ^e trimestre	132	134	125	29	138	154	149	116	135	96
4 ^e trimestre	151	152	129	27	153	186	178	125	153	109
1987 1 ^{er} trimestre	* 130	135	118	22	* 138	* 147	* 133	* 124	* 134	* 94
2 ^e trimestre	* 142	144	122	23	* 146	* 172	* 147	* 131	* 145	* 102
3 ^e trimestre	* 133	138	122	23	* 142	* 151	* 151	* 115	* 137	* 96
4 ^e trimestre	* 150	160	129	21	* 154	* 183	* 176	* 131	* 155	* 108
1988 1 ^{er} trimestre	* 135	142	118	19	* 128	* 172	* 140	* 139	* 140	* 98
2 ^e trimestre	* 147	150	122	24	* 135	* 195	* 154	* 146	* 151	* 105
1987 Juin	* 146	140	120	25	* 148	* 148	* 163	* 138	* 147	* 104
Juillet	* 130	147	128	26	* 141	* 161	* 145	* 115	* 136	* 96
Août	* 127	131	121	22	* 141	* 128	* 146	* 111	* 131	* 91
Septembre	* 142	135	117	20	* 145	* 164	* 162	* 120	* 143	* 100
Octobre	* 146	154	127	21	* 150	* 194	* 160	* 126	* 151	* 105
Novembre	* 131	146	115	22	* 140	* 156	* 150	* 117	* 137	* 96
Décembre	* 172	181	144	21	* 172	* 199	* 218	* 150	* 177	* 124
1988 Janvier	* 129	141	117	16	* 127	* 180	* 134	* 124	* 135	* 95
Février	* 128	134	113	20	* 123	* 143	* 136	* 137	* 133	* 93
Mars	* 149	150	123	21	* 135	* 194	* 149	* 156	* 153	* 107
Avril	* 147	154	125	23	* 133	* 224	* 145	* 144	* 152	* 106
Mai	* 144	146	120	25	* 134	* 192	* 150	* 140	* 148	* 103
Juin	* 150	149	121	23	* 138	* 170	* 167	* 154	* 153	* 107

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9
2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6
2 ^e semestre	1.576	762	459	355	111,7	6,3	62,7	42,7	36,2	3,8	18,4	14,0
1987 1 ^{er} semestre	1.721	861	488	372	124,7	6,7	70,0	48,0	45,4	3,7	23,0	18,7
2 ^e semestre	1.756	875	504	377	130,4	7,0	73,1	50,3	40,2	3,5	20,6	16,1

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5
2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4
2 ^e semestre	67	54	7	6	1,1	0,2	0,5	0,4
1987 1 ^{er} semestre	62	49	8	5	1,2	0,1	0,6	0,5
2 ^e semestre	63	50	8	5	1,2	0,2	0,5	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	324	17
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
2 ^e semestre	781	3	1	0	76	22	5	200	108	8	337	21
1987 1 ^{er} semestre	825	4	2	0	103	24	5	218	112	9	325	23
2 ^e semestre	799	4	2	0	82	23	5	200	114	7	338	24
Crédits accordés (milliards de francs)												
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1
2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	3,9	1,1
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3
2 ^e semestre	36,2	2,4	0,5	0,2	19,7	3,2	0,2	0,4	0,9	2,6	4,6	1,5
1987 1 ^{er} semestre	45,4	3,4	0,5	0,2	27,1	3,7	0,3	0,3	0,9	2,9	4,3	1,8
2 ^e semestre	40,2	2,8	0,6	0,2	22,8	3,7	0,2	0,3	0,8	2,5	4,6	1,7

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1987	2	303	7	19.125	20.861	3	40.301	885	41.186
1986 3 ^e trimestre	2	328	7	17.367	18.006	3	35.713	924	36.637
4 ^e trimestre	2	296	8	18.222	20.068	12	38.608	931	39.539
1987 1 ^{er} trimestre	2	324	8	17.354	20.575	5	38.268	916	39.184
2 ^e trimestre	2	300	8	19.113	20.514	2	39.939	915	40.854
3 ^e trimestre	2	305	6	19.412	20.062	2	39.789	844	40.633
4 ^e trimestre	2	284	7	20.620	22.294	1	43.208	865	44.073
1988 1 ^{er} trimestre	2	299	7	19.905	22.333	1	42.547	860	43.407
2 ^e trimestre	2	281	8	21.455	21.967	2	43.715	876	44.591
3 ^e trimestre	2	262	8	21.393	20.451	2	42.118	794	42.912
1987 Septembre	2	280	7	19.891	20.989	3	41.172	805	41.977
Octobre	2	300	8	20.399	21.603	2	42.314	861	43.175
Novembre	2	249	7	19.377	20.444	1	40.080	780	40.860
Décembre	2	303	7	22.083	24.834	1	47.230	953	48.183
1988 Janvier	1	298	7	18.997	21.521	2	40.826	814	41.640
Février	2	273	7	19.575	21.615	1	41.473	835	42.308
Mars	2	326	8	21.142	23.862	2	45.342	930	46.272
Avril	2	287	10	20.552	20.967	1	41.819	838	42.657
Mai	1	246	7	22.398	21.048	2	43.702	846	44.548
Juin	2	309	8	21.414	23.887	4	45.624	945	46.569
Juillet	2	293	7	20.356	21.192	2	41.852	824	42.676
Août	2	252	8	21.291	19.781	1	41.335	800	42.135
Septembre	2	240	8	22.533	20.381	2	43.166	759	43.925

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1987	288	5	1.216	837	7.191	1.035	10.572	672	11.244
1986 3 ^e trimestre	284	6	1.022	737	6.035	1.004	9.088	639	9.727
4 ^e trimestre	273	5	1.060	639	6.535	1.131	9.643	662	10.305
1987 1 ^{er} trimestre	296	5	1.318	831	6.988	1.056	10.494	667	11.161
2 ^e trimestre	280	6	1.128	855	7.194	1.139	10.602	688	11.290
3 ^e trimestre	280	5	1.146	783	7.280	968	10.462	624	11.086
4 ^e trimestre	295	4	1.272	881	7.301	978	10.731	707	11.438
1988 1 ^{er} trimestre	270	4	1.294	974	7.626	1.054	11.222	755	11.977
2 ^e trimestre	223	7	1.213	1.010	7.415	1.114	10.982	751	11.733
3 ^e trimestre	248	5	1.314	890	7.664	1.116	11.237	733	11.970
1987 Septembre	308	4	1.217	770	7.305	993	10.597	639	11.236
Octobre	364	4	1.663	920	7.977	1.025	11.953	690	12.643
Novembre	223	4	1.205	832	6.770	916	9.950	646	10.596
Décembre	297	5	949	891	7.156	993	10.291	783	11.074
1988 Janvier	237	4	1.111	890	6.884	1.135	10.261	699	10.960
Février	278	4	1.176	1.062	7.834	976	11.330	778	12.108
Mars	296	5	1.596	969	8.160	1.050	12.076	788	12.864
Avril	210	8	1.144	1.076	7.105	1.162	10.705	706	11.411
Mai	208	5	1.155	933	7.064	1.015	10.380	717	11.097
Juin	250	7	1.341	1.020	8.076	1.166	11.860	831	12.691
Juillet	259	5	1.310	868	7.780	1.183	11.405	752	12.157
Août	264	4	1.314	811	7.621	1.033	11.047	704	11.751
Septembre	222	5	1.319	990	7.590	1.132	11.258	744	12.002

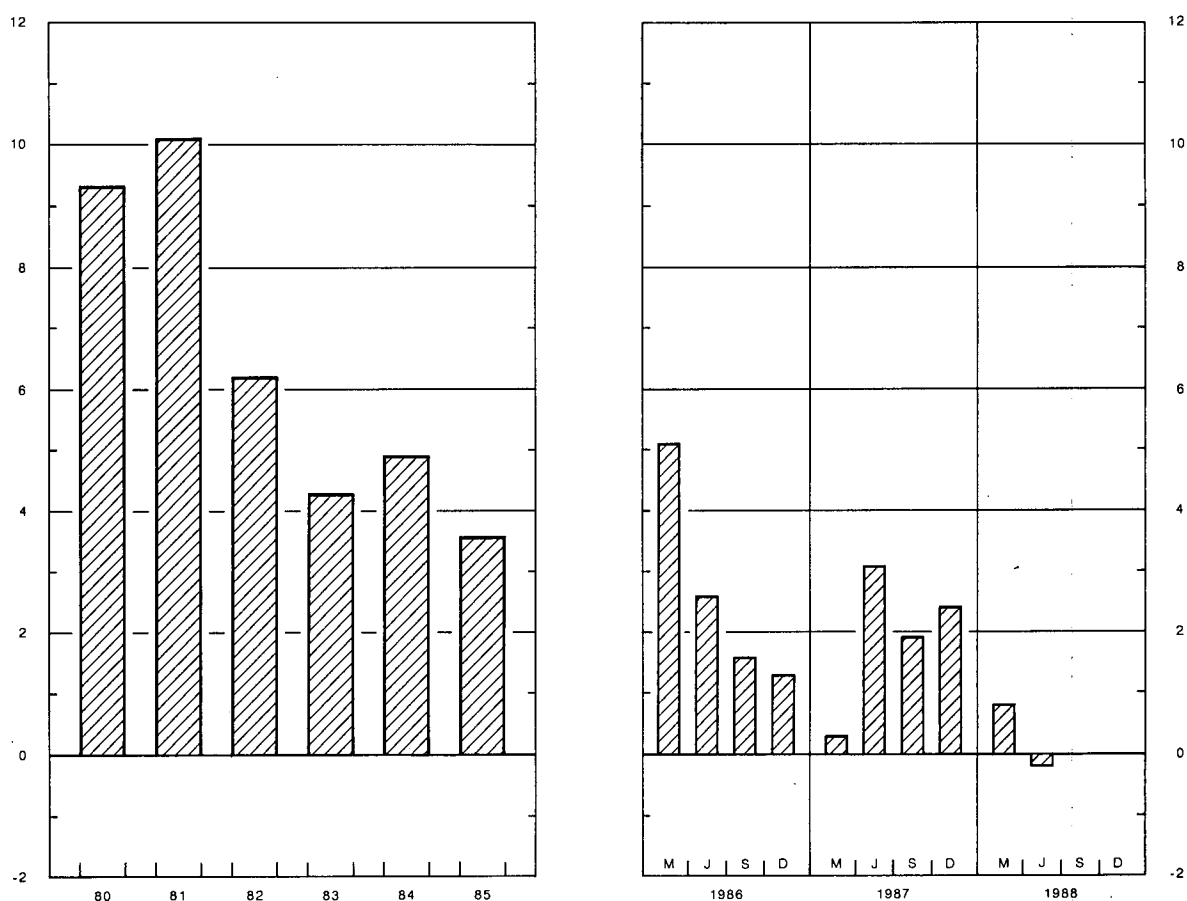
¹ Nombre de chambres en activité : depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Gain moyen brut par heure prestée des ouvriers dans l'industrie ¹ (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente ² ou au mois correspondant de l'année précédente)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1980	153,0	152,0	153,0	153,0	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168,0	164,0	168,0	165,0	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179,0	175,0	180,0	171,0	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1987 Mars	98,1	99,3	99,6	98,2	99,7	99,8	99,5	99,1
Juin	100,2	100,2	100,0	100,4	99,8	99,7	99,9	100,0
Septembre	98,9	100,0	100,0	99,0	100,2	100,0	100,3	100,3
Décembre	102,7	100,5	100,4	102,4	100,6	100,5	100,5	100,6
1988 Mars	* 98,9	* 100,9	* 101,3	* 98,1	101,8	102,2	101,2	102,8
Juin	* 100,0	* 101,1	* 101,7	* 99,4	101,8	102,3	101,2	102,8
Septembre					102,8	103,6	102,6	104,3

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1985	1986	1986	1987	1987	1985	1986	1986	1987	1987
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	295	297	296	302	303	72,6	73,1	73,1	73,8	74,0
Industrie extractive	333	333	333	334	337	72,6	69,1	70,1	67,1	67,1
Bâtiment et génie civil	291	291	290	293	296	68,2	68,5	68,5	69,2	67,6
Industrie manufacturière	294	296	295	301	302	72,9	73,7	73,7	74,5	75,0
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	301	299	300	306	305	70,0	70,7	70,9	71,4	71,3
Construction de machines et de matériel mécanique	305	309	310	314	316	73,2	74,1	75,1	75,6	77,2
Construction électrique et électronique	298	296	294	302	303	75,2	75,9	75,9	76,5	78,5
Construction d'automobiles et pièces détachées	307	308	310	323	321	72,9	72,8	73,1	74,5	76,1
Construction d'autre matériel de transport .	313	313	313	318	314	75,4	76,1	77,1	78,2	78,2
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	277	281	275	288	288	67,6	70,6	70,2	70,6	70,3
Métallurgie de base	363	362	361	370	367	87,1	87,8	87,8	88,6	89,1
Industrie chimique	345	347	347	353	359	82,0	83,6	83,2	84,2	85,6
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	278	280	281	286	288	67,9	68,4	68,7	69,5	70,0
Industrie textile	251	252	251	256	257	64,8	65,8	65,6	66,8	67,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	306	308	309	317	317	75,2	75,0	74,7	75,1	75,6
Industrie du bois	262	269	268	271	272	59,1	59,4	59,8	59,2	58,4
Industrie des chaussures et de l'habillement .	222	223	221	224	230	52,5	52,7	52,9	53,2	52,6
Industrie du papier, imprimerie et édition .	317	321	322	329	334	70,4	71,3	70,4	71,4	72,1
Raffineries de pétrole	486	485	481	478	477	107,0	111,6	110,2	110,8	110,4
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	88,1	89,0	88,6	90,7	91,3

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1987	*149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	*164,0	152,8	*165,1
1986 3 ^e trimestre	*124,5	113,0	101,2	66,7	81,2	127,6	122,0	131,7	121,9	101,3	*131,2	138,0	*130,6
4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1987 1 ^{er} trimestre	*146,1	115,8	90,7	64,6	85,3	107,1	134,9	151,9	127,6	107,9	*163,8	147,7	*165,4
2 ^e trimestre	*148,4	121,1	91,1	68,8	92,7	103,1	144,4	166,3	138,3	103,3	*164,3	150,5	*165,6
3 ^e trimestre	*149,1	123,2	87,6	64,6	90,9	99,3	150,2	172,2	152,0	100,7	*164,3	150,3	*165,6
4 ^e trimestre	*153,2	135,0	95,5	71,1	97,7	108,5	165,1	178,0	183,4	113,8	*163,8	162,7	*163,9
1988 1 ^{er} trimestre	*147,8	142,7	101,6	76,3	107,4	113,6	174,1	187,6	196,1	116,4	*150,7	166,2	*149,2
2 ^e trimestre	*150,3	152,1	107,0	85,3	127,1	112,0	186,4	199,1	219,3	116,0	*149,2	165,1	*147,7
3 ^e trimestre	*138,9	150,1	114,4	103,8	140,5	111,2	177,2	189,8	206,2	112,1	*132,4	154,9	*130,3
1987 Septembre	*149,9	125,0	89,2	66,7	90,6	101,2	152,2	173,5	154,5	103,5	*164,5	152,4	*165,6
Octobre	*151,6	129,0	92,8	70,3	93,0	105,4	156,6	174,0	163,6	110,1	*164,8	156,2	*165,6
Novembre	*154,2	134,9	95,2	70,1	96,5	108,8	165,1	177,2	184,6	113,8	*165,5	164,2	*165,6
Décembre	*153,8	141,2	98,6	72,8	103,5	111,2	173,7	182,7	201,9	117,4	*161,2	167,7	*160,5
1988 Janvier	*152,3	143,7	103,0	76,1	109,6	115,7	174,6	187,6	199,4	114,3	*157,4	167,7	*156,4
Février	*148,3	140,6	101,7	77,2	106,7	113,6	170,2	185,3	187,2	115,7	*152,7	164,8	*151,6
Mars	*142,7	143,9	100,0	75,6	105,9	111,5	177,4	189,8	201,6	119,1	*141,9	166,2	*139,6
Avril	*152,9	148,3	101,2	77,1	112,2	110,7	184,2	200,6	205,9	120,4	*155,6	167,5	*154,5
Mai	*149,2	149,7	103,4	78,9	120,2	111,1	185,0	198,1	217,2	114,9	*148,8	166,0	*147,2
Juin	*148,8	158,2	116,4	99,8	148,9	114,2	189,9	198,6	234,7	112,8	*143,3	161,9	*141,5
Juillet	*142,7	153,5	119,8	106,2	147,0	117,8	179,1	194,3	205,6	111,8	*136,4	156,2	*134,5
Août	*140,4	149,5	112,0	102,2	137,1	108,6	178,1	192,4	205,3	111,7	*135,2	153,7	*133,4
Septembre	*133,6	147,2	111,5	103,0	137,4	107,1	174,4	182,6	207,8	112,8	*125,7	154,9	*122,9

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pon- dération ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1986	149,0	142,1	144,3	140,2	150,7	158,6	153,5	144,3	151,5	149,9	162,5	134,9	149,3	171,6	162,9
1987	145,3	133,7	140,4	127,8	148,3	156,3	149,3	143,0	149,7	146,0	156,2	132,4	154,8	165,2	163,2
1986 3 ^e trimestre	147,2	141,3	144,2	138,6	148,7	155,9	151,0	143,0	150,8	143,5	156,9	134,6	145,7	169,6	163,0
4 ^e trimestre	146,8	137,1	142,1	132,6	149,3	158,5	150,8	143,0	150,4	146,7	157,8	134,2	149,5	169,7	163,0
1987 1 ^{er} trimestre	145,8	135,5	144,1	127,8	148,5	156,5	149,0	143,3	149,5	145,4	156,6	132,5	150,4	166,7	163,0
2 ^e trimestre	144,7	132,7	139,4	126,7	147,8	154,5	149,2	143,0	149,6	144,1	158,5	130,7	153,6	164,1	163,0
3 ^e trimestre	145,5	133,6	138,2	129,4	148,6	157,3	149,7	142,9	150,0	147,3	156,9	132,5	158,3	163,7	163,3
4 ^e trimestre	145,2	133,1	139,8	127,1	148,4	157,0	149,3	142,7	149,8	147,1	152,7	134,0	156,7	166,3	163,5
1988 1 ^{er} trimestre	144,9	132,7	138,5	127,5	148,1	157,6	148,6	142,3	149,5	147,1	150,3	133,9	156,2	168,7	163,5
2 ^e trimestre	145,3	131,9	135,4	128,7	148,8	159,5	148,4	142,8	149,1	151,4	149,7	135,7	154,3	169,2	163,5
3 ^e trimestre	148,6	138,7	141,2	136,3	151,1	166,4	149,4	143,4	150,5	157,7	152,7	137,5	158,2	169,9	163,6
1987 Septembre ..	145,5	134,5	139,0	130,4	148,3	157,7	148,5	142,7	149,5	147,5	153,9	132,5	158,7	163,9	163,3
Octobre	145,4	133,8	139,1	128,9	148,4	158,3	147,8	143,0	149,4	148,2	153,9	133,0	158,2	163,9	163,5
Novembre ..	145,1	132,2	138,8	126,4	148,5	156,7	149,9	142,7	150,0	147,0	152,8	134,4	156,3	167,5	163,5
Décembre ..	145,1	133,4	141,6	126,1	148,2	155,9	150,2	142,3	149,9	145,9	151,4	134,6	155,6	167,5	163,5
1988 Janvier	145,2	133,6	139,2	128,5	148,2	156,8	149,1	142,4	149,8	146,4	151,4	133,7	156,0	168,7	163,5
Février	144,9	132,5	138,2	127,4	148,1	157,4	148,4	142,4	149,4	146,9	149,9	133,7	156,7	168,8	163,5
Mars	144,8	132,0	138,0	126,6	148,2	158,7	148,2	142,1	149,2	148,1	149,8	134,4	155,8	168,7	163,5
Avril	144,7	130,3	133,9	126,9	148,5	159,2	148,1	142,5	149,3	149,1	149,2	134,6	157,1	168,4	163,5
Mai	144,6	130,5	133,9	127,3	148,3	157,9	147,9	142,9	148,6	150,8	148,5	135,7	151,9	169,4	163,5
Juin	146,6	135,1	138,4	132,0	149,6	161,3	149,1	143,0	149,4	154,3	151,5	136,9	153,8	169,7	163,5
Juillet	148,0	137,2	139,7	134,7	150,8	166,3	149,0	143,2	150,3	157,1	152,2	137,0	159,0	168,8	163,5
Août	148,6	138,9	140,7	137,1	151,1	166,6	149,3	143,4	150,6	157,5	152,7	137,3	158,1	170,1	163,5
Septembre ..	149,0	140,0	143,0	137,1	151,4	166,3	150,0	143,6	150,8	158,5	153,2	138,2	157,4	171,0	163,9

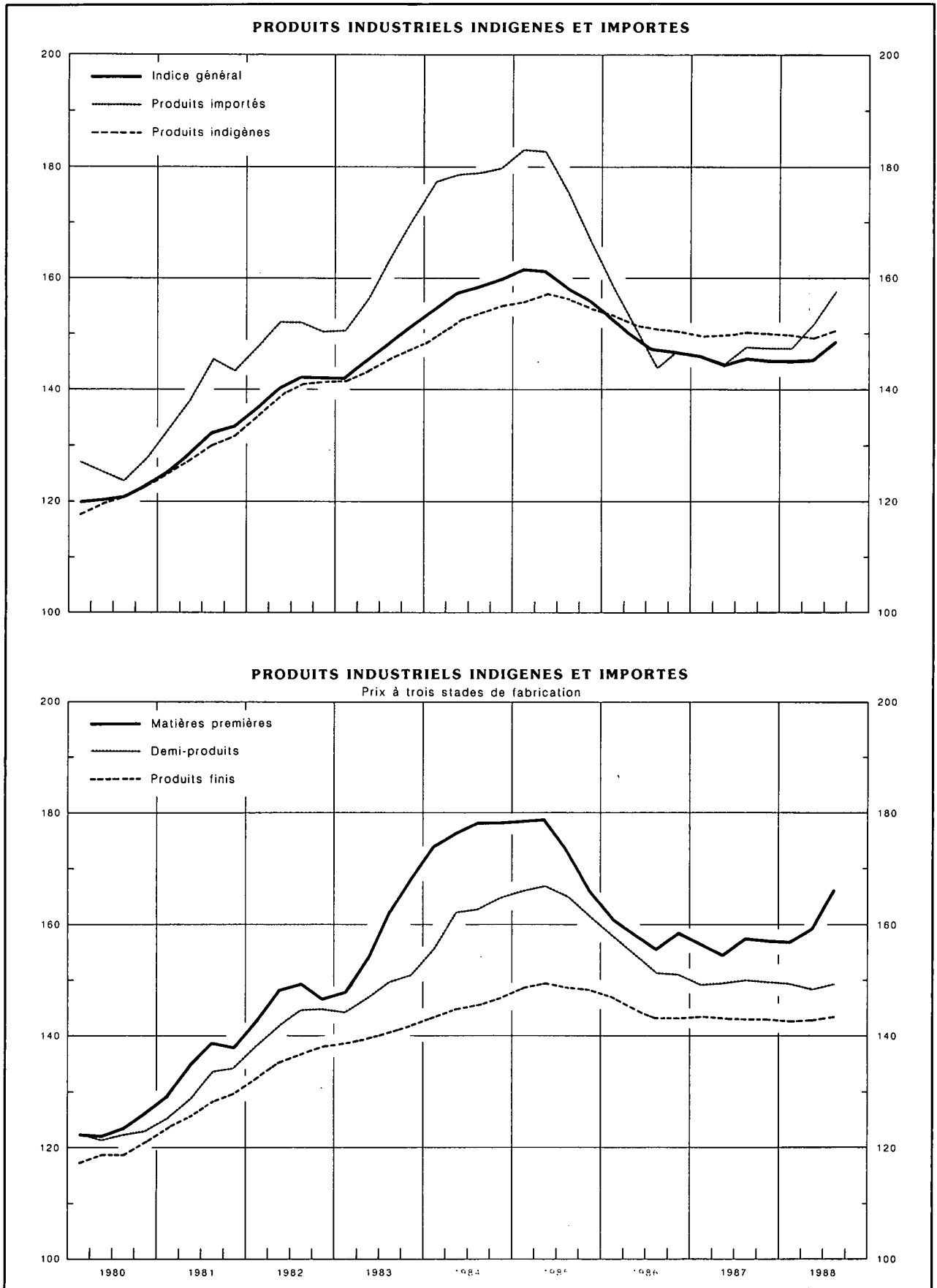
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

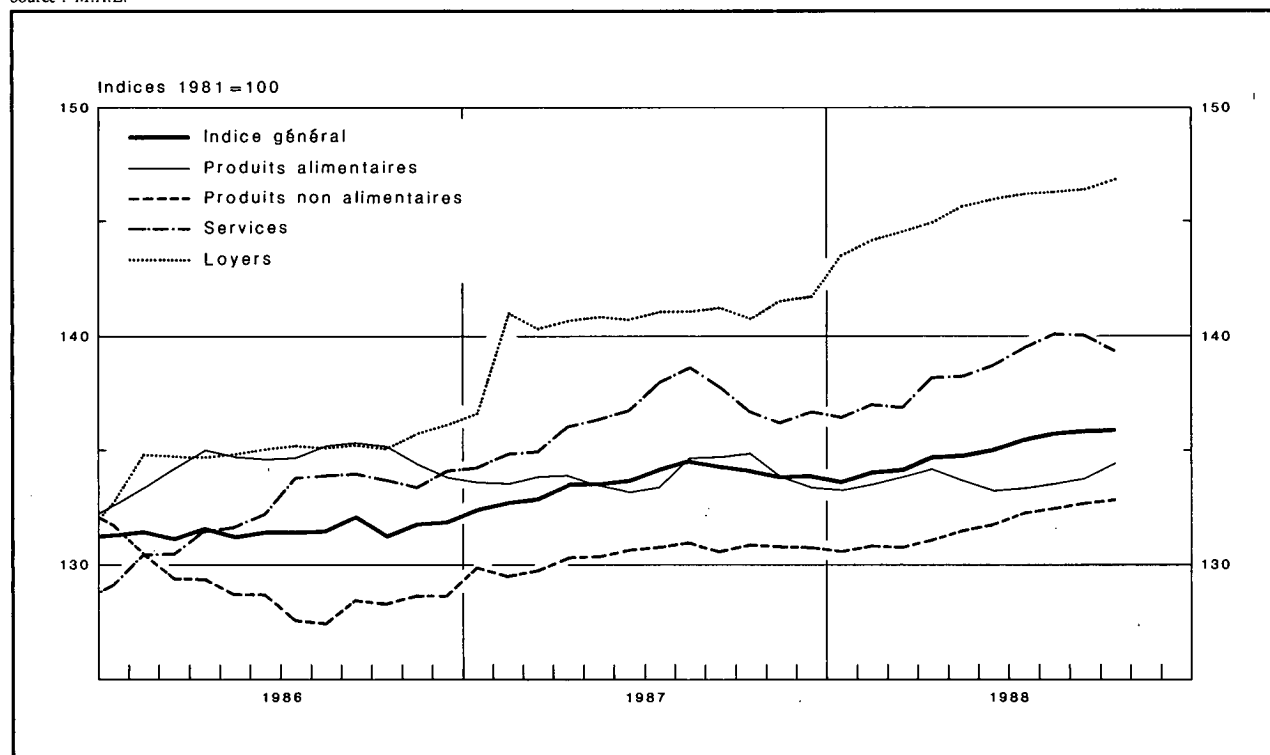
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100 ¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1987 2 ^e trimestre	133,53	133,56	130,41	136,52	140,87
3 ^e trimestre	134,32	134,29	130,77	138,11	141,23
4 ^e trimestre	133,90	134,04	130,84	136,68	141,44
1988 1 ^{er} trimestre	133,95	133,52	130,75	136,80	144,08
2 ^e trimestre	134,87	133,74	131,49	138,41	145,58
3 ^e trimestre	135,72	133,58	132,47	139,89	146,29
1987 Octobre	134,16	134,90	130,93	136,88	140,98
Novembre	133,75	133,78	130,81	136,35	141,64
Décembre	133,79	133,43	130,77	136,81	141,71
1988 Janvier	133,68	133,23	130,60	136,42	143,57
Février	134,06	133,52	130,85	137,02	144,16
Mars	134,11	133,82	130,79	136,96	144,52
Avril	134,71	134,14	131,10	138,23	145,00
Mai	134,84	133,69	131,50	138,29	145,76
Juin	135,07	133,38	131,86	138,72	145,99
Juillet	135,48	133,34	132,28	139,54	146,18
Août	135,77	133,56	132,44	140,11	146,29
Septembre	135,92	133,84	132,68	140,02	146,40
Octobre	135,96	134,43	132,86	139,35	146,86

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

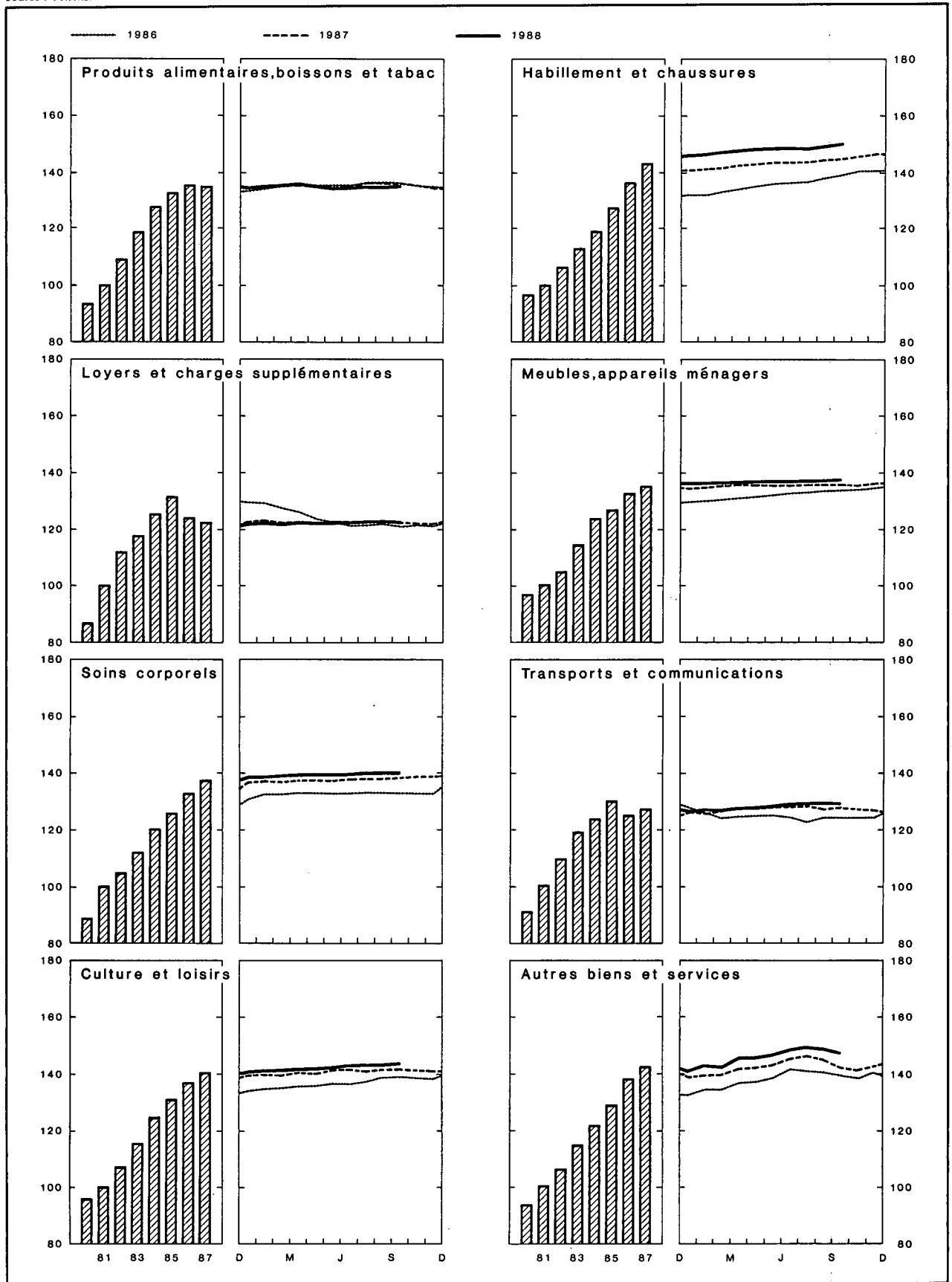
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	135,01	141,23	122,59	134,81	136,87	126,16	139,46	139,28
2 ^e trimestre	133,53	135,07	142,78	122,32	135,29	137,20	127,80	140,44	142,68
3 ^e trimestre	134,32	135,78	143,55	122,52	135,47	137,77	128,14	141,19	145,78
4 ^e trimestre	133,90	135,55	145,50	122,07	135,90	138,06	127,54	141,20	142,40
1988 1 ^{er} trimestre	133,95	135,07	146,71	122,30	136,48	138,87	126,91	141,37	142,54
2 ^e trimestre	134,87	135,28	148,30	122,42	136,98	139,24	127,94	142,12	146,26
3 ^e trimestre	135,72	135,13	149,09	123,02	137,49	139,91	129,29	143,21	149,04
1987 Octobre	134,16	136,37	144,87	122,19	135,74	137,93	127,85	141,51	142,77
Novembre	133,75	135,31	145,47	122,10	135,85	138,10	127,59	141,09	141,62
Décembre	133,79	134,98	146,17	121,93	136,12	138,14	127,17	141,00	142,81
1988 Janvier	133,68	134,79	146,21	122,36	136,26	138,69	126,73	141,17	141,66
Février	134,06	135,07	146,57	122,50	136,50	138,92	127,02	141,37	143,06
Mars	134,11	135,35	147,34	122,03	136,67	139,01	126,99	141,56	142,90
Avril	134,71	135,66	147,89	122,37	136,78	139,12	127,14	141,93	145,83
Mai	134,84	135,23	148,32	122,44	136,98	139,29	128,06	141,96	145,98
Juin	135,07	134,94	148,68	122,44	137,19	139,30	128,61	142,47	146,96
Juillet	135,48	134,90	148,70	122,93	137,34	139,42	129,12	143,01	148,52
Août	135,77	135,11	148,77	123,07	137,45	140,14	129,30	143,15	149,61
Septembre	135,92	135,37	149,79	123,05	137,67	140,18	129,46	143,46	149,00
Octobre	135,96	135,94	150,53	122,93	137,97	140,37	129,66	143,96	147,07

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

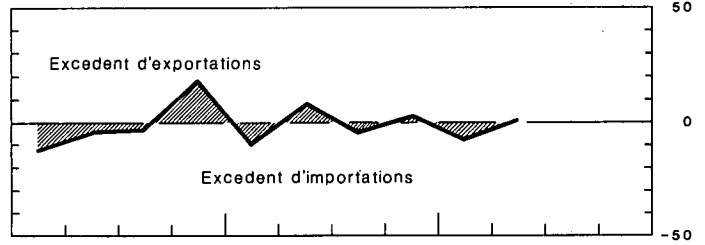
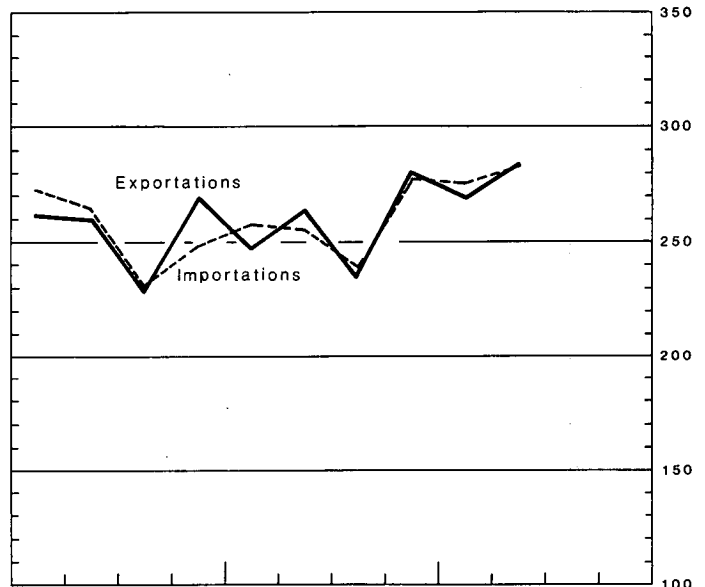
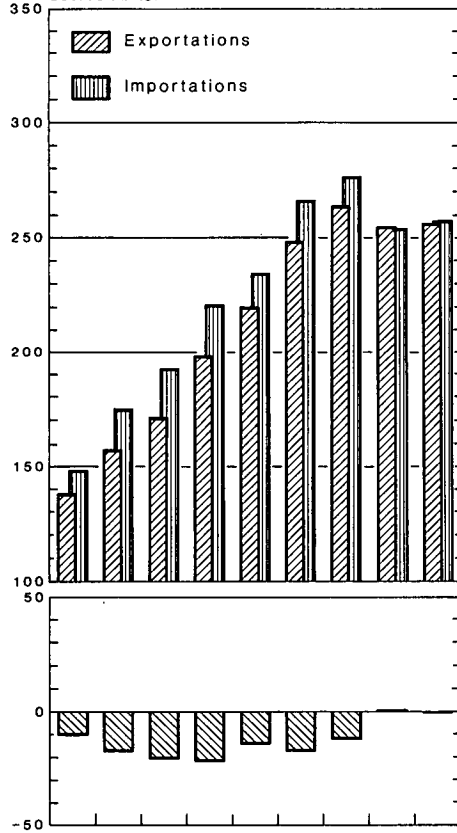
1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

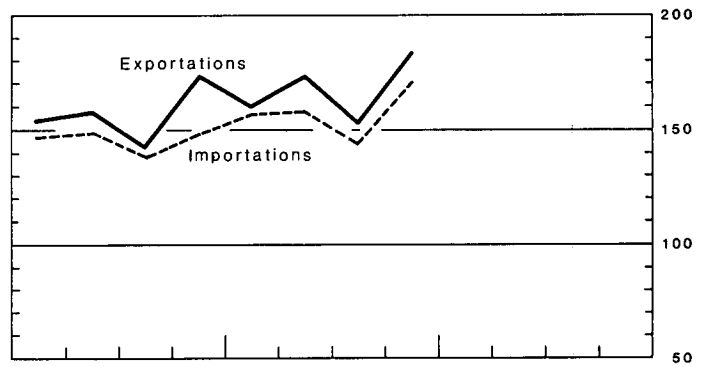
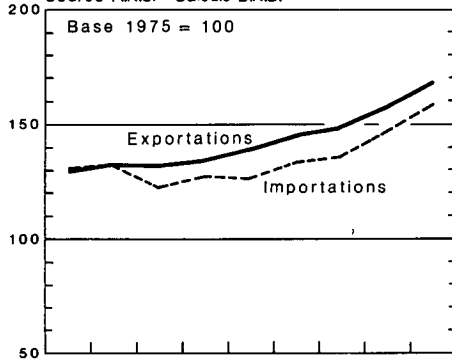
Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.



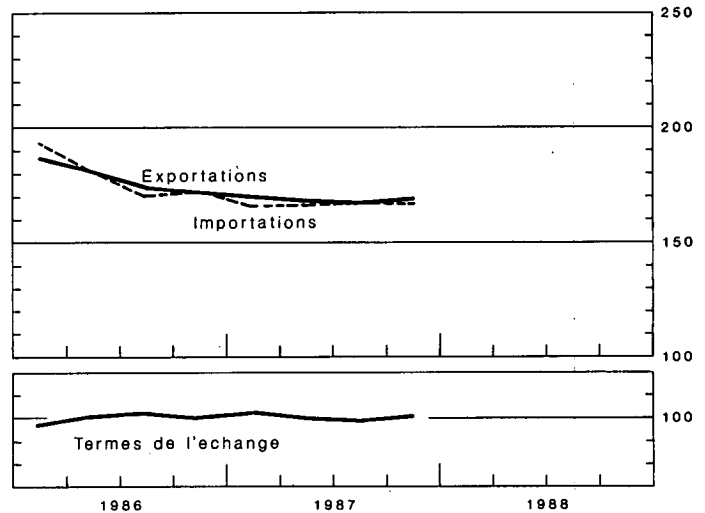
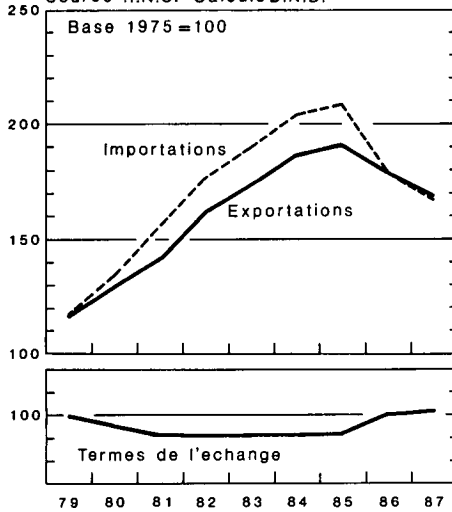
INDICES DU VOLUME

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



79 80 81 82 83 84 85 86 87

1986 1987 1988

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986	255,4	255,9	+ 0,5	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1987	259,2	258,3	- 0,9	100	158,7	168,7	167,1	169,1	101,2
1986 2 ^e trimestre	265,9	261,7	- 4,2	98	149,7	158,7	181,2	181,6	100,2
3 ^e trimestre	231,7	228,8	- 2,9	99	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
4 ^e trimestre	251,0	271,0	+ 20,0	108	149,7	173,7	172,4	172,7	100,2
1987 1 ^{er} trimestre	257,0	248,7	- 8,3	97	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
2 ^e trimestre	257,0	265,5	+ 8,5	103	157,8	173,9	167,5	169,2	101,1
3 ^e trimestre	240,7	236,5	- 4,2	98	145,6	154,0	168,9	168,2	99,6
4 ^e trimestre	282,0	282,7	+ 0,7	100	171,5	184,3	167,3	169,2	101,2
1988 1 ^{er} trimestre	276,2	268,7	- 7,5	97					
2 ^e trimestre	283,4	284,5	+ 1,1	100					
1987 6 premiers mois	257,0	257,1	+ 0,1	100	156,9	167,6	167,5	170,3	101,7
7 premiers mois	252,8	256,7	+ 3,9	102					
8 premiers mois	249,4	248,1	- 1,3	99					
9 premiers mois	251,6	250,2	- 1,4	99	153,1	163,1	168,0	169,6	101,0
10 premiers mois	255,6	254,7	- 0,9	100					
11 premiers mois	257,1	256,0	- 1,1	100					
12 mois	259,2	258,3	- 0,9	100	158,7	168,7	167,1	169,1	101,2
1988 1 ^{er} mois	233,0	213,4	- 19,6	92					
2 premiers mois	255,2	244,3	- 10,9	96					
3 premiers mois	276,2	268,7	- 7,5	97					
4 premiers mois	274,1	271,3	- 2,8	99					
5 premiers mois	274,5	271,3	- 3,2	99					
6 premiers mois	279,8	276,6	- 3,2	99					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équiperment	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+ 10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	- 11,8	40,7	52,8	+ 12,1	44,5	38,8	- 5,7
1986 2 ^e trimestre	60,4	54,3	- 6,1	41,5	52,8	+ 11,3	46,4	39,9	- 6,5
3 ^e trimestre	53,7	46,3	- 7,4	36,3	44,2	+ 7,9	41,4	35,0	- 6,4
4 ^e trimestre	60,9	51,2	- 9,7	41,6	53,9	+ 12,3	44,1	39,8	- 4,3
1987 1 ^{er} trimestre	62,6	50,2	- 12,4	40,5	52,0	+ 11,5	44,0	37,3	- 6,7
2 ^e trimestre	62,8	53,6	- 9,2	40,0	55,3	+ 15,3	44,9	40,1	- 4,8
3 ^e trimestre	58,3	47,2	- 11,1	37,0	46,9	+ 9,9	40,3	35,1	- 5,2
4 ^e trimestre	68,3	53,8	- 14,5	45,1	57,2	+ 12,1	48,5	42,8	- 5,7
1988 1 ^{er} trimestre	68,1	52,8	- 15,3	44,3	54,3	+ 10,0	48,3	39,5	- 8,8
2 ^e trimestre	69,9	56,6	- 13,3	43,9	57,3	+ 13,4	49,5	42,6	- 6,9
1987 6 premiers mois	62,7	51,9	- 10,8	40,3	53,6	+ 13,3	44,5	38,7	- 5,8
1988 6 premiers mois	69,0	54,7	- 14,3	44,1	55,8	+ 11,7	48,9	41,1	- 7,8
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	205,8	+ 18,4
1986 2 ^e trimestre	11,0	15,2	+ 4,2	22,1	22,2	+ 0,1	188,5	193,9	+ 5,4
3 ^e trimestre	11,0	11,9	+ 0,9	19,5	20,7	+ 1,2	168,1	166,6	- 1,5
4 ^e trimestre	10,8	16,8	+ 6,0	20,7	23,0	+ 2,3	186,0	195,7	+ 9,7
1987 1 ^{er} trimestre	11,1	16,8	+ 5,7	22,4	19,2	- 3,2	188,5	198,5	+ 10,0
2 ^e trimestre	10,7	18,0	+ 7,3	19,6	22,1	+ 2,5	185,8	214,0	+ 28,2
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	17,6	20,4	+ 2,8	171,4	186,2	+ 14,8
4 ^e trimestre	11,4	17,7	+ 6,3	21,8	25,3	+ 3,5	203,9	224,3	+ 20,4
1988 1 ^{er} trimestre	12,2	17,7	+ 5,5	21,0	23,8	+ 2,8	204,0	199,9	- 4,1
2 ^e trimestre	11,5	17,3	+ 5,8	22,2	25,6	+ 3,4	207,9	212,3	+ 4,4
1987 6 premiers mois	10,9	17,4	+ 6,5	21,0	20,7	- 0,3	187,1	206,3	+ 19,2
1988 6 premiers mois	11,9	17,5	+ 5,6	21,6	24,7	+ 3,1	205,9	206,1	+ 0,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce (depuis 1981), Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1986 2 ^e trimestre	14,7	13,4	- 1,3	8,5	2,4	- 6,1	7,2	6,1	- 1,1
3 ^e trimestre	10,5	12,1	+ 1,6	7,0	2,3	- 4,7	4,7	5,1	+ 0,4
4 ^e trimestre	11,7	15,1	+ 3,4	5,9	2,8	- 3,1	5,1	5,5	+ 0,4
1987 1 ^{er} trimestre	13,5	12,2	- 1,3	6,1	2,1	- 4,0	7,1	4,4	- 2,7
2 ^e trimestre	12,0	12,9	+ 0,9	8,3	2,6	- 5,7	5,4	4,6	- 0,8
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	5,9	2,6	- 3,3	6,8	4,6	- 2,2
4 ^e trimestre	12,7	15,4	+ 2,7	7,4	3,2	- 4,2	7,4	4,9	- 2,5
1988 1 ^{er} trimestre	11,3	13,6	+ 2,3	6,2	3,1	- 3,1	6,3	4,8	- 1,5
2 ^e trimestre	12,2	13,7	+ 1,5	6,9	3,5	- 3,4	6,4	4,8	- 1,6
1987 6 premiers mois	12,7	12,5	- 0,2	7,2	2,4	- 4,8	6,3	4,5	- 1,8
1988 6 premiers mois	11,7	13,6	+ 1,9	6,5	3,3	- 3,2	6,4	4,8	- 1,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1986 2 ^e trimestre	235,1	234,3	- 0,8	23,6	19,6	- 4,0	6,5	5,6	- 0,9
3 ^e trimestre	204,6	204,0	- 0,6	20,0	19,0	- 1,0	6,8	4,4	- 2,4
4 ^e trimestre	224,4	240,1	+ 15,7	18,6	23,2	+ 4,6	6,6	4,8	- 1,8
1987 1 ^{er} trimestre	229,4	223,3	- 6,1	21,7	19,7	- 2,0	5,3	4,2	- 1,1
2 ^e trimestre	227,8	240,2	+ 12,4	21,8	19,2	- 2,6	7,0	4,3	- 2,7
3 ^e trimestre	208,9	211,9	+ 3,0	24,3	19,0	- 5,3	6,9	3,8	- 3,1
4 ^e trimestre	248,7	254,3	+ 5,6	24,2	21,3	- 2,9	6,5	4,5	- 2,0
1988 1 ^{er} trimestre	245,5	242,1	- 3,4	23,7	20,3	- 3,4	5,8	4,7	- 1,1
2 ^e trimestre	252,6	256,5	+ 3,9	24,5	21,9	- 2,6	7,3	4,7	- 2,6
1987 6 premiers mois	228,6	231,8	+ 3,2	21,7	19,4	- 2,3	6,2	4,2	- 2,0
1988 6 premiers mois	249,1	249,3	+ 0,2	24,1	21,1	- 3,0	6,6	4,7	- 1,9

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE).* *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.).* *Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	* 1987		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	2.937,2	2.936,7	+ 0,5
1.12 Travail à façon	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	70,3	14,3	+ 56,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	35,3	—	+ 35,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	148,8	115,6	+ 33,2
1.3 Autres frais de transport	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	68,0	66,9	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	- 23,0	- 31,7	112,2	147,5	- 35,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	997,5	983,1	+ 14,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	93,5	13,9	+ 79,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	26,9	23,7	+ 3,2
1.72 Autres	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	- 18,8	- 17,7	291,9	314,0	- 22,1
Total 1	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	4.781,6	4.615,7	+ 165,9
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	- 7,4	- 9,6	39,4	43,7	- 4,3
2.2 Transferts publics	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	- 34,4	- 33,9	51,1	102,8	- 51,7
Total 2	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	- 41,8	- 43,5	90,5	146,5	- 56,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	4.872,1	4.762,2	+ 109,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 104,3	+ 137,5	+ 30,8	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	241,7	224,4	+ 17,3
3.12 Avoirs	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	- 5,3	- 6,1	0,1	6,0	- 5,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 5,6	+ 7,9	- 0,5	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	3,4	6,2	- 2,8
Total 3	+ 105,5	+ 139,7	+ 23,1	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	245,2	236,6	+ 8,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	- 28,1	- 11,7	—	18,6	- 18,6
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 17,4	+ 13,0	+ 1,5	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	8,7	15,1	- 6,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	27,2	19,1	+ 8,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	- 122,1	- 165,5	—	140,7	- 140,7
4.2312 Investissements directs ..	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	- 13,7	- 72,7	37,2	137,3	- 100,1
4.2313 Immeubles	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 2,4	4,5	7,5	- 3,0
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	—	5,6	- 5,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 0,9	- 0,8	+ 11,4	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	81,3	—	+ 81,3
4.2322 Investissements directs ..	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	137,5	50,2	+ 87,3
4.2323 Immeubles	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	7,4	7,2	+ 0,2
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	+ 7,2	+ 29,8	67,9	—	+ 67,9
Total 4	- 11,9	- 18,9	- 35,0	- 70,9	- 97,4	- 191,3	371,7	401,3	- 29,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	- 7,4	+ 9,2	12,2	—	+ 12,2
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	10,6	- 10,6
Total 1 à 6	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	- 56,7	- 1,4	5.501,2	5.410,7	+ 90,5
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	- 10,1	- 3,8	—	—	+ 1,0
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	- 7,0	+ 7,4	—	—	- 2,2
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	—	—	- 38,0
7.2122 Monnaies étrangères	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	—	—	+ 51,3
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	+ 0,1	- 1,3	—	—	- 0,8
7.222 Autres	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	—	—	+ 0,1
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	+ 4,9	- 13,5	—	—	- 1,6
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	—	—	+ 80,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 7.211, 7.221, 7.231 ou 7.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1985		1986			* 1987			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 28,0	- 2,3	+ 13,7	+ 13,8	+ 0,1	- 16,0	+ 16,0	+ 9,7	- 9,2
1.12 Travail à façon	+ 18,5	+ 16,0	+ 23,3	+ 19,6	+ 18,9	+ 12,5	+ 17,8	+ 11,0	+ 14,7
1.13 Opérations d'arbitrage	- 0,2	+ 10,7	+ 3,4	+ 5,5	+ 6,3	+ 5,5	+ 12,4	+ 8,7	+ 8,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,1	+ 7,4	+ 7,9	+ 7,4	+ 7,2	+ 9,3	+ 9,3
1.3 Autres frais de transport	- 1,8	- 0,4	- 2,3	- 3,4	- 3,1	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,1	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 0,6	- 4,3	- 5,5	- 19,3	- 2,6	- 6,7	- 7,1	- 18,6	- 2,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 3,4	+ 1,7	- 4,7	+ 4,6	+ 3,6	- 1,6	- 5,1	+ 7,2	+ 13,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1	+ 18,4	+ 19,6	+ 20,7	+ 19,1	+ 20,2
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,9	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2
1.72 Autres	- 2,9	- 3,4	- 1,1	- 5,2	- 8,0	- 6,8	- 6,5	- 3,4	- 5,4
Total 1	+ 13,7	+ 42,2	+ 53,0	+ 43,6	+ 43,4	+ 16,4	+ 56,3	+ 44,2	+ 49,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 2,5	- 4,6	- 1,7	- 0,5	- 2,8	- 1,7	- 1,1	- 1,4	- 0,1
2.2 Transferts publics	- 12,0	- 8,4	- 7,0	- 10,7	- 7,8	- 15,2	- 14,5	- 8,9	- 13,1
Total 2	- 14,5	- 13,0	- 8,7	- 11,2	- 10,6	- 16,9	- 15,6	- 10,3	- 13,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 0,8	+ 29,2	+ 44,3	+ 32,4	+ 32,8	- 0,5	+ 40,7	+ 33,9	+ 35,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 17,0	+ 38,3	- 20,1	+ 9,6	+ 33,1	- 19,1	- 1,1	+ 26,9	+ 10,6
3.12 Avoirs	- 4,0	- 0,5	- 0,4	- 0,8	- 4,4	- 0,7	- 0,5	- 0,4	- 4,3
3.2 Autres pouvoirs publics	- 1,4	- 0,7	- 1,6	- 1,5	- 9,0	- 2,3	+ 0,1	+ 1,1	- 1,7
Total 3	+ 11,6	+ 37,1	- 22,1	+ 7,3	+ 19,7	- 22,1	- 1,5	+ 27,6	+ 4,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 9,7	- 8,5	- 16,1	+ 15,6	- 2,7	- 3,6	- 8,5	+ 5,4	- 11,9
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,5	- 3,0	- 2,5	+ 2,8	- 3,9	- 4,0	- 3,2	+ 0,9	- 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 2,0	- 0,6	- 7,2	- 8,5	- 7,1	- 6,1	+ 16,4	+ 15,4	- 17,6
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 27,8	- 38,7	- 57,4	- 48,7	- 20,7	- 31,8	- 7,5	- 56,3	- 45,1
4.2312 Investissements directs ..	- 12,7	- 1,5	- 31,7	- 2,3	- 37,2	- 10,5	- 11,5	- 39,4	- 38,7
4.2313 Immeubles	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6	- 0,9	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,0
4.2314 Autres	+ 10,9	- 9,9	- 6,4	- 3,0	- 5,3	- 15,4	+ 2,4	+ 5,4	+ 2,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 15,9	+ 14,6	+ 18,5	+ 10,5	+ 11,4	+ 22,3	+ 6,7	+ 33,5	+ 18,8
4.2322 Investissements directs ..	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9	+ 22,3	+ 25,8	+ 27,3
4.2323 Immeubles	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0	- 1,1	+ 0,4	- 0,1
4.2324 Autres	- 7,5	+ 4,1	+ 8,6	- 1,5	+ 18,6	+ 1,5	+ 11,3	+ 7,2	+ 47,9
Total 4	+ 12,6	- 43,2	- 92,9	- 31,9	- 23,3	- 35,1	+ 26,6	- 2,6	- 18,5
5. Erreurs et omissions	- 13,6	- 1,3	+ 10,8	+ 14,1	- 14,4	+ 5,1	- 10,1	- 0,9	+ 18,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	- 3,5
Total 1 à 6	+ 9,8	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9	+ 14,8	- 53,7	+ 51,4	+ 56,3	+ 36,5
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 5,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	+ 4,1	- 1,7
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8	+ 7,2	- 3,7	- 2,1	- 1,7	+ 5,3
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3	- 41,4	- 9,3	+ 23,0
7.2122 Monnaies étrangères	+ 3,1	- 15,3	- 24,0	+ 50,4	- 9,1	- 40,7	+ 20,0	+ 47,8	+ 24,2
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,8	0,0
7.222 Autres	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	0,0	+ 0,2	- 0,6	+ 0,6	- 0,1
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3	- 5,9	- 0,6	- 1,5	+ 7,0	- 7,1	0,0
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5	+ 68,7	+ 22,7	- 14,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1987			* 1987		
	3 ^e trimestre			4 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	701,3	691,6	+ 9,7	793,1	802,3	- 9,2
1.12 Travail à façon	15,3	4,3	+ 11,0	18,6	3,9	+ 14,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	8,7	—	+ 8,7	8,7	—	+ 8,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	38,3	29,0	+ 9,3	40,0	30,7	+ 9,3
1.3 Autres frais de transport	18,3	18,2	+ 0,1	16,7	17,2	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	36,5	55,1	- 18,6	28,9	31,8	- 2,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	243,2	236,0	+ 7,2	269,9	256,0	+ 13,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	22,7	3,6	+ 19,1	23,4	3,2	+ 20,2
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,8	5,7	+ 1,1	7,0	6,8	+ 0,2
1.72 Autres	69,8	73,2	- 3,4	79,7	85,1	- 5,4
Total 1	1.160,9	1.116,7	+ 44,2	1.286,0	1.237,0	+ 49,0
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	8,6	10,0	- 1,4	12,0	12,1	- 0,1
2.2 Transferts publics	15,1	24,0	- 8,9	10,2	23,3	- 13,1
Total 2	23,7	34,0	- 10,3	22,2	35,4	- 13,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.184,6	1.150,7	+ 33,9	1.308,2	1.272,4	+ 35,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	90,4	63,5	+ 26,9	75,9	65,3	+ 10,6
3.12 Avoirs	0,0	0,4	- 0,4	0,1	4,4	- 4,3
3.2 Autres pouvoirs publics	1,5	0,4	+ 1,1	0,0	1,7	- 1,7
Total 3	91,9	64,3	+ 27,6	76,0	71,4	+ 4,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	5,4	—	+ 5,4	—	11,9	- 11,9
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	4,0	3,1	+ 0,9	1,1	1,2	- 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	17,8	2,4	+ 15,4	3,5	21,1	- 17,6
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	56,3	- 56,3	—	45,1	- 45,1
4.2312 Investissements directs ..	5,6	45,0	- 39,4	6,8	45,5	- 38,7
4.2313 Immeubles	1,2	2,1	- 0,9	1,2	2,2	- 1,0
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	5,4	—	+ 5,4	2,0	—	+ 2,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	33,5	—	+ 33,5	18,8	—	+ 18,8
4.2322 Investissements directs ..	33,2	7,4	+ 25,8	39,7	12,4	+ 27,3
4.2323 Immeubles	1,4	1,0	+ 0,4	2,2	2,3	- 0,1
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	7,2	—	+ 7,2	47,9	—	+ 47,9
Total 4	114,7	117,3	- 2,6	123,2	141,7	- 18,5
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	0,9	- 0,9	18,1	—	+ 18,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	—	1,7	- 1,7	—	3,5	- 3,5
Total 1 à 6	1.391,2	1.334,9	+ 56,3	1.525,5	1.489,0	+ 36,5
7. Financement du total :						
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 4,1	—	—	- 1,7
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 1,7	—	—	+ 5,3
7.212 Autres :						
7.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 9,3	—	—	+ 23,0
7.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 47,8	—	—	+ 24,2
7.22 Organismes divers :						
7.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,8	—	—	0,0
7.222 Autres	—	—	+ 0,6	—	—	- 0,1
7.23 B.N.B. :						
7.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 7,1	—	—	0,0
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 22,7	—	—	- 14,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.
² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	1986	* 1987	1986		* 1987				* 1988	
	Année		3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	+ 20,4	- 19,1	+ 29,3	+ 0,3	- 21,7	+ 10,0	+ 11,1	- 18,5	+ 2,7	+ 5,3
1.12 Travail à façon	+ 68,5	+ 63,5	+ 17,6	+ 16,5	+ 19,3	+ 17,7	+ 11,5	+ 15,0	+ 13,6	+ 11,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 28,4	+ 28,8	+ 7,6	+ 5,8	+ 0,8	+ 10,0	+ 12,2	+ 5,8	+ 7,7	+ 4,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 29,1	+ 33,2	+ 7,4	+ 7,9	+ 7,4	+ 7,2	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,5	+ 10,5
1.3 Autres frais de transport	- 9,2	+ 1,1	- 3,4	- 3,1	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,1	- 0,5	+ 2,2	+ 0,6
1.4 Déplacements à l'étranger	- 31,7	- 35,3	- 19,3	- 2,6	- 6,7	- 7,1	- 18,6	- 2,9	- 5,8	- 2,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 5,2	+ 14,4	+ 4,6	+ 3,6	- 1,6	- 5,1	+ 7,2	+ 13,9	+ 1,9	- 0,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 71,4	+ 79,6	+ 19,1	+ 18,4	+ 19,6	+ 20,7	+ 19,1	+ 20,2	+ 20,1	+ 20,1
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 6,1	+ 3,2	+ 1,5	+ 1,9	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,0
1.72 Autres	- 17,7	- 22,1	- 5,2	- 8,0	- 6,8	- 6,5	- 3,4	- 5,4	- 0,2	- 6,2
Total 1	+ 170,5	+ 147,3	+ 59,2	+ 40,7	+ 12,8	+ 47,8	+ 49,6	+ 37,1	+ 54,2	+ 43,6
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 9,6	- 4,3	- 0,5	- 2,8	- 1,7	- 1,1	- 1,4	- 0,1	- 2,8	- 1,5
2.2 Transferts publics	- 33,9	- 51,7	- 10,7	- 7,8	- 15,2	- 14,5	- 8,9	- 13,1	- 18,6	- 15,6
Total 2	- 43,5	- 56,0	- 11,2	- 10,6	- 16,9	- 15,6	- 10,3	- 13,2	- 21,4	- 17,1
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 127,0	+ 91,3	+ 48,0	+ 30,1	- 4,1	+ 32,2	+ 39,3	+ 23,9	+ 32,8	+ 26,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 60,9	+ 17,3	+ 9,6	+ 33,1	- 19,1	- 1,1	+ 26,9	+ 10,6	+ 3,8	+ 42,8
3.12 Avoirs	- 6,1	- 5,9	- 0,8	- 4,4	- 0,7	- 0,5	- 0,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9
3.2 Autres pouvoirs publics	- 12,8	- 2,8	- 1,5	- 9,0	- 2,3	+ 0,1	+ 1,1	- 1,7	+ 1,3	+ 1,1
Total 3	+ 42,0	+ 8,6	+ 7,3	+ 19,7	- 22,1	- 1,5	+ 27,6	+ 4,6	+ 4,9	+ 42,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 6,6	- 6,4	+ 2,8	- 3,9	- 4,0	- 3,2	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 23,4	+ 8,1	- 8,5	- 7,1	- 6,1	+ 16,4	+ 15,4	- 17,6	+ 34,2	- 18,4
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 165,5	- 140,7	- 48,7	- 20,7	- 31,8	- 7,5	- 56,3	- 45,1	- 69,6	- 89,9
4.2312 Investissements directs ..	- 72,7	- 100,1	- 2,3	- 37,2	- 10,5	- 11,5	- 39,4	- 38,7	- 35,8	- 31,7
4.2313 Immeubles	- 2,4	- 3,0	- 0,6	- 0,9	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 3,0
4.2314 Autres	- 24,6	- 5,6	- 3,0	- 5,3	- 15,4	+ 2,4	+ 5,4	+ 2,0	- 3,7	- 6,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 55,0	+ 81,3	+ 10,5	+ 11,4	+ 22,3	+ 6,7	+ 33,5	+ 18,8	+ 38,2	+ 37,1
4.2322 Investissements directs ..	+ 28,2	+ 87,3	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9	+ 22,3	+ 25,8	+ 27,3	+ 95,4	+ 24,5
4.2323 Immeubles	+ 2,6	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0	- 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,8	+ 0,7
4.2324 Autres	+ 29,8	+ 67,9	- 1,5	+ 18,6	+ 1,5	+ 11,3	+ 7,2	+ 47,9	- 23,4	- 18,1
Total 4	- 179,6	- 11,0	- 47,5	- 20,6	- 31,5	+ 35,1	- 8,0	- 6,6	+ 31,7	- 104,4
5. Erreurs et omissions	+ 9,2	+ 12,2	+ 14,1	- 14,4	+ 5,1	- 10,1	- 0,9	+ 18,1	- 11,7	- 12,5
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	- 10,6	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0
Total 1 à 6	- 1,4	+ 90,5	+ 21,9	+ 14,8	- 53,7	+ 51,4	+ 56,3	+ 36,5	+ 57,7	- 48,4
7. Financement du total :										
7.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 3,8	+ 1,0	- 2,2	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	+ 4,1	- 1,7	+ 0,9	- 3,6
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.211 Crédits commerciaux ³	+ 7,4	- 2,2	- 0,8	+ 7,2	- 3,7	- 2,1	- 1,7	+ 5,3	- 8,6	- 2,2
7.212 Autres :										
7.2121 Francs belges et luxem. ..	+ 0,4	- 38,0	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3	- 41,4	- 9,3	+ 23,0	- 19,4	- 39,8
7.2122 Monnaies étrangères	+ 2,0	+ 51,3	+ 50,4	- 9,1	- 40,7	+ 20,0	+ 47,8	+ 24,2	+ 71,6	- 5,5
7.22 Organismes divers :										
7.221 Crédits commerciaux ³	- 1,3	- 0,8	+ 2,2	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,8	0,0	0,0	+ 2,1
7.222 Autres	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	0,0	+ 0,2	- 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,1	0,0
7.23 B.N.B. :										
7.231 Crédits commerciaux ³	- 13,5	- 1,6	- 5,9	- 0,6	- 1,5	+ 7,0	- 7,1	0,0	- 0,1	- 0,2
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 7,2	+ 80,7	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5	+ 68,7	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 0,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, jusqu'au quatrième trimestre 1986 des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note 1.

³ Voir tableau IX-1, note 2.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1984	1985	1986	* 1987	* 1987		* 1988	
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Opérations courantes ¹	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	+ 109,9	+ 33,9	+ 35,8	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	- 4,5	+ 13,2	+ 127,0	+ 91,3	+ 39,3	+ 23,9	+ 32,8	+ 26,5
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								
2.1 Créances commerciales nettes sur l'étranger	- 2,0	- 16,0	- 0,5	- 15,0	+ 10,9	- 15,5	.	.
2.11 Créances non mobilisées auprès des banques résidentes	- 1,9	- 28,1	- 11,7	- 18,6	+ 5,4	- 11,9	.	.
2.12 Autres créances	- 0,1	+ 12,1	+ 11,2	+ 3,6	+ 5,5	- 3,6	+ 7,8	+ 3,9
2.2 Avoirs nets en francs belge et luxembourgeois des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	+ 23,4	- 15,3	- 59,0	+ 53,2	+ 24,5	- 31,6	+ 30,7	+ 75,4
2.21 Au comptant	+ 16,0	+ 16,7	- 32,1	+ 44,9	+ 26,0	- 15,5	+ 22,3	+ 46,9
2.22 A terme	+ 7,4	- 32,0	- 26,9	+ 8,3	- 1,5	- 16,1	+ 8,4	+ 28,5
2.3 Avoirs nets en monnaies étrangères des entreprises et particuliers résidents	+ 38,8	+ 26,2	+ 85,5	+ 18,6	- 29,6	+ 29,6	+ 1,9	- 68,3
2.31 Au comptant	+ 16,3	- 4,0	+ 49,1	- 51,3	- 33,1	+ 6,4	- 35,5	- 49,1
2.32 A terme	+ 22,5	+ 30,2	+ 36,4	+ 69,9	+ 3,5	+ 23,2	+ 37,4	- 19,2
2.4 Valeurs mobilières	- 96,2	- 94,5	- 93,5	- 63,1	- 20,5	- 19,8	- 48,9	- 27,8
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	+ 17,2	+ 50,4	- 40,7	- 12,1	- 15,7	- 11,7	+ 56,5	- 11,0
2.6 Total (2.1 à 2.5)	- 18,8	- 49,2	- 108,2	- 18,4	- 30,4	- 49,0	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des créances commerciales non mobilisées auprès des banques (2.12 à 2.5)	- 16,9	- 21,1	- 96,5	+ 0,2	- 35,8	- 37,1	+ 48,0	- 27,8
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 66,1	- 32,5	- 70,6	- 45,6	- 16,8	- 35,1	- 6,7	+ 13,6
3.1 Au comptant	- 36,2	- 34,3	- 61,1	+ 32,6	- 14,8	- 28,0	+ 39,1	+ 22,9
3.2 A terme	- 29,9	+ 1,8	- 9,5	- 78,2	- 2,0	- 7,1	- 45,8	- 9,3
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 4,1	- 1,4	- 12,3	- 3,8	+ 1,1	+ 5,7	- 5,8	- 4,7
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	+ 5,6	+ 0,5	- 6,6	- 6,4	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,6
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	- 9,7	- 1,9	- 5,7	+ 2,6	+ 0,2	+ 5,8	- 2,4	- 5,3
5. Erreurs et omissions	+ 4,2	+ 1,6	+ 1,7	+ 14,7	+ 2,1	+ 13,0	- 8,7	- 15,0
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or ...	0,0	0,0	0,0	- 10,6	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	- 87,4	- 40,2	- 50,7	+ 46,2	- 11,8	- 33,1	+ 59,6	- 7,4
Financement du total :								
7.1 Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ³	- 154,6	- 31,8	- 57,9	- 34,5	- 34,5	- 18,9	+ 46,4	- 8,2
7.2 Mouvement des réserves de change nettes de la Banque Nationale de Belgique ⁴	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 0,8

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ; signe - : augmentation.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1986 6 premiers mois	29,6	20,5	11,0	9,6	3,5	2,2	0,4	76,8	17,6	5,6
9 premiers mois	29,6	21,0	11,2	9,4	3,4	2,4	0,4	77,4	16,7	5,9
1987 3 premiers mois	28,7	22,5	11,0	9,4	2,8	2,7	0,9	78,0	16,8	5,2
6 premiers mois	28,8	22,3	11,1	9,4	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
9 premiers mois	28,8	22,2	11,3	9,3	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
1988 3 premiers mois	29,0	22,2	11,3	8,9	3,0	2,5	0,9	77,8	16,6	5,6
6 premiers mois	28,9	22,2	11,6	8,9	3,1	2,6	0,9	78,2	16,5	5,3
Recettes d'exportations										
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1986 6 premiers mois	36,3	18,9	15,7	7,6	4,2	2,9	0,6	86,2	9,8	4,0
9 premiers mois	36,3	19,0	15,5	7,7	4,1	2,8	0,6	86,0	9,9	4,1
1987 3 premiers mois	35,7	18,2	15,4	8,3	4,0	3,2	0,9	85,7	10,8	3,5
6 premiers mois	35,5	18,1	15,4	8,4	4,2	3,1	1,0	85,7	10,8	3,5
9 premiers mois	35,5	17,8	15,6	8,3	4,4	3,0	0,9	85,5	10,9	3,6
1988 3 premiers mois	34,8	17,7	15,8	8,4	5,2	2,8	1,0	85,7	10,7	3,6
6 premiers mois	34,4	18,2	15,7	8,3	5,0	2,9	1,0	85,5	10,8	3,7

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIII^e année, tome II, n^o 4, octobre 1988 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1986 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ³
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36 ²	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
1986	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	43,79
1987 Année	37,34	20,78	25,85	6,21	61,11	2,88	28,17	18,44	5,89	25,06	30,28	5,46	295,41	5,54	8,50	26,49	0,35	55,50	43,03
du 1-1 au 9-1	40,07	20,83	25,30	6,27	59,20	2,97	29,16	18,45	5,93	24,80	30,50	5,50	295,83	5,44	8,42	27,59	0,57	56,36	43,14
du 12-1 au 31-12 .	37,28	20,78	25,87	6,21	61,16	2,88	28,15	18,44	5,89	25,07	30,28	5,46	295,40	5,55	8,50	26,46	0,35	55,48	43,03

¹ Pour les périodes composant les années 1979 à 1986, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ¹	1 Ecu
1986 3 ^e trimestre ...	43,12	20,67	27,66	6,36	64,24	3,00	31,14	18,33	6,19	25,56	31,88	5,49	293,87	5,84	8,67	29,35	0,72	58,73	—	43,65
4 ^e trimestre ...	41,67	20,78	26,02	6,34	59,53	3,00	30,10	18,39	6,03	25,07	30,98	5,51	295,35	5,58	8,49	28,14	0,63	56,60	—	43,28
1987 1 ^{er} trimestre ...	38,13	20,73	24,91	6,22	58,81	2,92	28,49	18,36	5,86	24,67	29,57	5,49	294,73	5,42	8,36	26,92	0,45	55,33	—	42,85
2 ^e trimestre ...	37,43	20,73	26,25	6,21	61,49	2,88	28,11	18,39	5,94	25,12	29,68	5,51	294,90	5,58	8,52	26,68	0,34	55,46	—	43,04
3 ^e trimestre ...	38,16	20,76	25,98	6,22	61,72	2,87	28,87	18,44	5,93	25,03	30,63	5,43	295,15	5,67	8,57	26,47	0,32	55,55	—	43,06
4 ^e trimestre ...	35,64	20,89	26,30	6,19	62,42	2,85	27,21	18,56	5,82	25,42	31,20	5,42	296,82	5,50	8,54	25,88	0,29	55,67	—	43,17
1988 1 ^{er} trimestre ...	35,06	20,91	27,40	6,18	63,00	2,84	27,69	18,62	5,85	25,49	31,02	5,46	297,55	5,51	8,63	25,54	0,25	55,71	26,18	43,23
2 ^e trimestre ...	35,77	20,91	28,44	6,18	65,69	2,82	29,12	18,63	5,99	25,17	31,61	5,47	297,44	5,71	8,79	25,60	0,21	55,95	26,13	43,44
3 ^e trimestre ...	39,13	20,95	29,25	6,19	66,29	2,82	32,09	18,57	6,09	25,00	31,67	5,48	297,97	5,72	8,85	25,62	0,20	56,25	26,06	43,53
1987 Octobre	37,52	20,82	26,19	6,23	62,31	2,88	28,67	18,50	5,91	25,09	31,63	5,42	295,82	5,66	8,62	26,30	0,31	55,77	—	43,19
Novembre	35,16	20,93	26,02	6,16	62,48	2,84	26,74	18,60	5,79	25,47	31,09	5,42	297,37	5,48	8,52	25,74	0,29	55,63	—	43,16
Décembre	34,19	20,93	26,66	6,17	62,48	2,84	26,15	18,60	5,75	25,71	30,87	5,43	297,33	5,36	8,47	25,59	0,27	55,61	—	43,17
1988 Janvier	34,54	20,91	27,09	6,19	62,24	2,84	26,88	18,61	5,79	25,68	30,81	5,45	297,26	5,44	8,57	25,47	0,26	55,56	26,23	43,18
Février	35,50	20,91	27,47	6,19	62,36	2,84	27,99	18,62	5,87	25,50	31,02	5,47	297,67	5,54	8,63	25,58	0,25	55,66	26,19	43,19
Mars	35,10	20,92	27,61	6,16	64,24	2,83	28,10	18,63	5,90	25,31	31,21	5,46	297,67	5,54	8,68	25,55	0,25	55,89	26,13	43,31
Avril	35,02	20,93	28,00	6,16	65,67	2,82	28,38	18,65	5,95	25,30	31,58	5,45	297,79	5,64	8,74	25,59	0,21	55,90	26,15	43,43
Mai	35,40	20,89	28,39	6,17	66,11	2,81	28,63	18,64	5,99	25,07	31,59	5,46	297,10	5,72	8,79	25,57	0,21	55,82	26,08	43,44
Juin	36,71	20,92	28,86	6,20	65,37	2,82	30,17	18,61	6,03	25,14	31,64	5,50	297,41	5,75	8,82	25,63	0,20	56,09	26,16	43,45
Juillet	38,62	20,94	29,01	6,21	65,80	2,83	31,98	18,57	6,09	25,20	31,61	5,51	297,72	5,76	8,81	25,70	0,20	56,25	26,15	43,52
Août	39,56	20,95	29,58	6,19	67,12	2,83	32,37	18,56	6,11	24,98	31,88	5,48	298,07	5,74	8,87	25,75	0,21	56,26	26,13	43,62
Septembre	39,15	20,97	29,13	6,16	65,90	2,81	31,92	18,59	6,08	24,83	31,50	5,46	298,10	5,67	8,86	25,42	0,20	56,23	25,90	43,46
Octobre	38,15	20,96	29,60	6,14	66,24	2,81	31,65	18,59	6,08	24,77	31,74	5,44	298,16	5,66	8,86	25,39	0,19	56,11	25,65	43,45

¹ La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
		<i>(Cours en francs belges)</i>			<i>Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant¹)</i>	
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1987	48,26	37,34	37,57	37,63	- 0,08	- 0,17
1986 3 ^e trimestre	51,85	43,12	43,55	43,58	+ 1,00	+ 0,93
4 ^e trimestre	50,27	41,67	42,00	42,01	+ 1,46	+ 1,24
1987 1 ^{er} trimestre	48,08	38,13	38,55	38,62	+ 1,55	+ 1,23
2 ^e trimestre	48,44	37,43	37,59	37,63	- 0,13	- 0,13
3 ^e trimestre	48,73	38,16	38,36	38,35	- 0,65	- 0,66
4 ^e trimestre	47,79	35,64	35,79	35,91	- 1,11	- 1,11
1988 1 ^{er} trimestre	47,96	35,06	35,15	35,19	- 0,68	- 0,68
2 ^e trimestre	48,86	35,77	35,94	35,97	- 1,43	- 1,43
3 ^e trimestre	50,73	39,13	39,57	39,60	- 1,24	- 1,25
1987 Octobre	48,59	37,52	37,70	37,74	- 1,57	- 1,57
Novembre	47,46	35,16	35,33	35,39	- 0,54	- 0,54
Décembre	47,28	34,19	34,33	34,45	- 1,17	- 1,16
1988 Janvier	47,57	34,54	34,65	34,69	- 0,71	- 0,71
Février	48,12	35,50	35,58	35,61	- 0,62	- 0,62
Mars	48,14	35,10	35,19	35,23	- 0,72	- 0,71
Avril	48,36	35,02	35,20	35,22	- 1,11	- 1,11
Mai	48,69	35,40	35,59	35,65	- 1,47	- 1,47
Juin	49,43	36,71	36,89	36,88	- 1,68	- 1,67
Juillet	50,40	38,62	38,98	38,96	- 1,34	- 1,35
Août	51,11	39,56	40,06	40,11	- 1,35	- 1,36
Septembre	50,64	39,15	39,64	39,66	- 1,05	- 1,05
Octobre	50,34	38,15	38,52	38,62	- 1,40	- 1,39

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 4 AOUT 1986 au 9 JANVIER 1987

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64200	18,5430	5,00700	3637,40	16,3045	1,81470
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,70	15,9419	1,77431
		5,39350	17,7270	4,78700	3226,30	15,5870	1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05	—	336,160	90,7700	65941,0	295,570	32,8940
	1812,78		328,676	88,7526	62100,2	288,991	32,1644
	1772,45		321,360	86,7800	58480,0	282,560	31,4465
100 couronnes danoises	564,100	31,1175	—	27,6150	20062,0	89,9250	10,0087
	551,536	30,4251		27,0028	18894,0	87,9257	9,78604
	539,300	29,7475		26,4000	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2089,00	115,235	378,760	—	74295,0	333,030	37,0644
	2042,52	112,673	370,332		69970,6	325,617	36,2405
	1997,20	110,168	362,090		65898,0	318,370	35,4358
100 liras italiennes	3,10000	0,171000	0,562000	0,151750	—	0,494100	0,0549952
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917		0,465362	0,0517943
	2,74900	0,151650	0,498500	0,134600		0,438300	0,0487799
100 francs français	641,550	35,3900	116,320	31,4100	22817,0	—	11,3830
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6		11,1299
	613,350	33,8325	111,200	30,0300	20238,0		10,8825
100 punds irlandais	5764,20	318,000	1045,11	282,200	205003,0	918,900	—
	5635,98	310,903	1021,86	275,934	193071,0	898,480	
	5510,60	304,000	999,130	269,800	181834,0	878,500	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 12 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 liras italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1987	43,04	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19
1986 3 ^e trimestre	43,65	+ 1,09	- 0,38	+ 1,18	+ 2,83	+ 1,36	+ 1,05	+ 44	- 9	+ 59	- 19	- 36	- 25	- 7
4 ^e trimestre	43,29	+ 1,45	- 0,15	+ 1,73	+ 2,79	+ 1,13	+ 0,43	+ 53	- 17	+ 56	- 44	- 36	- 2	+ 29
1987 1 ^{er} trimestre	42,87	+ 0,41	+ 1,30	+ 0,59	+ 1,76	+ 1,01	- 0,05	+ 37	+ 18	- 27	+ 12	- 17	- 13	+ 37
2 ^e trimestre	43,04	+ 0,46	+ 1,81	+ 0,51	+ 0,64	+ 1,01	+ 0,37	+ 39	+ 16	- 45	+ 20	+ 12	- 12	+ 19
3 ^e trimestre	43,07	+ 0,70	+ 0,33	+ 0,64	+ 0,23	+ 1,19	+ 0,54	+ 39	+ 5	+ 21	+ 11	+ 19	- 21	+ 12
4 ^e trimestre	43,19	+ 1,42	+ 0,31	+ 1,29	- 0,30	+ 0,63	+ 0,75	+ 48	- 22	+ 30	- 21	+ 31	+ 19	+ 10
1988 1 ^{er} trimestre	43,24	+ 1,72	+ 0,98	+ 1,40	- 0,88	+ 0,52	+ 0,83	+ 50	- 35	+ 2	- 26	+ 40	+ 27	+ 8
2 ^e trimestre	43,44	+ 1,84	+ 1,20	+ 1,43	- 1,69	+ 0,49	+ 1,28	+ 51	- 38	- 6	- 25	+ 51	+ 31	- 10
3 ^e trimestre	43,54	+ 1,44	+ 1,39	+ 1,58	- 1,37	+ 0,63	+ 1,79	+ 54	- 17	- 14	- 34	+ 49	+ 26	- 31
1987 Octobre	43,21	+ 1,09	+ 0,24	+ 0,95	+ 0,63	+ 1,33	+ 0,93	+ 51	- 3	+ 36	+ 5	+ 17	- 16	+ 5
Novembre	43,17	+ 1,58	+ 0,30	+ 1,46	- 0,77	+ 0,18	+ 0,67	+ 45	- 32	+ 29	- 36	+ 37	+ 41	+ 12
Décembre	43,18	+ 1,59	+ 0,39	+ 1,46	- 0,78	+ 0,37	+ 0,65	+ 47	- 31	+ 26	- 34	+ 38	+ 33	+ 14
1988 Janvier	43,19	+ 1,66	+ 0,70	+ 1,38	- 0,65	+ 0,73	+ 0,55	+ 51	- 31	+ 15	- 24	+ 37	+ 16	+ 22
Février	43,20	+ 1,74	+ 1,17	+ 1,39	- 0,77	+ 0,65	+ 0,74	+ 51	- 34	- 6	- 23	+ 39	+ 22	+ 14
Mars	43,32	+ 1,76	+ 1,04	+ 1,43	- 1,19	+ 0,23	+ 1,15	+ 48	- 38	- 3	- 31	+ 44	+ 41	- 8
Avril	43,44	+ 1,89	+ 0,81	+ 1,45	- 1,55	+ 0,24	+ 1,17	+ 50	- 44	+ 9	- 31	+ 50	+ 43	- 7
Mai	43,44	+ 1,83	+ 0,86	+ 1,28	- 1,79	+ 0,31	+ 1,02	+ 47	- 44	+ 4	- 23	+ 52	+ 35	- 3
Juin	43,45	+ 1,65	+ 1,75	+ 1,43	- 1,56	+ 0,82	+ 1,50	+ 55	- 27	- 29	- 22	+ 52	+ 16	- 18
Juillet	43,52	+ 1,41	+ 1,84	+ 1,50	- 1,25	+ 1,00	+ 1,78	+ 57	- 13	- 31	- 24	+ 48	+ 8	- 28
Août	43,62	+ 1,39	+ 1,36	+ 1,59	- 1,09	+ 0,66	+ 1,80	+ 54	- 15	- 12	- 34	+ 45	+ 24	- 32
Septembre	43,47	+ 1,53	+ 1,00	+ 1,66	- 1,77	+ 0,24	+ 1,80	+ 51	- 24	+ 2	- 43	+ 54	+ 45	- 32
Octobre	43,46	+ 1,57	+ 0,63	+ 1,64	- 1,68	- 0,08	+ 1,53	+ 47	- 31	+ 14	- 48	+ 51	+ 57	- 27

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6
1986 3 ^e trimestre	105,9	102,9	95,8	111,5	138,4	216,6	69,9	71,9	47,2	128,2	67,3	166,6	87,6	78,7
4 ^e trimestre	107,8	104,7	97,1	110,6	142,2	208,3	71,1	68,2	48,1	130,6	67,2	166,7	89,9	77,3
1987 1 ^{er} trimestre	110,9	107,8	99,9	104,3	147,3	210,3	72,3	69,9	48,3	134,9	67,9	170,9	93,3	78,1
2 ^e trimestre	110,7	107,9	99,7	101,1	146,6	223,0	72,0	72,8	47,4	134,8	68,4	173,4	93,1	79,8
3 ^e trimestre	110,3	107,8	99,3	102,6	146,0	218,3	71,8	72,7	47,0	134,4	67,8	171,8	91,1	80,7
4 ^e trimestre	111,2	108,6	100,4	97,0	149,5	229,1	72,5	74,9	47,4	137,7	68,0	178,3	93,1	79,9
1988 1 ^{er} trimestre	111,3	108,9	100,3	94,2	149,3	240,5	72,3	75,4	47,0	138,0	68,2	178,3	93,6	79,8
2 ^e trimestre	110,6	108,4	99,4	93,5	147,3	245,6	71,3	77,6	46,1	136,4	68,5	173,3	92,1	81,1
3 ^e trimestre	*109,1	*107,2	97,3	99,1	143,6	239,7	69,3	75,8	44,9	132,2	67,4	166,2	89,1	78,4
1987 Octobre	110,4	107,4	99,3	100,7	146,7	221,2	71,9	73,5	47,2	135,1	67,6	172,6	91,2	80,7
Novembre	111,7	108,6	100,9	96,6	150,6	228,7	72,6	75,4	47,4	138,6	68,2	179,6	93,7	80,2
Décembre	112,2	109,0	101,2	93,8	151,2	237,5	73,1	75,7	47,7	139,4	68,0	182,5	94,5	78,9
1988 Janvier	112,0	108,9	100,6	93,8	150,1	240,1	72,9	75,0	47,4	138,8	68,0	180,8	94,2	79,5
Février	111,4	108,5	100,1	95,2	148,8	239,8	72,1	74,3	46,9	137,6	68,2	177,5	93,5	79,9
Mars	111,3	108,5	100,2	93,7	148,9	241,5	71,9	76,7	46,8	137,7	68,5	176,5	93,3	79,9
Avril	111,2	108,4	100,0	92,8	148,5	245,2	71,7	78,2	46,4	137,6	68,7	175,9	92,7	81,0
Mai	110,9	108,3	99,6	93,1	147,5	246,3	71,4	78,4	46,1	136,9	68,8	173,3	92,1	81,6
Juin	110,4	107,8	98,6	94,7	145,8	245,3	70,8	76,3	45,6	134,8	68,1	170,8	91,5	80,8
Juillet	109,5	107,0	97,5	98,1	143,9	239,4	69,9	75,6	45,1	132,6	67,6	168,2	89,9	79,3
Août	*109,0	*106,5	97,0	99,6	142,8	240,9	68,9	76,4	44,8	131,4	67,2	164,9	88,5	78,2
Septembre	*109,6	*107,2	97,5	99,5	144,0	238,9	69,2	75,5	44,8	132,6	67,4	165,3	89,0	77,8
Octobre	*110,1	*107,7												

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)		(13) = (9) + (12)
1979	1.064,9	5,7	242,2	80,9	1.393,7	12,1	44,5	56,6	1.450,3	188,0	0,6	188,6	1.638,9	
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8	
1981	1.127,5	5,7	608,5	87,4	1.829,1	179,5	204,8	384,3	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1	
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1987 Septembre	2.549,8	80,1	1.541,7	89,4	4.261,0	512,3	513,1	1.025,4	5.286,4	597,4	2,1	599,5	5.885,9	
Octobre	2.541,1	80,1	1.552,9	98,4	4.272,5	495,7	515,6	1.011,3	5.283,8	593,8	2,1	595,9	5.879,7	
Novembre	2.535,6	80,1	1.550,9	91,6	4.258,2	492,3	540,5	1.032,8	5.291,0	591,8	2,1	593,9	5.884,9	
Décembre	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988 Janvier	2.664,6	51,5	1.495,1	131,4	4.342,6	498,6	540,1	1.038,7	5.381,3	588,5	2,1	590,6	5.971,9	
Février	2.656,4	51,5	1.648,4	92,7	4.449,0	501,3	514,3	1.015,6	5.464,6	596,4	2,1	598,5	6.063,1	
Mars	2.674,0	51,5	1.658,4	88,3	4.472,2	494,8	505,5	1.000,3	5.472,5	675,9	2,1	678,0	6.150,5	
Avril	2.776,0	51,5	1.529,2	121,7	4.478,4	503,1	490,9	994,0	5.472,4	668,7	2,1	670,8	6.143,2	
Mai	2.771,3	51,5	1.628,0	93,2	4.544,0	503,5	493,0	996,5	5.540,5	666,9	2,1	669,0	6.209,5	
Juin	2.725,4	51,5	1.707,6	101,0	4.585,5	512,9	505,5	1.018,4	5.603,9	649,8	2,1	651,9	6.255,8	
Juillet	2.813,3	51,5	1.568,0	107,3	4.540,1	525,4	529,2	1.054,6	5.594,7	647,9	2,1	650,0	6.244,7	
Août	2.805,2	51,5	1.582,3	111,2	4.550,2	516,6	561,1	1.077,7	5.627,9	645,6	2,1	647,7	6.275,6	
Septembre	2.835,1	51,5	1.598,0	86,7	4.571,3	509,0	593,6	1.102,6	5.673,9	644,2	2,1	646,3	6.320,2	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome 1, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements				Total	Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le F.M.I.	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1979	+ 212,0	+ 0,2	—	—	—	+ 0,2	211,8
1980	+ 317,9	+ 17,2	+ 3,9	—	—	+ 21,1	296,8
1981	+ 482,3	+ 6,9	+ 20,5	—	—	+ 27,4	454,9
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1987 9 mois	+ 467,6	- 3,5	- 4,9	+ 0,1	+ 33,1	+ 24,8	442,8
10 mois	+ 461,4	- 3,2	- 7,0	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,0	438,4
11 mois	+ 466,6	- 3,2	- 10,6	+ 0,1	+ 33,1	+ 19,4	447,2
12 mois	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988 1 mois	+ 99,4	—	+ 3,0	—	—	+ 3,0	96,4
2 mois	+ 190,6	+ 1,1	+ 3,4	—	+ 0,7	+ 5,2	185,4
3 mois	+ 278,0	+ 0,9	+ 3,9	—	+ 23,1	+ 27,9	250,1
4 mois	+ 270,7	+ 0,6	+ 7,4	—	+ 23,1	+ 31,1	239,6
5 mois	+ 337,0	+ 0,3	+ 10,0	—	+ 23,1	+ 33,4	303,6
6 mois	+ 383,3	+ 0,7	+ 14,9	—	+ 23,1	+ 38,7	344,6
7 mois	+ 372,2	+ 0,8	+ 21,8	—	+ 23,1	+ 45,7	326,5
8 mois	+ 403,1	+ 1,4	+ 17,6	—	+ 23,4	+ 42,4	360,7
9 mois	+ 447,7	+ 1,4	+ 19,2	—	+ 35,2	+ 55,8	391,9

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}							Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions
	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire			
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1979	973,3	1.064,4	- 91,1	12,7	127,2	- 114,5	- 205,6	- 6,2	- 211,8	.
1980	1.030,0	1.177,9	- 147,9	12,6	160,5	- 147,9	- 295,8	- 1,0	- 296,8	.
1981	1.080,3	1.345,3	- 265,0	13,9	198,1	- 184,2	- 449,2	- 5,7	- 454,9	.
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,1	1.822,3	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1987 8 mois	1.030,2	1.341,0	- 310,8	10,5	112,3	- 101,8	- 412,6	+ 9,6	- 403,0	(+ 22,7)
9 mois	1.129,0	1.474,6	- 345,6	11,6	127,0	- 115,4	- 461,0	+ 18,2	- 442,8	(+ 20,5)
10 mois	1.278,6	1.607,0	- 328,4	13,1	143,2	- 130,1	- 458,5	+ 20,1	- 438,4	(+ 23,8)
11 mois	1.375,6	1.706,8	- 331,2	14,3	154,4	- 140,1	- 471,3	+ 24,1	- 447,2	(+ 28,4)
12 mois	1.542,1	1.822,3	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988 1 mois	123,7	207,9	- 84,2	1,1	13,2	- 12,1	- 96,3	- 0,1	- 96,4	(- 9,9)
2 mois	235,8	380,3	- 144,5	2,6	27,7	- 25,1	- 169,6	- 15,8	- 185,4	(+ 8,9)
3 mois	350,9	561,8	- 210,9	4,0	40,6	- 36,6	- 247,5	- 2,6	- 250,1	(- 6,6)
4 mois	545,4	736,7	- 191,3	5,5	54,8	- 49,3	- 240,6	+ 1,0	- 239,6	(- 6,2)
5 mois	644,4	881,8	- 237,4	6,8	65,0	- 58,2	- 295,6	- 8,0	- 303,6	(- 4,2)
6 mois	778,9	1.064,6	- 285,7	8,2	77,5	- 69,3	- 355,0	+ 10,4	- 344,6	(- 9,5)
7 mois	958,7	1.189,7	- 231,0	10,2	88,8	- 78,6	- 309,6	- 16,9	- 326,5	(- 7,0)
8 mois	1.074,9	1.326,8	- 251,9	11,4	103,6	- 92,2	- 344,1	- 16,6	- 360,7	(- 12,7)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1987 7 premiers mois	1988 7 premiers mois	1987 8 premiers mois	1988 8 premiers mois
A. Recettes courantes²	1.030,0	1.080,3	1.216,2	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,1	922,8	958,7	1.030,2	1.074,9
I. Recettes fiscales	985,2	1.022,1	1.141,2	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,2	886,4	927,6	991,6	1.041,5
1. Impôts directs	593,0	609,4	696,7	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	559,6	576,3	614,7	636,9
dont :												
— précompte professionnel ³	364,7	394,0	430,7	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	340,0	349,6	383,8	394,8
— versements anticipés	123,0	114,8	133,5	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	112,8	121,6	113,4	122,2
— impôts des sociétés (rôles)	2,6	1,7	7,7	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 8,5	- 7,9	- 9,8	- 10,6
— impôts des personnes physiques (rôles)	26,8	15,0	28,2	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	1,5	2,7	- 0,3	2,3
— précompte mobilier	58,7	65,6	74,9	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	97,4	94,3	109,3	110,1
2. Douanes et accises	97,3	97,0	111,1	121,7	125,4	129,1	131,4	136,9	80,0	83,5	90,6	94,9
3. T.V.A. et enregistrement	294,9	315,7	333,4	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	246,8	267,8	286,3	309,7
II. Recettes non fiscales	44,8	58,2	75,0	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	36,4	31,1	38,6	33,4
B. Recettes en capital⁴	12,6	13,9	13,6	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	9,2	10,2	10,5	11,4
I. Recettes fiscales	11,3	12,2	11,4	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	8,4	9,2	9,7	10,4
II. Recettes non fiscales	1,3	1,7	2,2	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	0,8	1,0	0,8	1,0
C. Recettes totales [A + B]	1.042,6	1.094,2	1.229,8	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,8	932,0	968,9	1.040,7	1.086,3
I. Recettes des Voies et Moyens	1.003,7	1.025,5	1.163,9	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	873,9	905,0	973,2	1.013,5
II. Recettes cédées	31,1	35,7	36,9	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	33,1	36,1	37,6	41,0
III. Recettes ristournées plus recettes affectées	7,8	33,0	29,0	31,0	37,4	37,8	37,6	47,7	24,6	27,8	29,5	31,8
IV. Moyens propres des communautés et régions	—	—	—	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,4	0,0	0,4	0,0

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁴ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux (5)	Sécurité sociale (6)	Total général (7) = (4) + (5) + (6)
	Solde net à financer du Trésor ¹ (1)	Nouvelle dette des commu- nautés et des régions ² (2)	Autres ³ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)			
1979	- 212	—	- 32	- 244	- 26	- 12	- 282
1980	- 297	—	- 40	- 337	- 58	- 9	- 404
1981	- 455	—	- 64	- 519	- 63	- 7	- 589
1982	- 509	- 2	- 74	- 585	- 26	+ 23	- 588
1983	- 525	+ 2	- 60	- 583	- 32	+ 12	- 603
1984	- 504	...	- 33	- 537	- 12	+ 40	- 509
1985	- 571	...	- 46	- 617	- 14	+ 49	- 582
1986 6 mois	- 467	...	- 18	- 485	- 8	- 2	- 495
9 mois	- 549	...	- 34	- 583	+ 6	+ 5	- 572
12 mois	- 556	...	- 44	- 600	- 21	+ 32	- 589
1987 3 mois	- 251	...	- 31	- 282	+ 25	+ 39	- 218
6 mois	- 413	...	- 41	- 454	+ 9	- 2	- 447
9 mois	- 443	...	- 81	- 524	+ 15	- 10	- 519
12 mois	- 430	...	- 99	- 529	- 4	+ 16	- 517
1988 3 mois	- 250	...	- 36	- 286	+ 28	+ 16	- 242
6 mois	- 345	...	- 48	- 393	+ 24	- 18	- 387

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements						Total général (7) = (1) + (6)	Formation d'actifs financiers en franc belge (8)	Solde ² (9) = (7) - (8)
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge			à plus d'un an (5)	total (6) = (4) + (5)			
		à un an au plus		total (4) = (2) + (3)					
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹ (2)	autres (3)						
1979	+ 42	+ 37	+ 20	+ 57	+ 197	+ 254	+ 296	+ 14	+ 282
1980	+ 95	+ 25	+ 148	+ 173	+ 131	+ 304	+ 399	- 5	+ 404
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 107	+ 345	+ 569	- 20	+ 589
1982	+ 243	+ 32	+ 188	+ 220	+ 152	+ 372	+ 615	+ 27	+ 588
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 388	+ 493	+ 627	+ 24	+ 603
1984	+ 156	+ 12	+ 66	+ 78	+ 336	+ 414	+ 570	+ 61	+ 509
1985	+ 34	- 18	+ 52	+ 34	+ 567	+ 601	+ 635	+ 53	+ 582
1986 6 mois	+ 27	- 6	+ 342	+ 336	+ 119	+ 455	+ 482	- 13	+ 495
9 mois	+ 19	+ 9	+ 339	+ 348	+ 209	+ 557	+ 576	+ 4	+ 572
12 mois	+ 62	+ 27	+ 287	+ 314	+ 239	+ 553	+ 615	+ 26	+ 589
1987 3 mois	- 11	- 25	+ 187	+ 162	+ 110	+ 272	+ 261	+ 43	+ 218
6 mois	- 20	- 73	+ 174	+ 101	+ 370	+ 471	+ 451	+ 4	+ 447
9 mois	+ 13	- 107	+ 234	+ 127	+ 405	+ 532	+ 545	+ 26	+ 519
12 mois	+ 33	- 82	+ 214	+ 132	+ 386	+ 518	+ 551	+ 34	+ 517
1988 3 mois	- 45	- 30	+ 130	+ 100	+ 224	+ 324	+ 279	+ 37	+ 242
6 mois	- 39	- 10	+ 164	+ 154	+ 263	+ 417	+ 378	- 9	+ 387

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes					Actifs financiers en franc belge	Dettes nettes		Ajustements ²	Déficit financier net des pouvoirs publics ³
	en monnaies étrangères	en franc belge			Total général		Encours	Variations nominales		
		à un an au plus ¹	à plus d'un an	total							(7) = (5) - (6)	(8)	(10) = (8) - (9)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7) = (5) - (6)	(8)	(9)	(10) = (8) - (9)	
1979	60	392	1.946	2.338	2.398	376	2.022	+ 282	...	282
1980	159	582	2.077	2.659	2.818	371	2.447	+ 425	+ 21	404
1981	404	827	2.184	3.011	3.415	351	3.064	+ 617	+ 28	589
1982	683	1.055	2.336	3.391	4.074	378	3.696	+ 632	+ 44	588
1983	868	1.193	2.723	3.916	4.784	402	4.382	+ 686	+ 83	603
1984 Anc. série ⁴	1.063	1.278	3.059	4.337	5.400	463	4.937	+ 555	+ 46	509
Nouv. série ⁴	1.063	1.261	3.060	4.321	5.384	451	4.933			
1985	1.031	1.304	3.627	4.931	5.962	504	5.458	+ 525	- 57	582
1986 Juin	1.039	1.626	3.746	5.372	6.411	491	5.920	+ 462	- 33	495
Septembre	1.018	1.638	3.835	5.473	6.491	508	5.983	+ 525	- 47	572
Décembre	1.048	1.604	3.864	5.468	6.516	530	5.986	+ 528	- 61	589
1987 Mars	1.021	1.767	3.979	5.746	6.767	573	6.194	+ 208	- 10	218
Juin	1.016	1.699	4.240	5.939	6.955	534	6.421	+ 435	- 12	447
Septembre	1.052	1.726	4.274	6.000	7.052	556	6.496	+ 510	- 9	519
Décembre	1.070	1.733	4.254	5.987	7.057	564	6.493	+ 507	- 10	517
1988 Mars	1.025	1.834	4.482	6.316	7.341	601	6.740	+ 247	+ 5	242
Juin	1.043	1.887	4.521	6.408	7.451	555	6.896	+ 403	+ 16	387

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).

² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.

⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
				15	13-07-1977
				0	05-10-1977
1977	40	37	3	15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986 Mars	206	37	169	210	05-01-1983
Juin	213	37	176	210	05-01-1983
Septembre	228	37	191	210	05-01-1983
Décembre	246	37	209	210	05-01-1983
1987 Mars	221	37	184	210	05-01-1983
Juin	173	37	136	210	05-01-1983
Septembre	139	37	102	180	23-09-1987
Décembre	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Mars	134	37	97	160	30-03-1988
Juin	154	37	117	160	30-03-1988
Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Octobre	136	37	99	160	30-03-1988

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,2	213,1	—	47,3	15,6	0,1	4,7	281,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	923,3	—	24,2	21,4	0,0	0,0	987,8
Obligations	20,3	0,0	0,0	0,0	0,8	10,4	12,8	—	31,8	0,6	64,0	0,0	140,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,5	0,0	0,0	—	592,1	700,7	192,5	0,0	1.489,1
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	279,7	0,0	0,0	—	3,4	0,9	5,3	0,0	317,3
(Actions et parts)	(1.345,0)	(11,5)	(26,7)	(11,4)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(8,0)	(0,3)	(45,4)	(0,0)	(1.453,6)
Total ...	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	10,6	1.149,2	—	698,8	739,2	261,9	4,7	3.215,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	6,0	—	0,0	8,3	0,0	0,0	15,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	0,3
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	0,4	0,0	0,1	0,6	0,0	18,8	1,5	18,0	9,3	9,0	0,0	92,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	64,3	37,3	0,0	20,5	23,8	7,5	14,5	168,1
Autres emprunts à plus d'un an	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	16,8	7,0	—	0,9	90,8	1,2	0,2	122,6
Divers	33,7	0,4	20,9	2,5	2,0	6,9	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,6	88,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(45,6)	(28,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(1,8)	(1,1)	(2,5)	(0,7)	(80,9)
Total ...	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	36,3	486,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	21,4	0,0	—	1,3	0,0	1,5	83,6	0,0	0,0	0,0	0,0	54,1	161,9
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	0,7	0,8	431,1	594,1	199,0	192,7	148,2	0,0	0,0	1.566,7
Obligations accessibles à tout placeur	661,1	13,6	—	13,9	19,8	27,5	642,5	21,2	410,2	243,1	203,1	0,0	2.256,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	431,5	302,6	0,0	117,9	148,8	6,9	0,0	1.007,7
Divers	0,0	17,2	—	0,0	40,3	0,3	3,5	0,0	18,0	8,8	2,8	0,0	90,9
Total ...	682,5	30,9	—	15,9	60,9	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	212,8	54,1	5.083,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5
Obligations accessibles à tout placeur	36,9	0,1	0,0	0,4	0,8	0,0	24,0	1,3	24,8	31,6	11,6	0,0	131,5
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	59,5	0,0	58,7	19,0	5,2	7,4	170,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	64,0	484,6	0,0	0,0	560,5
Divers	14,5	2,0	34,1	0,0	0,0	0,0	7,5	—	0,0	23,4	0,0	0,0	81,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	7,4	1.023,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,5	—	0,0	0,0	—	0,0	4,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	2,2	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	12,9	0,0	22,5	6,7	6,8	0,0	52,4
Réserves de sécurité sociale	50,8	—	—	—	—	20,0	—	—	—	—	—	—	70,8
Divers	161,7	0,7	17,7	0,0	0,0	0,0	1,5	—	1,7	8,2	1,8	56,9	250,2
Total ...	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	56,9	377,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	4,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	4,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	1,8	120,7	—	15,1	23,0	0,0	1,1	162,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	815,9	—	13,7	0,0	0,0	0,0	829,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princ. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.653,9	—	—	—	—	—	3.653,9
Obligations	53,9	0,0	0,0	0,1	0,1	—	335,3	0,0	54,3	8,7	12,7	0,0	465,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	123,5	—	—	—	22,8	—	—	—	—	—	146,3
Divers	0,0	15,1	34,4	0,0	3,0	—	17,3	—	79,5	2,6	0,0	0,0	151,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(—)	(21,0)	(—)	(0,7)	(—)	(12,5)	(0,0)	(37,8)
Total ...	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	1,1	5.413,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	871,8	11,9	2,1	34,7	6,7	—	—	0,0	29,8	4,3	3,4	0,0	964,7
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	28,2	9,2	0,0	0,2	0,1	—	0,0	37,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.665,7	—	—	—	—	—	—	5.665,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	123,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	123,7
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	532,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	532,2
Autres dépôts à un an au plus	458,0	0,1	—	0,0	6,2	—	—	—	0,0	8,2	0,0	0,0	472,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	535,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	535,7
Dépôts à plus d'un an	35,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,4	0,0	0,0	0,0	37,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	440,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	—	1,3	1,1	1,6	0,0	445,2
Divers	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,9	7,3	0,0	549,2	582,3
(Actions et parts)	(64,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(7,9)	(0,0)	(3,0)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(78,0)
Total	2.462,2	12,0	2,6	34,7	13,0	5.693,9	545,6	0,0	57,6	21,0	5,0	549,2	9.396,8
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,3	—	0,0	0,0	—	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	182,2	—	0,0	0,0	—	—	182,2
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	11,5	16,8	—	14,1	0,1	—	—	42,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total	—	—	2,8	0,0	—	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	1,3	229,1
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	79,8	0,0	0,0	0,2	11,3	0,2	0,0	—	0,1	1,5	10,2	0,0	103,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,2	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,8	0,0	—	0,0	0,0	29,5	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	30,3
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	766,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	766,4
Autres dépôts à un an au plus	79,2	0,9	0,4	0,3	18,3	10,5	0,0	—	1,7	1,1	35,9	0,0	148,3
Dépôts à plus d'un an	99,5	0,0	—	0,0	0,0	2,4	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	102,1
Bons de caisse à un an au plus	42,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	42,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	602,3	0,0	—	0,1	0,0	0,0	0,8	—	1,8	0,6	0,4	0,0	606,0
Réserves mathématiques	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2
Divers	67,6	0,0	1,1	25,3	0,0	53,0	84,7	0,0	2,0	2,3	0,0	70,3	306,3
(Actions et parts)	(15,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(19,5)
Total	1.738,4	0,9	1,5	25,9	29,6	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	70,3	2.110,2
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	20,7	0,0	—	1,8	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	23,3
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,0	0,0	2,4	0,9	—	0,0	3,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	—	0,0	12,4	0,0	0,0	13,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	221,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	221,3
Autres dépôts à un an au plus	51,3	10,1	0,0	43,6	9,2	2,5	0,1	—	0,8	0,0	2,3	0,0	119,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	62,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	—	1,6	1,5	0,0	0,0	66,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,6	23,6	—	0,8	0,0	0,0	0,0	31,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	840,2	0,5	0,0	3,6	3,9	0,2	74,2	2,0	65,3	47,9	40,1	0,0	1.077,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	126,4	51,8	—	72,5	9,9	17,7	8,1	286,8
Divers	2,6	0,1	131,7	2,1	8,2	32,3	48,3	—	0,9	22,3	0,0	154,6	403,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total	1.198,7	10,7	131,7	51,1	21,8	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	60,6	162,7	2.246,8
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	86,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	86,9
Réserves mathématiques	659,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	659,5
Divers	8,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,7	0,0	0,0	3,0	12,1
(Actions et parts)	(5,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(5,7)
Total	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	3,0	758,5
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	0,0	458,2	4,2	90,1	123,4	31,5	—	745,0
Total des créances	7.269,8	121,5	384,1	130,8	432,4	7.002,9	9.497,8	229,2	2.124,0	2.273,6	674,1	947,0	31.087,2

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,2	—	0,0	0,0	0,3	226,9	—	55,8	14,5	0,0	3,0	300,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.011,3	—	28,1	22,1	0,0	0,0	1.079,6
Obligations	15,1	2,0	0,0	0,0	0,8	11,0	16,1	—	27,7	0,5	59,6	0,0	132,8
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	—	625,1	749,2	202,0	0,0	1.579,9
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	283,9	0,0	0,0	—	3,4	1,3	6,0	0,0	322,6
(Actions et parts)	(1.519,6)	(13,0)	(28,9)	(11,4)	(0,2)	(0,0)	(7,2)	(—)	(8,4)	(0,3)	(67,3)	(0,0)	(1.656,3)
Total ...	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	267,6	3,0	3.415,6
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	16,7	—	0,0	8,0	0,0	0,0	26,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	33,2	0,5	0,0	0,1	0,7	0,0	19,3	3,2	20,4	13,6	11,8	0,0	102,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	53,0	27,6	0,0	18,7	28,3	5,2	18,9	151,7
Autres emprunts à plus d'un an	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	17,6	8,4	—	2,2	81,8	1,2	0,0	116,5
Divers	31,2	0,7	22,5	2,1	0,7	7,4	0,6	—	0,0	0,0	0,0	20,4	85,6
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,5)	(28,9)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(1,9)	(1,1)	(2,6)	(0,7)	(82,9)
Total ...	70,0	1,2	22,5	2,2	1,4	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	18,2	39,3	483,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	27,5	0,0	—	1,6	0,0	2,6	94,6	0,0	0,0	0,0	0,0	57,4	183,7
Certificats à un an au plus	—	3,6	—	0,7	0,5	528,1	779,3	216,3	249,8	166,5	0,0	0,0	1.944,8
Obligations accessibles à tout placeur	690,1	13,8	—	15,1	22,5	33,0	671,5	38,0	467,6	319,8	216,2	0,0	2.487,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	442,1	207,7	0,0	101,3	136,2	4,3	0,0	891,6
Divers	0,0	26,2	—	0,0	36,8	0,1	3,5	0,0	19,9	14,3	3,2	0,0	104,0
Total ...	717,6	43,6	—	17,4	59,8	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	223,7	57,4	5.611,7
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	89,6	—	0,0	13,0	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	22,2	0,1	0,0	0,4	0,6	0,0	22,2	2,5	25,4	36,2	15,2	0,0	124,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,2	70,2	0,0	64,3	26,2	7,8	16,0	200,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	68,1	479,1	0,0	0,0	557,9
Divers	16,3	2,0	34,0	0,0	0,0	0,0	9,3	—	0,0	16,6	0,0	0,0	78,2
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	38,5	12,8	34,0	0,4	0,6	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	23,0	16,0	1.064,3
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,0	—	0,0	0,0	—	0,0	6,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	0,0	20,2	6,0	7,1	0,0	47,1
Réserves de sécurité sociale	58,8	—	—	—	—	20,8	—	—	—	—	—	—	79,6
Divers	171,5	0,2	18,5	0,0	0,0	0,0	3,0	—	2,0	14,6	2,4	56,2	268,4
Total ...	232,0	0,2	18,5	0,0	0,0	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	9,5	56,2	401,1
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	11,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	11,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,8	122,1	—	13,0	20,5	0,0	2,0	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	749,7	—	17,6	0,0	0,0	0,0	767,3
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princ. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.685,2	—	—	—	—	—	3.685,2
Obligations	77,0	0,0	0,0	0,1	0,3	—	436,2	0,0	73,6	18,2	15,3	0,0	620,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	117,3	—	—	—	22,4	—	—	—	—	—	139,7
Divers	0,0	16,9	38,2	0,0	4,0	—	18,0	—	136,5	3,3	0,0	0,0	216,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(23,8)	(—)	(0,8)	(—)	(11,5)	(0,0)	(39,4)
Total ...	77,0	16,9	155,5	0,1	4,3	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	2,0	5.601,3

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	938,8	10,6	2,7	36,5	8,8	—	—	0,0	28,9	5,0	9,2	0,0	1.040,5	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	22,1	17,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	39,6	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.836,9	—	—	—	—	—	—	5.836,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	113,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	113,3	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	607,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	607,3	
Autres dépôts à un an au plus	513,4	0,1	—	0,0	6,6	—	—	—	0,0	9,1	0,0	0,0	529,2	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	479,8	0,0	0,0	0,0	—	—	479,8	
Dépôts à plus d'un an	36,1	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	38,5	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	446,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	—	1,9	1,3	1,0	0,0	451,9	
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	41,7	26,7	0,0	565,6	635,0	
(Actions et parts)	(73,8)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,9)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(86,3)	
Total ...	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	565,6	9.772,0	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	6,4	6,1	—	0,6	0,0	—	0,0	13,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	209,4	—	0,0	0,0	—	—	209,4	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,9	12,7	—	10,4	4,2	—	—	44,2	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	0,9	270,4	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	88,8	0,0	0,0	0,2	10,8	0,1	0,0	—	0,1	2,8	12,9	0,0	115,7	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,1	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	0,0	—	0,0	0,0	48,7	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	49,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	863,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	863,4	
Autres dépôts à un an au plus	95,4	0,7	0,4	0,3	17,4	21,5	0,0	—	1,5	0,9	37,0	0,0	175,1	
Dépôts à plus d'un an	100,9	0,0	—	0,0	0,0	3,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,9	
Bons de caisse à un an au plus	70,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	601,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,0	—	1,6	0,5	2,7	0,0	607,4	
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
Divers	77,9	0,0	1,1	24,3	0,0	95,8	83,8	0,0	5,3	1,1	0,0	84,6	373,9	
(Actions et parts)	(16,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,9)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(21,2)	
Total ...	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	84,6	2.363,3	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	19,6	0,0	—	0,7	0,2	—	0,1	—	0,1	0,0	0,8	0,0	21,5	
Argent à très court terme (francs belges)	0,3	—	—	0,0	—	0,4	0,0	0,0	1,7	1,5	—	0,0	3,9	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	—	0,0	9,3	0,0	0,0	10,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	258,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	258,8	
Autres dépôts à un an au plus	59,9	7,8	0,0	45,1	15,2	3,7	0,1	—	1,1	0,0	2,1	0,0	135,0	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	—	1,5	1,2	0,0	0,0	91,8	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	29,9	—	0,8	0,0	0,0	0,0	34,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	868,6	0,4	0,0	4,3	3,4	0,2	70,5	3,9	51,5	47,6	36,3	0,0	1.086,7	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,3	105,4	58,5	—	92,8	12,8	15,2	0,0	285,0	
Divers	3,5	0,1	137,0	3,5	14,6	30,8	86,5	—	1,2	13,7	0,0	197,6	488,5	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)	
Total ...	1.298,9	8,3	137,0	53,6	33,7	144,4	247,3	3,9	150,7	86,1	54,4	197,6	2.415,9	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	92,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	92,7	
Réserves mathématiques	710,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	710,1	
Divers	9,3	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,1	0,0	0,0	2,3	12,0	
(Actions et parts)	(6,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,3)	(0,0)	(6,7)	
Total ...	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,3	814,8	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	—	800,9	
Total des créances	7.834,5	135,2	390,1	135,1	446,2	7.332,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	707,1	1.024,9	33.014,4	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1986 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	+ 0,2	—	0,0	0,0	+ 0,1	+ 13,8	—	+ 8,5	- 1,1	- 0,1	- 1,7	+ 19,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 111,3	—	+ 3,9	+ 0,7	0,0	0,0	+ 115,1
Obligations	- 5,2	+ 2,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,6	+ 3,3	—	- 4,1	- 0,1	- 4,4	0,0	- 7,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,0	—	—	+ 33,0	+ 48,5	+ 9,5	0,0	+ 90,8
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,2	+ 37,7	0,0	—	0,0	+ 0,4	+ 0,7	0,0	+ 43,0
(Actions et parts)	(+ 85,6)	(+ 1,5)	(+ 2,2)	(0,0)	(0,0)	(+ 33,8)	(+ 2,1)	(—)	(+ 0,4)	(0,0)	(+ 21,9)	(0,0)	(+ 147,5)
Total ...	- 6,0	+ 2,2	0,0	0,0	+ 4,0	+ 38,4	+ 128,4	—	+ 41,3	+ 48,4	+ 5,7	- 1,7	+ 260,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,4	+ 10,7	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	+ 10,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	- 0,3
Obligations accessibles à tout placeur	- 1,3	+ 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,5	+ 1,7	+ 2,4	+ 4,3	+ 2,8	0,0	+ 10,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	- 11,3	- 9,7	0,0	- 1,8	+ 4,5	- 2,3	+ 4,4	- 16,4
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,8	+ 1,4	—	+ 1,3	- 9,0	0,0	- 0,2	- 6,1
Divers	- 2,5	+ 0,3	+ 1,6	- 0,4	- 1,3	+ 0,5	+ 0,6	—	0,0	0,0	0,0	- 1,2	- 2,4
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,9)	(+ 0,9)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 2,0)
Total ...	- 4,2	+ 0,3	+ 1,6	- 0,5	- 1,2	- 9,6	+ 3,2	+ 1,7	+ 1,9	- 0,5	+ 0,5	+ 3,0	- 3,8
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 6,1	0,0	—	+ 0,3	0,0	+ 1,1	+ 11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,3	+ 21,8
Certificats à un an au plus	—	+ 3,5	—	0,0	- 0,3	+ 111,4	+ 185,2	+ 17,3	+ 57,1	+ 18,3	0,0	0,0	+ 392,5
Obligations accessibles à tout placeur	+ 29,0	+ 0,2	—	+ 1,2	+ 2,7	+ 5,5	+ 29,0	+ 16,8	+ 57,4	+ 76,7	+ 13,1	0,0	+ 231,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 46,9	- 87,2	0,0	- 16,6	- 12,6	- 2,6	0,0	- 72,1
Divers	0,0	+ 9,0	—	0,0	- 3,5	- 0,2	0,0	0,0	+ 1,9	+ 5,5	+ 0,4	0,0	+ 13,1
Total ...	+ 35,1	+ 12,7	—	+ 1,5	- 1,1	+ 164,7	+ 138,0	+ 34,1	+ 99,8	+ 87,9	+ 10,9	+ 3,3	+ 586,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 10,1	—	0,0	+ 13,0	0,0	0,0	+ 23,1
Obligations accessibles à tout placeur	- 14,7	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,0	- 1,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 4,6	+ 3,6	0,0	- 6,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 4,0	+ 10,7	0,0	+ 5,6	+ 7,2	+ 2,6	+ 8,6	+ 30,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	- 1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 4,1	- 5,5	0,0	0,0	- 2,6
Divers	+ 1,8	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	+ 1,8	—	0,0	- 6,8	0,0	0,0	- 3,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	- 12,9	- 1,2	- 0,1	0,0	- 0,2	- 4,0	+ 20,8	+ 1,2	+ 10,3	+ 12,5	+ 6,2	+ 8,6	+ 41,2
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 1,5	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 1,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,5	0,0	0,0	0,0	- 1,3	0,0	- 0,8	0,0	- 2,3	- 0,7	+ 0,3	0,0	- 5,3
Reserves de sécurité sociale	+ 8,0	—	—	—	—	+ 0,8 ²	—	—	—	—	—	—	+ 8,8
Divers	+ 9,8	- 0,5	+ 0,8	0,0	0,0	0,0	+ 1,5	—	+ 0,3	+ 6,4	+ 0,6	- 0,7	+ 18,2
Total ...	+ 17,3	- 0,5	+ 0,8	0,0	- 1,3	+ 0,8	+ 2,2	0,0	- 2,0	+ 5,7	+ 0,9	- 0,7	+ 23,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 6,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 6,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,4	—	0,0	0,0	+ 1,0	+ 1,4	—	- 2,1	- 2,5	0,0	+ 0,9	- 1,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 73,5	—	+ 3,9	0,0	0,0	0,0	- 69,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 47,2	—	—	—	—	—	+ 47,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 32,6	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 32,6
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 47,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 47,8
Obligations	+ 132,1 ⁴	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	—	+ 100,9	0,0	+ 19,3	+ 9,5	+ 2,6 ⁴	0,0	+ 264,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 8,2	—	—	—	- 0,4	—	—	—	—	- 14,4	- 6,6
Divers	+ 79,9	+ 1,8	+ 3,8	0,0	+ 1,0	—	+ 0,7	—	+ 57,0	+ 0,7	0,0	+ 15,8	+ 160,7
(Actions et parts)	(+ 33,0) ⁴	(0,0)	(- 0,3)	(0,0)	(0,0)	(—)	(+ 2,8)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(- 1,0) ⁴	(0,0)	(+ 34,6)
Total ...	+ 292,4	+ 1,4	+ 12,0	0,0	+ 1,2	+ 1,0	+ 82,5	0,0	+ 78,1	+ 7,7	+ 2,6	+ 2,3	+ 481,2

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 67,0	- 1,3	+ 0,6	+ 1,8	+ 2,1	- 6,1	+ 8,3	0,0	- 0,9	+ 0,7	+ 5,8	0,0	+ 75,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	—	0,0	- 0,2	- 0,1	—	—	+ 1,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 214,2	—	—	—	—	—	—	+ 214,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,8	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	- 9,6	- 10,4
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 75,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 75,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 55,4	0,0	—	0,0	+ 0,4	—	—	—	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 56,7
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	- 55,9	0,0	0,0	0,0	—	—	- 55,9
Dépôts à plus d'un an	+ 0,4	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	+ 1,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,6	+ 0,2	- 0,6	0,0	+ 6,7
Divers	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 16,8	+ 19,4	0,0	- 8,9	+ 27,4
(Actions et parts)	(+ 8,9)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(- 1,0)	(0,0)	(+ 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 8,3)
Total ...	+ 203,6	- 1,3	+ 0,7	+ 1,8	+ 2,5	+ 208,1	- 47,6	0,0	+ 17,3	+ 21,1	+ 5,2	- 18,5	+ 392,9
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	+ 6,4	+ 5,8	—	+ 0,6	0,0	—	0,0	+ 12,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 27,2	—	0,0	0,0	—	—	+ 27,2
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	+ 5,4	- 4,1	—	- 3,7	+ 4,1	—	—	+ 1,7
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	- 0,4	- 0,4
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	+ 11,8	+ 28,9	—	- 3,1	+ 4,1	—	- 0,4	+ 41,3
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 9,0	0,0	0,0	0,0	- 0,5	- 0,1	0,0	—	0,0	+ 1,3	+ 2,7	0,0	+ 12,4
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 0,2	0,0	—	0,0	0,0	+ 19,2	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 19,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 97,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 97,0
Autres dépôts à un an au plus	+ 16,2	- 0,2	0,0	0,0	- 0,9	+ 11,0	0,0	—	- 0,2	- 0,2	+ 1,1	0,0	+ 26,8
Dépôts à plus d'un an	+ 1,4	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,6	0,0	—	- 0,2	0,0	0,0	0,0	+ 1,8
Bons de caisse à un an au plus	+ 27,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	+ 27,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	- 0,8	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,2	—	- 0,2	- 0,1	+ 2,3	0,0	+ 1,4
Réserves mathématiques	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1
Divers	+ 10,3	0,0	0,0	- 1,0	0,0	+ 42,8	- 0,9	0,0	+ 3,3	- 1,2	0,0	+ 14,3	+ 67,6
(Actions et parts)	(+ 1,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(+ 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,7)
Total ...	+ 160,6	- 0,2	0,0	- 1,0	- 1,4	+ 73,5	- 1,0	0,0	+ 2,7	- 0,5	+ 6,1	+ 14,3	+ 253,1
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	- 1,1	0,0	—	- 1,1	+ 0,1	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	- 1,8
Argent à très court terme (francs belges)	+ 0,1	—	—	0,0	—	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,7	+ 0,6	—	0,0	+ 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,4	—	0,0	- 3,1	0,0	0,0	- 3,0
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 37,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	+ 37,5
Autres dépôts à un an au plus	+ 8,6	- 2,3	0,0	+ 1,5	+ 6,0	+ 1,2	- 0,0	—	+ 0,3	0,0	- 0,2	0,0	+ 15,1
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 25,8	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,2	—	- 0,1	- 0,3	0,0	0,0	+ 25,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,7	+ 6,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 28,4	- 0,1	0,0	+ 0,7	- 0,5	0,0	- 3,7	+ 1,9	- 13,8	- 0,3	- 3,8	0,0	+ 8,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	- 0,1	- 21,0	+ 6,7	—	+ 20,3	+ 2,9	- 2,5	- 8,1	- 1,8
Divers	+ 0,9	0,0	+ 5,3	+ 1,4	+ 6,4	- 1,5	+ 38,2	—	+ 0,3	- 8,6	0,0	+ 43,0	+ 85,4
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 100,2	- 2,4	+ 5,3	+ 2,5	+ 11,9	- 24,2	+ 47,7	+ 1,9	+ 6,3	- 8,8	- 6,2	+ 34,9	+ 169,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 5,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,8
Réserves mathématiques	+ 50,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 50,6
Divers	+ 1,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 0,6	0,0	0,0	- 0,7	- 0,1
(Actions et parts)	(+ 0,9)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(—)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 1,0)
Total ...	+ 57,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,6	0,0	0,0	- 0,7	+ 56,3
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	0,0	+ 2,7	0,0	0,0	- 0,6	- 14,4	+ 22,1	+ 3,4	+ 6,8	- 1,3	+ 1,1	—	+ 19,8
Total des créances	+ 843,6	+ 13,7	+ 20,4	+ 4,3	+ 13,8	+ 446,1	+ 425,2	+ 42,3	+ 258,8	+ 176,3	+ 33,0	+ 44,4	+ 2.321,9

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.
² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.
³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.
⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	351,5	10,6	1.149,2	—	698,8	739,2	261,9	2.849,1	4,7	3.215,9
2. Organismes publics d'exploitation	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	101,3	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	260,5	36,3	486,9
3. Etat (Trésor)	682,5	30,9	—	15,9	60,9	790,2	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	212,8	3.347,0	54,1	5.083,2
4. Secteur public non compris ailleurs	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	100,7	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	894,8	7,4	1.023,1
5. Sécurité sociale	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	234,4	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	66,6	56,9	377,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.062,0	59,9	87,6	19,0	349,6	1.578,1	1.031,5	3.034,4	223,0	1.648,7	1.994,1	517,8	7.418,0	159,4	10.187,0
7. Etranger	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	230,5	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	5.180,4	1,1	5.413,8
8. Organismes principalement monétaires	2.462,2	12,0	2,6	34,7	13,0	2.524,5	5.693,9	545,6	0,0	57,6	21,0	5,0	629,2	549,2	9.396,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	213,5	1,3	229,1
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.738,4	0,9	1,5	25,9	29,6	1.796,3	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	148,0	70,3	2.110,2
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.198,7	10,7	131,7	51,1	21,8	1.414,0	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	60,6	501,5	162,7	2.246,8
12. Autres institutions ¹	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	754,8	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,7	3,0	758,5
13. Total des intermédiaires financiers	6.153,9	23,6	138,6	111,7	64,6	6.492,4	5.969,6	1.034,4	2,0	222,6	121,8	112,1	1.492,9	786,5	14.741,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	37,6	0,0	458,2	4,2	90,1	123,4	31,5	707,4	—	745,0
15. Total des créances	7.269,8	121,5	384,1	130,8	432,4	8.338,6	7.002,9	9.497,8	229,2	2.124,0	2.273,6	674,1	14.798,7	947,0	31.087,2
Solde des créances et des dettes ...	4.053,9	-365,4	-4.699,1	-892,3	54,5	-1.848,4	1.589,1	101,0	0,1	13,8	26,8	-84,4	57,3	202,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	351,7	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	267,6	3.049,6	3,0	3.415,6
2. Organismes publics d'exploitation	70,0	1,2	22,5	2,2	1,4	97,3	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	18,2	267,3	39,3	483,1
3. Etat (Trésor)	717,6	43,6	—	17,4	59,8	838,4	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	223,7	3.710,0	57,4	5.611,7
4. Secteur public non compris ailleurs	38,5	12,8	34,0	0,4	0,6	86,3	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	23,0	945,8	16,0	1.064,3
5. Sécurité sociale	232,0	0,2	18,5	0,0	0,0	250,7	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	9,5	73,4	56,2	401,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.091,3	73,4	89,9	20,0	349,8	1.624,4	1.133,4	3.296,0	260,0	1.800,0	2.148,1	542,0	8.046,1	171,9	10.975,8
7. Etranger	77,0	16,9	155,5	0,1	4,3	253,8	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	5.342,7	2,0	5.601,3
8. Organismes principalement monétaires	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	2.722,2	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	625,2	565,6	9.772,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	243,4	0,9	270,4
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	1.954,3	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	155,3	84,6	2.363,3
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.298,9	8,3	137,0	53,6	33,7	1.531,5	144,4	247,3	3,9	150,7	86,1	54,4	542,4	197,6	2.415,9
12. Autres institutions ¹	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	812,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	2,3	814,8
13. Total des intermédiaires financiers	6.666,2	19,7	144,7	115,0	77,6	7.023,2	6.195,8	1.062,4	3,9	245,2	137,7	117,2	1.566,4	851,0	15.636,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	39,7	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	761,2	—	800,9
15. Total des créances	7.834,5	135,2	390,1	135,1	446,2	8.941,1	7.332,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	707,1	15.716,4	1.024,9	33.014,4
Solde des créances et des dettes ..	4.418,9	-347,9	-5.221,6	-929,2	45,1	-2.034,7	1.730,7	133,1	1,1	19,5	34,0	-107,7	80,0	224,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1986

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 6,0	+ 2,2	0,0	0,0	+ 4,0	+ 0,2	+ 38,4	+ 128,4	—	+ 41,3	+ 48,4	+ 5,7	+ 223,8	- 1,7	+ 260,7
2. Organismes publics d'exploitation	- 4,2	+ 0,3	+ 1,6	- 0,5	- 1,2	- 4,0	- 9,6	+ 3,2	+ 1,7	+ 1,9	- 0,5	+ 0,5	+ 6,8	+ 3,0	- 3,8
3. Etat (Trésor)	+ 35,1	+ 12,7	—	+ 1,5	- 1,1	+ 48,2	+ 164,7	+ 138,0	+ 34,1	+ 99,8	+ 87,9	+ 10,9	+ 370,7	+ 3,3	+ 586,9
4. Secteur public non compris ailleurs	- 12,9	- 1,2	- 0,1	0,0	- 0,2	- 14,4	- 4,0	+ 20,8	+ 1,2	+ 10,3	+ 12,5	+ 6,2	+ 51,0	+ 8,6	+ 41,2
5. Sécurité sociale	+ 17,3	- 0,5	+ 0,8	0,0	- 1,3	+ 16,3	+ 0,8	+ 2,2	0,0	- 2,0	+ 5,7	+ 0,9	+ 6,8	- 0,7	+ 23,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 29,3	+ 13,5	+ 2,3	+ 1,0	+ 0,2	+ 46,3	+ 190,3	+ 292,6	+ 37,0	+ 151,3	+ 154,0	+ 24,2	+ 659,1	+ 12,5	+ 908,2
7. Etranger	+ 292,4	+ 1,4	+ 12,0	0,0	+ 1,2	+ 307,0	+ 1,0	+ 82,5	0,0	+ 78,1	+ 7,7	+ 2,6	+ 170,9	+ 2,3	+ 481,2
8. Organismes principalement monétaires	+ 203,6	- 1,3	+ 0,7	+ 1,8	+ 2,5	+ 207,3	+ 208,1	- 47,6	0,0	+ 17,3	+ 21,1	+ 5,2	- 4,0	- 18,5	+ 392,9
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 11,8	+ 28,9	—	- 3,1	+ 4,1	—	+ 29,9	- 0,4	+ 41,3
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 160,6	- 0,2	0,0	- 1,0	- 1,4	+ 158,0	+ 73,5	- 1,0	0,0	+ 2,7	- 0,5	+ 6,1	+ 7,3	+ 14,3	+ 253,1
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 100,2	- 2,4	+ 5,3	+ 2,5	+ 11,9	+ 117,5	- 24,2	+ 47,7	+ 1,9	+ 6,3	- 8,8	- 6,2	+ 40,9	+ 34,9	+ 169,1
12. Autres institutions ¹	+ 57,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 57,6	0,0	0,0	0,0	- 0,6	0,0	0,0	- 0,6	- 0,7	+ 56,3
13. Total des intermédiaires financiers	+ 521,9	- 3,9	+ 6,1	+ 3,3	+ 13,0	+ 540,4	+ 269,2	+ 28,0	+ 1,9	+ 22,6	+ 15,9	+ 5,1	+ 73,5	+ 29,6	+ 912,7
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 2,7	0,0	0,0	- 0,6	+ 2,1	- 14,4	+ 22,1	+ 3,4	+ 6,8	- 1,3	+ 1,1	+ 32,1	—	+ 19,8
15. Total des créances	+ 843,6	+ 13,7	+ 20,4	+ 4,3	+ 13,8	+ 895,8	+ 446,1	+ 425,2	+ 42,3	+ 258,8	+ 176,3	+ 33,0	+ 935,6	+ 44,4	+ 2.321,9
Solde des créances et des dettes	+ 582,9	+ 17,5	- 566,5	- 36,9	- 9,4	- 12,4	- 35,1	+ 32,3	+ 1,0	+ 5,7	+ 7,2	- 23,3	+ 22,9	+ 24,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)	
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation	Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres inter-médiaires financiers ¹⁰		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)								Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹			
															Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires^{6}
(1)	(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)				
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	- 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Anc. série ¹²	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	- 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
Nouv. série ¹² ..	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	- 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	- 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	- 165,4
1986 Mars	976,0	1.055,7	495,3	138,9	2.665,9	- 727,2	1.710,2	195,2	1.200,0	1.210,0	50,1	168,5	11,2	218,7	- 160,8
Juin	1.057,0	1.043,3	493,5	120,1	2.713,9	- 806,1	1.765,0	189,6	1.240,3	1.249,3	48,2	175,6	20,3	271,3	- 190,3
Septembre	1.001,7	1.094,6	489,1	128,4	2.713,8	- 843,7	1.767,4	193,5	1.226,3	1.233,7	50,0	191,4	15,9	281,1	- 168,1
Décembre	1.040,5	1.172,6	489,5	113,3	2.815,9	- 814,3	1.756,6	200,9	1.292,3	1.298,5	49,4	209,4	18,8	278,7	- 175,9
1987 Mars	1.042,8	1.219,1	492,0	119,5	2.873,4	- 863,5	1.899,9	198,6	1.323,9	1.333,4	45,1	184,4	27,6	298,2	- 240,8
Juin	1.134,7	1.217,5	498,0	127,3	2.977,5	- 890,7	1.928,7	207,7	1.418,1	1.424,6	43,7	136,3	29,1	326,3	- 221,7
Septembre	1.085,4	1.250,9	505,1	124,4	2.965,8	- 832,3	1.912,9	225,7	1.390,0	1.395,1	41,7	102,0	27,1	349,1	- 250,4
Décembre	* 1.091,0	1.313,4	* 506,7	130,2	* 3.041,3	- 816,4	1.862,5	204,9	1.444,1	1.451,1	48,2	127,6	25,8	* 379,1	* - 234,5
1988 Mars	* 1.092,2	* 1.346,0	* 516,4	156,8	* 3.111,4	* - 888,0	* 1.996,7	* 212,3	1.505,8	1.514,7	* 49,8	97,3	18,6	* 333,1	* - 214,2

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	9,3	6,5	6,6	6,2	6,7	4,8	4,9	5,8	6,2	6,4	5,0	5,0	4,3	5,3	* 4,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	12,2	24,8	55,1	6,5	7,0	5,1	5,2	6,1	6,5	6,7	5,3	5,3	4,6	5,6	4,8
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,1	12,7	12,6	16,3	14,8	15,1	12,8	14,6	12,7	14,1	12,7	15,0	13,2	* 14,1	* 14,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	370,1	369,5	383,3	381,9	379,9	402,1	387,8	400,5	388,4	414,4	401,6	410,7	397,2	*419,5	*405,7
— monnaie scripturale ⁵	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,2	0,2	0,1	0,1	0,5	0,7	0,7	2,8	1,4	0,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	246,0	254,6	278,8	292,1	250,8	238,5	208,2	202,8	202,1	208,6	228,2	220,0	205,5	*209,0	*211,7
TOTAL DU PASSIF ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6	648,9	652,2	623,6	649,9	637,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-10-87	30-11-87	31-12-87	31-1-88	29-2-88	31-3-88	30-4-88	31-5-88	30-6-88	31-7-88	31-8-88	30-9-88	31-10-88
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	57,6	57,5	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3
2. F.M.I. : — Participation	19,1	19,1	19,1	19,1	18,0	18,2	18,5	18,5	18,1	18,1	17,4	17,4	17,1
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	10,8	22,9	24,0	19,1	26,5	26,0	23,8	23,8	27,7	21,8	22,5	22,3	21,4
— Autres	4,4	4,4	4,4	4,3	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,9	1,5	1,5	1,5
3. Ecus	152,9	152,9	152,9	141,5	141,5	141,5	141,5	141,5	141,5	144,3	144,3	144,3	138,0
4. Accords internationaux	2,8	2,7	2,3	2,8	2,8	2,9	2,9	2,9	2,5	2,8	2,8	2,9	2,9
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	2,1	0,1	0,1	0,7	5,2	1,2	0,8
9. Autres : a) en monnaies étrangères	121,0	110,1	111,0	142,6	137,3	124,2	120,8	131,0	131,7	138,6	135,7	138,1	144,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	369,1	370,0	371,4	387,0	387,3	374,0	370,5	378,7	382,5	387,5	386,7	385,0	383,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,6	1,4	1,5	1,6	1,5	1,3	1,3	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,0	3,8	3,7	3,4	3,2	3,0	3,7	4,0	3,7	3,7	3,2	3,0	2,9
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	17,4	17,4	17,4	21,0	20,6	21,0	21,1	21,1	21,0	21,0	21,0	21,2	21,2
— autres	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	115,7	119,4	127,6	86,7	100,4	97,3	109,7	110,2	117,2	100,7	93,2	98,9	99,0
b) autres	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	2,0	6,8	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	62,2	55,1	55,2	64,7	59,8	51,6	50,3	48,1	47,1	48,7	53,6	52,7	51,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	652,3	642,5	652,2	639,8	648,2	623,6	632,2	638,6	649,9	644,9	638,7	637,1	634,0

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-10-87	30-11-87	31-12-87	31-1-88	29-2-88	31-3-88	30-4-88	31-5-88	30-6-88	31-7-88	31-8-88	30-9-88	31-10-88
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
b) en francs belges ¹	6,1	5,1	5,0	6,0	5,8	4,3	4,9	6,4	5,3	6,9	* 5,3	* 4,5	* 4,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	6,4	5,4	5,3	6,3	6,0	4,6	5,2	6,7	5,6	7,2	5,6	4,8	4,4
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	12,9	13,7	15,0	12,7	14,2	13,2	14,1	14,7	* 14,1	* 14,1	* 14,7	* 14,4	* 14,4
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,3	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	406,6	403,4	410,7	396,1	394,1	397,2	405,5	*412,1	*419,5	*410,4	*402,7	*405,7	*406,3
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,6	0,5	0,7	0,6	1,2	2,8	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3	0,3	0,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	224,4	219,2	220,0	223,6	232,3	205,5	206,1	*203,2	*209,0	*211,5	*214,0	*211,7	*208,2
TOTAL DU PASSIF ...	652,3	642,5	652,2	639,8	648,2	623,6	632,2	638,6	649,9	644,9	638,7	637,1	634,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	2,0	2,1	0,1	2,4	0,8	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,7	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	2,0	2,2	0,1	3,1	1,2	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,9	2,0	2,0	1,8	2,2	2,1	2,3	1,9	2,2	2,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	1,3	1,5	2,1	1,6	4,9	1,2	1,0	1,4	3,3	0,3
c) sur les banques de dépôts	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	1,1	6,1	3,7	6,8	3,1	5,7	3,2	7,4	3,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	70,6	83,6	99,7	87,8	94,6	99,2	106,6	92,3	91,1	91,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	14,0	15,0	15,0	14,0	14,7	14,8	14,8	* 15,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	41,2 ⁶	47,1	45,9	51,3	45,7	49,9	55,3	68,5	51,7	55,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,3	2,7	0,1	1,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,3	2,7	4,9	0,0	4,9	0,8	1,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,7	0,2	3,9	1,9	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	* 0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	11,8	11,3	14,6	16,1	15,3	16,0	14,2	18,1	16,6	* 16,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	148,6⁶	167,7	188,5	183,7	188,7	190,4	202,3	205,1	188,8	186,0

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,2	1,0	1,3	1,2	1,6	1,5	1,3
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,3	4,5	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8	3,7	3,0
b) envers les organismes publics	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,4	1,5	2,1	1,6	4,9	1,2	1,0	1,4	3,3	0,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	6,7	10,0	10,2	10,7	7,5	7,7	8,5	8,6	5,8
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,6	14,4	14,7	14,9	15,1	14,5	14,3	14,4	14,7	14,9
— monnaie scripturale	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	86,8	100,8	120,6	105,2	111,4	116,3	126,5	110,6	*109,5	*112,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	33,0 ⁵	38,8	36,6	46,9	41,2	45,3	47,4	64,8	* 47,5	* 47,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,5
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	148,6 ⁵	167,7	188,5	183,7	188,7	190,4	202,3	205,1	188,8	186,0

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	394,8	420,5	436,2	445,1	456,2	468,6	439,4*	476,8
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	30,5	19,2	21,7	19,8	21,3	19,5	18,0	14,3	15,9	15,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	3.840,2	3.896,3	4.056,3	3.959,4	4.255,8	4.380,0	4.226,1	4.482,2
b) en francs belges	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	191,5	220,2	231,6	233,9	251,6	240,4	252,3	248,6	262,5	274,6
Total des créances sur l'étranger	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.488,3	4.570,5	4.765,4	4.664,4	4.982,3	5.111,5	4.943,9*	5.249,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	14,4	12,8	13,1	11,0	12,4	10,5	11,7	10,8	12,8	11,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0
b) sur les organismes publics	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	6,8	10,0	10,2	10,7	7,5	7,7	8,5	8,6	5,8
c) sur les banques de dépôts	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	437,1	517,2	495,2	487,1	463,9	424,6	479,0	514,0	517,9*	563,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	482,2	553,3	730,5	744,9	745,2	842,2	814,1	820,3	781,1	860,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	499,2	615,1	638,0	656,0	642,2	687,8	758,9	745,9	740,9*	811,7
— autres	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	249,1	266,6	194,0	174,9	170,8	164,8	142,6	147,8	142,8*	122,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	25,6	39,4	45,4	45,8	51,4	49,1	52,4	51,3	54,2*	57,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	14,7	18,6	17,7	17,7	16,8	16,8	18,0	17,8	17,7*	15,4
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	77,1	80,7	78,5	87,0	82,8	81,9	88,1	81,5*	84,3
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	17,8	15,5	14,7	15,1	14,0	11,7	12,8	12,8	13,1	12,5
b) effets commerciaux	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	201,1	191,2	209,0	202,9	220,3	169,0	181,1	173,3	174,0	169,8
c) avances	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	904,9	966,5	1.016,5	1.007,2	1.057,7	1.143,2	1.224,2	1.203,5	1.257,0*	1.323,5
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,6	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	23,2	18,6	20,8	19,5	19,3	18,3	17,8	17,2	18,8*	19,5
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	27,4	29,9	29,5	26,8	25,9	24,5	29,4*	30,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	21,1	16,8	14,4	14,3	16,1	22,7	29,1	22,2	25,0	17,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	98,6	129,4	161,8	173,1	173,0	191,8	221,6	256,7	294,5*	249,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	56,3	65,9	61,8	61,6	63,5	66,9	67,5	67,0	68,7*	68,9
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	61,6	62,5	67,2	67,4	68,6	66,8	65,0*	74,8
D. Autres	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	544,0	588,8	545,7	576,0	619,4	583,2	570,6	537,4	606,9*	621,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8	9.897,4	9.854,0	10.369,2

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.034,2	5.101,9	5.297,0	5.215,2	5.579,1	5.670,4	5.507,2	5.820,1
b) en francs belges ¹	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	459,1	531,0	569,7	583,0	555,9	590,0	642,2	644,0	619,2	686,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.603,9	5.684,9	5.852,9	5.805,2	6.221,3	6.314,4	6.126,4	6.506,6
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	1,2	6,1	3,7	6,8	3,1	5,7	3,2	7,5	3,7
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0
— autres	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	436,3	516,4	494,4	486,3	463,2	423,9	478,3	513,2	516,8	562,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	393,3	427,6	480,5	444,5	468,8	475,1	528,5	490,1	504,6	513,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,7	2,2	2,0	2,0	3,2	2,7	2,8	2,8	3,0	3,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	553,5	570,5	607,3	626,1	639,8	653,8	690,6	717,0
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	489,8	524,1	565,3	593,0	577,7	597,1	622,8	629,0
— à plus d'un an :															
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	37,2	38,5	38,4	39,0	41,3	44,6	45,2	47,4
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	456,3	450,6	451,1	453,0	456,7	460,5	461,5	469,0
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	120,1	128,4	113,3	119,5	127,3	124,4	130,2	156,8
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,9	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0	1,0
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	18,1	18,3	25,3	28,2	32,4	41,7	50,2	59,9
D. Autres	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	516,8	579,3	583,1	606,1	649,5	681,3	654,6	650,0	693,2	698,8
TOTAL DU PASSIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8	9.897,4	9.854,0	10.369,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,6	57,3	57,3	
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,3	22,1	22,4	20,9	20,4	19,4	19,1	18,2	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	14,7	10,7	13,6	13,7	12,5	9,5	24,0	26,0	
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	6,0	6,0	5,9	5,9	5,4	4,4	4,4	3,6	
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	143,4	134,8	138,9	136,5	139,1	145,7	152,9	141,5	
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,5	2,7	2,4	2,7	2,4	2,8	2,3	2,9	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	394,8	420,5	436,2	445,1	456,2	468,6	439,4	* 476,8	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	43,2	36,8	30,3	24,8	24,1	20,0	26,4	14,8	16,3	16,0	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	3.899,1	3.932,0	4.091,0	4.004,9	4.364,2	4.516,0	4.337,1	4.606,4	
b) en francs belges	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	191,5	220,3	231,6	234,6	252,0	240,4	253,1	248,6	262,5	274,6	
Total des créances sur l'étranger	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	4.802,9	4.846,4	5.044,7	4.948,2	5.337,4	5.487,4	5.315,3	* 5.623,3	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	16,1	14,0	15,6	14,0	15,3	14,3	16,5	14,5	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	
b) sur les organismes publics	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	12,5	12,7	15,6	15,5	20,0	13,0	12,6	13,7	15,6	9,1	
c) sur les banques de dépôts	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	442,7	519,0	501,3	490,8	470,7	427,7	484,7	517,2	525,3	566,8	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	589,8	673,9	867,2	869,7	876,8	978,4	957,7	949,6	909,2	989,0	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	524,9	642,5	666,3	685,3	671,5	719,2	791,0	778,1	773,1	847,9	(7)
— autres	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	286,6	304,1	231,5	212,4	208,3	202,3	180,0	185,2	180,2	159,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	! 66,8 ⁵	86,5	91,3	97,1	97,1	99,0	107,7	119,8	105,9	* 112,8	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	15,4	19,3	18,5	18,5	17,6	17,6	18,8	18,6	18,5	* 16,2	(8)
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	77,1	80,7	78,5	87,0	82,8	81,9	88,1	81,5	* 84,3	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	18,1	17,6	14,7	15,1	14,0	11,7	12,8	12,8	13,1	12,5	(9)
b) effets commerciaux	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	201,4	201,7	209,1	204,0	220,6	169,0	181,1	173,3	174,0	169,8	(9)
c) avances	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	905,0	966,5	1.016,5	1.007,2	1.057,7	1.143,2	1.224,2	1.203,9	1.257,0	1.323,5	(9)
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,6	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	23,6	18,8	20,8	19,5	19,3	18,3	17,8	17,2	18,8	* 19,5	(11)
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	27,4	29,9	29,5	26,8	25,9	24,5	29,4	* 30,3	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	175,6	191,4	209,4	184,4	136,3	102,0	127,6	97,3	(12)
b) autres	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	21,1	17,2	20,3	15,9	18,8	27,6	29,1	27,1	25,8	18,6	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	99,3	129,6	165,7	175,0	173,0	191,8	222,5	256,7	295,4	249,6	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	56,6	66,2	62,1	61,9	63,8	67,2	67,8	67,3	68,9	* 69,1	(14)
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	61,6	62,5	67,2	67,4	68,6	66,8	65,0	* 74,8	(14)
D. Autres	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	635,9	664,6	631,3	646,2	676,4	642,6	641,5	627,8	678,7	* 690,1	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.155,7⁵	9.678,6	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	10.614,7	10.751,4	10.695,0	11.178,8	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.034,2	5.101,9	5.297,0	5.215,2	5.579,1	5.670,4	5.507,2	5.820,1	
b) en francs belges ¹	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	465,3	537,7	574,5	587,9	561,7	596,2	648,7	649,0	624,2	690,9	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.609,0	5.690,1	5.859,0	5.811,7	6.228,1	6.319,7	6.131,7	6.511,3	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	16,1	14,0	15,6	14,0	15,3	14,3	16,5	14,5	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	6,5	5,2	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8	3,7	3,0	
b) envers les organismes publics	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	4,8	2,7	8,2	5,3	11,7	4,3	6,7	4,6	10,8	4,0	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	* 1,0	
— autres	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	443,6	523,5	504,5	496,5	474,1	431,5	486,0	521,7	525,6	* 567,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	397,5	394,3	416,8	402,7	415,6	402,9	428,7	416,0	425,4	412,1	(1)
— monnaie scripturale ³	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	480,5	528,6	601,4	549,9	580,4	591,8	655,3	601,1	614,4	* 626,7	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	35,4 ⁶	41,8	38,8	49,1	44,5	48,1	50,7	68,3	51,2	* 53,4	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	553,5	570,5	607,3	626,1	639,8	653,8	690,6	717,0	(2)
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	489,8	524,1	565,3	593,0	577,7	597,1	622,8	* 629,0	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	37,2	38,5	38,4	39,0	41,3	44,6	45,2	* 47,4	(3)
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	456,3	450,6	451,1	453,0	456,7	460,5	461,5	* 469,0	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	120,1	128,4	113,3	119,5	127,3	124,4	130,2	156,8	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,9	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0	1,0	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	18,1	18,3	25,3	28,2	32,6	41,7	50,2	* 60,4	(14)
D. Autres	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	808,9	830,1	821,6	814,3	852,3	883,4	863,2	878,2	913,2	* 904,3	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	19.155,7 ⁶	9.678,6	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	10.614,7	10.751,4	10.695,0	11.178,8	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

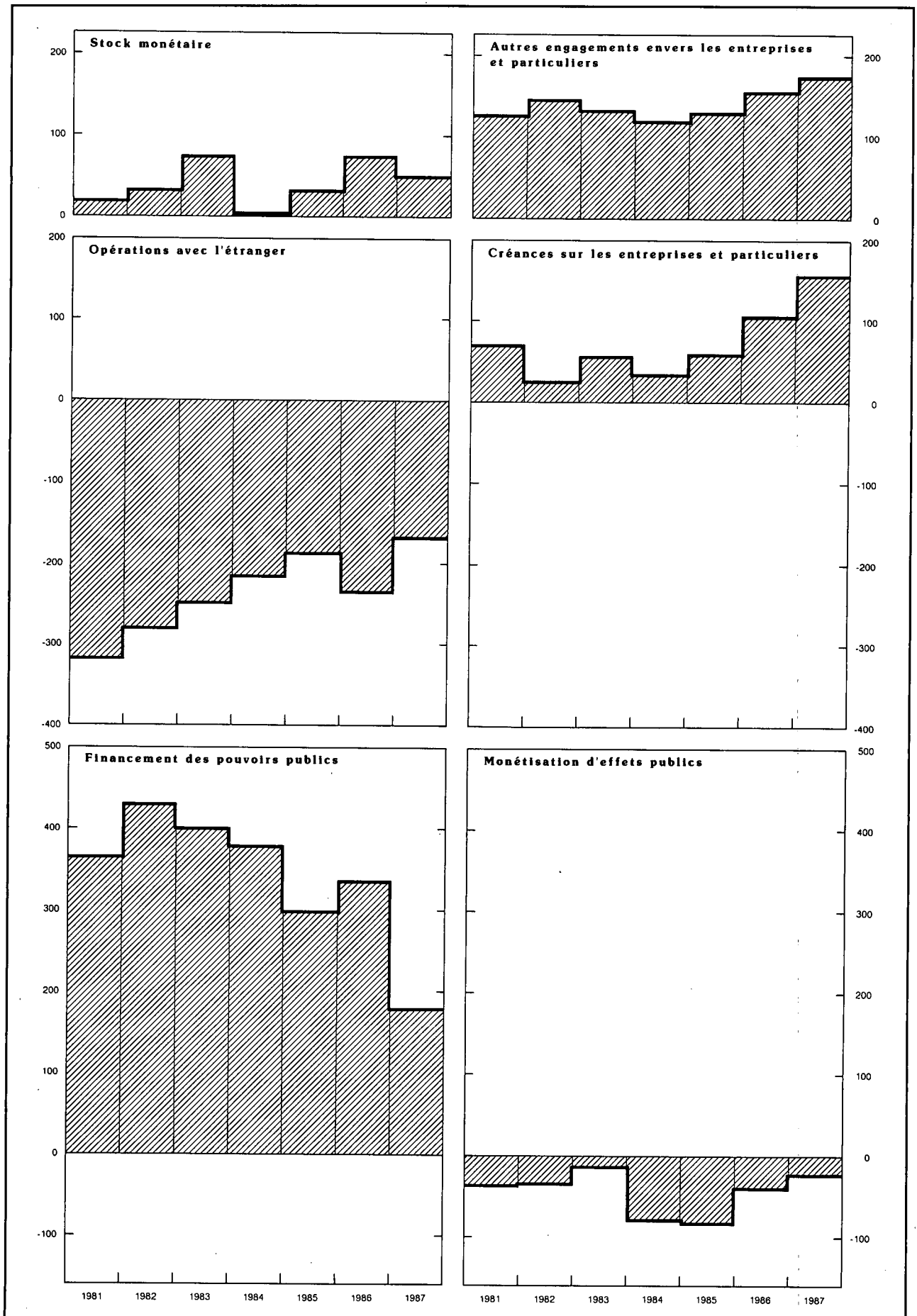
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷			Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)												(7)			(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)			
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6	
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6	
1982	+ 31,8	+ 64,1	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,5	- 282,8	+ 24,3	- 2,1	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 28,6	- 9,2	+ 43,3	0,0	
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+ 205,9	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8	
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1	
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+ 158,5	- 188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7	
1986	+ 75,9	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,9	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3	
1987	+ 50,5	+ 140,8	+ 17,2	+ 16,9	+ 225,4	- 170,6	+ 152,6	- 0,5	- 0,8	- 0,9	+ 180,0	+ 1,7	- 23,0	- 2,5	+ 96,2	- 6,8	
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 11,4	+ 39,4	+ 13,8	+ 15,3	+ 79,9	- 52,3	+ 14,9	+ 0,6	- 4,1	- 0,8	+ 127,5	+ 12,2	- 18,2	- 2,1	- 15,9	+ 18,1	
2 ^e trimestre .	+ 81,0	- 12,4	- 1,8	- 18,8	+ 48,0	- 114,7	+ 39,3	- 0,8	+ 5,7	+ 1,0	+ 84,4	- 6,2	- 11,2	+ 19,1	+ 53,2	- 21,8	
3 ^e trimestre .	- 55,3	+ 51,3	- 4,4	+ 8,3	- 0,1	- 39,2	- 15,6	+ 1,7	+ 2,1	+ 1,7	+ 28,0	+ 3,5	- 10,7	- 6,0	+ 8,2	+ 26,2	
4 ^e trimestre .	+ 38,8	+ 78,0	+ 0,4	- 15,1	+ 102,1	- 29,1	+ 64,8	- 0,6	- 0,6	+ 1,2	+ 96,0	- 0,2	- 19,8	- 4,0	+ 2,6	- 8,2	
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 2,3	+ 46,5	+ 2,5	+ 6,2	+ 57,5	- 50,4	+ 35,0	- 3,3	+ 1,7	- 3,4	+ 107,7	- 3,2	+ 7,1	- 12,9	+ 18,2	- 39,0	
2 ^e trimestre .	+ 91,9	- 1,6	+ 6,0	+ 7,8	+ 104,1	- 38,1	+ 91,1	- 1,0	+ 0,1	+ 3,1	+ 46,1	+ 7,8	- 10,5	+ 15,3	+ 28,4	- 38,2	
3 ^e trimestre .	- 49,3	+ 33,4	+ 7,1	- 2,9	- 11,7	- 34,3	- 29,5	- 1,5	- 3,6	+ 1,3	+ 15,4	+ 17,1	- 12,9	- 2,0	+ 19,9	+ 18,4	
4 ^e trimestre .	+ 5,6	+ 62,5	+ 1,6	+ 5,8	+ 75,5	- 47,8	+ 56,0	+ 5,3	+ 1,0	- 1,9	+ 10,8	- 20,0	- 6,7	- 2,9	+ 29,7	+ 52,0	
1988 1 ^{er} trimestre .	+ 1,2	+ 32,6	+ 9,8	+ 26,6	+ 70,2	* - 2,5	* + 63,5	* + 0,9	* - 0,1	* - 1,7	* + 106,0	* + 1,6	* + 1,8	- 9,8	* - 47,3	* - 42,2	

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	35,4	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	100,8	427,6	528,6	922,9	41,8	964,7
1986 Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	105,3	430,5	536,1	925,5	50,5	976,0
Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	120,5	480,6	601,4	1.018,2	38,8	1.057,0
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	105,2	444,5	549,9	952,6	49,1	1.001,7
Décembre	15,1	415,1	415,6	0,2	111,5	468,7	580,4	996,0	44,5	1.040,5
1987 Mars	14,5	401,1	402,9	0,4	116,3	475,1	591,8	994,7	48,1	1.042,8
Juin	14,3	428,5	428,7	0,3	126,5	528,5	655,3	1.084,0	50,7	1.134,7
Juillet	14,2	419,6	420,6	0,3	128,3	495,4	624,0	1.044,6	45,0	1.089,6
Août	14,1	417,7	418,0	0,4	122,6	492,4	615,4	1.033,4	49,4	1.082,8
Septembre	14,3	414,4	416,0	0,4	110,6	490,1	601,1	1.017,1	68,3	1.085,4
Octobre	14,2	419,5	420,8	0,4	119,0	498,6	618,0	1.038,8	47,8	1.086,6
Novembre	14,4	417,1	417,8	0,3	114,5	501,3	616,1	1.033,9	51,4	1.085,3
Décembre	14,7	425,6	425,4	0,3	*109,5	*504,6	*614,4	1.039,8	*51,2	1.091,0
1988 Janvier	14,6	408,8	410,7	0,3	*149,6	*488,5	*638,4	*1.049,1	*51,8	*1.100,9
Février	14,7	408,3	408,8	0,4	*113,8	*517,6	*631,8	*1.040,6	*50,3	*1.090,9
Mars	14,9	410,4	412,1	0,3	*112,7	*513,7	*626,7	*1.038,8	*53,4	*1.092,2
Avril	15,1	419,6	420,6	0,2	*144,0	*517,9	*662,1	*1.082,7	*56,6	*1.139,3
Mai	15,5	426,8	427,7	0,4	*116,6	*533,8	*650,8	*1.078,5	*51,3	*1.129,8
Juin	15,7	433,6	434,9	0,3	*124,7	*556,8	*681,8	*1.116,7	*50,4	*1.167,1
Juillet	15,8	424,5	*426,7	0,4	*135,7	*536,1	*672,2	*1.098,9	*51,1	*1.150,0

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 18,4	- 83,5
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 88,5	- 86,2
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 89,4	- 4,8
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 94,4	- 59,9
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 62,4	- 14,9
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2	+ 87,5	- 46,6
1986	272,0	- 1.086,3	- 814,3	- 6,3	- 109,6	- 115,9	+ 16,3	+ 3,1	- 235,3	+ 118,3	+ 2,4
1987	366,0	- 1.182,4	- 816,4	+ 79,1	- 133,1	- 54,0	+ 117,4	- 0,8	- 170,6	+ 143,5	+ 89,5
1986 1 ^{er} trimestre	282,1	- 1.009,3	- 727,2	- 4,9	- 12,7	- 17,6	+ 38,8	- 4,1	- 52,3	+ 35,6	+ 18,0
2 ^e trimestre	309,3	- 1.115,4	- 806,1	+ 28,2	- 114,7	- 86,5	+ 22,5	+ 5,7	- 114,7	+ 32,4	- 54,1
3 ^e trimestre	267,6	- 1.111,3	- 843,7	- 30,6	- 11,0	- 41,6	- 4,5	+ 2,1	- 39,2	+ 65,7	+ 24,1
4 ^e trimestre	272,0	- 1.086,3	- 814,3	+ 1,0	+ 28,8	+ 29,8	+ 59,5	- 0,6	- 29,1	- 15,4	+ 14,4
1987 1 ^{er} trimestre	277,4	- 1.140,9	- 863,5	+ 2,0	- 77,2	- 75,2	- 26,5	+ 1,7	- 50,4	+ 21,9	- 53,3
2 ^e trimestre	346,8	- 1.237,5	- 890,7	+ 75,7	- 45,7	+ 30,0	+ 68,0	+ 0,1	- 38,1	+ 22,4	+ 52,4
3 ^e trimestre	370,7	- 1.203,0	- 832,3	+ 15,7	- 4,3	+ 11,4	+ 49,3	- 3,6	- 34,3	+ 40,8	+ 52,2
4 ^e trimestre	366,0	- 1.182,4	- 816,4	- 14,3	- 5,9	- 20,2	+ 26,6	+ 1,0	- 47,8	+ 58,4	+ 38,2
1988 1 ^{er} trimestre	369,4	* - 1.257,4	* - 888,0	+ 13,1	- 22,1	- 9,0	- 6,1	- 0,1	* - 2,8	+ 65,8	+ 56,8

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 7.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions [*]	
	Avoirs bruts au comptant					Engagements bruts au comptant					Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	-125,4	180,8	+44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	-123,9	95,4	-93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	-130,9	52,0	-37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	-171,9	41,1	-22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	-167,7	115,3	+67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	-8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+80,7
1986 3 ^e trimestre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	-116,5	125,0	+2,4
4 ^e trimestre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+1,6
1987 1 ^{er} trimestre	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	-121,3	132,0	+0,7
2 ^e trimestre	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	-119,1	196,5	+70,8
3 ^e trimestre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	-136,5	210,0	+8,3
4 ^e trimestre	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,9
1988 1 ^{er} trimestre	57,3	47,8	141,5	124,2	2,9	373,7	4,6	0,0	23,6	28,2	-121,3	224,2	+10,7
2 ^e trimestre	57,3	49,3	141,5	131,7	2,5	382,3	5,6	0,0	23,6	29,2	-114,2	238,9	+3,3
3 ^e trimestre	57,3	41,3	144,3	138,1	2,9	383,9	4,7	0,0	23,6	28,3	-116,7	238,9	+4,3
1987 Octobre	57,6	34,3	152,9	121,0	2,8	368,6	6,4	0,0	23,6	30,0	-127,4	211,2	-1,1
Novembre	57,5	46,3	152,9	110,1	2,7	369,5	5,4	0,0	23,6	29,0	-128,0	212,5	+1,6
Décembre	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,4
1988 Janvier	57,3	42,5	141,5	142,6	2,8	386,7	6,3	0,0	23,6	29,9	-140,1	216,7	-1,2
Février	57,3	48,0	141,5	137,3	2,8	386,9	6,0	0,0	23,6	29,6	-136,2	221,1	-7,5
Mars	57,3	47,8	141,5	124,2	2,9	373,7	4,6	0,0	23,6	28,2	-121,3	224,2	+19,4
Avril	57,3	45,9	141,5	120,8	2,9	368,4	5,2	0,0	23,6	28,8	-114,2	225,4	+6,3
Mai	57,3	45,9	141,5	131,0	2,9	378,6	6,7	0,0	23,6	30,3	-114,2	234,1	+9,8
Juin	57,3	49,3	141,5	131,7	2,5	382,3	5,6	0,0	23,6	29,2	-114,2	238,9	-0,2
Juillet	57,3	43,7	144,3	138,7	2,8	386,8	7,2	0,0	23,6	30,8	-117,7	238,3	-0,2
Août	57,3	41,4	144,3	135,7	2,8	381,5	5,6	0,0	23,6	29,2	-116,7	235,7	+2,1
Septembre	57,3	41,3	144,3	138,1	2,9	383,9	4,7	0,0	23,6	28,3	-116,7	238,9	+2,4
Octobre	57,3	40,0	138,0	144,0	2,9	382,2	4,4	0,0	23,6	28,0	-114,3	239,9	+1,0

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R. », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger			Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			Total
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Juin	164,6	189,4	143,6	19,1	732,6	1.249,3	139,3	794,2	13,4	946,9	2.196,2
Septembre ..	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	133,0	771,5	11,5	916,0	2.149,7
Décembre ...	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987 Mars	215,4	211,8	140,7	17,0	748,6	1.333,5	122,7	747,4	16,2	886,3	2.219,8
Juin	229,8	218,5	168,5	17,6	790,2	1.424,6	122,6	794,4	15,0	932,0	2.356,6
Septembre ..	240,3	225,1	160,9	17,4	751,4	1.395,1	119,7	796,9	13,3	929,9	2.325,0
Décembre ...	255,7	230,7	164,3	17,1	783,3	1.451,1	119,3	732,2	12,8	864,3	2.315,4
1988 Mars	267,8	244,9	159,3	17,4	825,3	1.514,7	121,3	809,5	9,3	940,1	2.454,8
Juin	278,5	257,3	187,6	18,4	854,6	1.596,4	.	877,5	.	1.006,3	2.602,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986 Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre ..	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	4,4	8,6	15,1	202,8	1.007,2	1.225,1	0,1
Décembre ...	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
Décembre ...	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,3	7,9	12,8	184,5	1.391,2	1.588,5	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1979	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986 Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	8,0	40,3	48,3	22,8	88,0	787,7	898,5	0,5
Septembre ..	26,8	130,2	759,0	916,0	5,6	37,1	42,7	21,2	93,1	759,0	873,3	0,3
Décembre ...	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,5	37,1	21,0	77,8	750,4	849,2	1,2
Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,9	38,9	44,8	19,1	67,5	800,6	887,2	0,9
Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,5	40,6	15,7	66,8	806,8	889,3	0,7
Décembre ...	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,8	39,5	17,2	65,7	741,9	824,8	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	33,1	39,5	17,0	63,9	819,7	900,6	0,6
Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,8	32,0	38,8	17,6	62,7	887,2	967,5	0,9
C. Total												
1979	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986 Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	12,5	45,1	57,6	37,5	296,9	1.804,1	2.138,5	0,7
Septembre ..	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	9,8	41,5	51,3	36,3	295,9	1.766,2	2.098,4	0,4
Décembre ...	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,8	46,8	32,7	246,7	1.893,6	2.173,0	1,3
Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,7	40,6	51,3	31,9	248,6	2.024,8	2.305,3	1,0
Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	36,4	46,1	28,5	240,1	2.010,3	2.278,9	0,7
Décembre ...	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,9	46,5	30,4	239,6	1.998,9	2.268,9	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	37,1	48,3	29,6	233,7	2.143,2	2.406,5	0,6
Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	12,4	34,3	46,7	30,4	247,2	2.278,4	2.556,0	0,9

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliards a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
C. Total											
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986 Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre ..	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	3,3	7,5	15,1	203,9	1.007,2	1.226,2	0,1
Décembre ...	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
Décembre ...	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,2	7,8	12,8	184,6	1.391,2	1.588,6	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1979	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986 Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	4,3	35,6	39,9	26,5	92,7	787,7	906,9	0,6
Septembre ..	26,8	130,2	759,0	916,0	4,2	33,5	37,7	22,6	96,7	759,0	878,3	0,3
Décembre ...	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,0	36,6	21,0	78,3	750,4	849,7	1,2
Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,2	31,3	36,5	19,8	75,1	800,6	895,5	1,0
Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,0	40,1	15,7	67,3	806,8	889,8	0,7
Décembre ...	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,4	39,1	17,2	66,1	741,9	825,2	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	32,8	39,2	17,0	64,2	819,7	900,9	0,6
Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,3	30,3	36,6	18,1	64,4	887,2	969,7	0,9
C. Total												
1979	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986 Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	8,8	40,4	49,2	41,2	301,6	1.804,1	2.146,9	0,8
Septembre ..	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	8,4	36,8	45,2	37,7	300,6	1.766,2	2.104,5	0,4
Décembre ...	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,3	46,3	32,7	247,2	1.893,6	2.173,5	1,3
Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,0	33,0	43,0	32,6	256,2	2.024,8	2.313,6	1,1
Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	35,9	45,6	28,5	240,6	2.010,3	2.279,4	0,7
Décembre ...	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,5	46,1	30,4	240,0	1.998,9	2.269,3	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	36,8	48,0	29,6	234,0	2.143,2	2.406,8	0,6
Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	11,9	32,5	44,4	30,9	249,0	2.278,4	2.558,3	0,9

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliard a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

Références bibliographiques : *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.
Encaisse en or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3
Fonds Monétaire International :									
Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0
Écus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9
Monnaies étrangères	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9
Autres	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0
Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3
Avances au F.M.I.	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—	—	—
Banques	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5
Fonds publics	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—
Comptes transitoires	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2
Total de l'actif	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.
Billets en circulation	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres institutions du secteur public	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6
Valeurs à payer	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7
Autres accords	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—
Comptes transitoires	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1
Réserve extraordinaire	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2
Bénéfice net à répartir	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
Total du passif	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1987 6 juillet	1988 4 juillet	1987 10 août	1988 8 août	1987 7 septembre	1988 5 septembre	1987 5 octobre	1988 10 octobre
Encaisse en or	57,7	57,3	57,8	57,3	57,8	57,3	57,6	57,3
Fonds Monétaire International :								
Participation	20,4	18,1	19,6	17,6	19,7	17,4	19,4	17,4
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	10,5	27,7	10,6	21,7	9,6	22,4	9,5	22,3
Ecus	139,1	141,5	143,8	144,3	143,8	144,3	145,7	138,0
Monnaies étrangères	115,7	131,7	125,5	139,9	120,7	136,2	135,9	142,3
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	20,7	27,3	23,4	27,7	23,4	27,7	26,5	23,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	2,4	2,5	2,9	2,9	2,8	2,8	2,9	2,9
Avances au F.M.I.	5,4	3,5	5,4	2,4	5,4	0,0	4,4	0,0
Dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R.	—	—	—	1,5	—	1,5	—	1,5
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,8	0,0	6,0	2,0	0,0	0,0	15,1	0,1
Effets de commerce	1,1	0,1	0,5	0,4	0,5	5,5	0,5	4,4
Avances sur nantissement	0,0	10,0	0,0	0,0	0,1	3,7	0,0	2,7
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes^b	150,1	112,7	116,4	106,2	122,6	98,5	109,3	97,7
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,3	1,1	1,5	1,1	1,5	1,2	1,6	1,1
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,9	3,7	3,8	3,3	3,8	3,2	3,8	2,9
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Fonds publics	19,2	22,8	19,2	22,8	19,2	22,8	19,2	22,8
Immeubles, matériel et mobilier	5,4	6,8	5,4	6,8	5,4	6,8	5,4	6,8
Divers	19,8	20,8	27,2	12,0	24,0	23,3	23,4	19,7
	648,0	662,0	643,1	644,3	634,7	649,0	654,6	637,9
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux¹	13,8	11,8	12,9	11,2	12,5	10,7	12,1	10,2
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	160,0	210,0	160,0	210,0	160,0	180,0	160,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1987 6 juillet	1988 4 juillet	1987 10 août	1988 8 août	1987 7 septembre	1988 5 septembre	1987 5 octobre	1988 10 octobre
Billets en circulation	434,7	437,3	417,6	422,8	418,9	422,5	420,4	420,5
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	3,4	1,9	1,4	1,8	1,6	3,2	2,3	3,2
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	6,4	15,8	10,9	8,0	6,7	11,1	7,1	9,7
Accords d'aide financière	3,9	3,7	3,8	3,3	3,8	3,2	3,8	2,9
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	139,1	141,5	143,7	144,3	143,7	144,3	145,7	138,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Autres	0,9	0,0	6,0	1,0	0,0	0,0	16,1	0,2
Divers	16,8	15,4	16,9	16,7	17,1	18,3	15,4	17,0
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	18,8	22,4	18,8	22,4	18,9	22,4	18,8	22,4
	648,0	662,0	643,1	644,3	634,7	649,0	654,6	637,9
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	13,8	11,8	12,9	11,2	12,5	10,7	12,1	10,2

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)					(%)		
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	98,0	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1986 2 ^e trimestre	1.237	314,5	103,5	535,2	1.023,8	519,6	1.023,8	3.102,4	97
3 ^e trimestre	1.235	286,4	92,6	472,1	922,2	497,1	922,2	2.813,6	97
4 ^e trimestre	1.232	267,5	91,6	487,8	884,9	457,0	884,9	2.714,6	97
1987 1 ^{er} trimestre	1.209	305,8	99,8	523,0	1.097,7	539,1	1.097,7	3.257,5	97
2 ^e trimestre	1.206	308,3	102,1	544,4	1.037,6	541,1	1.037,6	3.160,7	97
3 ^e trimestre	1.204	284,7	96,1	474,6	908,2	488,7	908,2	2.779,7	97
4 ^e trimestre	1.203	281,7	94,0	494,7	908,8	471,1	908,8	2.783,4	97
1988 1 ^{er} trimestre	1.179	307,9	96,4	537,9	1.100,7	557,8	1.100,7	3.297,1	98
2 ^e trimestre	1.177	311,6	98,8	567,7	1.068,9	549,3	1.068,9	3.254,8	97
1987 Août	1.205	274,8	95,0	443,7	860,9	463,1	860,9	2.628,6	97
Septembre	1.204	266,3	97,0	448,0	918,9	471,3	918,9	2.757,1	97
Octobre	1.204	277,2	92,1	506,1	918,4	483,4	918,4	2.826,3	98
Novembre	1.203	270,0	96,9	470,2	882,7	470,1	882,7	2.705,7	97
Décembre	1.203	297,8	93,1	507,9	925,1	460,0	925,1	2.818,1	97
1988 Janvier	1.202	312,8	96,1	556,7	1.101,4	543,8	1.101,4	3.303,3	98
Février	1.182	310,2	100,4	557,7	1.166,0	585,1	1.166,0	3.474,8	98
Mars	1.179	300,5	92,5	499,2	1.034,7	544,5	1.034,7	3.113,1	98
Avril	1.178	314,2	94,5	575,5	1.023,2	508,6	1.023,2	3.130,5	98
Mai	1.178	300,9	106,0	560,4	1.086,1	587,4	1.086,1	3.320,0	97
Juin	1.177	319,6	95,8	567,2	1.097,3	552,0	1.097,3	3.313,8	97
Juillet	1.177	320,4	94,1	502,9	900,0	516,4	900,0	2.819,3	97
Août	1.177	292,0	91,0	489,1	947,4	492,1	947,4	2.876,0	99

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1987 31 juillet	1988 31 juillet	1987 31 août	1988 31 août
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	18,5	16,2	15,9	16,2	15,1	15,1	15,5	14,0
Prêts au jour le jour	146,6	175,0	206,9	260,9	235,5	400,4	290,4	328,4
Banquiers	2.462,2	2.520,2	2.366,2	2.562,7	2.403,5	2.998,0	2.367,6	3.041,8
Maison-mère, succursales et filiales	1.133,1	1.338,9	1.509,1	1.627,8	1.641,4	1.548,4	1.663,2	1.750,0
Autres valeurs à recevoir à court terme	64,2	68,4	70,7	68,3	82,9	90,9	69,6	69,4
Portefeuille-effets	885,9	938,1	1.185,0	1.169,5	1.197,2	1.138,6	1.181,8	1.171,7
a) Effets publics	569,7	644,5	843,6	901,4	925,0	864,7	913,5	898,6
b) Effets commerciaux ^a	316,2	293,6	341,4	268,1	272,2	273,9	268,3	273,1
Reports et avances sur titres	2,8	4,3	6,8	5,4	6,4	6,0	6,2	5,7
Débiteurs par acceptations	60,8	54,8	46,0	39,0	42,2	44,1	39,0	40,9
Débiteurs divers	2.059,5	1.974,1	1.930,7	2.106,0	2.112,9	2.406,4	2.110,5	2.439,8
Valeurs mobilières	1.122,7	1.423,1	1.567,6	1.629,0	1.646,2	1.807,8	1.636,3	1.800,1
a) Fonds publics belges	828,8	985,5	1.027,0	1.086,2	1.089,5	1.148,0	1.081,9	1.135,2
b) Autres titres d'emprunt	289,7	419,0	523,2	510,0	536,5	616,3	525,9	621,8
c) Actions et parts de sociétés	2,5	2,2	2,4	16,1	3,0	15,4	11,7	15,6
d) Autres valeurs mobilières	1,7	16,4	15,0	16,7	17,2	28,1	16,8	27,5
Valeurs de la réserve légale	3,7	3,8	4,7	5,6	5,2	5,5	5,3	5,6
Participations	47,2	33,4	36,9	48,7	46,4	65,0	48,3	64,7
a) Filiales	31,9	17,3	21,4	32,8	28,9	38,3	30,8	38,2
b) Autres participations	15,3	16,1	15,5	15,9	17,5	26,7	17,5	26,5
Frais de constitution et de premier établissement	1,9	2,2	2,4	2,8	2,7	3,3	2,8	3,3
Immeubles	24,6	25,7	26,9	27,5	27,8	33,2	27,9	33,3
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,8	1,8	2,3	2,1	2,8	2,1	2,8
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	8,4	10,0	10,7	10,7	11,7	12,1	11,8	12,1
Divers	264,6	266,8	258,2	271,4	228,0	337,1	239,8	365,3
Total de l'actif	8.308,7	8.856,9	9.246,6	9.854,0	9.707,3	10.914,8	9.718,2	11.149,0
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	83,7	82,3	57,3	53,0	52,8	49,5	52,0	48,5
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,5	1,4	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

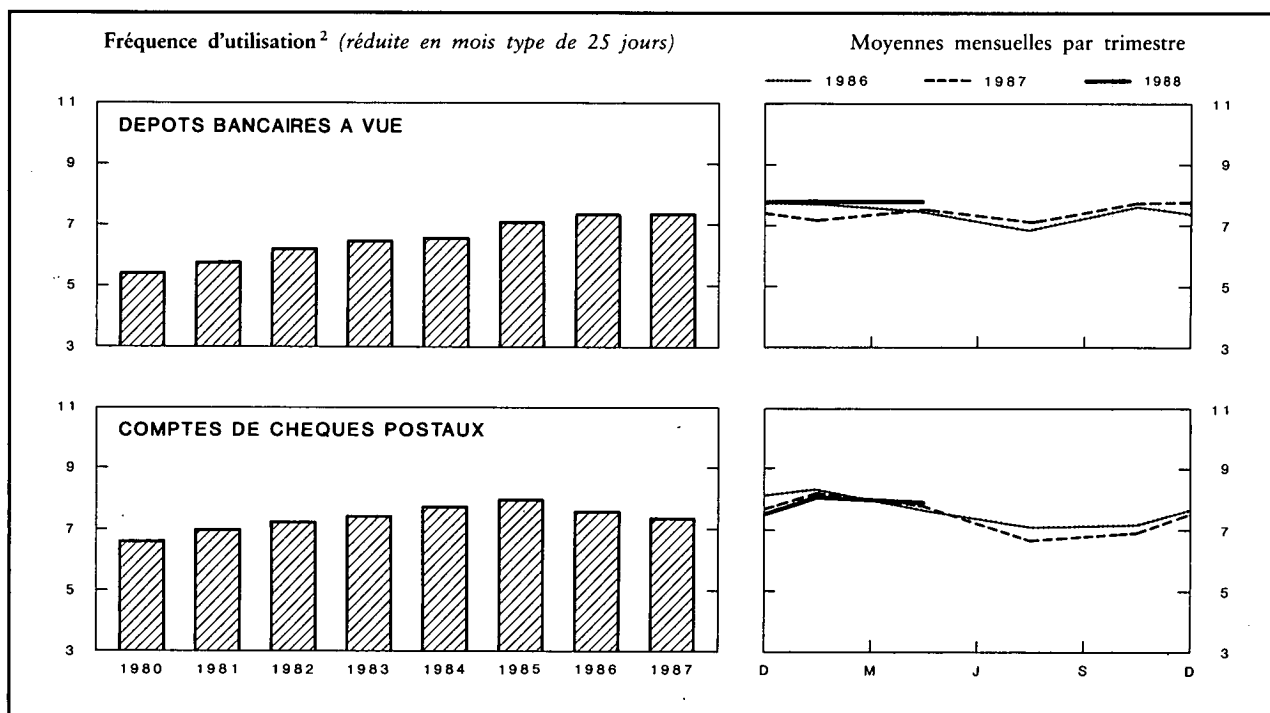
Passif

Rubriques	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1987 31 juillet	1988 31 juillet	1987 31 août	1988 31 août
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	10,9	8,9	29,1	33,7	12,0	9,2	6,3	9,9
<i>a)</i> Créanciers garantis par des privilèges ...	8,4	8,2	8,2	9,0	8,4	8,9	5,8	5,9
<i>b)</i> Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	2,5	0,7	20,9	24,7	3,6	0,3	0,5	4,0
Emprunts au jour le jour	257,7	330,6	422,3	365,2	373,3	544,2	355,5	523,6
<i>a)</i> Couverts par des sûretés réelles	5,5	8,5	6,7	7,1	5,3	3,6	2,3	4,4
<i>b)</i> Non couverts par des sûretés réelles	252,2	322,1	415,6	358,1	368,0	540,6	353,2	519,2
Banquiers	4.142,7	4.354,7	4.433,3	4.684,7	4.604,9	4.986,6	4.592,9	5.175,1
Maison-mère, succursales et filiales	921,4	931,8	853,9	940,7	977,3	1.161,7	1.004,0	1.254,5
Acceptations	61,1	54,8	46,0	39,0	42,2	44,1	39,0	40,9
Autres valeurs à payer à court terme	51,5	61,9	81,7	81,4	77,5	101,1	78,6	77,2
Créditeurs pour effets à l'encaissement	8,1	7,4	5,6	4,9	5,1	5,2	5,2	5,6
Dépôts et comptes courants	2.015,9	2.164,3	2.399,2	2.647,8	2.609,7	2.915,2	2.623,1	2.875,0
<i>a)</i> A vue	504,5	557,8	618,5	662,4	657,1	736,4	659,2	682,5
<i>b)</i> A un mois au plus	485,1	495,0	580,2	675,7	643,5	683,5	642,2	708,5
<i>c)</i> A plus d'un mois	505,0	507,6	512,3	520,3	576,1	639,8	581,3	624,5
<i>d)</i> A plus d'un an	10,7	15,2	13,8	28,3	20,6	36,8	22,3	37,7
<i>e)</i> A plus de deux ans	42,7	49,8	58,0	58,7	56,1	66,5	57,8	65,6
<i>f)</i> Carnets de dépôts	466,4	536,9	613,2	698,3	652,3	748,1	656,3	752,0
<i>g)</i> Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	2,0	3,2	4,1	4,0	4,1	4,0	4,2
Obligations et bons de caisse	390,8	444,0	450,3	461,6	456,2	470,1	456,2	469,7
Montants à libérer sur titres et participations	1,7	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
Divers	259,1	304,1	289,9	335,9	290,2	376,8	298,8	416,1
<i>Total de l'exigible</i>	8.120,9	8.663,9	9.012,6	9.596,3	9.449,8	10.615,6	9.461,0	10.849,0
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	58,2	49,3	58,9	68,3	72,2	86,2	71,5	86,8
<i>Non exigible :</i>								
Capital	68,4	77,6	85,9	91,0	89,3	94,8	89,6	94,9
Fonds indisponible par prime d'émission	5,5	5,3	12,4	12,9	12,7	13,3	12,8	13,0
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,7	3,8	4,6	5,2	5,2	5,5	5,2	5,5
Réserve disponible	31,5	35,0	39,9	44,5	43,8	47,5	43,8	47,8
Autres réserves	11,7	11,5	20,4	22,8	21,3	38,0	21,3	38,0
Provisions	8,8	10,5	11,9	13,0	13,0	13,9	13,0	14,0
<i>Total du non exigible</i>	129,6	143,7	175,1	189,4	185,3	213,0	185,7	213,2
<i>Total du passif</i>	8.308,7	8.856,9	9.246,6	9.854,0	9.707,3	10.914,8	9.718,2	11.149,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1986 2 ^e trimestre	2.592,2	896,4	3.488,6	7,42	7,42	7,66
3 ^e trimestre	2.451,4	741,0	3.192,4	7,07	6,88	7,08
4 ^e trimestre	2.701,8	745,8	3.447,6	7,63	7,52	7,14
1987 1 ^{er} trimestre	2.607,8	933,3	3.541,1	7,18	7,10	8,21
2 ^e trimestre	2.943,8	909,8	3.853,6	7,43	7,52	7,78
3 ^e trimestre	2.791,8	737,6	3.529,4	7,28	7,08	6,67
4 ^e trimestre	3.069,9	743,9	3.813,8	7,93	7,73	6,91
1988 1 ^{er} trimestre	3.131,5	912,5	4.044,0	8,05	7,84	8,15
2 ^e trimestre	3.349,1	902,6	4.251,7	7,83	7,84	7,91
1987 Août	2.637,6	730,9	3.368,5	6,75	6,75	6,68
Septembre	2.718,9	758,8	3.477,7	7,32	7,04	6,81
Octobre	2.855,5	693,4	3.548,9	7,86	7,28	6,60
Novembre	2.998,5	806,7	3.805,2	7,38	7,68	7,29
Décembre	3.355,6	731,7	4.087,3	8,53	8,21	6,81
1988 Janvier	3.146,5	906,4	4.052,9	7,97	7,97	8,13
Février	3.164,7	1.039,4	4.204,1	7,83	7,83	8,89
Mars	3.083,3	791,8	3.875,1	8,35	7,73	7,37
Avril	3.288,0	802,2	4.090,2	7,90	7,90	7,31
Mai	3.398,8	1.011,7	4.410,5	7,54	7,86	8,31
Juin	3.360,5	893,9	4.254,4	8,06	7,75	8,08
Juillet	3.215,3	673,1	3.888,4	7,48	7,48	6,21
Août	2.968,2			7,43	7,15	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.
Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

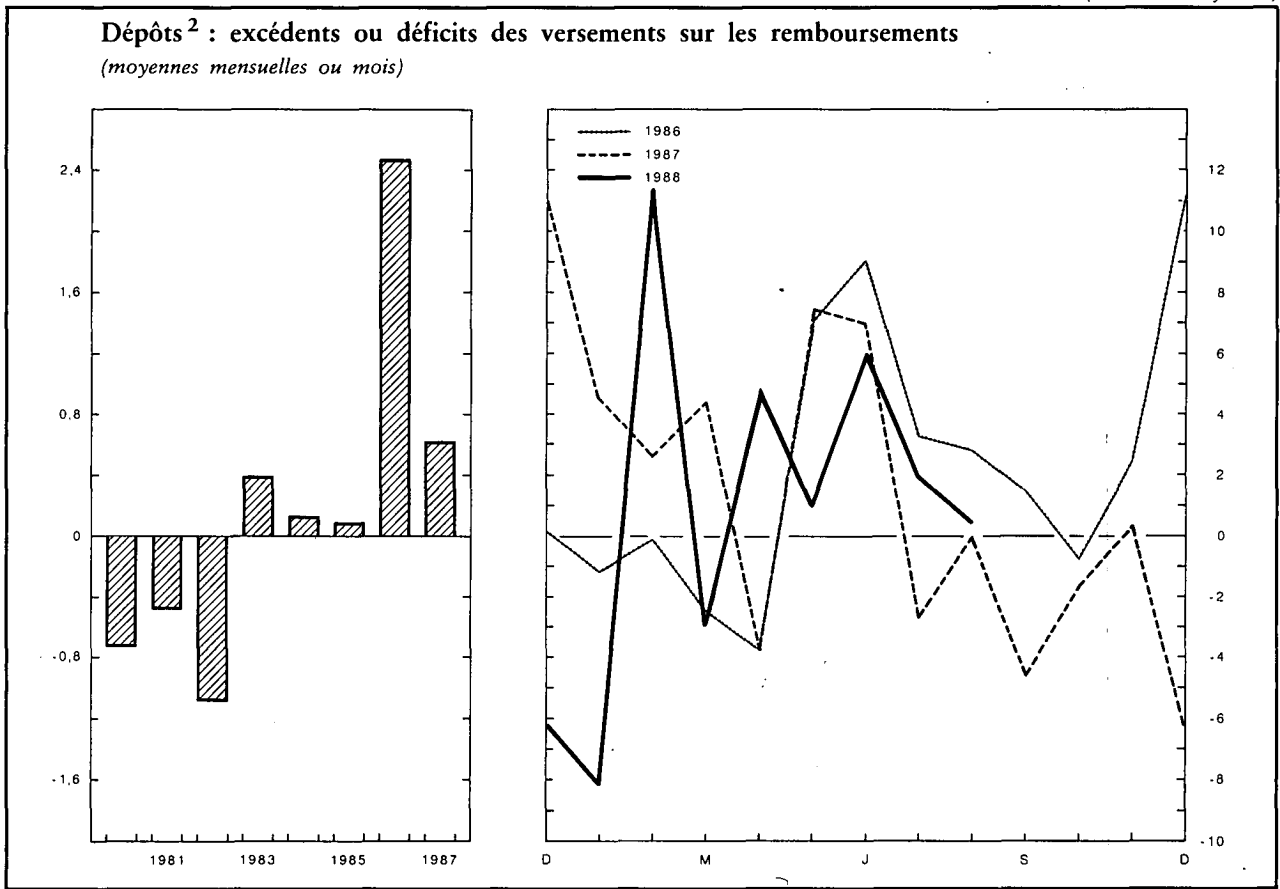
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Mars	21,8	208,6	0,0	0,0	50,6	6,6	0,0	168,5
Juin	42,4	175,6	0,0	0,0	37,9	0,0	5,9	175,6
Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 Janvier	41,9	202,4	0,0	0,0	58,8	0,0	0,0	186,1
Février	44,8	208,4	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	185,2
Mars	42,0	224,1	0,0	0,0	63,5	14,3	0,0	184,4
Avril	42,4	192,8	0,0	0,0	63,8	1,4	0,0	164,7
Mai	43,3	214,4	0,0	0,0	59,5	6,6	0,0	184,4
Juin	45,4	146,7	0,0	0,0	54,4	0,0	0,0	136,3
Juillet	43,7	133,3	0,0	0,0	53,8	0,0	0,0	121,8
Août	43,6	137,9	0,0	0,0	50,1	5,8	0,0	122,7
Septembre	48,1	112,8	0,0	0,0	47,2	7,4	0,0	102,0
Octobre	51,8	115,7	0,0	0,0	38,2	5,3	6,8	115,7
Novembre	42,7	132,8	0,0	0,0	49,9	2,3	0,0	119,4
Décembre	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1986 2 ^e trimestre	450,3	437,8	12,5	523,5	265,3	788,8
3 ^e trimestre	432,2	424,6	7,6	531,1	265,4	796,5
4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	265,9	842,7
2 ^e trimestre	530,0	519,2	10,8	587,6	267,8	855,4
3 ^e trimestre	501,2	508,4	- 7,2	580,4	269,4	849,8
4 ^e trimestre	770,0	777,4	- 7,4	593,9	269,9	863,8
1988 1 ^{er} trimestre	567,2	567,3	- 0,1	600,0	275,9	875,9
2 ^e trimestre	598,3	586,1	12,2	612,2	277,2	889,4
1987 Août	153,4	153,4	0,0	585,0	269,1	854,1
Septembre	170,7	175,3	- 4,6	580,4	269,4	849,8
Octobre	181,0	182,6	- 1,6	578,8	269,7	848,5
Novembre	168,6	168,2	0,4	579,2	270,2	849,4
Décembre	420,4	426,6	- 6,2	593,9	269,9	863,8
1988 Janvier	178,6	186,7	- 8,1	592,0	271,9	863,9
Février	192,1	180,7	11,4	603,4	274,5	877,9
Mars	196,5	199,9	- 3,4	600,0	275,9	875,9
Avril	196,6	191,8	4,8	604,8	276,3	881,1
Mai	202,8	201,4	1,4	606,2	275,8	882,0
Juin	198,9	192,9	6,0	612,2	277,2	889,4
Juillet	188,4	186,4	2,0	614,2	276,8	891,0
Août	206,6	206,1	0,5	614,7	276,5	891,2

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1987 les intérêts capitalisés s'élèvent à 24,7 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1985	1986	1987
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	5,0	6,3	7,3
Prêts au jour le jour	6,1	2,7	1,7
Banquiers	71,9	119,3	136,0
Filiales	—	—	2,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,3	2,2	1,6
Portefeuille-effets	148,0	179,0	202,4
a) effets publics	(135,8)	(168,9)	(193,1)
b) effets commerciaux	(12,2)	(10,1)	(9,3)
Reports et avances sur titres	0,6	0,7	0,8
Débiteurs par acceptation	0,0	0,2	0,0
Débiteurs divers	386,2	396,8	416,4
Valeurs mobilières	352,6	381,2	418,2
a) fonds publics belges	(333,1)	(354,1)	(384,8)
b) autres titres d'emprunts	(19,5)	(27,1)	(33,0)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(0,0)	(0,4)
Participations	1,6	1,7	2,2
a) filiales	(0,7)	(0,9)	(1,2)
b) autres participations	(0,9)	(0,8)	(1,0)
Immeubles	11,4	12,1	12,0
Matériel et mobilier	1,0	1,5	1,5
Divers	46,1	45,8	60,0
Compte de résultats :			
perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.032,8	1.149,5	1.262,3
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,1	1,3
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,1)	(1,3)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)	(0,0)
Emprunts au jour le jour	1,3	3,3	9,6
Banquiers	99,7	133,6	169,2
Filiales	—	—	8,4
Acceptations	0,0	0,2	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	1,7	1,8	6,1
Dépôts et comptes courants	598,5	657,5	693,3
a) à vue et à un mois au plus	(505,8)	(561,0)	(582,0)
b) à plus d'un mois	(92,7)	(96,5)	(111,3)
Obligations et bons de caisse	255,0	265,3	269,9
Divers	55,7	65,7	80,5
Total de l'exigible ...	1.013,0	1.128,5	1.238,4
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	—	—	1,5
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,2	19,8	21,0
Comptes de résultats :			
bénéfice de l'exercice	0,6	1,2	1,4
Total du passif ...	1.032,8	1.149,5	1.262,3

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1985	1986	1987
ACTIF			
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	—	—	0,4
— Autres immobilisations corporelles	—	—	0,0
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,4	0,6	1,6
— Titres à revenu fixe	33,7	59,2	59,1
— Autres valeurs mobilières	—	—	0,0
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,1	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	0,0	0,0	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	24,8	28,2	33,0
— Avances sur contrats	0,1	0,1	0,2
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,2	1,1	0,9
— autres	1,6	3,0	4,7
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,2	0,3
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,1	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,3	0,8	0,6
Placements de trésorerie	—	—	0,1
Valeurs disponibles	0,1	0,1	2,4
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,5	4,6	4,7
Total de l'actif ...	67,6	99,7	109,7
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,0	0,2	0,5
Réserves disponibles	13,8	14,3	15,5
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,8	0,8	0,8
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	37,6	69,4	77,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,2	0,2	0,3
Provisions pour prestations à régler	0,2	0,3	0,4
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	12,9	12,5	11,3
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,3	0,3	0,2
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,4	0,7	0,9
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3	0,4
Compte courant	0,0	0,0	—
Rentes à transférer	0,1	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	—	0,0	1,2
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	0,9	0,5	0,9
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	67,6	99,7	109,7

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
ACTIF									
IMMOBILISE	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1
2. garantis par banques et organismes financiers ..	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0
3. dont le risque est à charge de l'Institution	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5
Crédits commerciaux	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8
Autres ¹	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5
2. autres ²	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	0,1	1,4	1,5
Débiteurs divers	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2
Fonds publics et participations	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2
Divers	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3
Total de l'actif ...	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1
PASSIF									
NON EXIGIBLE	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1
EXIGIBLE :									
Obligations	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3
Bons de caisse	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6
Dépôts et emprunts divers	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7
Effets réescomptés	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6
Banquiers	—	—	—	—	—	—	0,1	1,3	1,1
Créditeurs divers	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1
Provisions pour charge et risques divers	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	—	0,4	1,2	1,6
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6
2. Autres ³	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8
Total du passif ...	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE Ier DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1987 31 juillet	1988 31 juillet	1987 31 août	1988 31 août
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,0	3,1	3,0	3,3	3,1	3,1	2,8	3,0
Prêts au jour le jour	5,7	2,5	3,7	4,5	0,9	3,3	1,4	3,9
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	42,5	41,8	64,8	101,0	70,3	118,6	72,3	133,9
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	8,2	7,4	7,3	7,8	4,2	5,5	4,4	5,0
Effets de commerce et factures	6,5	5,0	4,5	4,4	4,5	4,3	4,5	4,4
Débiteurs par acceptations	1,6	0,2	0,6	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	99,9	120,0	147,8	179,2	174,6	202,2	173,9	199,6
Portefeuille-titres et participations	518,3	608,4	683,6	744,8	730,5	837,4	739,0	826,6
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(71,2)	(66,6)	(71,6)	(75,5)	(66,7)	(83,9)	(71,2)	(77,3)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(220,6)	(281,0)	(321,7)	(374,1)	(372,8)	(427,1)	(371,6)	(424,1)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(168,0)	(180,5)	(192,5)	(193,3)	(194,1)	(197,5)	(196,6)	(193,3)
c) Obligations de sociétés belges	(24,0)	(24,5)	(22,5)	(21,5)	(20,0)	(22,9)	(20,1)	(22,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,1)	(12,9)	(14,2)	(15,1)	(14,8)	(14,0)	(14,8)	(14,2)
e) Autres valeurs	(22,4)	(42,9)	(61,1)	(65,3)	(62,1)	(92,0)	(64,7)	(94,9)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	258,9	265,7	290,1	307,1	295,7	319,9	297,4	322,1
Actionnaires ou sociétaires	2,9	2,7	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,4
Débiteurs divers	7,4	6,9	6,3	7,7	8,3	8,5	8,6	8,7
Divers	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Total du disponible et réalisable	955,3	1.064,0	1.214,6	1.362,6	1.295,1	1.505,5	1.307,2	1.509,9
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	8,5	9,2	9,0	9,6	9,2	10,0	9,5	10,0
Leasing immobilier	0,4	0,5	0,6	1,3	1,3	1,4	1,0	1,4
Matériel et mobilier	1,6	1,9	2,4	2,6	2,7	2,9	2,7	2,9
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	10,7	11,8	12,2	13,7	13,4	14,5	13,4	14,5
Comptes transitoires ¹	38,9	49,5	53,7	60,5	46,5	50,1	54,0	58,3
Total de l'actif	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.355,0	1.570,1	1.374,6	1.582,7
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	927,9	1.040,4	1.189,2	1.334,0	1.263,8	1.461,5	1.276,3	1.470,7
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	913,9	1.023,8	1.167,7	1.315,8	1.243,9	1.440,0	1.256,4	1.447,4

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE 1er DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1987 31 juillet	1988 31 juillet	1987 31 août	1988 31 août
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	544,9	506,2	605,0	710,4	661,8	755,1	670,3	760,7
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	127,7	142,1	149,1	171,2	160,2	198,1	162,3	199,0
c) de cinq ans ou plus	228,8	250,4	251,2	232,0	239,4	216,7	238,1	214,4
Réserves techniques	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,4	6,7	8,4	6,5	6,4	6,6	6,5	6,6
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,4	2,8	2,9	3,1	1,9	1,7	1,8	1,7
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,8	0,7	0,3
b) auprès de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,6	0,0	0,1
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,0	107,2	130,7	158,1	129,2	216,6	134,5	217,9
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	0,0	0,6	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,1	0,1	0,0	0,6	0,1	0,5	0,1	0,5
Autres engagements à un mois maximum	3,3	3,4	3,2	3,5	2,0	2,6	2,0	1,9
Créditeurs divers	2,0	2,3	2,9	3,4	3,5	4,1	3,4	4,0
Provisions pour charges	6,0	4,9	4,8	5,1	5,2	5,4	5,6	5,6
Divers	0,3	2,4	10,5	11,5	11,9	4,4	11,9	4,6
Total de l'exigible*	924,2	1.029,4	1.169,0	1.305,6	1.222,5	1.413,3	1.237,3	1.417,4
Fonds propres :								
a) capital	16,7	20,9	22,8	25,4	23,9	29,6	24,0	29,6
b) réserve légale	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	1,7	1,6	1,7
c) autres réserves	15,6	18,8	24,7	31,8	26,6	33,2	26,6	33,3
Comptes de redressements d'actifs	8,0	9,9	12,2	15,0	12,2	15,4	12,2	15,5
Comptes transitoires ¹	39,2	45,0	50,3	57,4	68,2	76,9	72,9	85,2
Total du passif	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.355,0	1.570,1	1.374,6	1.582,7

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE Ier DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre Ier de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1987 31 juillet	1988 31 juillet	1987 31 août	1988 31 août
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	1,0	0,8	0,6	0,5	1,2	0,5	0,4	0,4
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	24,5	23,0	13,6	11,9	12,3	11,6	12,3	11,6
Opérations de leasing et autres débiteurs divers .	2,2	2,6	3,2	3,7	3,2	4,0	3,2	4,1
Autres crédits	4,6	4,1	4,3	4,5	4,2	6,1	4,2	6,2
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	10,2	10,0	8,7	7,4	8,5	8,9	8,4	8,9
b) Autres valeurs	0,4	0,5	0,5	0,9	0,6	1,0	0,6	1,1
Divers	1,6	1,6	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,0
Total de l'actif ...	44,5	42,6	32,2	30,0	31,0	33,1	30,2	33,3
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	4,4	4,2	4,2	5,0	5,1	6,0	5,0	6,0
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	5,9	7,1	5,6	6,4	5,8	7,5	5,9	7,5
c) de cinq ans ou plus	19,2	17,8	11,6	9,9	10,1	9,7	10,0	9,5
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	3,3	3,4	1,3	1,0	1,1	0,9	1,1	1,0
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	5,3	4,2	4,0	2,4	3,7	3,7	3,0	4,0
Fonds propres	2,1	2,1	1,8	1,9	1,9	2,1	1,9	2,1
Divers	4,3	3,8	3,7	3,4	3,3	3,2	3,3	3,2
Total du passif ...	44,5	42,6	32,2	30,0	31,0	33,1	30,2	33,3
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération	12	10	7	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIIIe année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1er DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1er de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1987 31 juillet	1988 31 juillet	1987 31 août	1988 31 août
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,0	3,1	3,0	3,3	3,1	3,1	2,8	2,9
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	49,2	45,1	69,1	106,0	72,4	122,4	74,2	138,2
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	283,4	288,7	303,7	319,1	308,0	331,5	309,7	333,7
Opérations de leasing et autres débiteurs divers .	10,1	10,0	10,2	12,8	12,9	13,9	12,8	14,3
Autres crédits	120,8	136,8	164,5	195,9	187,7	218,2	187,1	215,3
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	470,0	538,1	594,5	650,2	642,0	717,4	647,8	703,6
b) Autres valeurs	58,9	80,7	98,3	102,9	97,6	129,9	100,2	133,0
Divers	54,0	65,4	69,4	76,6	62,3	66,8	70,2	75,0
Total de l'actif ...	1.049,4	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.386,0	1.603,2	1.404,8	1.616,0
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	549,3	510,4	609,2	715,4	666,9	761,1	675,3	766,7
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	133,6	149,2	154,7	177,6	166,0	205,6	168,3	206,5
c) de cinq ans ou plus	248,0	268,2	262,8	241,9	249,5	226,4	248,1	223,9
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	10,0	10,2	9,8	7,6	7,6	7,6	7,7	7,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,1
b) Autres intermédiaires financiers	7,5	112,3	134,9	161,2	133,7	221,6	138,2	222,8
Fonds propres	35,6	43,0	50,7	60,7	54,0	66,6	54,0	66,7
Divers	65,4	74,6	90,6	102,4	108,3	113,8	113,2	121,6
Total du passif ...	1.049,4	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.386,0	1.603,2	1.404,8	1.616,0

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIIIe année, tome 1, n° 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements		Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes	
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :						Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces	à fin de période		Créditeurs	Débiteurs
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat								
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1986 3 ^e trimestre ...	6,5	1,1	4,7	13,5	20,2	561,7	14,0	24,6	53,2	208,7
4 ^e trimestre ...	9,1	1,4	5,0	11,9	21,6	560,5	15,4	22,6	52,6	239,1
1987 1 ^{er} trimestre ...	10,1	1,9	4,1	15,5	22,7	557,4	15,7	22,7	52,5	211,0
2 ^e trimestre ...	9,0	1,4	2,5	10,6	25,6	556,7	17,8	21,5	47,3	162,3
3 ^e trimestre ...	9,3	1,6	3,7	15,1	25,2	557,5	17,2	23,1	53,3	261,6
4 ^e trimestre ...	15,0	1,9	2,6	16,5	26,6	561,2	19,1	24,0	46,4	227,3
1988 1 ^{er} trimestre ...	12,0	1,5	2,3	13,8	31,8	557,6	19,7	26,7	42,9	233,7
2 ^e trimestre ...	10,5	1,5	3,0	16,7	31,4	562,4	18,9	23,0	37,7	182,0
1987 Août	2,5	0,4	1,2	4,0	25,4	556,7	18,2	20,0	51,9	56,3
Septembre	2,9	0,8	1,5	5,8	25,2	557,5	17,2	25,3	53,6	126,9
Octobre	6,9	0,6	0,9	4,7	26,6	553,1	16,7	23,5	44,1	100,7
Novembre	3,1	0,6	0,8	4,8	26,6	556,1	18,7	23,4	47,2	54,4
Décembre	5,0	0,7	0,9	7,0	26,6	561,2	19,1	25,0	47,9	72,2
1988 Janvier	3,6	0,4	0,8	4,9	26,6	554,2	17,5	31,6	48,7	107,4
Février	4,1	0,4	0,7	4,0	27,5	556,4	17,9	24,5	41,4	60,6
Mars	4,3	0,7	0,8	4,9	31,8	557,6	19,7	24,0	38,5	65,7
Avril	3,3	0,5	0,5	5,4	31,2	554,3	20,3	23,6	38,2	63,2
Mai	3,2	0,4	0,7	4,0	32,1	556,8	19,3	23,4	36,7	61,1
Juin	4,0	0,6	1,8	7,3	31,4	562,4	18,9	22,1	38,3	57,7
Juillet	3,2	0,6	0,8	4,3	32,2	555,9	18,7	26,5	47,1	84,1
Août	3,8	0,5	- 0,2	7,7	30,9	563,1	16,9	21,1	45,1	54,2

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Actifs réglementaires ¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9
Obligations organisations internationales	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1
Certificats immobiliers sociétés belges	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3
Actions sociétés belges	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2
Immeubles	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5
Certificats fonds communs de placement	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0
Numéraire	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0
Avances sur polices	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6
Primes restant à encaisser	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8
Créances sur intermédiaires	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0
Total A	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7
Total B	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7
TOTAL GENERAL (A + B)	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9
Encaissement affaires directes	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4
Provisions techniques affaires directes	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS*

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶ (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total ⁶ (4) = (2) + (3)				
		Après des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Après des secteurs nationaux non financiers						
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1983	- 3,1	+ 3,6	+ 21,1	+ 24,7	+ 2,4	+ 24,0	+ 739,6	+ 763,6	
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 22,6	+ 43,2	+ 2,6	+ 61,4	+ 596,1	+ 657,5	
1985	+ 9,1	+ 24,7	+ 12,2	+ 36,9	+ 7,2	+ 53,2	+ 797,9	+ 851,1	
1986 *	- 5,9	+ 13,0	+ 7,2	+ 20,2	+ 11,7	+ 26,0	+ 911,4	+ 937,4	
1987 *	+ 1,6	+ 17,7	+ 9,8	+ 27,5	+ 5,7	+ 34,8	+ 968,9	+ 1.003,7	
1986 1 ^{er} trimestre . *	- 3,1	+ 31,9	+ 20,5	+ 52,4	+ 2,7	+ 52,0	+ 275,3	+ 327,3	
2 ^e trimestre . *	- 13,1	- 21,8	- 32,1	- 53,9	+ 2,4	- 64,6	+ 358,1	+ 293,5	
3 ^e trimestre . *	+ 20,5	+ 6,8	- 13,8	- 7,0	+ 3,4	+ 16,9	+ 78,3	+ 95,2	
4 ^e trimestre . *	- 10,2	- 3,9	+ 32,6	+ 28,7	+ 3,2	+ 21,7	+ 199,7	+ 221,4	
1987 1 ^{er} trimestre . *	- 6,7	+ 34,4	+ 14,1	+ 48,5	+ 0,8	+ 42,6	+ 306,1	+ 348,7	
2 ^e trimestre . *	+ 2,7	- 18,5	- 21,9	- 40,4	- 0,5	- 38,2	+ 414,4	+ 376,2	
3 ^e trimestre . *	+ 25,4	+ 14,8	- 17,3	- 2,5	- 0,1	+ 22,8	+ 65,4	+ 88,2	
4 ^e trimestre . *	- 19,8	- 13,0	+ 34,9	+ 21,9	+ 5,5	+ 7,6	+ 183,0	+ 190,6	
1988 1 ^{er} trimestre . *	- 12,5	+ 36,6	+ 9,6	+ 46,2	+ 3,5	+ 37,2	+ 349,5	+ 386,7	
2 ^e trimestre . *	- 1,0	- 18,2	- 27,4	- 45,6	+ 1,3	- 45,3	+ 313,5	+ 268,2	
1986 10 prem. mois *	+ 8,2	+ 19,0	- 19,0	0,0	+ 8,4	+ 16,6	+ 769,0	+ 785,6	
1987 10 prem. mois *	+ 1,0	+ 26,9	- 11,0	+ 15,9	+ 1,0	+ 17,9	+ 825,5	+ 843,4	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ B.N.B., Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G., banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'O.C.P.	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	63,4	501,2	875,4	71,1	946,5
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	74,4	568,0	958,2	68,0	1.026,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,3	59,4	374,2	40,1	77,6	551,6	936,9	83,6	1.020,5
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,3	59,4	374,2	40,1	77,6	551,6	936,9	62,8	999,7
1985	383,5	0,2	72,2	408,7	39,8	86,8	607,7	991,2	71,9	1.063,1
1986 Mars	379,2	0,3	77,8	410,6	38,7	82,8	610,2	989,4	68,8	1.058,2
Juin	405,8	0,3	85,1	463,5	47,4	105,2	701,5	1.107,3	55,7	1.163,0
Septembre	394,1	0,2	77,3	428,7	44,6	91,4	642,2	1.036,3	76,2	1.112,5
Octobre	397,1	0,3	75,7	425,0	44,5	88,8	634,3	1.031,4	80,1	1.111,5
Décembre	403,6	0,2	80,3	450,9	44,4	94,9	670,7	1.074,3	66,0	1.140,3
1987 Mars	392,8	0,4	83,7	453,4	47,1	99,0	683,6	1.076,4	59,3	1.135,7
Juin	417,6	0,3	91,1	508,4	52,1	117,7	769,6	1.187,2	62,0	1.249,2
Septembre	406,6	0,4	82,4	465,7	50,8	99,0	698,3	1.104,9	87,4	1.192,3
Octobre	411,3	0,4	78,5	474,2	54,1	97,8	705,0	1.116,3	67,0	1.183,3
Décembre	411,5	0,3	77,4	477,8	46,7	106,4	708,6	1.120,1	67,6	1.187,7
1988 Mars	401,8	0,3	79,6	485,3	53,1	103,3	721,6	1.123,4	55,1	1.178,5
Juin	423,4	0,3	93,4	528,2	56,1	122,6	800,6	1.224,0	54,1	1.278,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la B.N.B., après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁸ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁸ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger non mobilisées auprès des banques	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,8	+ 143,5	+ 333,8	+ 560,1	- 15,4	+ 84,0	+ 68,6	+ 18,1	+ 1,6	+ 14,5	+ 76,7	+ 110,9	+ 739,6
1984	- 21,3	+ 231,3	+ 201,1	+ 411,1	- 9,4	+ 104,5	+ 95,1	+ 0,8	+ 10,2	+ 14,7	+ 64,2	+ 89,9	+ 596,1
1985	+ 54,3	+ 210,9	+ 282,0	+ 547,2	- 1,8	+ 90,1	+ 88,3	+ 28,5	+ 8,5	+ 5,8	+ 119,6	+ 162,4	+ 797,9
1986	+ 83,1	+ 407,4	+ 74,8	+ 565,3	+ 32,1	+ 112,7	+ 144,8	+ 11,7	+ 6,7	+ 68,2	+ 114,7	+ 201,3	+ 911,4
1987	+ 45,8	+ 344,4	+ 140,8	+ 531,0	+ 53,5	+ 89,7	+ 143,2	+ 19,1	+ 19,9	+ 91,1	+ 164,6	+ 294,7	+ 968,9
1986 1 ^{er} trimestre	- 1,8	+ 83,5	+ 64,6	+ 146,3	+ 25,6	+ 26,0	+ 51,6	+ 7,9	- 0,3	+ 3,1	+ 66,7	+ 77,4	+ 275,3
2 ^e trimestre	+ 117,9	+ 46,9	+ 31,5	+ 196,3	- 4,3	+ 37,4	+ 33,1	+ 15,7	+ 2,3	+ 27,0	+ 83,7	+ 128,7	+ 358,1
3 ^e trimestre	- 71,0	+ 108,4	+ 8,7	+ 46,1	+ 7,5	+ 29,8	+ 37,3	- 14,3	+ 1,1	+ 2,3	+ 5,8	- 5,1	+ 78,3
4 ^e trimestre	+ 38,0	+ 168,6	- 30,0	+ 176,6	+ 3,3	+ 19,5	+ 22,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 35,8	- 41,5	+ 0,3	+ 199,7
1987 1 ^{er} trimestre	+ 2,1	+ 142,5	+ 5,9	+ 150,5	+ 24,3	+ 24,9	+ 49,2	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,4	+ 84,6	+ 106,4	+ 306,1
2 ^e trimestre	+ 110,8	+ 46,2	+ 128,8	+ 285,8	+ 11,2	+ 6,9	+ 18,1	+ 9,4	+ 5,0	+ 9,0	+ 87,1	+ 110,5	+ 414,4
3 ^e trimestre	- 82,3	+ 43,8	+ 14,8	- 23,7	- 6,3	+ 32,4	+ 26,1	- 5,3	+ 0,1	+ 38,3	+ 29,9	+ 63,0	+ 65,4
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 111,9	- 8,7	+ 118,4	+ 24,3	+ 25,5	+ 49,8	+ 11,9	+ 9,5	+ 30,4	- 37,0	+ 14,8	+ 183,0
1988 1 ^{er} trimestre	+ 3,3	+ 84,0	+ 72,5	+ 159,8	+ 30,0	+ 55,0	+ 85,0	.	+ 3,5	+ 34,5	+ 66,7	+ 104,7 ¹²	+ 349,5 ¹²
2 ^e trimestre	+ 100,6	+ 18,2	+ 36,9	+ 155,7	+ 10,3	+ 37,6	+ 47,9	.	+ 1,1	+ 36,6	+ 72,2	+ 109,9 ¹²	+ 313,5 ¹²
1986 10 premiers mois	+ 40,2	+ 250,2	+ 97,0	+ 387,4	+ 37,4	+ 111,5	+ 148,9	+ 10,1	+ 3,9	+ 35,7	+ 183,0	+ 232,7	+ 769,0
1987 10 premiers mois	+ 42,0	+ 257,7	+ 141,6	+ 441,3	+ 42,0	+ 60,5	+ 102,5	+ 6,8	+ 11,0	+ 70,4	+ 193,5	+ 281,7	+ 825,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger non mobilisées auprès des banques.

XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge						En monnaies étrangères ³			Total général	
	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4, 5}					Total	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4, 7}	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)	(11) = (7) + (10)	
1983	+ 111,6	+ 33,1	+ 10,5	+ 1,3	+ 156,5	- 13,0	+ 143,5	- 10,2	- 5,2	- 15,4	+ 128,1
1984	+ 115,3	+ 56,2	+ 6,1	+ 0,9	+ 178,5	+ 52,8	+ 231,3	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 221,9
1985	+ 162,9	+ 8,4	+ 14,0	+ 2,2	+ 187,5	+ 23,4	+ 210,9	- 1,3	- 0,5	- 1,8	+ 209,1
1986	+ 209,6	+ 84,7	+ 54,1	+ 7,1	+ 355,5	+ 51,9	+ 407,4	- 0,5	+ 32,6	+ 32,1	+ 439,5
1987	+ 226,0	+ 76,2	+ 15,0	+ 4,4	+ 321,6	+ 22,8	+ 344,4	+ 26,4	+ 27,1	+ 53,5	+ 397,9
1986 1 ^{er} trimestre	+ 17,4	+ 41,2	+ 9,1	+ 4,9	+ 72,6	+ 10,9	+ 83,5	+ 17,4	+ 8,2	+ 25,6	+ 109,1
2 ^e trimestre	+ 34,2	- 22,0	+ 12,2	+ 4,0	+ 28,4	+ 18,5	+ 46,9	- 16,6	+ 12,3	- 4,3	+ 42,6
3 ^e trimestre	+ 38,0	+ 35,4	+ 15,4	- 0,7	+ 88,1	+ 20,3	+ 108,4	+ 12,3	- 4,8	+ 7,5	+ 115,9
4 ^e trimestre	+ 120,0	+ 30,1	+ 17,4	- 1,1	+ 166,4	+ 2,2	+ 168,6	- 13,6	+ 16,9	+ 3,3	+ 171,9
1987 1 ^{er} trimestre	+ 40,3	+ 64,9	+ 10,6	+ 0,7	+ 116,5	+ 26,0	+ 142,5	+ 9,7	+ 14,6	+ 24,3	+ 166,8
2 ^e trimestre	+ 40,8	- 14,2	+ 3,9	+ 4,7	+ 35,2	+ 11,0	+ 46,2	+ 7,9	+ 3,3	+ 11,2	+ 57,4
3 ^e trimestre	+ 27,3	+ 14,0	- 0,8	+ 1,0	+ 41,5	+ 2,3	+ 43,8	+ 0,1	- 6,4	- 6,3	+ 37,5
4 ^e trimestre	+ 117,6	+ 11,5	+ 1,3	- 2,0	+ 128,4	- 16,5	+ 111,9	+ 8,7	+ 15,6	+ 24,3	+ 136,2
1988 1 ^{er} trimestre	+ 27,8	+ 36,0	+ 5,6	- 1,6	+ 67,8	+ 16,2	+ 84,0	+ 25,4	+ 4,6	+ 30,0	+ 114,0
2 ^e trimestre	+ 48,8	- 32,7	+ 2,9	+ 4,7	+ 23,7	- 5,5	+ 18,2	- 9,0	+ 19,3	+ 10,3	+ 28,5
1986 10 premiers mois	+ 98,6	+ 52,2	+ 42,4	+ 9,1	+ 202,3	+ 47,9	+ 250,2	+ 9,8	+ 27,6	+ 37,4	+ 287,6
1987 10 premiers mois	+ 117,3	+ 88,7	+ 14,1	+ 7,6	+ 227,7	+ 30,0	+ 257,7	+ 25,8	+ 16,2	+ 42,0	+ 299,7

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁴	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)=(5)+(6)
1982	1.135,1	506,4	73,3	9,6	1.724,4	127,5	1.851,9
1983	1.246,7	539,5	83,8	10,9	1.880,9	129,7	2.010,6
1984	1.362,0	595,7	89,9	11,8	2.059,4	139,2	2.198,6
1985	1.524,9	604,1	103,9	14,0	2.246,9	126,1	2.373,0
1986 Mars	1.542,3	645,3	113,0	18,9	2.319,5	141,6	2.461,1
Juin	1.576,5	623,3	125,2	22,9	2.347,9	122,8	2.470,7
Septembre	1.614,5	658,7	140,6	22,2	2.436,0	131,9	2.567,9
Octobre	1.623,5	655,1	146,3	23,1	2.448,0	129,7	2.577,7
Décembre	1.734,5	688,8	158,0	21,1	2.602,4	116,0	2.718,4
1987 Mars	1.774,8	753,7	168,6	21,8	2.718,9	122,8	2.841,7
Juin	1.815,6	739,5	172,5	26,5	2.754,1	131,7	2.885,8
Septembre	1.842,9	753,5	171,7	27,5	2.795,6	132,3	2.927,9
Octobre	1.851,8	777,5	172,1	28,7	2.830,1	139,0	2.969,1
Décembre	1.960,5	765,0	173,0	25,5	2.924,0	136,8	3.060,8
1988 Mars	1.988,3	801,0	178,6	23,9	2.991,8	163,5	3.155,3
Juin	2.037,1	768,3	181,5	28,6	3.015,5	156,3	3.171,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations ⁵ (1)	Actions ⁶ (2)	Divers ⁷ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁸ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1983	+ 274,8	+ 45,5	+ 13,5	+ 333,8	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	+ 417,8
1984	+ 180,5	+ 21,7	- 1,1	+ 201,1	+ 108,5	- 4,0	+ 104,5	+ 305,6
1985	+ 277,5	+ 7,9	- 3,4	+ 282,0	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+ 372,1
1986 *	+ 73,3	+ 15,4	- 13,9	+ 74,8	+ 81,9	+ 30,8	+ 112,7	+ 187,5
1987 *	+ 155,9	- 8,9	- 6,2	+ 140,8	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+ 230,5
1986 1 ^{er} trimestre . *	+ 72,2	- 6,8	- 0,8	+ 64,6	+ 12,6	+ 13,4	+ 26,0	+ 90,6
2 ^e trimestre . *	+ 18,7	+ 19,0	- 6,2	+ 31,5	+ 23,6	+ 13,8	+ 37,4	+ 68,9
3 ^e trimestre . *	+ 10,2	0,0	- 1,5	+ 8,7	+ 27,1	+ 2,7	+ 29,8	+ 38,5
4 ^e trimestre . *	- 27,8	+ 3,2	- 5,4	- 30,0	+ 18,6	+ 0,9	+ 19,5	- 10,5
1987 1 ^{er} trimestre . *	+ 16,4	- 8,7	- 1,8	+ 5,9	+ 20,0	+ 4,9	+ 24,9	+ 30,8
2 ^e trimestre . *	+ 117,3	+ 11,0	+ 0,5	+ 128,8	+ 7,0	- 0,1	+ 6,9	+ 135,7
3 ^e trimestre . *	+ 28,5	- 14,0	+ 0,3	+ 14,8	+ 26,1	+ 6,3	+ 32,4	+ 47,2
4 ^e trimestre . *	- 6,3	+ 2,8	- 5,2	- 8,7	+ 36,1	- 10,6	+ 25,5	+ 16,8
1988 1 ^{er} trimestre . *	+ 135,6	- 61,7	- 1,4	+ 72,5	+ 47,6	+ 7,4	+ 55,0	+ 127,5
2 ^e trimestre . *	0,0	+ 39,8	- 2,9	+ 36,9	+ 39,6	- 2,0	+ 37,6	+ 74,5
1986 10 prem. mois *	+ 90,9	+ 15,6	- 9,5	+ 97,0	+ 81,2	+ 30,3	+ 111,5	+ 208,5
1987 10 prem. mois *	+ 156,3	- 12,2	- 2,5	+ 141,6	+ 53,3	+ 7,2	+ 60,5	+ 202,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L., après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès des intermédiaires financiers nationaux.

⁸ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'U.E.B.L.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES² AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,1	+ 119,6	+ 62,4	+ 58,2	+ 107,6	+ 37,6	+ 46,9	+ 229,1	+ 216,9	+ 446,0
1984	- 4,9	- 13,3	+ 67,5	+ 37,1	+ 67,0	+ 72,2	+ 45,5	+ 28,7	+ 161,8	+ 138,0	+ 299,8
1985	- 0,7	+ 11,6	+ 120,6	+ 56,3	+ 73,7	+ 72,8	+ 35,3	+ 35,0	+ 240,5	+ 164,1	+ 404,6
1986	+ 19,5	+ 8,8	+ 173,7	+ 6,6	+ 138,3	+ 11,6	+ 97,8	+ 0,3	+ 438,1	+ 18,5	+ 456,6
1987	+ 8,4	- 3,1	+ 197,4	+ 17,6	+ 93,9	+ 35,1	+ 97,2	+ 2,0	+ 393,8	+ 54,7	+ 448,5
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 5,6	+ 55,1	+ 13,8	+ 22,8	+ 39,6	+ 8,8	+ 12,6	+ 88,2	+ 66,0	+ 154,2
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 7,9	+ 21,4	- 1,6	+ 47,6	- 5,2	+ 26,7	- 0,9	+ 129,7	- 7,7	+ 122,0
3 ^e trimestre	- 11,8	- 7,8	+ 34,1	- 5,4	+ 2,2	- 10,0	+ 12,7	- 5,0	+ 29,4	- 20,4	+ 9,0
4 ^e trimestre	+ 9,3	+ 3,1	+ 63,1	- 0,2	+ 65,7	- 12,8	+ 49,6	- 6,4	+ 190,8	- 19,4	+ 171,4
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,2	+ 3,0	+ 76,7	+ 2,7	+ 32,1	+ 9,1	+ 26,7	- 4,9	+ 128,3	+ 6,9	+ 135,2
2 ^e trimestre	+ 25,0	+ 7,2	+ 67,6	+ 6,5	+ 28,6	+ 10,1	+ 25,5	+ 1,5	+ 153,9	+ 18,1	+ 172,0
3 ^e trimestre	- 11,0	- 8,5	- 13,1	+ 7,0	- 16,3	+ 13,3	+ 8,2	+ 3,5	- 40,7	+ 23,8	- 16,9
4 ^e trimestre	+ 4,6	- 4,8	+ 66,2	+ 1,4	+ 49,5	+ 2,6	+ 36,8	+ 1,9	+ 152,3	+ 5,9	+ 158,2
1988 1 ^{er} trimestre	- 9,9	+ 2,4	+ 80,8	+ 9,2	+ 11,7	+ 36,6	+ 11,4	+ 11,6	+ 96,4	+ 57,4	+ 153,8
2 ^e trimestre	+ 20,7	+ 14,5	+ 21,0	- 0,7	+ 29,9	+ 8,2	+ 29,3	+ 0,8	+ 115,4	+ 8,3	+ 123,7
1986 10 premiers mois	+ 13,1	+ 4,2	+ 106,7	+ 6,3	+ 68,0	+ 19,1	+ 60,4	+ 4,9	+ 252,4	+ 30,3	+ 282,7
1987 10 premiers mois	+ 8,8	- 2,4	+ 167,0	+ 12,5	+ 47,4	+ 31,6	+ 74,8	+ 0,5	+ 295,6	+ 44,6	+ 340,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total		
									Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
									(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,6	1.222,3	321,3	688,9	912,3	366,4	321,1	2.727,3	1.554,7	4.282,0
1983	374,9	88,5	1.354,3	383,7	747,1	1.019,9	404,0	368,0	2.968,8	1.771,6	4.740,4
1984	370,0	75,2	1.426,7	420,8	814,1	1.092,1	449,5	396,7	3.135,5	1.909,6	5.045,1
1985	369,3	86,8	1.535,5	477,1	887,8	1.164,9	484,8	431,7	3.364,2	2.073,7	5.437,9
1986 Mars	365,2	92,4	1.588,7	490,9	910,6	1.204,5	493,6	444,3	3.450,5	2.139,7	5.590,2
Juin	391,3	100,3	1.607,9	489,3	958,2	1.199,3	520,3	443,4	3.578,0	2.132,0	5.710,0
Septembre	379,5	92,5	1.638,8	483,9	960,4	1.189,3	533,0	438,4	3.604,2	2.111,6	5.715,8
Octobre	382,4	90,9	1.635,9	483,4	954,7	1.184,0	545,2	436,6	3.609,1	2.104,0	5.713,1
Décembre	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.026,1	1.176,5	582,6	432,0	3.792,7	2.092,2	5.884,9
1987 Mars	378,6	98,6	1.773,4	486,4	1.058,2	1.185,6	609,3	427,1	3.918,1	2.099,1	6.017,2
Juin	403,6	105,8	1.842,0	492,9	1.086,8	1.195,7	634,8	428,6	4.073,0	2.117,2	6.190,2
Septembre	392,6	97,3	1.829,4	499,9	1.070,5	1.209,0	643,0	432,1	4.032,8	2.141,0	6.173,8
Octobre	397,5	93,2	1.863,8	496,2	1.073,5	1.208,1	657,4	432,5	4.085,4	2.136,8	6.222,2
Décembre	397,2	92,5	1.891,4	501,3	1.120,0	1.211,6	679,8	434,0	4.180,9	2.146,9	6.327,8
1988 Mars	387,3	94,9	1.973,6	510,5	1.131,7	1.248,2	691,2	445,6	4.278,7	2.204,3	6.483,0
Juin	408,0	109,4	1.996,3	509,8	1.161,6	1.256,4	720,5	446,4	4.395,8	2.212,6	6.608,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,5
	1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	70,9
	* 1986	289,5	107,0	182,5	—	182,5	-18,6	63,1	-44,5	138,0	289,0
	* 1987	453,4	186,1	267,3	—	267,3	61,3	77,9	-16,6	250,7	102,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	43,2	6,2	37,0	86,6	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,5	9,1	29,4	124,2	- 1,4
	* 1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	23,6	16,0	7,6	56,4	0,0
	* 1987	89,3	43,4	45,9	—	45,9	38,3	32,1	6,2	52,1	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	1985	0,0	16,8	- 16,8	48,8	32,0	8,9	13,0	- 4,1	27,9	12,1
	* 1986	0,0	12,7	- 12,7	16,5	3,8	30,7	13,1	17,6	21,4	12,2
	* 1987	0,0	23,5	- 23,5	14,2	- 9,3	49,7	25,2	24,5	15,2	- 7,0
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	1985	30,0	4,9	25,1	54,0	79,1	10,0	0,2	9,8	88,9	6,6
	* 1986	0,0	10,9	- 10,9	10,5	- 0,4	20,0	0,2	19,8	19,4	- 20,9
	* 1987	22,6	23,6	- 1,0	74,5	73,5	0,0	0,1	- 0,1	73,4	- 7,8
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	- 13,2	—
	* 1986	30,0	19,6	10,4	—	10,4	3,1	11,1	- 8,0	2,4	—
	* 1987	0,0	3,5	- 3,5	—	- 3,5	1,9	9,9	- 8,0	- 11,5	—
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	131,1	23,5	107,6	465,7	
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	
	1985	665,5	253,0	412,5	102,8	515,3	148,0	49,7	98,3	613,6	
	* 1986	404,7	186,6	218,1	27,0	245,1	96,0	103,5	- 7,5	237,6	
	* 1987	565,3	280,1	285,2	88,7	373,9	151,2	145,2	6,0	379,9	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00—11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00—11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
							580,1		
1988	Février ..	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^{ème} série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre .	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	.	7 ans	18,0	—	.

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,3	—	131,5	1.313,2	3.793,0
1986	2.487,6	102,8	—	124,8	1.322,9	4.038,1
Titres non accessibles à tout placeur						
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,6	80,7	55,8	85,2	146,6	495,9
1984	230,5	88,9	53,6	123,1	151,6	647,7
1985	433,2	82,3	52,4	137,5	147,4	852,8
1986	386,3	74,3	47,0	170,7	165,0	843,3
Total						
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,5	189,6	55,8	141,1	1.298,3	3.530,3
1984	2.082,4	187,7	53,6	221,4	1.380,3	3.925,4
1985	2.689,2	174,6	52,4	269,0	1.460,6	4.645,8
1986	2.873,9	177,1	47,0	295,5	1.487,9	4.881,4

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 3. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.689,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985	1.872,2	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,0
1986	1.880,3	14,5	19,9	27,2	784,2	47,6	575,1	278,3	411,0	4.038,1
Titres non accessibles à tout placeur										
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	41,1	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,9
1984	41,7	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,7
1985	51,8	0,1	0,1	1,7	266,3	—	282,4	43,6	206,8	852,8
1986	67,2	0,0	0,1	0,4	257,8	—	281,0	39,5	197,3	843,3
Total										
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.628,6	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.530,3
1984	1.731,4	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.925,4
1985	1.924,0	14,4	18,0	26,5	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.645,8
1986	1.947,5	14,5	20,0	27,6	1.042,0	47,6	856,1	317,8	608,3	4.881,4

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

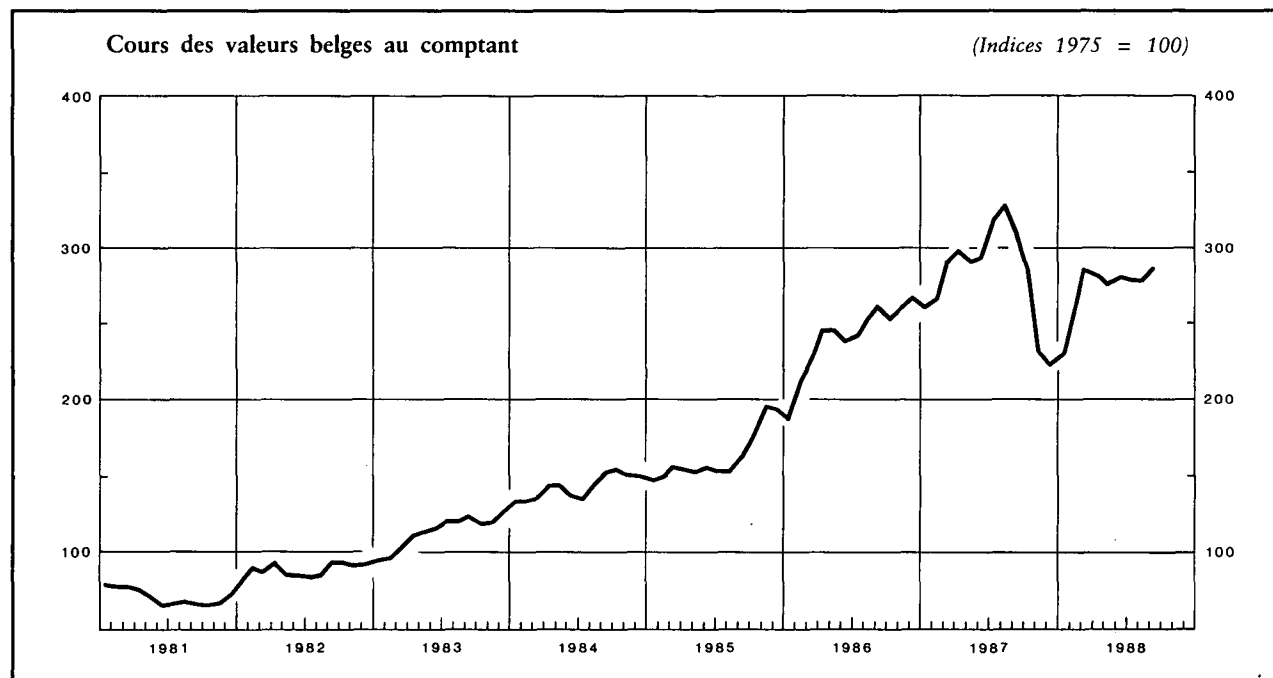
³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1986 3 ^e trimestre	663	252	240	3,6	3,4	367	426
1986 4 ^e trimestre	844	261	246	3,4	3,2	287	424
1987 1 ^{er} trimestre	848	273	257	3,2	3,1	434	440
1987 2 ^e trimestre	1.013	295	276	3,0	2,9	555	513
1987 3 ^e trimestre	1.373	319	306	2,8	2,4	628	540
1987 4 ^e trimestre	1.066	248	243	4,0	3,5	453	425
1988 1 ^{er} trimestre	2.382	260	249	3,3	3,1	358	416
1988 2 ^e trimestre	753	279	262	3,3	3,0	340	450
1988 3 ^e trimestre	870	321	304	3,2	2,6	374	489
1987 Septembre	1.134	312	298	2,9	2,4	463	542
1987 Octobre	1.740	286	274	3,8	3,2	747	492
1987 Novembre	906	233	230	4,0	3,5	356	388
1987 Décembre	552	225	224	4,1	3,7	255	395
1988 Janvier	1.237	231	227	3,8	3,4	260	398
1988 Février	4.310	263	252	3,1	3,0	384	411
1988 Mars	1.598	285	268	3,1	2,8	429	439
1988 Avril	657	282	266	3,3	3,2	345	441
1988 Mai	681	275	257	3,4	3,2	241	437
1988 Juin	923	281	264	3,2	2,6	434	473
1988 Juillet	627	279	263	3,3	2,7	433	491
1988 Août	626	278	264	3,3	2,7	360	494
1988 Septembre	1.356	287	274	3,1	2,4	328	482

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980 .....	.	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴	
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Banques d'épargne	Divers	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	les crédits professionnels	le crédit à l'habitation					(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0	
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3	
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9	
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0	
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.714,0	120,3	
1985	0,0	0,2	1.244,8	1.245,0	442,5	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,4	2.821,4	108,4	
1986 Mars	* 0,1	0,2	1.260,0	1.260,3	440,7	370,6	371,8	399,9	1,3	1.584,3	2.844,6	107,4	
Juin	* 0,1	0,2	1.298,8	1.299,1	445,5	375,7	378,5	412,7	2,8	1.615,2	2.914,3	113,1	
Septembre	* 0,0	0,2	1.284,3	1.284,5	447,5	382,1	375,8	418,3	2,8	1.626,5	2.911,0	110,9	
Décembre	* 0,0	0,2	1.346,8	1.347,0	454,0	395,4	383,4	429,4	3,2	1.665,4	3.012,4	109,8	
1987 Mars	* 0,0	0,2	1.378,3	1.378,5	462,9	407,5	384,9	433,7	2,7	1.691,7	3.070,2	106,7	
Juin	* 0,0	0,2	1.467,5	1.467,7	475,6	418,1	395,8	459,4	2,6	1.751,5	3.219,2	106,2	
Septembre	* 0,0	0,0	1.438,3	1.438,3	480,7	429,4	387,3	455,0	2,7	1.755,1	3.193,4	103,8	
Décembre	* 0,0	0,0	1.479,9	1.479,9	484,4	442,9	396,3	467,2	2,6	1.793,4	3.273,3	97,1	
1988 Mars	* 0,0	0,0	1.523,8	1.523,8	487,3	450,5	394,2	475,3	2,3	1.809,6	3.333,4	95,5	
Juin	* 0,0	0,0	1.599,6	1.599,6	494,8	462,9	413,4	490,3	2,5	1.863,9	3.463,5	95,0	

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1986 3 ^e trimestre	23,8
4 ^e trimestre	28,7
1987 1 ^{er} trimestre	28,0
2 ^e trimestre	27,7
3 ^e trimestre	26,3
4 ^e trimestre	26,8
1988 1 ^{er} trimestre	25,3
2 ^e trimestre	26,8
3 ^e trimestre	30,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. L^{re} année, tome 1, n^o 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n^o 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)			Montant des demandes (milliards de francs)						
	Achat		Construction ou transformation	Total	Achat		Construction ou transformation		Total	
1980	44,7		30,7	75,4	61,8		46,6		108,4	
1981	42,4		26,8	69,2	53,6		39,7		93,3	
1982	37,8		20,1	57,9	44,1		27,5		71,6	
	Achat	Crédit mixte ²	Transfor- mation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transfor- mation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1986 2 ^e trimestre ...	20,3	2,4	3,6	6,9	33,2	30,5	4,2	3,3	13,5	51,5
3 ^e trimestre ...	18,9	2,7	3,2	5,9	30,7	29,5	4,6	2,8	12,6	49,5
4 ^e trimestre ...	19,0	2,8	2,7	5,2	29,7	29,2	5,0	2,4	11,2	47,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	16,7	2,5	2,7	6,8	28,7	27,4	4,8	2,5	15,6	50,3
2 ^e trimestre ...	17,4	2,8	2,6	5,6	28,4	27,9	4,9	2,4	12,2	47,4
3 ^e trimestre ...	15,5	2,5	2,5	5,0	25,5	25,6	4,4	2,4	11,9	44,3
4 ^e trimestre ...	17,1	2,6	2,4	5,6	27,7	28,3	4,9	2,2	13,3	48,7
1988 1 ^{er} trimestre ...	18,7	3,2	2,8	7,0	31,7	31,9	6,0	2,7	16,4	57,0
2 ^e trimestre ...	19,4	3,4	3,3	7,6	33,7	35,3	6,2	3,3	19,2	64,0
1987 Juin	6,3	1,0	0,9	1,9	10,1	10,0	1,8	0,9	4,4	17,1
Juillet	5,4	0,9	0,9	1,7	8,9	9,2	1,6	0,8	4,4	16,0
Août	4,4	0,7	0,7	1,4	7,2	7,0	1,1	0,7	3,2	12,0
Septembre	5,7	0,9	0,9	1,9	9,4	9,4	1,7	0,9	4,3	16,3
Octobre	6,4	1,0	0,9	2,2	10,5	10,7	1,8	0,8	5,5	18,8
Novembre	5,5	0,8	0,8	1,8	8,9	8,9	1,5	0,8	4,1	15,3
Décembre	5,2	0,8	0,7	1,6	8,3	8,7	1,6	0,6	3,7	14,6
1988 Janvier	5,1	0,8	0,7	2,0	8,6	8,8	1,5	0,6	4,5	15,4
Février	6,1	1,1	0,9	2,2	10,3	10,0	2,0	0,9	5,3	18,2
Mars	7,5	1,3	1,2	2,8	12,8	13,1	2,5	1,2	6,6	23,4
Avril	5,9	1,1	1,1	2,4	10,5	10,5	2,0	1,0	6,2	19,7
Mai	6,1	1,1	1,0	2,4	10,6	11,1	2,0	1,1	6,1	20,3
Juin	7,4	1,2	1,2	2,8	12,6	13,7	2,2	1,2	6,9	24,0

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1984	1985*	1986	1987	1984	1985*	1986	1987
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	41,3	80,7	82,5	85,8	33,3	50,5	53,0	60,3
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	13,6	39,4	40,3	44,7	7,7	15,7	15,4	14,9
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	216,7	202,5	211,8	217,6	100,3	92,0	88,4	92,3
Textile, habillement et cuir	100,5	102,9	111,4	124,3	54,0	54,4	55,0	61,9
Industrie chimique ⁴	264,5	261,7	288,2	317,1	89,4	81,4	83,8	82,8
Métallurgie de base	134,2	123,4	133,5	135,3	69,5	54,7	51,0	59,1
Fabrications métalliques	392,6	413,0	446,6	458,6	169,7	177,6	185,9	186,8
Produits minéraux non métalliques et bois	103,3	107,4	118,7	122,3	60,1	57,2	39,0	64,4
Papier, carton et imprimerie	49,3	57,3	71,4	77,4	28,7	30,3	33,0	41,0
Pétrole	87,6	141,3	128,5	118,9	19,3	21,6	17,5	20,5
Diamant et orfèvrerie	69,2	55,3	47,9	45,8	46,8	33,5	29,8	26,6
Autres	3,3	2,7	3,1	3,9	1,5	1,2	1,9	2,3
Construction et affaires immobilières de génie civil	105,8	109,3	119,2	137,0	65,4	66,8	70,3	76,3
Production et distribution d'énergie et d'eau	125,5	126,5	141,2	158,4	43,2	43,3	58,7	82,9
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	88,5	102,0	115,7	129,8	52,5	60,8	67,9	70,7
Commerce de détail	87,7	120,2	137,8	162,3	54,6	79,4	90,6	113,4
Transports, entrepôts et communications	167,1	196,2	213,0	211,2	114,7	131,4	134,3	132,9
Services financiers ⁵	181,4	209,7	227,6	287,1	60,7	79,3	107,4	134,6
Autres services aux entreprises ⁶	67,6	66,3	75,2	120,8	35,7	33,5	40,5	62,3
Autres services aux particuliers ⁷	171,0	147,7	177,8	202,1	143,7	128,2	149,5	169,6
Total.....	2.470,7	2.665,5	2.891,4	3.160,4	1.250,8	1.292,8	1.372,9	1.555,6

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

(*) Nouvelle série suite à la conversion à la nomenclature NACE.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987
Communauté Economique Européenne ...	601,6	679,5	813,9	829,6	274,1	290,1	326,1	293,0
Royaume-Uni	210,3	286,7	317,5	316,3	74,3	104,8	100,1	56,1
République Fédérale d'Allemagne	132,9	119,2	117,2	103,4	46,0	41,7	28,6	39,9
France	95,7	91,1	93,0	85,3	65,7	52,3	42,3	31,0
Pays-Bas	52,8	77,2	75,1	101,6	20,3	29,2	29,3	45,9
Italie	65,9	61,1	60,7	69,6	45,1	33,8	27,3	28,1
Luxembourg	19,7	27,4	38,2	43,4	7,2	17,6	14,5	11,3
Danemark	12,3	6,1	13,4	12,0	6,7	2,9	6,2	7,3
Irlande	6,5	6,0	1,9	5,3	4,0	4,2	1,0	0,4
Grèce	5,5	4,7	4,4	5,3	4,8	3,6	3,2	4,0
Espagne	—	—	66,2	62,3	—	—	54,1	50,1
Portugal	—	—	26,3	25,1	—	—	19,5	18,9
Autre pays d'Europe	216,2	178,8	82,5	87,8	149,2	108,4	32,4	32,7
dont : Espagne	95,3	64,9	—	—	83,4	55,3	—	—
Suisse	50,6	48,4	46,6	46,4	13,3	11,9	16,3	12,2
Norvège	6,3	4,3	6,0	4,7	3,6	1,5	2,2	1,0
Suède	15,7	13,3	8,6	8,3	7,5	4,6	1,4	0,3
Etats-Unis et Canada	240,8	335,6	328,1	323,4	71,7	93,7	96,2	105,0
Pays exportateurs de pétrole	85,6	80,4	64,0	57,9	74,3	65,0	52,7	46,6
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	301,8	275,6	202,7	172,4	237,8	192,0	124,5	90,2
dont : Brésil	64,1	71,0	62,7	51,8	61,5	51,3	36,0	25,4
Mexique	79,5	58,7	38,9	25,9	76,9	54,3	33,9	21,8
Autres pays d'Afrique	65,4	54,5	51,3	41,6	50,0	39,0	36,4	34,7
dont : Afrique du Sud	6,3	4,1	3,6	3,4	4,8	3,6	2,6	2,7
République du Zaïre	13,2	15,9	18,4	15,1	11,2	11,5	11,8	13,2
Australie et Nouvelle Zélande	87,0	86,4	117,2	123,9	60,9	50,3	70,8	88,0
Autres pays d'Asie	137,2	154,6	179,7	184,3	59,2	49,9	60,8	84,0
dont : Japon	68,9	79,2	97,8	94,4	15,5	11,4	17,2	32,9
Total	1.735,6	1.845,4	1.839,4	1.820,9	977,2	888,4	799,9	774,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1987	5,9	0,0	3,0	4,1	1,3	2,2	1,3	8,9
1986 3 ^e trimestre	6,0	0,0	2,8	4,3	0,6	2,6	1,3	8,8
4 ^e trimestre	6,0	0,0	3,0	3,8	0,9	3,0	1,3	9,0
1987 1 ^{er} trimestre	6,1	0,2	2,8	4,9	1,0	2,0	1,2	9,1
2 ^e trimestre	6,5	0,0	3,1	4,3	1,2	2,8	1,3	9,6
3 ^e trimestre	5,6	0,0	2,8	3,8	1,2	2,1	1,3	8,4
4 ^e trimestre	5,6	0,0	3,0	3,6	1,8	1,8	1,4	8,6
1988 1 ^{er} trimestre	5,3	0,0	2,9	3,7	1,2	1,8	1,5	8,2
2 ^e trimestre	4,6	0,0	2,6	3,1	1,0	1,9	1,2	7,2
3 ^e trimestre	4,9	0,0	2,3	3,1	1,3	1,6	1,2	7,2
1987 Octobre	6,9	0,0	3,3	3,5	3,2	2,2	1,3	10,2
Novembre	4,9	0,0	2,9	3,8	0,9	1,7	1,4	7,8
Décembre	5,0	0,0	3,0	3,4	1,3	1,5	1,8	8,0
1988 Janvier	5,1	0,0	3,4	4,4	1,1	1,7	1,3	8,5
Février	6,1	0,0	2,8	3,2	1,8	2,7	1,2	8,9
Mars	4,8	0,0	2,6	3,6	0,7	1,2	1,9	7,4
Avril	4,3	0,0	2,6	3,6	0,5	1,6	1,2	6,9
Mai	4,7	0,0	2,8	2,9	1,3	2,3	1,0	7,5
Juin	4,6	0,1	2,5	2,9	1,0	1,9	1,4	7,2
Juillet	6,0	0,0	2,5	3,0	2,3	2,0	1,2	8,5
Août	4,5	0,0	2,4	3,1	1,2	1,5	1,1	6,9
Septembre	4,3	0,0	2,0	3,2	0,3	1,4	1,4	6,3
Octobre	4,1	0,0	2,4	2,9	0,7	1,6	1,3	6,5

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1987	269,4	4,5	33,6	1,8	309,3
1986 2 ^e trimestre	300,8	5,4	39,4	9,2	354,8
3 ^e trimestre	300,1	5,1	37,9	4,0	347,1
4 ^e trimestre	302,7	5,2	36,1	2,7	346,7
1987 1 ^{er} trimestre	307,9	3,3	34,5	3,3	349,0
2 ^e trimestre	264,5	4,5	34,8	1,7	305,5
3 ^e trimestre	255,2	4,3	32,9	1,7	294,1
4 ^e trimestre	249,9	6,1	32,3	0,5	288,8
1988 1 ^{er} trimestre	247,6	7,5	32,1	0,3	287,5
2 ^e trimestre	258,6	5,8	31,3	0,8	296,5

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Juin	128,4	11,2	117,2	21,4	0,1	21,3	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Septembre ..	130,9	8,6	122,3	21,9	0,1	21,8	11,4	0,0	11,4	223,3	67,1	23,2
Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Mars	137,8	4,7	133,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Juin	141,0	10,4	130,6	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Septembre ..	144,9	7,0	137,9	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	252,9	77,9	26,8
Octobre	144,9	8,7	136,2	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	250,6	77,9	26,8
Novembre ..	144,6	7,8	136,8	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	249,9	77,9	26,8
Décembre ...	147,2	8,6	138,6	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
1988 Janvier	147,2	9,3	137,9	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
Février	147,2	10,0	137,2	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
Mars	149,7	8,3	141,4	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Avril	149,7	7,4	142,3	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Mai	149,7	8,2	141,5	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Juin	152,8	7,3	145,5	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Juillet	152,8	7,3	145,5	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Août	152,8	7,2	145,6	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Septembre ..	155,8	6,2	149,6	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	272,4	81,3	31,2
Octobre	154,9	7,2	147,7	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	271,0	81,3	31,2

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers		Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
			à court terme	à long terme	à court terme	à long terme
	données mensuelles	données trimestrielles				
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6	

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte	Avances en compte courant et prêts ¹
Taux en vigueur au 31-12-1980	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier ..	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet ...	7,25	7,50
4 décembre	7,00	7,25
1988 28 janvier ..	6,75	7,00
3 mars	6,50	6,75
1 ^{er} juillet ..	6,75	7,00
14 juillet ...	7,00	7,25
11 août	7,25	7,50
29 août	7,50	7,75

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1981	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre...	9,00
23 décembre....	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50
4 décembre ...	7,25
1988 28 janvier	7,00
3 mars	6,75
1 ^{er} juillet	7,00
14 juillet	7,25
11 août	7,50
29 août	7,75

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE²

Fin de période	Taux
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1987	6,91
1986 2 ^e trimestre ...	7,61
3 ^e trimestre ...	8,04
4 ^e trimestre ...	8,01
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,00
2 ^e trimestre ...	7,35
3 ^e trimestre ...	6,93
4 ^e trimestre ...	6,91
1988 1 ^{er} trimestre ...	6,91
2 ^e trimestre ...	6,83
3 ^e trimestre ...	7,22
1987 Octobre	6,93
Novembre	6,91
Décembre	6,91
1988 Janvier	6,91
Février	6,91
Mars	6,91
Avril	5,99
Mai	6,84
Juin	6,83
Juillet	6,75
Août	7,37
Septembre	7,22
Octobre	7,19

¹ Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

² Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984	10,15	—	—
				1985	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	1986 Juin	—	—	—
1983	8,65	9,90	9,75	Septembre	—	—	—
1984	9,90	10,90	10,50	Décembre	—	—	—
1985	8,65	9,65	9,25	1987 Mars	6,94	—	—
1986 Juin	6,90	7,90	7,25	Juin	—	—	—
Septembre	6,90	7,90	7,25	Septembre	—	—	—
Décembre	6,90	7,90	7,25	Octobre	—	—	—
1987 Mars	6,90	7,90	7,25	Novembre	—	—	—
Juin	6,40	7,40	6,75	Décembre	—	—	—
Septembre	6,15	7,15	6,55	1988 Janvier	—	—	—
Octobre	6,15	7,15	7,00	Février	5,92	—	—
Novembre	6,15	7,15	6,55	Mars	—	—	—
Décembre	5,90	6,90	6,45	Avril	—	—	—
1988 Janvier	5,65	6,65	6,20	Mai	—	—	—
Février	5,65	6,65	6,20	Juin	—	—	—
Mars	5,40	6,40	6,00	Juillet	—	—	—
Avril	5,40	6,40	6,00	Août	—	—	—
Mai	5,40	6,40	6,00	Septembre	—	—	—
Juin	5,40	6,40	6,00	Octobre	—	—	—
Juillet	5,90	6,90	6,50				
Août	6,40	7,40	7,40				
Septembre	6,40	7,40	7,40				
Octobre	6,40	7,40	7,15				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1980	11,11	1986 3 ^e trimestre	6,15	1987 Octobre	4,34
1981	11,41	4 ^e trimestre	5,64	Novembre	5,44
1982	11,41	1987 1 ^{er} trimestre	6,49	Décembre	5,09
1983	8,07	2 ^e trimestre	5,62	1988 Janvier	5,02
1984	9,45	3 ^e trimestre	5,21	Février	4,16
1985	8,25	4 ^e trimestre	4,89	Mars	5,10
1986	6,61	1988 1 ^{er} trimestre	4,76	Avril	5,05
1987	5,56	2 ^e trimestre	4,64	Mai	4,28
		3 ^e trimestre	5,14	Juin	4,62
				Juillet	4,15
				Août	5,30
				Septembre	6,30
				Octobre	5,84

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1980 9 décembre ...	6	6	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1985 10 décembre ...	8,65	6	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1986 10 juin	7,40	7,40	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	9 septembre ..	7,15	7,15	6
1987	6,75	6,75	6,75	6,85	7,25	9 décembre ...	7,60	7,60	6
1986 2 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,30	7,84	1987 10 mars	7,60	7,60	7,60
3 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,25	7,30	9 juin	7,20	7,25	7,30
4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	8 septembre ..	6,85	6	6
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,40	7,40	7,40	7,40	7,68	13 octobre	7,00	7,15	6
2 ^e trimestre ...	6,65	6,70	6,75	6,90	7,13	10 novembre ...	7,00	6	6
3 ^e trimestre ...	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	8 décembre ...	6,90	6,95	6,95
4 ^e trimestre ...	6,75	6,75	6,75	6,85	7,15	1988 12 janvier	6,75	6,85	6
1988 1 ^{er} trimestre ...	6,10	6,10	6,10	6,15	6,32	9 février	6,35	6,45	6,55
2 ^e trimestre ...	6,00	6,05	6,10	6,15	6,15	8 mars	6,15	6,25	6,30
3 ^e trimestre ...	7,15	7,20	7,35	7,45	7,31	12 avril	6,15	6	6
1987 Octobre	6,75	6,80	7,15	7,25	7,23	10 mai	6,15	6,25	6
Novembre	6,75	6,80	6,85	7,05	7,18	14 juin	6,15	6,25	6
Décembre	6,75	6,75	6,75	6,85	6,87	12 juillet	6,95	6	6
1988 Janvier	6,35	6,35	6,35	6,45	6,56	8 août	7,45	7,50	6
Février	6,15	6,15	6,15	6,25	6,28	13 septembre ..	7,55	7,60	7,65
Mars	6,10	6,10	6,10	6,15	6,17	11 octobre	7,35	7,45	7,50
Avril	6,10	6,10	6,10	6,15	6,15				
Mai	6,10	6,10	6,10	6,15	6,15				
Juin	6,00	6,05	6,10	6,15	6,15				
Juillet	6,75	6,90	7,10	7,25	7,00				
Août	7,15	7,30	7,50	7,55	7,37				
Septembre	7,15	7,20	7,35	7,45	7,52				
Octobre	7,10	7,15	7,25	7,30	7,36				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50
1988 15 février	0,50	3,75	4,00	4,50	5,00	6,20

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	
1988 16 février	3,75		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986 Juillet	7,77	7,58	7,86	7,90	7,78
Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Octobre	7,27	7,17	8,14	8,11	7,65
Novembre	7,81	7,73	8,32	8,33	8,04
Decembre	7,34	7,41	7,98	7,99	7,65
1988 Janvier	7,29	7,37	8,04	8,03	7,65
Février	6,89	6,97	7,58	7,58	7,23
Mars	6,57	6,47	7,38	7,28	6,89
Avril	6,84	6,77	7,65	7,49	7,13
Mai	6,83	6,93	7,62	7,55	7,14
Juin	7,07	7,05	7,89	7,82	7,38
Juillet	7,04	7,01	7,84	7,74	7,35
Août	7,22	7,20	8,03	7,96	7,54
Septembre	7,41	7,47	8,26	8,16	7,78
Octobre	7,29	7,39	8,03	8,09	7,61
Novembre	7,15	7,21	7,89	7,92	7,43

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

**XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60
1988 12 février	6,20	7,00	7,30	7,30

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1985 ...		7,50		4,00		8,75		18,00 ⁴		5,50		4,00		5,00
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50							10	4,00
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00 ⁴	7	5,00			21	3,50
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00						
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						
Juin					16	7,00								
Juillet	11	6,00												
Août	21	5,50												
Novembre ...													1	3,00
Décembre ...					16	7,25								
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50		
Février													23	2,50
Mars					10	7,75	13	11,50						
Juillet					3	7,50								
Août							28	12,00						
Septembre ...	4	6,00												
Novembre ...					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre ...					25	8,00			25	4,50				
Décembre ...			4	2,50	4	7,75			4	4,25	4	2,50		
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
Août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1984	9,38		10,09		1987 Octobre	9,38		8,09	
1985	11,31		9,49		Novembre	8,88		8,56	
1986	10,81		8,49		Décembre	8,38		8,66	
1987	8,38		8,66		1988 Janvier	8,38		8,62	
1986 2 ^e trimestre	9,81		8,84		Février	8,88		8,57	
3 ^e trimestre	9,81		8,60		Mars	8,38		8,78	
4 ^e trimestre	10,81		8,49		Avril	7,88		9,12	
1987 1 ^{er} trimestre	9,81		7,05		Mai	7,38		9,17	
2 ^e trimestre	8,87		8,54		Juin	8,88		9,44	
3 ^e trimestre	9,87		9,57		Juillet	10,38		9,54	
4 ^e trimestre	8,38		8,66		Août	11,81		10,03	
1988 1 ^{er} trimestre	8,38		8,78		Septembre	11,81		10,58	
2 ^e trimestre	8,88		9,44		Octobre	11,81		10,54	
3 ^e trimestre	11,81								

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1987 10 sept.	1988 8 sept.	1987 8 oct.	1988 6 oct.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	410,3	383,2	422,4	400,6	411,2	—	414,4	—
Or	256,9	210,2	218,3	223,3	221,3	213,2	221,3	213,2
Disponibilités à vue à l'étranger	62,3	87,0	108,3	94,6	107,8	98,8	105,0	96,4
Ecus	73,2	68,8	75,3	64,4	62,8	56,8	69,0	56,7
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes	17,9	17,2	20,5	18,3	19,3	18,9	19,1	18,5
Créances sur le Trésor	18,4	30,5	33,0	47,2	45,6	—	45,7	—
Monnaies divisionnaires	0,8	0,7	0,9	1,0	1,3	1,4	1,1	1,4
Comptes courants postaux	0,5	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,4	0,1
Concours au Trésor Public ¹	11,5	23,6	25,3	36,5	36,5	36,9	36,5	36,9
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer	5,6	6,1	6,7	7,6	7,7	8,3	7,7	8,2
Créances provenant d'opérations de refinancement	259,5	242,7	182,4	339,6	129,8	—	142,6	—
Effets escomptés	87,8	83,6	72,5	61,0	63,6	—	62,5	—
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations	117,9	115,0	72,3	159,0	48,0	—	58,0	—
Avances sur titres	0,3	0,2	0,2	1,8	0,2	0,1	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement	53,5	43,9	37,4	117,8	18,0	18,2	22,0	25,1
Titres d'Etat (bons et obligations)	—	—	—	—	—	37,2	—	42,7
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	—	—	—	—	—	0,4	—	0,4
Effets privés	—	—	—	—	—	104,4	—	124,0
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM .	74,4	63,2	73,5	73,7	77,5	74,1	75,5	74,1
Divers	8,8	9,7	11,9	15,8	11,6	10,9	10,2	10,8
Total ..	771,4	729,3	723,2	876,9	675,7	679,7	688,4	708,6
PASSIF								
Billets en circulation	204,9	212,3	218,4	228,9	219,8	230,3	219,3	229,2
Comptes créditeurs extérieurs	14,7	11,6	12,7	21,7	12,2	—	11,9	—
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	4,5	2,7	4,2	13,5	3,8	6,7	3,5	7,0
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	10,2	8,9	8,5	8,2	8,4	8,7	8,4	8,7
Compte courant du Trésor public	64,8	78,9	60,7	120,0	8,3	13,0	20,6	14,7
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	95,4	103,6	88,9	146,2	90,1	—	87,0	—
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	27,4	42,3	45,8	92,1	49,9	53,5	47,5	78,5
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	36,7	42,1	37,7	33,2	33,2	—	32,8	—
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	31,3	19,2	5,4	20,9	7,0	6,3	6,7	6,6
Reprise de liquidités	—	—	—	—	—	24,9	—	24,7
Ecus à livrer au FECOM	73,2	65,5	70,8	77,4	75,4	73,9	76,7	73,9
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	301,3	242,9	253,1	259,4	256,8	246,7	256,8	246,7
Capital et fonds de réserve	2,8	3,0	3,1	3,2	3,2	3,3	3,2	3,3
Divers	14,3	11,5	15,5	20,1	9,9	12,4	12,9	15,3
Total ..	771,4	729,3	723,2	876,9	675,7	679,7	688,4	708,6
¹ Montant maximum des concours au Trésor public	11,5	23,6	25,3	36,5	36,5	36,9	36,5	36,9

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1985 February 28	1986 February 28	1987 February 28	1988 February 29	1987 September 9	1988 September 7	1987 October 7	1988 October 5
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	12.0	12.3	12.9	13.3	13.3	14.5	13.2	14.4
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	12.0	12.3	12.9	13.3	13.3	14.5	13.2	14.4
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	2.0	1.3	1.7	8.3	9.1	8.9	9.5
Other Securities	10.0	10.3	11.6	11.6	5.0	5.4	4.3	4.9
Total ...	12.0	12.3	12.9	13.3	13.3	14.5	13.2	14.4
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	4.2	3.9	1.9	0.4	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.7	0.9	1.0	1.2	1.0	1.2	1.0	1.1
Reserves and Other Accounts	1.7	1.7	1.7	2.0	2.0	2.2	2.0	1.9
Total ...	6.6	6.5	4.6	3.6	3.1	3.5	3.1	3.1
Government Securities	0.5	0.5	0.5	0.5	1.5	0.6	0.5	0.6
Advances and Other Accounts	1.0	0.7	1.2	1.0	0.8	0.8	1.2	0.7
Premises, Equipment and Other Securities	5.1	5.3	2.9	2.1	0.8	2.1	1.4	1.8
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	6.6	6.5	4.6	3.6	3.1	3.5	3.1	3.1

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1984 December 31	1985 December 31	1986 December 31	1987 December 31	1987 September 9	1988 September 7	1987 October 7	1988 October 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.7	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Coin	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Loans and securities	173.2	194.3	223.0	235.2	220.7	230.6	219.9	232.0
<i>Loans</i>	3.6	3.1	1.6	3.8	1.4	3.0	1.4	5.2
<i>Acceptances</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	8.8	9.9	10.1	8.9	7.6	7.2	7.6	7.2
<i>U.S. Government securities</i>	160.8	181.3	211.3	222.5	211.7	220.4	210.9	219.6
Cash items in process of collection	6.8	11.7	10.3	8.0	10.2	10.4	7.8	8.1
Other assets	12.4	15.3	17.5	15.9	15.8	18.5	16.7	18.0
Total assets ...	208.5	237.6	267.4	275.6	263.2	276.0	260.9	274.6
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	168.3	181.4	195.4	212.9	202.0	220.0	201.1	218.8
Deposits	28.3	39.5	56.9	48.4	46.5	40.5	46.4	41.9
<i>Depository institutions</i>	21.8	28.6	48.1	41.8	43.5	37.3	43.0	37.5
<i>U.S. Treasury-general account</i>	5.3	9.4	7.6	5.3	2.4	2.6	2.8	3.9
<i>Foreign-official accounts</i>	0.3	0.5	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.9	1.0	0.9	1.0	0.3	0.4	0.4	0.3
Deferred availability cash items ³	6.0	10.7	9.0	7.2	7.9	8.1	6.5	6.5
Other liabilities and accrued dividends ...	2.7	2.4	2.3	3.0	2.5	2.9	2.6	2.9
Capital accounts	3.2	3.6	3.8	4.1	4.3	4.5	4.3	4.5
Total liabilities and capital accounts.....	208.5	237.6	267.4	275.6	263.2	276.0	260.9	274.6

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK

(miljarden guldens)

	1984 31 dec.	1985 31 dec.	1986 31 dec.	1987 31 dec.	1987 7 sept.	1988 5 sept.	1987 5 okt.	1988 10 okt.
ACTIVA								
Goud	30,9	30,9	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	1,5
Reservepositie in het I.M.F.	3,4	2,7	1,9	1,6	1,8	1,6	1,8	1,6
Ecu's	15,1	14,0	10,7	12,6	12,0	11,9	12,5	11,7
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	11,8	12,0	11,6	14,0	14,3	16,6	14,1	17,4
Buitenlandse betaalmiddelen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	1,7	1,8	0,6	0,3	0,6	1,0	0,6	0,6
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	1,0
Voorschotten in rekening-courant en beleningen	7,0	7,2	12,2	7,8	7,4	7,7	7,5	9,6
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nederlandse munten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
Belegging van kapitaal en reserves	1,4	1,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
Gebouwen en inventaris	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	0,5	—
Diverse rekeningen	1,2	1,5	1,8	0,8	0,4	0,9	0,4	0,9
Totaal ...	74,8	73,9	70,2	68,6	68,0	71,3	68,5	73,8
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	28,2	29,2	30,4	33,8	31,7	33,9	32,1	33,7
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1,8	3,5	6,0	3,1	5,2	—	4,9	—
's Rijks schatkist	1,7	3,3	5,8	2,9	5,1	3,8	4,8	7,7
Banken in Nederland	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Andere ingezetenen	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	0,3	0,3	0,5	0,2	0,1	—	0,2	—
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Andere niet-ingezetenen	0,2	0,2	0,5	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Kasreserverekeningen	—	—	—	—	—	1,1	—	0,0
Krediet van het I.M.F.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten ...	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,6	0,3	0,5
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,8	1,6	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5
Waarderingsverschillen goud en deviezen	38,4	34,8	27,7	26,4	26,6	27,3	26,8	27,2
Herwaarderingsrekening	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Reserves	1,5	1,6	1,8	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
Kapitaal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Diverse rekeningen	2,4	2,4	1,9	1,4	0,5	0,6	0,6	0,7
Totaal ...	74,8	73,9	70,2	68,6	68,0	71,3	68,5	73,8
N.B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1985 dicembre	1986 dicembre	1987 dicembre	1987 aprile	1988 aprile	1987 maggio	1988 maggio
ATTIVO							
Oro	28,7	25,5	28,9	25,6	27,6	25,6	27,6
Crediti in oro (FECOM)	9,9	8,8	10,0	9,1	9,4	9,1	9,4
Cassa	0,7	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,4
Risconti e anticipazioni :							
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
ammassi	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,1	2,1
anticipazioni : in conto corrente	0,6	1,9	1,6	0,8	2,6	2,0	1,6
a scadenza fissa	6,2	1,5	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	2,0	0,0	4,1	0,0	4,1
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	7,2	10,1	12,0	10,5	10,9	10,5	10,9
altre attività	6,0	1,9	1,7	1,9	1,8	1,9	1,7
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	1,3	2,1	1,4	1,5	1,4	1,5
Ufficio Italiano Cambi :							
conto corrente ordinario (saldo debitore)	11,0	14,2	20,3	19,8	21,4	16,5	19,5
conti speciali	3,5	3,2	3,2	3,1	3,3	3,1	3,4
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	48,2	52,7	62,0	60,3	65,5	58,7	70,2
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,7	0,5	0,7	0,6	0,6
Titoli di proprietà :							
titoli di stato o garantiti dallo Stato	62,9	71,4	68,1	64,8	63,2	70,6	61,3
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,2	2,2	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8	1,7	1,8
Altri conti e partite varie	2,4	1,5	2,1	2,3	2,7	2,3	1,8
Ratei e risconti	2,5	2,5	2,4	1,7	2,2	1,7	2,1
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	0,0	2,4	2,3	2,9	2,8
Totale attivo	198,3	204,1	224,0	211,0	226,0	213,8	225,7
PASSIVO							
Circolazione	47,0	50,5	54,5	46,7	50,5	47,6	51,0
Vaglia cambiari	0,7	0,7	0,8	0,4	0,5	0,4	0,5
Altri debiti a vista	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	3,4	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	75,8	84,8	94,3	91,8	98,6	92,5	97,6
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,5	3,2	3,2	3,1	3,3	3,1	3,4
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4
Debiti in ECU (FECOM)	12,0	10,1	12,0	10,5	10,9	10,5	10,9
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,5	0,9	0,7	0,2	0,2	0,4	0,4
Accantonamenti diversi	49,8	46,8	51,9	47,1	50,1	47,1	50,1
Fondi ammortamento diversi	0,6	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6	0,7
Partite varie	0,5	1,3	1,0	3,0	3,2	3,5	2,3
Ratei e risconti	1,3	1,1	1,0	1,4	1,6	1,4	1,6
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,5	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9
Fondo di riserva straordinario	1,8	2,0	2,2	2,0	2,2	2,1	2,3
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	0,0	2,5	2,4	3,1	3,0
Totale passivo e patrimonio	198,3	204,1	224,0	211,0	226,0	213,8	225,7
Depositanti di titoli e altri valori	549,1	698,8	822,7	749,2	864,3	753,5	872,1

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1987 31. Dez.	1987 7. Sept.	1988 7. Sept.	1987 7. Okt.	1988 7. Okt.
AKTIVA								
Währungsreserven	81,6	83,6	91,6	120,2	108,5	97,6	111,6	96,2
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	16,1	13,2	11,4	9,3	10,6	9,2	10,5	9,2
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	14,3	17,2	16,3	28,9	23,4	24,4	26,9	21,7
Devisen und Sorten	37,5	39,5	50,2	68,3	60,8	50,3	60,5	51,6
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,4	2,5	2,4
Kredite an inländische Kreditinstitute	96,3	105,3	96,4	82,4	92,2	119,0	92,6	129,4
Inlandswechsel	47,8	44,1	40,5	33,8	34,8	31,5	34,7	31,9
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Wertpapiere	25,7	41,6	33,2	27,6	36,9	67,2	37,2	78,1
Auslandswechsel	14,8	17,3	20,3	20,2	20,5	20,0	20,7	19,4
Lombardforderungen	8,0	2,3	2,4	0,8	0,0	0,3	0,0	0,0
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11,1	8,9	11,6	9,5	12,5	13,6	10,4	9,4
Kassenkredite (Buchkredite)	2,4	0,2	2,9	0,8	3,8	4,9	1,7	0,7
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	4,3	4,1	5,2	4,5	4,7	4,7	4,6	5,0
Deutsche Scheidemünzen	1,0	1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Postgiroguthaben	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Sonstige Aktiva	11,3	11,3	12,5	10,6	5,4	7,4	6,7	6,2
Insgesamt ...	208,2	216,9	220,9	230,5	226,7	245,7	229,3	249,5
PASSIVA								
Banknotenumlauf	100,6	105,4	114,0	125,6	119,9	133,0	119,6	134,4
Einlagen von Kreditinstituten	54,3	55,8	55,9	60,5	59,1	56,9	56,9	56,2
<i>auf Girokonten</i>	54,3	55,8	55,9	60,5	59,1	56,9	56,9	56,2
<i>sonstige</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,0	2,3	1,1	4,7	2,0	0,8	3,0	3,3
<i>Bund</i>	0,4	1,2	0,4	3,9	0,1	0,1	0,1	2,2
<i>Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Länder</i>	0,5	1,1	0,7	0,8	1,9	0,7	2,9	1,1
<i>Anderer öffentliche Einleger</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,8	1,6	3,3	3,3	2,3	3,6	3,4	2,7
<i>Bundesbahn</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter</i>	2,1	0,7	2,4	2,5	1,7	3,0	2,8	2,1
<i>Sonstige Einleger</i>	0,7	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6,5	8,8	4,8	5,2	5,0	4,9	5,5	5,3
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	11,4	14,6	19,9	17,1	19,7	24,7	22,0	25,2
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	11,4	14,6	19,9	17,1	19,7	24,7	22,0	25,2
<i>Sonstige</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,7	3,3	2,9	2,7	2,9	2,7	2,9	2,7
Sonstige Passiva	27,9	25,1	19,0	11,4	15,8	19,1	16,0	19,7
Insgesamt ...	208,2	216,9	220,9	230,5	226,7	245,7	229,3	249,5

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1987 31 décembre	1987 10 août	1988 10 août	1987 10 septembre	1988 9 septembre
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	38,9	38,1	36,3	37,4	34,5	31,9	33,9	31,1
Droits de tirage spéciaux du F.M.I.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,7	2,8	2,7	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,7	3,0	3,2	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
autres	1,7	1,7	2,0	2,1	2,0	2,2	2,0	2,2
Correspondants en Suisse	0,5	0,5	0,5	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0
Autres postes de l'actif	0,0	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4
Total	58,7	58,5	57,0	57,7	49,1	46,7	48,5	45,9
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	26,5	25,8	27,0	27,3	24,6	25,4	24,5	25,8
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,2	14,1	14,9	17,0	8,1	5,3	7,8	4,9
autres engagements à vue	1,2	2,6	1,1	1,5	1,7	3,2	1,3	2,2
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	16,7	15,9	13,9	11,8	14,6	12,7	14,8	12,9
Total	58,7	58,5	57,0	57,7	49,1	46,7	48,5	45,9

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des Statuts)]

	1986 31 décembre	1987 31 décembre	1987 31 août	1988 31 août	1987 30 septembre	1988 30 septembre
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,0	5,1	5,0
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,9	1,5	0,7	1,8	0,7	1,6
Dépôts à terme et avances	16,8	27,6	19,6	27,8	22,3	28,0
Or :						
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Monnaies						
à 3 mois au maximum	15,0	24,6	16,3	25,0	19,5	24,9
à plus de 3 mois	1,7	2,9	3,2	2,6	2,7	2,9
Titres du secteur public et autres titres à terme	2,6	4,0	3,4	3,6	3,6	4,1
à 3 mois au maximum	1,5	2,5	2,0	2,0	2,2	2,5
à plus de 3 mois	1,1	1,5	1,4	1,6	1,4	1,6
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
<i>Total de l'actif</i>	25,4	38,2	28,8	38,2	31,7	38,8
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Dépôts (or)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,6	4,5
Banques centrales :						
à vue	4,5	4,5	4,5	4,5	4,6	4,5
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	18,7	31,2	22,0	31,4	24,8	32,0
Banques centrales :						
à vue	1,3	1,2	1,4	1,6	1,7	2,3
à 3 mois au maximum	15,9	27,6	17,8	26,5	20,2	26,7
à plus de 3 mois	0,6	1,2	1,6	2,0	1,7	1,8
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,9	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Divers	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
<i>Total du passif</i>	25,4	38,2	28,8	38,2	31,7	38,8
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

OCTOBRE 1988

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

EXPANSION ECONOMIQUE.

Loi de réorientation économique.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 5 octobre 1988 pris en exécution de l'article 11bis de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, *Moniteur*, 29 octobre 1988, p. 15062.

PRIX.

Hausse de prix.

Arrêté ministériel du 11 octobre 1988 modifiant l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix, *Moniteur*, 18 octobre 1988, p. 14444.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget du Ministère des Communications. Années budgétaires 1986 et 1987.

Loi du 3 août 1988 contenant le budget du Ministère des Communications pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 15 octobre 1988, p. 14363.

Loi du 3 août 1988 contenant le budget du Ministère des Communications pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 22 octobre 1988, p. 14642.

Budget du Ministère de la Justice. Années budgétaires 1985, 1986 et 1987.

Loi du 16 août 1988 ajustant le budget du Ministère de la Justice pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur*, 25 octobre 1988, p. 14707.

Loi du 16 août 1988 contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 25 octobre 1988, p. 14723.

Loi du 16 août 1988 contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 26 octobre 1988, p. 14787.

Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones. Années budgétaires 1986 et 1987.

Loi du 2 août 1988 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 4 octobre 1988, p. 13908.

Loi du 2 août 1988 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 6 octobre 1988, p. 14011.

GARANTIE DE L'ETAT.

Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Arrêté royal du 10 octobre 1988 relatif à l'emprunt 8 p.c. 1988-1995 à contracter, sous la garantie de l'Etat, par le Fonds d'aide au redressement financier des communes, *Moniteur*, 14 octobre 1988, p. 14315.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FLAMANDE.

Budget des Voies et Moyens. Année budgétaire 1988.

Décret du 23 juin 1988 contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 29 octobre 1988, p. 15052.

REGION FLAMANDE.

Garantie de la Région. Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 27 juillet 1988 autorisant la société coopérative « Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses » à contracter, sous la garantie de la Région, un emprunt d'un montant réel de 2.975 millions de francs, *Moniteur*, 19 octobre 1988, p. 14508.

Garantie de la Région. Société nationale du Logement.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 27 juillet 1988 autorisant la Société nationale du Logement à contracter des emprunts d'une somme réelle de deux milliards cent millions de francs, sous la garantie de la Région, *Moniteur*, 19 octobre 1988, p. 14509.

REGION WALLONNE.

Fonds spéciaux. Fonds des communes. Répartition entre les communes.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 septembre 1988 dérogeant pour l'année 1987 à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne pour les années 1983 à 1988, *Moniteur*, 28 octobre 1988, p. 14922.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.2. SECURITE ET AIDES SOCIALES.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

Minimum de moyens d'existence.

Arrêté royal du 22 septembre 1988 modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence, *Moniteur*, 15 octobre 1988, p. 14409.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

IMPORTATIONS. EXPORTATIONS. TRANSIT.

Licence d'importation.

Arrêté ministériel du 19 septembre 1988 modifiant l'arrêté ministériel du 7 avril 1988 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, *Moniteur*, 4 octobre 1988, p. 13932.

Arrêté ministériel du 19 septembre 1988 modifiant l'arrêté ministériel du 7 avril 1988 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises, *Moniteur*, 4 octobre 1988, p. 13934.

TARIF DOUANIER COMMUN.

Règlement (CEE) n° 3174/88 de la Commission, du 21 septembre 1988, modifiant l'annexe I au règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, *Journal officiel* n° L 298 du 31 octobre 1988, p. 1.

7. — DIVERS

CALAMITES NATURELLES.

Assistance mutuelle dans la lutte contre les catastrophes et les accidents. Convention entre la Belgique et les Pays-Bas. Approbation.

Loi du 9 septembre 1988 portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas sur l'assistance mutuelle dans la lutte contre les catastrophes et les accidents, signée à La Haye le 14 novembre 1984, *Moniteur*, 29 octobre 1988, p. 15039.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

**

ABRAHAM, F.

Nationale vakbonden, interprofessionele loonakkoorden en economische politiek.

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 44, 1988 06, p. 1-31.*)

BE 92

BEKERMAN, G.

L'Ecu, une créance douteuse ?

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE, Luxembourg, 23-24, 1988 08/09, p. 2-12.*)

LU 4

657.45

333.432.8

ANALYSE...

La nouvelle réglementation des comptes consolidés : une grille de lecture des normes françaises et étrangères.

(In : *ANALYSE FINANCIERE, Paris, p. 62-87.*)

FR 1

BERGSTEN, C.F.

Restructuring the international monetary system.

(In : *ECONOMIC IMPACT, Washington, 63, 1988 04/06, p. 37-41.*)

US 19

334.154.1

333.111.42 - 382.257.

BALTENSBERGER, M.

Integration der nationalen Geld- und Kapitalmärkte.

(In : *AUSSENWIRTSCHAFT, St. Gallen, 3, 1988 09, p. 385-397.*)

CH 1

BIS...

Reserves and international liquidity, 1970-83.

(In : *BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS - BIS ECONOMIC PAPERS, Basle, 22, 1988 06, p. 5-43.*)

BIS 1

339.112.0

650 - 174

BARLA, P.

La structure du patrimoine des ménages belges : une étude micro-économique.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 118, 1988 03/06, p. 199-218.*)

BE 44E

BOEY, K. et al.

Een katern over bedrijfsethiek.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 4, 1988 08, p. 451-512.*)

BE 64B

BROUHNS, G.

Le budget de l'Etat.

(Tout savoir sur, 3.)

Bruxelles, E. Story-Scientia, 1988, IX + 131 p.

BULLETIN...

La Belgique, pays touristique.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 27, 1988 07 01, p. 1-6.)

BE 33

331.139.2

333.451.5

BRUNEEL, D.

Marchés de capitaux : dé- ou re-réglementation.

(In : REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 5-6, 1988 06/09, p. 256-273.)

FR 5B

BULLETIN...

Vers un marché des changes unique en UEBL.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 31, 1988 09 16, p. 1-6.)

BE 33

338.046.2 - 338.33 - 330.513.

333.130.3

BULLETIN...

Seize propositions de la FEB pour promouvoir les PME.

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 12, 1988 06 30, p. 1040-1051.)

BE 32

BULLETIN...

Définition des normes de fonds propres applicables aux banques internationales.

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 16, 1988 08 22, p. 264-265.)

FMI 2F

332.221.

333.101. - 333.480. - 334.154.1

BULLETIN...

L'indexation des salaires.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 29, 1988 02 08, p. 1-6.)

BE 33

BULLETIN...

La place financière de Luxembourg à l'horizon 1992.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, Luxembourg, 1, 1988 01/03, p. 9-12.)

LU 1

BUREAU DU PLAN.

Perspectives 1988-1992 de juillet 1988.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1988, 43 p.

330.01 - 338.723. - 303.8

BURNIAUX, J.-M. et al.

Quantifying the economy-wide effects of agricultural policies : a general equilibrium approach.

(In : WORKING PAPERS - O.E.C.D., Paris, 55, 1988 07, p. 1-92.)

OECD 12B

336.834. - 333.712.1 - 333.112.1
338.43 - 333.712.3

BUZELAY, A.

Les aides financières et les critères d'implantation des entreprises.

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE, Luxembourg, 23-24, 1988 08/09, p. 23-27.)

LU 4

334.150.0 - 334.151.1

CECCHINI, P. et al.

Alles op alles voor Europa : de uitdaging Europa 1992.

Amsterdam, Borsen International Publications, 1988, 231 p.

CHECKLIST...

Checklist for the negotiation and drafting of an international R&D cooperation agreement in the framework of a Eureka project. (Eureka ministerial conference held in Madrid.)

Brussels, Eureka, 1988, 32 p.

306.12 - 306.16 - 307.362.

CHRISTODOULOU, E.

Rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une directive relative à l'harmonisation des définitions du produit national brut aux prix du marché et au renforcement des bases statistiques d'évaluation.

(In : PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg, , 1988 06 06, p. 3-13.)

EEC 4F

339.324.

CONSEIL DE LA CONSOMMATION.

Avis concernant le projet de loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Bruxelles, Conseil de la Consommation, 1986, 110 p.

332.691. - 332.26

COTIS, J.-P.

L'hystérèse serait présente en Europe, indique une étude des services du Fonds : « Le chômage engendre le chômage ».

(In : BULLETIN DU FMI, Washington, 16, 1988 08 22, p. 257 + 261-262.)

FMI 2F

DE CLERCK, J.C.A.

L'incidence de l'exercice d'une activité et du bénéfice d'une prestation sociale sur la pension dans le régime des travailleurs salariés.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 9-10, 1987 09/10, p. 829-1005.*)

BE 141

DE MUNTER, H.

La couverture des risques a l'achat des matières premières.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 6, 1988 06, p. 87-91.*)

BE 69

331.30 - 331.061.

368.40 - 368.43 - 332.832.

DEFEYT, PH. & DEGRYSE, E.

La conjoncture internationale et belge au printemps 1989 : croissance et résorption spontanée, quoique lente, des déficits.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Louvain-la-Neuve, , 1988 06, p. 1-55.*)

BE 87

DEVRIERE, C.

Een gezond pensioen voor de toekomst, kan dat ?

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS, Antwerpen, 2, 1988 04/06, p. 3-9.*)

BE 556

338.80 - 380.21 - 339.320.

334.154.33

DELVAX, G.

Mode de production et mode de consommation capitalistes.

(In : *CAHIERS DE LA CONSOMMATION, Bruxelles, 1, 1988, p. 7-56.*)

BE 797

DHAEYER, B.

Les groupes de sociétés et le droit européen de la concurrence.

(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 2, 1988 03/04, p. 35-63.*)

BE 10A

334.151.21

334.151.27 - 333.825.

DE MEYER, C.R.W.

Op weg naar een Europese Centrale Bank.

(In : *BANK- EN EFFECTENBEDRIJF, Amsterdam, 334, 1988 06, p. 198-202.*)

NL 3A

DIEBOLD, F.X. & PAULY, P.

Has the EMS reduced member-country exchange rate volatility ?

(In : *EMPIRICAL ECONOMICS, Vienna, 2, 1988, p. 81-102.*)

AT 3

331.156. - 333.421.1 - 333.432.8

DRUMMOND, I.M.

The gold standard and the international monetary system, 1900-1939.

(Studies in economic and social history.)

Basingstoke, Hampshire, Macmillan Education, 1987, 71 p.

333.733.

DULLAERT, J.-P.

Hypothekaire leningen.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS, Antwerpen, 2, 1988 04/06, p. 10-16.*)

BE 556

333.451. - 333.451.3 - 333.451.4

DUNIS, A. & SPILLEBOUDT, M.

Contrats à terme standardisés sur devises et sur taux d'intérêt outils de gestion des risques de change et d'intérêt.

(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 1, 1988 01/02, p. 39-53.*)

BE 10A

334.154.1 - 334.154.2 - 334.150.0
334.151.26 - 334.152.1 - 334.152.0
334.151.7

EUROPEAN COMMUNITIES.

Research on the cost of non-Europe : basic findings.

(Document.)

Luxembourg, Office for Official Publications of the E.C., 1988, div. p.

334.154.1 - 334.154.2 - 334.150.0
334.151.26 - 334.152.1 - 334.152.0

EUROPEAN COMMUNITIES.

Research on the cost of non-Europe. 1. Basic studies : executive summaries.

(Document.)

Luxembourg, Office for Official Publications of the E.C., 1988, 575 p.

334.154.1 - 334.154.2 - 334.150.0
334.151.26 - 334.152.1 - 334.152.0
334.151.7

EUROPEAN COMMUNITIES.

Research on the cost of non-Europe. 2. Studies on the economics of integration.

(Document.)

Luxembourg, Office for Official Publications of the E.C., 1988, 652 p.

334.154.1 - 334.154.2 - 334.150.0
334.151.26 - 334.152.1 - 334.152.0
334.151.7

EUROPEAN COMMUNITIES.

Research on the cost of non-Europe. 3. The completion of the internal market : a survey of European industry's perception of likely effects.

(Document.)

Luxembourg, Office for Official Publications of the E.C., 1988, III + 300 p.

333.432.8 - 339.115. - 338.340.
338.341.1 - 382.254. - 382.256.

FRIEDMAN, I.S.

Toward world prosperity : reshaping the global money system.

Lexington, Mass., Lexington Books, 1987, XIII + 317 p.

GNOS, C.

L'Ecu privé et l'intégration monétaire.

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE, Luxembourg, 23-24, 1988 08/09, p. 33-34.)

LU 4

ITTA, E.

Banque centrale et constitution monétaire européenne.

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE, Luxembourg, 23-24, 1988 08/09, p. 16-19.)

LU 4

338.043. - 333.426. - 333.600.
333.605. - 333.139.2 - 382.257.
- 333.427. - 333.117. - 333.613.

336.312.3

HABERER, J.-Y.

Le découplage de la finance et de l'économie. Contribution à l'évaluation des enjeux européens dans la révolution du système financier international.

(In : ECONOMIC PAPERS, Brussels, 64, 1988 05, p. 1-70.)

EEC 2B

JEANNIN, P.

La maîtrise des risques politiques en commerce international.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 3, 1988 05/06, p. 47-57.)

BE 10A

338.43 - 342.2 - 334.154.1
336.10

658.325. - 658.313.

HEREMANS, D.

Bevoegdheidsverdeling en economische autonomie. De staatshervorming in het licht van 1992.

(In : LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 46, 1988 07, p. 1-36.)

BE 92

JONGEN, S.

L'actionnariat des salariés.

(In : ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE, Liège, 2, 1988 04/06, p. 229-255.)

BE 5A

338.047.

333.100. - 382.242.0

HIRSHHORN R. & KAELL A.

A framework for evaluating public corporations.

(In : ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE, Liège, 2, 1988 04/06, p. 141-156.)

BE 5A

JUETERBOCK, D.

S.W.I.F.T. II fuer die 90er Jahre.

(In : DIE BANK, Köln, 6, 1988 06, p. 329-334.)

DE 2

333.130.1 - 334.154.1 - 333.101.
333.480.

333.110. - 333.80 - 333.820.
333.846.0 - 333.450.

KANJI, S.

The shape of things to come ?

(In : *THE BANKER*, London, 751, 1988 09, p. 31-37.)

GB 3

LECHNER, H.H.

Währungspolitik.

Berlin, Walter de Gruyter, 1988, XIX + 558 p.

334.154.1 - 333.721. - 347.751.3

339.112.0

LATHAM, P.

Dispositions communautaires relatives au crédit à la consommation : la directive 87/102/CEE du 22 décembre 1986.

(In : *REVUE DU MARCHE COMMUN*, Paris, 316, 1988 04, p. 219-224.)

FR 58

LOOS, M. & VUCHELEN, J.

Het gezinsvermogen (1970-1987).

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 118, 1988 03/06, p. 219-236.)

BE 44E

307.21 - 332.620. - 332.630.
332.621.4

334.6 - 334.10 - 382.11

LAURENSSE, G.

Le chômage de longue durée : Pantarhei ?

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 3, 1988 05/06, p. 5-22.)

BE 149B

LUDLOW, P.

Europe, Japan and the United States : creating the bases of a new world order.

(In : *CEPS WORKING DOCUMENTS - ECONOMIC*, Bruxelles, 36, 1988 06, p. 1-15.)

BE 175B

332.620. - 332.630. - 307.21

339.4 - 658.42

LAURENSSE, G.

Pour une nouvelle politique de l'emploi.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 3, 1988 05/06, p. 35-53.)

BE 149B

LURKIN, P. et al.

L'élaboration d'un tableau de bord financier. (1)

(In : *GESTION 2000*, Louvain-la-Neuve, 2, 1988 03/04, p. 149-180.)

BE 10A

333.736. - 333.131.36 - 333.712.3
347.734.

336.43 - 336.440.

MAEYAERT, P.

Juridische aspecten bij exportfinanciering door middel van documentaire kredieten in het licht van de laatste herziening van de U.C.P.

Brugge, Die Keure, 1988, III + 194 p.

MATTHYS, H.

De parlementaire goedkeuring van de begrotingen.

(*In : TIJDSCHRIFT VOOR BESTUURSWETENSCHAPPEN EN PUBLIEKRECHT, Brussel, 6, 1988 06, p. 306-311.*)

BE 692

334.154.1

332.691.

MAGGIULLI, C. et al.

Dossier Europe 1992.

(*In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 3, 1988 07, p. 137-194.*)

BE 131A

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Le marché du travail en Belgique.

Bruxelles, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1988, 64 p.

332.243. - 368.40

338.43 - 339.0 - 342.2
334.154.1 - 336.10

MALDAGUE R. et al.

Réflexions à propos du système d'allocations familiales en Belgique.

(*In : REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 11-12, 1988 11/12, p. 1135-1149.*)

BE 141

MOESEN, W. et al.

Bedenkingen bij de nieuwe financieringsvoorstellen voor gewesten en gemeenschappen.

(*In : LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 47, 1988 08, p. 1-50.*)

BE 92

333.109. - 333.830. - 339.4
333.642. - 333.451.4 - 333.823.
333.831.0 - 333.605.

347.720.1 - 334.151.7 - 334.154.33

MANAGEMENT...

Management of interest rate risk.

London, Euromoney Publications, 1988, XVII + 309 p.

MULTINATIONALS...

Multinationals and the European Community.

Oxford, Basil Blackwell, 1988, 170 p.

OOGHE, H. & WEYNS, G.

Kasbeheer en kasplanning.

(In : TIJDSCHRIFT FINANCIËEL MANAGEMENT, Deventer, 3, 1988 06, p. 50-62.)

NL 15

RENARD, R.

Le niveau de vie selon le nombre d'enfants. Une échelle de consommation sur base des enquêtes de l'I.N.S. sur les budgets familiaux.

(In : CAHIERS DE LA CONSOMMATION, Bruxelles, 1, 1988, p. 129-154.)

BE 797

334.150.0 - 334.151.1 - 334.154.1

334.151.3 - 334.151.20 - 334.151.26

334.151.27 - 334.150.6 - 334.151.3 - 334.151.4

PADOA-SCHIOPPA, T.

Efficiency, stability and equity : a strategy for the evolution of the economic system of the European Community.

Oxford, Oxford University Press, 1987, XVII + 187 p.

338.043.

ROSENBERG, N.

On technology blending.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 3, 1988 05/06, p. 17-44.)

BE 10A

331.061.

PLANNING BUREAU.

Annex to the medium term 1988-1992 ; outlook of July 1988.

Brussels, Planning Bureau, 1988, 41 p.

334.151.27 - 334.151.1

RUSSO, M. & TULLIO, G.

Monetary policy coordination within the EMS : is there a rule ?

(In : ECONOMIC PAPERS, Brussels, 63, 1988 04, p. 1-73.)

EEC 2B

332.811.

PLUMHANS-BONIVER, V. & LEJEUNE, L.

La durée de travail effectif dans les grandes entreprises belges : le mur des « 35 heures semaine » est franchi.

Bruxelles, Institut de l'Entreprise, 1988, II + 23 p.

368.40 - 349.1 - 368.45

332.3 - 332.210.

SCHEERLINCK, N.

Analyse juridique de la notion de rémunération cotisable, en sécurité sociale.

(In : REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 11-12, 1988 11/12, p. 1151-1189.)

BE 141

334.151.7 - 334.154.33 - 336.830.
336.834.

368.3 - 336.207.

SCHINA, D.

State aids under the EEC Treaty, articles 92 to 94.
(European Competition Law Monographs.)

Oxford, ESC Publishing Ltd, 1987, XVIII + 221 p.

STANDAERT, M.

De individuele levensverzekering en de fiscale
vrijstelling.

(Fiscale Praktijkstudies, 6.)

*Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1987,
XIX + 141 p.*

338.040. - 658.55 - 658.56
338.30

SEKKAT, K.

Filières de production et stratégies d'entreprises.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles,*
118, 1988 03/06, p. 181-198.)

BE 44E

333.16 - 338.40 - 338.6
338.043.

THARAKAN, P.K.M. & WAELBROECK, J.

Has human capital become a scarce factor in
Belgium ?

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles,*
118, 1988 03/06, p. 159-179.)

BE 44E

338.6

SERVICES DE PROGRAMMATION DE LA
POLITIQUE SCIENTIFIQUE.

Eureka : structures, procédures et état des projets.

Bruxelles, Services de Programmation de la Politique scien-
tifique, 1986, 27 p.

SIMONIS, R.

Les règlements internationaux de 1939 à nos
jours : la période de 1972 à 1987.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-*
WEZEN, Bruxelles/Brussel, 6/7, 1988 08, p. 5-178.)

BE 134

333.138.2 - 338.52 - 333.67
347.731.

TRENCVEL et al.

Société Générale de Belgique : la grande explica-
tion.

(In : *LA REVUE NOUVELLE, Bruxelles, 7-8, 1988*
07/08, p. 4-66.)

BE 149D

336.201. - 336.204.

VANISTENDAEL, F.

Hervormingsvoorstellen voor de belastingregeling
inzake kapitaalinkomsten.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Ant-*
werpen, 4, 1988 08, p. 435-449.)

BE 64B

VAN ROMPUY, P. & BILSEN, V.

10 jaar financiële stromen tussen de gewesten in België.

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven*, 45, 1988 07, p. 1-28.)

BE 92

VLERICK, A.

L'internationalisation du système bancaire belge.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles*, 26, 1988 06 24, p. 1-5.)

BE 33

385.323.

333.825. - 333.450.

VERBEKE, A.

Assessing the effectiveness of Belgian seaport policy.

(In : *ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE, Liège*, 2, 1988 04/06, p. 157-174.)

BE 5A

VUCHELEN, J. & MARIEN, P.

The exchange market announcement effects of Belgian discount rate changes.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC REVIEW, Amsterdam*, 6, 1988 07, p. 1335-1347.)

NL 14

332.11

650

VERLY, J.

Bilan et lignes de force des conventions sectorielles 1987-1988.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles*, 12000, 1988, p. 3-39.)

BE 28E

WOITRIN, M.

Louvain-la-Neuve et le management.

(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve*, 3, 1988 05/06, p. 89-108.)

BE 10A

339.112.12 - 338.76 - 339.112.10
339.237.

334.154.1 - 334.154.32 - 333.139.2

VERSCHEURE, G.

Fonction sociale et dimension économique du logement en Belgique.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1988, IV + 478 p.

ZAVVOS, G.S.

The integration of banking markets in the EEC. The second banking coordination directive.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL BANKING LAW, Oxford*, 2, 1988, p. 53-62.)

GB 787

Prix de l'abonnement annuel

{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 650,—.
Autres pays : voie normale : FB 650,—
voie aérienne : FB 1.450,—

Prix du numéro séparé

{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 65,—.
Autres pays : voie normale : FB 65,—
voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
